

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 1102

[C — 2001/14068]

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 concernant le dégroupage de l'accès à la boucle locale ne donne qu'un minimum de prescriptions et laisse les Etats membres régler un certain nombre de questions pratiques.

Le présent arrêté royal fixe les modalités permettant aux parties qui ont entamé des négociations en vue de dégroupier l'accès à la boucle locale, de faire prolonger de quatre mois le délai légal de ces négociations.

Conformément au nouvel article 108*bis* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, une prolongation du délai des négociations ne peut être obtenue que par une intervention de la Chambre.

Commentaire article par article

L'article premier rend l'intitulé de cet arrêté ainsi que le nom de la Chambre conformes à la récente modification de loi en ce qui concerne le dégroupage de l'accès à la boucle locale.

L'article 2 insère les nouveaux articles 13*bis* et 13*ter*. La procédure décrite dans cet article permet de prolonger le délai des négociations portant sur le dégroupage de l'accès à la boucle locale conformément à l'article 108*bis* de la loi.

La Chambre doit prendre une décision dans les 10 jours ouvrables. Les délais dont disposent la Chambre et les parties sont interprétés de manière stricte. C'est pour cela que les pièces (à l'exception de la demande elle-même) sont à transmettre par télécopie et que le calcul du délai de l'article 14 n'est pas appliqué.

Le paragraphe 5 indique que la Chambre peut tenir une audience, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'une des parties. Cependant, cette audience n'est pas obligatoire.

Enfin, il est à noter qu'une procédure sur la base de l'article 13*bis* n'exclut ni une procédure devant la Chambre visant à régler un litige entre les parties, ni une procédure de conciliation selon l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991.

Pour la justification de l'article 3 de ce projet, il est fait référence à l'explication ci-dessus concernant les délais.

Les articles 3 et 4 ne nécessitent pas de commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,

R. DAEMS

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 1102

[C — 2001/14068]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Europese verordening 2887/2000 van 18 december 2000 inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet bevat slechts een minimale regelgeving en laat een aantal praktische regelingen over aan de lidstaten.

Dit koninklijk besluit legt de nadere regels vast die partijen die onderhandelingen aangevat hebben om tot ontbundelde toegang tot het aansluitnet te komen toelaat om de wettelijk voorgeschreven onderhandelingstermijn van 4 maanden, te laten verlengen.

Overeenkomstig het nieuwe artikel 108*bis* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, kan een verlenging van de onderhandelingstermijn enkel bekomen worden door tussenkomst van de Kamer.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 brengt de titel van dit besluit alsook de naam van de Kamer in overeenstemming met de recente wetswijziging inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet.

Artikel 2 voegt de nieuwe artikelen 13*bis* en 13*ter* in. De in dit artikel beschreven procedure maakt het mogelijk dat de onderhandelingstermijn inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet wordt verlengd overeenkomstig artikel 108*bis* van de wet.

De Kamer moet een beslissing nemen binnen de 10 werkdagen. De termijnen waarover de Kamer en de partijen beschikken worden strikt geïnterpreteerd. Vandaar dat de stukken (met uitzondering van het verzoek zelf) per fax worden overgemaakt en dat de termijnberekening van artikel 14 niet wordt toegepast.

Paragraaf 5 bepaalt dat de Kamer een hoorzitting kan organiseren, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van een van de partijen. Een hoorzitting is evenwel niet verplicht.

Tot slot moet opgemerkt worden dat een procedure op basis van artikel 13*bis* noch een procedure voor de Kamer uitsluit die tot doel heeft een dispuut tussen de partijen te beslechten, noch een verzoeningsprocedure volgens artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991.

Wat betreft de rechtvaardiging van artikel 3 van dit ontwerp wordt verwezen naar wat hierboven gezegd werd over de termijnen.

De artikelen 3 en 4 behoeven geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,

R. DAEMS

AVIS 31.219/4 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 30 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci", a donné le 2 février 2001 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

« (...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1^{er} janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...) ».

Dans l'avis 30.770/4, donné le 22 novembre 2000, sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux de télécommunications (1), la section de législation avait, notamment, fait l'observation suivante :

(1) *Moniteur belge* du 29 décembre 2000, 2^e éd.

« Pour assurer une parfaite concordance entre les règles générales de procédure, applicables à toute procédure devant la Chambre, et celles particulières à certains litiges, mieux vaudrait faire figurer toutes les dispositions relatives à la procédure dans un seul et même arrêté.

A tout le moins, il convient de préciser dans quelle mesure les règles particulières entendent déroger aux règles générales. Les dispositions particulières prévues par le présent projet ne règlent en effet pas tous les aspects de la procédure. Elles ne règlent ainsi pas l'examen de la recevabilité de la demande, le délai dans lequel la Chambre doit rendre sa décision, l'audition de témoins ou la désignation d'experts, ni la question des frais de procédure.

Si certes l'on pourrait considérer que tout ce qui n'est pas réglé par le présent projet l'est par l'arrêté royal du 20 avril 1999 [lire : 4 octobre 1999] précité, force est de constater que certaines règles qui figurent dans l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité sont manifestement inadaptées aux litiges faisant l'objet du présent projet. Tel est le cas, par exemple, du délai de six mois prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui est manifestement inadapté à une demande tendant à obtenir une prorogation du délai de négociation d'un accord. »

Si l'arrêté en projet, dès lors qu'il tend à modifier l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité répond effectivement à la première partie de l'observation qui précède, il n'en reste pas moins que l'intégration de la procédure particulière qu'il prévoit, dans les règles générales de procédure est toujours autant problématique. Mise à part la règle de computation des délais qui figure à l'article 14, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 que l'article 3 du projet d'arrêté déclare inapplicable aux délais mentionnés à l'article 13bis en projet, la question se pose toujours de savoir dans quelle mesure les autres dispositions des chapitres Ier, II et III sont applicables à la procédure particulière prévue par le projet.

ADVIES 31.219/4 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 januari 2001 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, verzocht hem binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", heeft op 2 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de adviesaanvraag aldus :

« (...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1^{er} janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...) ».

In advies 30.770/4 van 22 november 2000 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 12 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken (1) is geworden, heeft de afdeling wetgeving onder meer het volgende opgemerkt :

(1) *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000, 2e uitgave.

« Opdat er een perfecte samenhang zal zijn tussen de algemene procedureregels, die van toepassing zijn op iedere procedure vóór de Kamer, en de regels die specifiek gelden voor bepaalde geschillen, zou het beter zijn alle bepalingen over de procedure in eenzelfde besluit samen te brengen.

Er behoort op zijn minst gepreciseerd te worden in hoeverre de steller van het ontwerp de bijzondere regels wil laten afwijken van de algemene regels. De bijzondere bepalingen waarin het onderhavige ontwerp voorziet regelen immers niet alle aspecten van de procedure. Ze regelen bijvoorbeeld niet het onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek, de termijn waarbinnen de Kamer haar beslissing moet nemen, het horen van getuigen of de aanwijzing van experts, noch de kwestie van de proceskosten.

Ook al kan er zeker van worden uitgegaan dat al wat niet geregeld wordt in het onderhavige ontwerp, geregeld is bij het genoemde koninklijk besluit van 20 april 1999 [lees : 4 oktober 1999], op te merken valt dat sommige regels van het genoemde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 kennelijk niet aangepast zijn aan de geschillen die aan bod komen in het voorliggende ontwerp. Dat is bijvoorbeeld het geval met de termijn van zes maanden waarin artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet; deze termijn is kennelijk niet adequaat voor een verzoek tot het verkrijgen van een verlenging van de termijn om te onderhandelen over een akkoord. »

Hoewel het ontworpen besluit, aangezien het ertoe strekt het voormelde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te wijzigen, daadwerkelijk voldoet aan het bepaalde in het eerste gedeelte van de voorgaande opmerking, blijft het nog altijd even problematisch de daarin bepaalde bijzondere procedure in de algemene procedureregeling op te nemen. Afgezien van de regel voor de berekening van de termijnen die vervat is in artikel 14 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999, dat volgens artikel 3 van het ontwerp niet geldt voor de termijnen vermeld in het ontworpen artikel 13bis, rijst nog altijd de vraag in hoeverre de andere bepalingen van de hoofdstukken I, II en III van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet.

Ainsi, par exemple, l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui prévoit que la demande d'intervention de la Chambre doit être adressée par "lettre recommandée avec accusé de réception au fonctionnaire dirigeant l'Institut" est-il applicable à la demande prévue par le présent projet qui se limite à prévoir que la demande doit être adressée par lettre recommandée ?

La même question d'applicabilité se pose pour l'examen de la recevabilité ou de l'irrecevabilité manifeste, devant intervenir dans les cinq jours après la réception de la demande, qui est prévu par l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, ou encore pour la règle, inscrite à l'article 4 du même arrêté, selon laquelle la procédure a lieu même en l'absence d'une des parties.

On pourrait multiplier les exemples.

Par conséquent, il convient que l'auteur du projet passe en revue toutes les dispositions de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, examine si oui ou non il souhaite qu'elles soient d'application pour la procédure particulière prévue par le projet, et complète le chapitre IIIbis en projet par une disposition précisant quelles sont les autres dispositions de l'arrêté qui sont ou ne sont pas applicables à cette procédure particulière.

Outre cette observation, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur les deux points ci-après.

1. A l'alinéa 1^{er} du préambule, il y a lieu de viser l'article 108bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, inséré par la loi du 2 janvier 2001, qui constitue également le fondement légal de l'arrêté en projet.

2. Compte tenu de la modification apportée à l'article 79ter, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 précitée, inséré par la loi du 2 janvier 2001, il convient de modifier également l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, comme suit :

« 3^o litige : litige en matière d'interconnexion, lignes louées, accès spécial, accès dégroupé à la boucle locale ou utilisation partagée. »

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

P. Lienardy et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. Bolly, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

R. Andersen.

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 79ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999 et l'article 108bis, inséré par la loi du 2 janvier 2001;

Is artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 bijvoorbeeld, dat bepaalt dat het verzoek aan de Kamer om een zaak aan zich te trekken "per aangetekend schrijven met ontvangstmelding (...) aan de leidinggevende ambtenaar van het Instituut" moet worden gericht, van toepassing op het verzoek waarin het voorliggende ontwerp voorziet, dat alleen bepaalt dat het verzoek bij aangetekende brief dient te geschieden ?

Dezelfde vraag in verband met de toepasselijkheid rijst wat betreft het onderzoek van de ontvankelijkheid of van de kennelijke niet-ontvankelijkheid, waarin artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet, en dat binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek moet geschieden, of nog wat betreft het voorschrift vervat in artikel 4 van hetzelfde besluit, luidens hetwelk de procedure hoe dan ook wordt voortgezet, ook al is één van de partijen afwezig.

Er kunnen nog tal van andere voorbeelden worden aangehaald.

De steller van het ontwerp dient bijgevolg alle bepalingen van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 onder de loep te nemen, na te gaan of hij al dan niet wil dat ze van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet, en het ontworpen hoofdstuk IIIbis aan te vullen met een bepaling waarin staat welke andere bepalingen van het besluit wel of niet van toepassing zijn op deze bijzondere procedure.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt voorts op de volgende twee zaken gevestigd.

1. In het eerste lid van de aanhef behoort ook artikel 108bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, te worden vermeld, dat eveneens een rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

2. Gezien de wijziging die is aangebracht in artikel 79ter, § 2, eerste lid, van de genoemde wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, behoort ook artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te worden gewijzigd, en wel als volgt :

« 3^o geschil : geschil inzake interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang, ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeeld gebruik. »

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het ontworpen opschrift van hoofdstuk IIIbis "Procedure inzake...". In het ontworpen artikel 13bis, § 1, eerste lid, schrijve men "Indien de partijen voorzien dat...". In het tweede lid schrijve men "Een zodanig verzoek is ontvankelijk indien het : 1^o geschiedt bij...". In de punten b) en d) van paragraaf 1, tweede lid, 1^o, schrijve men respectievelijk "is" en "zijn" in plaats van "werd" en "werden". In 2^o schrijve men "van het verzoek aan de Kamer" in plaats van "van de vraag aan de Kamer".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

P. Lienardy en P. Vandernoot, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. Bolly, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

R. Andersen.

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 79ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999 en op artikel 108bis, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci, notamment les articles 1^{er} et 14;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 15 janvier 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le titre et l'article 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci, les mots "l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées" sont remplacés par les mots "l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, le dégroupage de l'accès à la boucle locale et les utilisations partagées".

Art. 2. Dans le même arrêté, un Chapitre IIIbis est inséré, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIIbis. — *Procédure de prolongation du délai des négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale*

Art. 13bis. § 1^{er}. Si les parties prévoient qu'il leur sera impossible de conclure un accord en matière de dégroupage de l'accès à la boucle locale dans un délai de quatre mois, une d'entre elles ou toutes ensemble peuvent demander à la Chambre de prolonger le délai des négociations.

Une telle demande est recevable lorsque :

1° elle est introduite par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au fonctionnaire dirigeant de l'Institut et contient au moins les éléments suivants :

a) l'identité des parties;

b) le date à laquelle les négociations ont été entamées;

c) une description du dégroupage de l'accès demandé;

d) une description des points sur lesquels un accord a déjà été atteint et des points sur lesquels un accord n'a pas encore été atteint;

e) une estimation du délai supplémentaire nécessaire pour atteindre un accord;

2° elle est accompagnée d'une preuve attestant que l'autre partie a reçu au cours des négociations une copie de la demande adressée à la Chambre, lorsque les parties ne requièrent pas conjointement l'intervention de la Chambre;

3° elle est accompagnée des points de vue de l'autre partie lorsque les parties requièrent conjointement l'intervention de la Chambre.

§ 2. Après réception de la demande visée au paragraphe précédent, le fonctionnaire dirigeant constitue la Chambre conformément à l'article 7.

§ 3. La Chambre prend sa décision concernant la recevabilité dans les trois jours ouvrables après la réception de la demande visée au § 1^{er}. Elle informe immédiatement les parties de sa décision par télécopie.

§ 4. Lorsque les parties ne requièrent pas conjointement l'intervention de la Chambre, l'autre partie dispose d'un délai de trois jours ouvrables, à partir de la date de réception de la télécopie visée au § 3, pour transmettre son point de vue concernant la prolongation des délais de négociation par télécopie à la Chambre et à la partie qui a introduit la demande auprès de la Chambre.

§ 5. Si la demande est recevable, la Chambre fixe, si elle-même ou une des parties le souhaite, la date d'une audience et en informe les parties par télécopie.

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik, inzonderheid op de artikelen 1 en 14;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 15 januari 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2001;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik worden in de titel en in artikel 1, 2° en 3°, de woorden «interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik» vervangen door de woorden «interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang, ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeeld gebruik».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een Hoofdstuk IIIbis ingevoegd luidende :

« HOOFDSTUK IIIbis. — *Procedure inzake de verlenging van de onderhandelingsstermijn inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet*

Art. 13bis. § 1. Indien de partijen voorzien dat zij niet binnen een termijn van vier maanden tot een overeenkomst inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet kunnen komen, kan een van hen of kunnen zij gezamenlijk de Kamer vragen om de onderhandelingsstermijn te verlengen.

Een zodanig verzoek is ontvankelijk indien het :

1° geschiedt bij een aangetekend schrijven met ontvangstmelding, gericht aan de leidinggevende ambtenaar van het Instituut, dat minstens de volgende gegevens bevat :

a) de identiteit van de partijen;

b) de datum waarop de onderhandelingen zijn aangevat;

c) de beschrijving van de gevraagde ontbundelde toegang;

d) de beschrijving van de punten waarover reeds overeenstemming is bereikt en van de punten waarover nog geen overeenstemming werd bereikt;

e) de geschatte termijn die bijkomend nodig is om tot een overeenstemming te komen;

2° vergezeld gaat van een bewijs waaruit blijkt dat de andere partij bij de onderhandelingen een kopie heeft ontvangen van het verzoek aan de Kamer, indien de partijen niet gezamenlijk om tussenkomst van de Kamer verzoeken;

3° vergezeld gaat van de standpunten van de andere partij indien de partijen gezamenlijk om tussenkomst van de Kamer verzoeken.

§ 2. Na ontvangst van het in vorige paragraaf vermelde verzoek, stelt de leidinggevende ambtenaar de Kamer samen overeenkomstig artikel 7.

§ 3. De Kamer neemt haar beslissing omtrent de ontvankelijkheid binnen de drie werkdagen na de ontvangst van de vraag vermeld in § 1. Zij brengt de partijen per faxbericht onverwijld op de hoogte van deze beslissing.

§ 4. Indien de partijen niet gezamenlijk om de tussenkomst van de Kamer verzoeken, beschikt de andere partij over een termijn van drie werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het faxbericht vermeld in § 3, om haar standpunt over de verlenging van de onderhandelingsstermijn aan de Kamer en aan de partij die het verzoek bij de Kamer heeft ingediend, per fax te bezorgen.

§ 5. Indien de vraag ontvankelijk is, legt de Kamer, indien zij of een van de partijen dit wenst, de datum vast voor een hoorzitting en brengt zij de partijen hiervan per faxbericht op de hoogte.

§ 6. La Chambre prend sa décision dans un délai de 15 jours ouvrables après la réception de la demande visée au § 1^{er} et la transmet, signée par les membres de la Chambre, par télécopie aux parties.

Art. 13^{ter}. Les articles 2, 3, 5, 6, 9, § 2, 10 et 14, alinéa 1^{er}, ne s'appliquent pas à la procédure décrite dans ce chapitre. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

§ 6. De Kamer neemt haar beslissing binnen een termijn van 15 werkdagen na ontvangst van het in § 1 vermeldde verzoekschrift en bezorgt ze, ondertekend door de leden van de Kamer, per faxbericht aan de partijen.

Art. 13^{ter}. De artikelen 2, 3, 5, 6, 9, § 2, 10 en 14, lid 1, zijn niet van toepassing op de procedure beschreven in dit hoofdstuk. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1103

[S - C - 2001/22285]

17 AVRIL 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 97;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2000 fixant, pour l'exercice 2001, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota de journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 21 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998, 30 décembre 1998, 24 mars 1999, 15 juin 1999, 22 juin 1999, 23 décembre 1999, 25 septembre 2000 et 12 janvier 2001;

Vu le plan pluriannuel pour le secteur de la santé du 1^{er} mars 2000, conclu entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand;

Vu le protocole n° 120/2 du 28 novembre 2000 du Comité commun à l'ensemble des services publics,

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section Financement, donné le 8 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés le plus rapidement possible des conditions de mise en œuvre de la diminution du temps de travail dans le cadre de la problématique de fin de carrière; que ces mesures sont applicables au 1^{er} juillet 2001; que certaines données doivent être fournies avant le 31 mai 2001 afin d'octroyer un financement forfaitaire aux établissements hospitaliers;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1103

[S - C - 2001/22285]

17 APRIL 2001. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op het artikel 97;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2000 houdende vaststelling van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen, voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen voor 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 21 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998, 30 december 1998, 24 maart 1999, 15 juni 1999, 22 juni 1999, 23 december 1999, 25 september 2000 en 12 januari 2001;

Gelet op het meerjarig plan van 1 maart 2000 voor de gezondheidsbeleidsector, afgesloten tussen de federale regering en de representatieve organisaties van de non-profit private sector;

Gelet op het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 van het Gemeenschappelijk Comité voor het geheel van de openbare diensten;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de beheerders van de ziekenhuizen zo spoedig mogelijk dienen ingelicht te worden van de voorwaarden van de in werkingstelling van de arbeidsduurvermindering, in het kader van de eindeloopbaanproblematiek, dat deze maatregelen toepasbaar zijn vanaf 1 juli 2001, dat sommige gegevens dienen geleverd te worden voor 31 mei 2001 teneinde een forfaitaire financiering aan de ziekenhuisinstellingen toe te kennen;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. La disposition de l'article 6, 2), f), de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota de journées d'hospitalisation est remplacée par la disposition suivante :

« sous-partie B6 : les coûts découlant des avantages complémentaires prévus dans les accords sociaux des 4 juillet 1991, 22 novembre 1991, 1^{er} mars 2000 et 28 novembre 2000, octroyés au personnel hospitalier dont le financement est, en tout ou partie, à charge des honoraires et qui sont occasionnés par des prestations de santé visées à l'article 95, 2^o de la loi sur les hôpitaux. »

Art. 2. A l'article 12^{ter} du même arrêté, il est ajouté au point 2), un point *zbis*) libellé comme suit :

« *zbis*) l'intervention financière en compensation des mesures prises dans le cadre de la problématique de la fin de carrière. »

Art. 3. La disposition de l'article 12^{quinquies} du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« La sous-partie B6 couvre les coûts découlant des avantages complémentaires prévus dans les accords sociaux des 4 juillet 1991, 22 novembre 1991, 1^{er} mars 2000 et 28 novembre 2000, octroyés au personnel hospitalier dont le financement est, en tout ou partie, à charge des honoraires et qui sont occasionnés par des prestations de santé visées à l'article 95, 2^o de la loi sur les hôpitaux. »

Art. 4. A l'article 48 du même arrêté, est ajouté le § 29 libellé comme suit :

« § 29. 1^o Définitions

Pour l'application du présent paragraphe, il convient d'entendre par :

« l'accord social » : l'accord social du 1^{er} mars 2000 conclu entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand;

« le protocole n^o 120/2 » : le protocole n^o 120/2 du 28 novembre 2000 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

« les accords sociaux » : les accords sociaux entre les employeurs, les organes représentatifs des travailleurs hospitaliers et le gouvernement, conclus dans le cadre des textes de base des 1^{er} mars 2000 et 28 novembre 2000;

« les mesures de fin de carrière » : les mesures prises dans les accords sociaux, à savoir l'octroi d'une prime à partir de 45 ans, 50 ans et 55 ans allouée sous la forme d'une réduction de la durée de travail, respectivement de 2, 4 et 6 heures, ou sous la forme d'une prime supplémentaire équivalente au financement de la réduction horaire applicable pour les personnes qui optent pour la poursuite de leur temps de travail;

« membres du personnel » : les membres du personnel infirmier et du personnel soignant et le personnel assimilé, dont le temps de travail dans le contrat de travail individuel ou l'acte de nomination individuelle conclu avec l'hôpital correspond au moins à la moitié d'un emploi à temps plein selon le temps de travail conventionnel, et qui ne bénéficient pas déjà d'autres mesures visant à la réduction de leurs prestations;

« personnel assimilé » : la notion de personnel assimilé ainsi que les données d'où il ressort que ces membres du personnel satisfont à cette notion sera déterminée par le Ministre qui a la fixation du budget des moyens financiers dans ses attributions.

Ces deux catégories de personnels doivent travailler au sein de l'hôpital. Ne sont pas pris en considération les personnels qui travaillent dans des services considérés comme activités non hospitalières;

« durée de travail » : la durée du travail hebdomadaire convenue dans le contrat de travail ou telle qu'elle est applicable au membre du personnel d'un hôpital public.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De bepaling van artikel 6, 2), f), van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regden voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten wordt vervangen door volgende bepaling :

« onderdeel B6 : de kosten voortvloeiend uit de bijkomende voordelen voorzien in de sectoriële akkoorden van 4 juli 1991, 22 november 1991, 1 maart 2000 en 22 juni 2000, die toegekend worden aan het ziekenhuispersoneel waarvan de financiering geheel of gedeeltelijk ten laste van de honoraria is en die veroorzaakt worden door de verstrekkingen zoals bedoeld onder artikel 95, 2^o van de wet op de ziekenhuizen. »

Art. 2. In artikel 12^{ter} van hetzelfde besluit, wordt er aan punt 2), een punt *zbis*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *zbis*) de financiële tegemoetkoming ter compensatie van de genomen maatregelen in het kader van de eindeloopbaanproblematiek. »

Art. 3. De bepaling van artikel 12^{quinquies} van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Onderdeel B6 dekt de kosten voortvloeiend uit de bijkomende voordelen voorzien in de sectoriële akkoorden van 4 juli 1991, 22 november 1991, 1 maart 2000 en 22 juni 2000, die toegekend worden aan het ziekenhuispersoneel waarvan de financiering geheel of gedeeltelijk ten laste van de honoraria is en die veroorzaakt worden door de verstrekkingen zoals bedoeld onder artikel 95, 2^o van de wet op de ziekenhuizen. »

Art. 4. In artikel 48 van hetzelfde besluit wordt § 29 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 29 1^o Definitie

Voor de toepassing van huidige paragraaf dient verstaan te worden onder :

« het sociaal akkoord » : het sociaal akkoord van 1 maart 2000 afgesloten tussen de federale regering en de representatieve organisaties van de private non-profit sector;

« protocol nr. 120/2 » : het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 afgesloten tussen het Gemeenschappelijk Comité voor het geheel van de openbare diensten;

« de sociale akkoorden » : de sociale akkoorden tussen de werkgevers, de representatieve organen van de werknemers van de ziekenhuizen en de regering, gesloten ingevolge de basisteksten van 1 maart 2000 en 28 november 2000;

« eindeloopbaan maatregelen » : de maatregelen genomen in de sociale akkoorden, zijnde de toekenning van een premie vanaf 45 jaar, 50 jaar en 55 jaar, toegekend onder vorm van een vermindering van de arbeidsduur van respectievelijk 2 uur vanaf 45 jaar, 4 uur vanaf 50 jaar en 6 uur vanaf 55 jaar of onder vorm van een bijkomende premie equivalent aan de financiering van de toepasbare uurvermindering voor de personen die opteren voor het voortzetten van hun arbeidstijd;

« personeelsleden » : de verplegende en verzorgende personeelsleden die effectief verplegende en verzorgende taken uitvoeren, waarvan de arbeidsduur in het individuele arbeidscontract of de individuele bencemingsakte, afgesloten met het ziekenhuis overeenstemt met tenminste de helft van een voltijdse tewerkstelling naar de conventionele arbeidstijd en die nog niet genieten van andere maatregelen met het oog op de vermindering van hun prestaties;

« gelijkgesteld personeel » : de notie van gelijkgesteld personeel alsook de gegevens waaruit blijkt dat deze personeelsleden beantwoorden aan deze notie zal vastgesteld worden door de Minister die de vaststelling van het budget van financiële middelen onder zijn bevoegdheid heeft.

Deze twee personeelscategorieën dienen te werken in het ziekenhuis. Het personeel dat tewerkgesteld is in de diensten die beschouwd worden als niet-ziekenhuisactiviteiten, vallen buiten beschouwing;

« arbeidsduur » : de dagelijkse arbeidsduur zoals overeengekomen in het arbeidscontract of zoals het van toepassing is op het personeelslid van een openbaar ziekenhuis.

2° Règles de financement

a) En vue de financer les mesures de fin de carrière, il est octroyé aux hôpitaux un montant forfaitaire (F) déterminé suivant les règles fixées ci-après et pour autant que les principes des accords sociaux aient été convertis, au plus tard au 30 avril 2001, en conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire compétente ou en protocoles d'accords conclu au sein des comités de négociation compétents prévus par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de cette autorité.

Le Ministre qui a la fixation du budget des moyens financiers dans ses attributions peut toutefois modifier cette date.

Le montant forfaitaire est calculé comme suit :

$$F = F1 + F2$$

Où :

F1 = le montant dû pour le membre du personnel qui opte pour la diminution effective de son temps de travail hebdomadaire et calculé comme suit :

$$F1 = A \times \frac{H}{S} \times \frac{M}{12} \times \frac{T}{S} \times C \times \frac{X}{12} \times \frac{S}{38}$$

Où :

A = 33.465,63 EUR (index 1^{er} juillet 2001)

H : nombres d'heures de diminution du temps de travail

S : régime hebdomadaire de travail appliqué dans l'hôpital

M : nombre de mois dans l'âge requis entre le 1^{er} du mois d'anniversaire et la fin de la période dont mention sous c), 1., 2., 3. et 4.

T : nombre d'heures à prester par semaine tel qu'il résulte du contrat de travail ou de l'acte de nomination individuelle

C : Coefficient égal à 1 pour un travail à temps plein et égal à 0,5 pour un travail à temps partiel

X : nombre de mois effectivement payés par l'employeur au membre du personnel pendant la période considérée

Et où :

F2 = le montant dû pour le membre du personnel qui opte pour la prime et calculé comme suit :

$$F2 = A \times \frac{H}{S} \times \frac{M}{12} \times \frac{T}{S} \times C \times \frac{X}{12} \times \frac{S}{38}$$

Où :

A = 39.662,96 EUR (index 1^{er} juillet 2001)

H = nombre équivalent d'heures de diminution du temps de travail dans le cadre de l'octroi d'une prime

Et S, M, T, C et X ont la même signification que pour la formule F1.

b) Renseignements à fournir par l'institution hospitalière

- 1) le nom et prénom du membre du personnel,
- 2) sa date de naissance,
- 3) sa fonction,
- 4) l'option choisie entre la diminution du temps de travail et la prime,
- 5) le centre de frais, au sens de l'article 2 de l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, dans lequel ses charges sont imputées,
- 6) le nombre d'heures de réduction qu'il peut obtenir par rapport à son âge,
- 7) le régime horaire hebdomadaire en vigueur dans l'hôpital,
- 8) le nombre de mois dans l'âge requis entre le 1^{er} du mois d'anniversaire et la fin de la période dont mention sous c), 1., 2., 3. et 4.,
- 9) le nombre d'heures à prester par le membre du personnel tel qu'il résulte du contrat de travail ou de l'acte de nomination individuelle,
- 10) le nombre de mois payés par l'employeur pendant la période considérée.

2° Financieringsregels

a) Teneinde de eindeloopbaan maatregelen te financieren, wordt aan de ziekenhuizen een forfaitair bedrag (F) toegekend, vastgesteld volgens de hierna vastgestelde regelen en voor zover de principes van de sociale akkoorden ten laatste op 30 april 2001 nageleefd werden in collectieve arbeidsovereenkomsten, afgesloten in de bevoegde paritaire commissie of in de protocolakkoorden afgesloten in de bevoegde overlegcomités, voorzien door de wet van 19 december 1974, die de betrekkingen regelt tussen de openbare overheden en de syndicaten van de werknemers afhankelijk van de[fs] overheid.

De Minister die de vaststelling van het budget van financiële middelen onder zijn bevoegdheid heeft mag echter de[fs] datum wijzigen.

Het forfaitair bedrag wordt als volgt berekend :

$$F = F1 + F2$$

Waar :

F1 = het verschuldigd bedrag voor het personeelslid dat voor de dagelijkse effectieve arbeidsduurvermindering opteert, wordt als volgt berekend :

$$F1 = A \times \frac{H}{S} \times \frac{M}{12} \times \frac{T}{S} \times C \times \frac{X}{12} \times \frac{S}{38}$$

Waar :

A = 33.465,63 EUR (index per 1 juli 2001)

H : aantal verminderde arbeidsuren

S : dagelijks arbeidsregime toegepast in het ziekenhuis

M : aantal maanden in de vereiste leeftijd tussen de eerste van de maand waarin de verjaardag valt en het einde van de periode waarvan vermelding onder c), 1., 2., 3. en 4.

T : aantal te presteren uren per week zoals blijkt uit het arbeidscontract of de individuele benoemingsakte

C : coëfficiënt gelijk aan 1 voor voltijdse arbeid en gelijk aan 0,5 voor een deeltijdse arbeid

X : aantal door de werkgever effectief betaalde maanden aan het personeelslid, tijdens de beschouwde periode

En waar :

F2 = het verschuldigd bedrag voor het personeelslid dat opteert voor de premie, als volgt wordt berekend :

$$F2 = A \times \frac{H}{S} \times \frac{M}{12} \times \frac{T}{S} \times C \times \frac{X}{12} \times \frac{S}{38}$$

Waar :

A = 39.662,96 EUR (index per 1 juli 2001);

H = equivalent aantal verminderde uren van de arbeidsduur in het kader van de toekenning van een premie

En S, M, T, C en X hebben de[fs]lfde betekenis als in de formule F1.

b) Inlichtingen te verstrekken door de ziekenhuisinstelling

- 1) de naam en voornaam van het personeelslid,
- 2) zijn geboortedatum,
- 3) zijn functie,
- 4) de gekozen optie tussen de vermindering van de arbeidstijd en de premie,
- 5) de kostenplaats, zoals bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel van de ziekenhuizen waar de lasten in rekening gebracht worden,
- 6) het aantal verminderde uren dat hij kan verkrijgen, naargelang zijn leeftijd,
- 7) het dagelijks uurregime van kracht in het ziekenhuis,
- 8) aantal maanden in de vereiste leeftijd tussen de eerste van de maand waarin de verjaardag valt en het einde van de periode waarvan vermelding onder c), 1., 2., 3. en 4.,
- 9) het aantal door het personeelslid te presteren uren zoals blijkt uit het arbeidscontract of de individuele benoemingsakte,
- 10) het aantal door de werkgever betaalde maanden tijdens de beschouwde periode.

c) Modalités d'octroi

1. Période du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002

Pour la période du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002, le montant F sera accordé provisoirement sur base des informations communiquées pour le 31 mai 2001 au plus tard.

Pour le calcul du montant provisoire, le facteur X/12 des formules de calcul de F1 et F2 est égal à 12/12.

La période terminée, il sera procédé au calcul définitif de F sur base des informations définitives, établies au 30 juin 2002, communiquées pour le 30 septembre 2002 au plus tard.

La différence entre F définitif et F provisoire sera indemnisée via la sous-partie C2 du budget des moyens financiers.

2. Période du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003

Pour la période du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003, le montant F sera accordé provisoirement sur base des informations communiquées pour le 31 mai 2002 au plus tard.

Pour le calcul du montant provisoire, le facteur X/12 des formules de calcul de F1 et F2 est égal à 12/12.

La période terminée, il sera procédé au calcul définitif de F sur base des informations définitives, établies au 30 juin 2003, communiquées pour le 30 septembre 2003 au plus tard.

La différence entre F définitif et F provisoire sera indemnisée via la sous-partie C2 du budget des moyens financiers.

3. Période du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004

Pour la période du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004, le montant F sera accordé provisoirement sur base des informations communiquées pour le 31 mai 2003 au plus tard.

Pour le calcul du montant provisoire, le facteur X/12 des formules de calcul de F1 et F2 est égal à 12/12.

La période terminée, il sera procédé au calcul définitif de F sur base des informations définitives, établies au 30 juin 2004, communiquées pour le 30 septembre 2004 au plus tard.

La différence entre F définitif et F provisoire sera indemnisée via la sous-partie C2 du budget des moyens financiers.

4. A partir de 2004

Le montant provisoire calculé en application du point 3. constitue la provision qui reste d'application à partir du 1^{er} juillet 2004.

Le montant définitif pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004 sera fixé sur base des informations définitives communiquées pour le 1^{er} mai 2005 au plus tard et remplacera le budget provisionnel versé pour la période considérée.

Chaque fois qu'un montant définitif sera calculé, il constituera la provision valable pour l'exercice suivant la date de fixation de ce montant définitif.

Pour chacune des années civiles suivantes, le montant définitif sera fixé sur base des informations communiquées pour le 1^{er} mai au plus tard de l'année qui suit l'exercice considéré et remplacera le budget provisionnel versé pour la période considérée.

La différence entre F définitif et F provisoire sera indemnisée via la sous-partie C2 du budget des moyens financiers.

d) Dispositions complémentaires

Pour les membres du personnel qui ont opté pour la diminution de leur temps de travail hebdomadaire, le gestionnaire doit apporter la preuve que ce temps de travail libéré a été compensé par des nouveaux engagements ou par l'augmentation de la durée de travail hebdomadaire d'autres membres du personnel.

c) Toekenningsmodaliteiten

1. Periode van 1 juli 2001 tot 30 juni 2002

Voor de periode van 1 juli 2001 tot 30 juni 2002 wordt een voorlopig bedrag F toegekend, op basis van de inlichtingen medegedeeld tegen ten laatste 31 mei 2001.

Voor de berekening van het voorlopig bedrag is de factor X/12 van de berekeningsformules van F1 en F2 gelijk aan 12/12.

Eens de periode verstreken, zal worden overgegaan tot de definitieve berekening van F op basis van de inlichtingen, opgesteld op 30 juni 2002, en medegedeeld tegen ten laatste 30 september 2002.

Het verschil tussen de definitieve F en de voorlopige F zal via onderdeel C2 van het budget van financiële middelen vereffend worden.

2 Periode van 1 juli 2002 van 30 juni 2003

Voor de periode van 1 juli 2002 tot 30 juni 2003 wordt een voorlopig bedrag F toegekend, op basis van de inlichtingen medegedeeld tegen ten laatste 31 mei 2002.

Voor de berekening van het voorlopig bedrag is de factor X/12 van de berekeningsformules van F1 en F2 gelijk aan 12/12.

Eens de periode verstreken, zal worden overgegaan tot de definitieve berekening van F op basis van de inlichtingen, opgesteld op 30 juni 2003, en medegedeeld tegen ten laatste 30 september 2003.

Het verschil tussen de definitieve F en de voorlopige F zal via onderdeel C2 van het budget van financiële middelen vereffend worden.

3. Periode van 1 juli 2003 tot 30 juni 2004

Voor de periode van 1 juli 2003 tot 30 juni 2004 wordt een voorlopig bedrag F toegekend, op basis van de inlichtingen medegedeeld tegen ten laatste 31 mei 2003.

Voor de berekening van het voorlopig bedrag is de factor X/12 van de berekeningsformules van F1 en F2 gelijk aan 12/12.

Eens de periode verstreken, zal worden overgegaan tot de definitieve berekening van F op basis van de inlichtingen, opgesteld op 30 juni 2004, en medegedeeld tegen ten laatste 30 september 2004.

Het verschil tussen de definitieve F en de voorlopige F zal via onderdeel C2 van het budget van financiële middelen vereffend worden.

4. Vanaf 2004

Het voorlopig berekend bedrag bij toepassing van punt 3. vormt de provisie die van toepassing blijft vanaf 1 juli 2004.

Het definitieve bedrag voor de periode van 1 januari 2004 tot 31 december 2004 zal vastgesteld worden op basis van de inlichtingen medegedeeld tegen ten laatste 1 mei 2005 en zal het voorlopige budget dat gestort werd voor de beschouwde periode vervangen.

Telkens een definitief bedrag zal berekend zijn, zal dit bedrag de provisie vormen geldig voor het boekjaar dat volgt op de vaststelling van dit definitief bedrag.

Voor elk van de volgende burgerjaren, zal het definitief bedrag vastgesteld worden op basis van de inlichtingen die tegen 1 mei van het jaar dat volgt op het beschouwde boekjaar medegedeeld worden en zal het voorlopige budget dat gestort werd voor de beschouwde periode vervangen.

Het verschil tussen de definitieve F en de voorlopige F zal via onderdeel C2 van het budget van financiële middelen vereffend worden.

d) Bijkomende bepalingen

Voor de personeelsleden die geopteerd hebben voor de dagelijkse vermindering van hun arbeidstijd, dient de beheerder het bewijs te leveren dat de vrijgemaakte arbeidstijd gecompenseerd werd door nieuwe aanwervingen of door een verhoging van de dagelijkse arbeidsduur door andere personeelsleden.

Le temps de travail récupéré par secteur doit être compensé dans les mêmes secteurs, à savoir :

- les services dont le personnel est couvert par la sous-partie B2 du budget des moyens financiers,
- les services communs dont question à l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 2 août 1986,
- et les services médico-techniques, les consultations et la pharmacie.

Pour ce faire, le gestionnaire doit transmettre, en même temps que les informations servant au calcul définitif, une liste reprenant les informations suivantes :

- Nom et prénom du membre du personnel engagé ou du membre du personnel faisant l'objet d'une augmentation de son temps de travail,
- Centre de frais d'imputation,
- ETP supplémentaire,
- Date de début du contrat,
- Date de fin du contrat.

A cette liste doit être jointe une copie des contrats de travail ou des actes de nomination individuelle. »

e) Sanctions

Si le gestionnaire ne communique pas, dans les délais requis, les renseignements relatifs à l'élaboration des budgets définitifs, les montants provisoires visés aux points c), 1., 2., 3. et 4., seront récupérés.

Disposition transitoire

Art. 5. Pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2001, le montant de 1 350 000 BEF est d'application au lieu du montant de 33 465,63 EUR et le montant de 1 600 000 BEF est d'application au lieu du montant de 39 662,96 EUR.

Disposition finale

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Le montant forfaitaire dont il est question à l'article 48, § 29, 2°, a) de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 précité, inséré par l'article 5 du présent arrêté, n'est dû qu'à partir de la date à laquelle la convention collective de travail ou les protocoles d'accord visés dans l'article 48, § 29, 2°, a), 1^{er} alinéa, de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 précité, inséré par l'article 5 du présent arrêté, deviendront effectivement applicables et au plus tôt le 1^{er} juillet 2001; les dates visées dans l'article 48, § 29, 2°, c), 1., de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 précité, inséré par l'article 5 du présent arrêté, sont éventuellement décalées à raison de la période comprise entre le 1^{er} juillet 2001 et les dates précitées.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 2001.

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUQUE

De gerecupereerde arbeidstijd per sector dient gecompenseerd te worden in dezelfde sector, hetzij :

- de diensten waar het personeel gedekt wordt door het onderdeel B2 van het budget van financiële middelen,
- de gemeenschappelijke diensten waarvan sprake in artikel 11, § 1, van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986,
- en de medisch-technische diensten, de consultaties en de apotheek.

Daarom dient de beheerder, terzelfder tijd als de inlichtingen die dienen voor de definitieve berekening, een lijst met volgende inlichtingen over te maken :

- Naam en voornaam van het aangeworven personeelslid en van het personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een vermeerdering van zijn arbeidstijd,
- kostenplaats voor verrekening,
- bijkomende VTE,
- aanvangsdatum van het contract,
- einddatum van het contract.

Een kopie van het arbeidscontract of van de individuele benoemingsakte dient bij deze lijst gevoegd te worden. »

e) Sancties

Indien de beheerder niet binnen de vereiste termijn de inlichtingen betreffende de uitwerking van de definitieve budgetten mededeelt, zullen de voorlopige bedragen zoals bedoeld onder de punten c), 1., 2., 3. en 4., teruggeworpen worden.

Overgangsbepaling

Art. 5. Voor de periode van 1 juli tot 31 december 2001, is het bedrag ten belope van 1 350 000 BEF van toepassing in plaats van het bedrag van 33 465,63 EUR en het bedrag ten belope van 1 600 000 BEF van toepassing plaats in van het bedrag van 39 662,96 EUR

Slotbepaling

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het forfaitair bedrag waarvan sprake in artikel 48, § 29, 2°, a) van het voornoemde ministerieel besluit van 2 augustus 1986, ingevoegd door artikel 5 van huidig besluit, is slechts verschuldigd vanaf het tijdstip waarop de collectieve arbeidsovereenkomst of de protocolakkoorden zoals bedoeld in artikel 48, § 29, 2°, a), eerste alinea, van het voornoemde ministerieel besluit van 2 augustus 1986, ingevoegd door artikel 5 van huidig besluit, effectief van toepassing worden en ten vroegste op 1 juli 2001; de tijdstippen zoals bedoeld in artikel 48, § 29, 2°, c), 1., van het voornoemde ministerieel besluit van 2 augustus 1986, ingevoegd door artikel 5 van huidig besluit, werden eventueel verschoven met de periode die ligt tussen 1 juli 2001 en vorenvermelde tijdstippen.

Gegeven te Brussel op 17 april 2001.

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUQUE

F. 2001 — 1104

[S - C - 2001/22286]

17 AVRIL 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 2001 fixant, pour l'exercice 2001, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment les articles 87, 88, 93, 94, troisième alinéa, 97 et 99;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2000 fixant pour, l'exercice 2001, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2001 fixant, pour l'exercice 2001, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers

N. 2001 — 1104

[S - C - 2001/22286]

17 APRIL 2001. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 2001 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2001, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op de artikelen 87, 88, 93, 94, derde lid, 97 en 99;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2000 houdende vaststelling van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen, voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen voor het dienstjaar 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 januari 2001 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2001, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 21 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998, 30 décembre 1998, 24 mars 1999, 15 juin 1999, 22 juin 1999, 23 décembre 1999, 25 septembre 2000, 12 janvier 2001 et 17 avril 2001;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section Financement, donné le 8 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 8 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés le plus rapidement possible des conditions de mise en œuvre de la diminution du temps de travail dans le cadre de la problématique de fin de carrière; que ces mesures sont applicables au 1^{er} juillet 2001; que certaines données doivent être fournies avant le 31 mai 2001 afin d'octroyer un financement forfaitaire aux établissements hospitaliers;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2001 fixant, pour l'exercice 2001, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers, les mots "de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1998" sont remplacés par les mots "de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 27 juillet 1998".

Art. 2. Dans le texte français de l'article 10 du même arrêté, le mot "stérilisation" est remplacé par le mot "restérilisation".

Art. 3. Dans le texte néerlandais de l'article 13 du même arrêté, les mots "vanaf 31 oktober 2001" sont remplacés par les mots "vanaf 1 oktober 2001".

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté précité est ajouté l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne la diminution du temps de travail prévue par les accords sociaux entre les employeurs, les organes représentatifs des travailleurs hospitaliers et le gouvernement, conclus dans le cadre des textes de base des 1^{er} mars 2000 et 28 novembre 2000, les dispositions de l'article 48, § 29, de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 précité sont, mutatis mutandis, applicables pour la sous-partie B6. »

Art. 5. A l'article 31 du même arrêté, les mots "l'article 48, § 25," sont remplacés par les mots "l'article 48, § 23,".

Art. 6. Les dispositions de l'article 5 sont d'application au 1^{er} juillet 2001 et les autres dispositions produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2001.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 2001.

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget en de onderscheiden bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van de verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 21 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998, 30 december 1998, 24 maart 1999, 15 juni 1999, 22 juni 1999, 23 december 1999, 25 september 2000, 12 januari 2001 en 17 april 2001;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de beheerders van de ziekenhuizen zo spoedig mogelijk dienen ingelicht te worden van de voorwaarden van de inwerkstelling van de arbeidsduurvermindering, in het kader van de eindeloopbaanproblematiek, dat deze maatregelen toepasbaar zijn vanaf 1 juli 2001, dat sommige gegevens dienen geleverd te worden voor 31 mei 2001 teneinde een forfaitaire financiering aan de ziekenhuisinstellingen toe te kennen.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 9 van het ministerieel besluit van 12 januari 2001 houdende vaststelling, voor het dienstjaar 2001, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, worden de woorden "artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 december 1998" vervangen door de woorden "artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 juli 1998".

Art. 2. In de Franstalige versie, in artikel 10 van hetzelfde besluit, wordt het woord "sterilisatie" vervangen door het woord "hersterilisatie".

Art. 3. In de Nederlandstalige versie, in artikel 13 van hetzelfde besluit, worden de woorden "vanaf 31 oktober 2001" vervangen door de woorden "vanaf 1 oktober 2001".

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt de volgende alinea toegevoegd :

« Voor wat betreft de arbeidsduurvermindering voorzien door de sociale akkoorden tussen de werkgevers, de representatieve organen van de werknemers van de ziekenhuizen en de regering, gesloten ingevolge de basisteksten van 1 maart 2000 en 28 november 2000, zijn de bepalingen van artikel 48, § 29, van het voorvermeld ministerieel besluit van 2 augustus 1986 mutatis mutandis van toepassing op onderdeel B6. »

Art. 5. In artikel 31 van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 48, § 25," vervangen door de woorden "artikel 48, § 23,".

Art. 6. De bepalingen van artikel 5 zijn van toepassing op 1 juli 2001 en de andere bepalingen vinden ingang vanaf 1 januari 2001.

Gegeven te Brussel, 17 april 2001.

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2001 — 1105

[C - 2000/12895]

23 NOVEMBRE 2000. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 30 avril 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'agriculture, relative au paiement d'un jour de carence (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 52;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'agriculture;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 30 avril 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'agriculture, relative au paiement d'un jour de carence.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.

Annexe

Commission paritaire de l'agriculture*Convention collective de travail du 30 avril 1999*

Paiement d'un jour de carence

(Convention enregistrée le 11 juin 1999
sous le numéro 50940/CO/144)CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux ouvriers et ouvrières et leurs employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire de l'agriculture.

CHAPITRE II. — *Paiement d'un jour de carence*

Art. 2. Les ouvriers et ouvrières qui ont une ancienneté dans l'entreprise de 15 ans, ont droit, par année civile, au paiement par l'employeur d'un jour de carence, comme visé à l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

CHAPITRE III. — *Validité*

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1^{er} avril 1999 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée, adressée au président de la Commission paritaire de l'agriculture.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 novembre 2000.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2001 — 1105

[C - 2000/12895]

23 NOVEMBER 2000. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de landbouw, betreffende de betaling van een carensdag (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de landbouw;
Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de landbouw, betreffende de betaling van een carensdag.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.

Bijlage

Paritair Comité voor de landbouw*Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999*

Betaling van een carensdag

(Overeenkomst geregistreerd op 11 juni 1999
onder het nummer 50940/CO/144)HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werklieden en werksters en hun werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Betaling van een carensdag*

Art. 2. De werklieden en werksters met 15 jaar dienst in de onderneming, hebben per kalenderjaar recht op de betaling, door hun werkgever, van één carensdag, zoals bedoeld in artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUK III. — *Geldigheid*

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1999 en wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Zij kan opgezegd worden door elk der ondertekenende partijen, mits een opzegging van drie maanden, betekend door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de landbouw.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 november 2000.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 1106

[C — 2001/12283]

2 AVRIL 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des briques, concernant l'emploi, la formation et les conditions de travail dans le secteur briquetier (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie des briques;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 29 juin 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des briques, concernant l'emploi, la formation et les conditions de travail dans le secteur briquetier.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.

—
Annexe

Commission paritaire de l'industrie des briques

Convention collective de travail du 29 juin 1999

L'emploi, la formation et les conditions de travail
dans le secteur briquetier

(Convention enregistrée le 13 juillet 1999
sous le numéro 51427/COF/114)

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Cette convention collective de travail, conclue en Commission paritaire pour l'industrie des briques comme accord sectoriel d'emploi et de formation, a été conclue en exécution de la Section IV, chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et contenant diverses dispositions et, conformément à l'arrêté royal du 4 juin 1999 déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatif à la formation et l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter en cas d'établissement d'un accord relatif à la formation et l'emploi.

N. 2001 — 1106

[C — 2001/12283]

2 APRIL 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de steenbakkerij betreffende de tewerkstelling, de vorming en de arbeidsomstandigheden in de sector van de steenbakkerijen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de steenbakkerij;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de steenbakkerij betreffende de tewerkstelling, de vorming en de arbeidsomstandigheden in de sector van de steenbakkerijen.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999.

—
Bijlage

Paritair Comité voor de steenbakkerij

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1999

Tewerkstelling, vorming en arbeidsomstandigheden
in de sector van de steenbakkerij

(Overeenkomst geregistreerd op 13 juli 1999
onder het nummer 51427/COF/114)

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de steenbakkerij als sectorieel vormings- en tewerkstellingsakkoord, werd gesloten in uitvoering van Afdeling IV, hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen en conform het koninklijk besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procedure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van een akkoord betreffende vorming en tewerkstelling.

Art. 2. Cette convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et ouvriers visés à l'article 3. En conséquence, elle a effet direct.

Art. 3. Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie des briques.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas à la firme N.V. Scheerders-Van Kerchove's Verenigde Fabrieken à Sint-Niklaas, ni aux ouvriers qui y sont occupés.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. — Mesures d'emploi

Section 1^{re}. — Interruption de carrière

Art. 4. L'organisation en matière d'interruption de carrière est l'arrangement qui offre la possibilité aux ouvriers de suspendre leur activité professionnelle, totalement ou partiellement, durant une durée déterminée et de reprendre après ce laps de temps leur précédente fonction au sein de l'entreprise.

Art. 5. Les dispositions de la convention collective de travail n° 56, conclue au sein du Conseil national du travail le 13 juillet 1993, instaurant un droit restreint à l'interruption de carrière, sont d'application, sans limitation du nombre de travailleurs pouvant bénéficier de l'interruption de carrière.

Dans le cas où des problèmes d'organisation se poseraient, il faudrait à l'initiative de l'employeur en discuter sur le plan de l'entreprise.

Art. 6. Peuvent convenir avec leur employeur de pouvoir bénéficier d'une interruption de carrière les ouvriers qui sont occupés dans l'entreprise depuis au moins 12 mois avec un contrat de travail à durée indéterminée prévoyant une activité à temps plein. Cette période de 12 mois de travail au service de l'entreprise doit être ininterrompue et se situer immédiatement avant l'interruption de carrière.

Art. 7. Les ouvriers qui font usage d'une interruption de carrière reçoivent du gouvernement une indemnité mensuelle d'interruption de carrière. L'employeur s'engage à remplir les conditions pour que les intéressés puissent bénéficier de cette indemnité.

Section 2. — Diminution du temps de travail

Art. 8. Pour les ouvriers qui ont 10 ans d'ancienneté, une diminution du temps de travail sur base annuelle est appliquée comme suit :

— un jour de congé conventionnel est accordé aux ouvriers qui ont 10 ans d'ancienneté;

— un deuxième jour de congé conventionnel est accordé aux ouvriers qui ont 25 ans d'ancienneté.

Art. 9. Les jours de congé conventionnels visés à l'article 8 sont acquis à partir de l'année au cours de laquelle la condition d'ancienneté citée est remplie.

Art. 10. Pour l'octroi de ces jours de congé conventionnels, les mêmes règles sont prises en considération que celles pour l'octroi des congés annuels.

Art. 11. La notion "ancienneté" est, en ce qui concerne l'avantage cité à l'article 8, élargie à l'ancienneté acquise dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie des briques (= ancienneté de secteur).

Section 3. — Groupe de travail

Art. 12. Les matières et problèmes relatifs à l'emploi dans le secteur peuvent être discutés au sein d'un groupe de travail, paritairement constitué, qui se consacrera à cette problématique.

Les organisations représentées au sein de la Commission paritaire pour l'industrie des briques peuvent demander une réunion et y soumettre à discussion, suggestions, problèmes et matières de toute nature en relation avec l'emploi.

Le groupe de travail peut émettre des avis qui peuvent être ultérieurement discutés en commission paritaire ou adresser des recommandations aux entreprises.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking ten aanzien van alle werkgevers en arbeiders bedoeld in artikel 3. Zij heeft bijgevolg directe uitwerking.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de steenbakkerij.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de N.V. Scheerders-van Kerchove's Verenigde Fabrieken te Sint-Niklaas en op de arbeiders die er zijn tewerkgesteld.

Onder "arbeiders" wordt verstaan de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II. — Tewerkstellingsmaatregelen

Afdeling 1. — Loopbaanonderbreking

Art. 4. De regeling van loopbaanonderbreking is de regeling die arbeiders de mogelijkheid biedt hun beroepsactiviteit gedurende een bepaalde tijd geheel of gedeeltelijk te schorsen om nadien hun vroegere betrekking in de onderneming weer op te nemen.

Art. 5. De bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 56, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 13 juli 1993, tot instelling van een beperkt recht op loopbaanonderbreking, zijn van toepassing, zonder beperking op het aantal werknemers dat loopbaanonderbreking kan genieten.

In het geval er zich problemen zouden stellen van organisatorische aard dient er op initiatief van de werkgever overleg te worden gepleegd op het vlak van de onderneming.

Art. 6. Kunnen met hun werkgever overeenkomen dat zij van een loopbaanonderbreking kunnen genieten, de arbeiders die gedurende minstens 12 maanden in dienst zijn van de onderneming met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur die voorziet in een voltijdse arbeid. Deze periode van 12 maanden arbeid in dienst van de onderneming dient ononderbroken te zijn en zich te situeren onmiddellijk voor de loopbaanonderbreking.

Art. 7. De arbeiders die gebruik maken van een loopbaanonderbreking ontvangen vanwege de overheid een maandelijks onderbrekingsuitkering. De werkgever verbindt er zich toe de voorwaarden te vervullen opdat de betrokkenen van de uitkering zouden kunnen genieten.

Afdeling 2. — Arbeidsduurvermindering

Art. 8. Voor arbeiders met een anciënniteit van 10 jaar wordt een arbeidsduurvermindering op jaarbasis als volgt toegepast :

— aan de arbeiders met 10 jaar anciënniteit wordt één conventionele verlofdag toegekend;

— aan de arbeiders met 25 jaar anciënniteit wordt een tweede conventionele verlofdag toegekend.

Art. 9. De conventionele verlofdagen bedoeld in artikel 8 worden verworven vanaf het jaar waarin de vermelde anciënniteitsvoorwaarde is voldaan.

Art. 10. Voor de toekenning van deze conventionele verlofdagen worden dezelfde regels in acht genomen als voor de toekenning van de jaarlijkse vakantie.

Art. 11. Het begrip anciënniteit wordt, voor wat het voordeel vermeld in artikel 8 betreft, verruimd naar de anciënniteit verworven in ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de steenbakkerij (= sectoranciënniteit).

Afdeling 3. — Werkgroep

Art. 12. De aangelegenheden en problemen die verband houden met de werkgelegenheid in de sector kunnen worden besproken in een paritair samengestelde werkgroep die zich met deze problematiek zal bezighouden.

De in het Paritair Comité voor de steenbakkerij vertegenwoordigde organisaties kunnen om de bijeenkomst verzoeken en suggesties, problemen of aangelegenheden van allerlei aard die verband houden met de werkgelegenheid, ter bespreking voorleggen.

De werkgroep kan adviezen, die verder in paritair comité kunnen worden behandeld, of aanbevelingen naar de bedrijven formuleren.

CHAPITRE III. — *Formation permanente*

Art. 13. La formation permanente est organisée afin de garantir de façon maximale l'emploi des ouvriers au sein de l'entreprise et d'améliorer leurs chances sur le marché du travail.

A cette fin, les objectifs tels que posés dans l'accord interprofessionnel signé le 8 décembre 1998 serviront de fil conducteur.

Art. 14. Les organisations représentées au sein de la Commission paritaire pour l'industrie des briques reconnaissent que, malgré le caractère spécifique des activités industrielles, la problématique de la formation doit être élaborée de façon adéquate.

Etant donné le niveau croissant de spécialisation de l'usage, de l'entretien et de la réparation des machines et des installations de production (fours et séchoirs), il est indiqué que l'instruction et la formation permanente aient lieu essentiellement sur place dans les entreprises.

Principalement la phase de placement et de mise au point de nouvelles machines et installations est importante dans ce contexte.

Vu l'intérêt d'un haut niveau de polyvalence et d'engagement des ouvriers, il est opportun d'apprendre à autant d'ouvriers que possible l'usage, l'entretien et la réparation de ces machines et installations.

Art. 15. Un groupe de travail, paritairement constitué, s'occupera de la problématique de formation durant toute la durée de la présente convention collective de travail.

En première instance, les efforts de formation qui sont déjà consentis feront l'objet d'une évaluation. Il sera ensuite examiné de quelle manière la formation permanente peut être organisée de la façon la plus appropriée.

On veillera donc à une large implication de tous les ouvriers, pas seulement ceux dont la fonction est directement liée à la production, l'entretien et la réparation, mais également les ouvriers occupés à l'extraction, au transport et préparation des matières premières, au transport interne et externe et à d'autres tâches générales ou spécifiques.

Art. 16. En seconde instance, le groupe de travail formulera des suggestions pour améliorer l'organisation, l'évaluation et le suivi de la formation dans les entreprises et dans le secteur en général.

CHAPITRE IV. — *Qualité des conditions de travail*

Art. 17. Etant donné que dans le secteur briquetier, les matières sectorielles relevant de la prévention, de la protection, de la sécurité et de l'hygiène sont traitées en comités paritaires régionaux se réunissant deux fois par an sous la présidence de l'ingénieur-directeur des mines de la Gestion Qualité et Sécurité du Ministère des Affaires économiques, les problèmes relatifs à la sécurité et à l'hygiène propres au secteur seront abordés via les comités SHE régionaux existants.

Art. 18. L'élaboration et la réglementation d'une politique de prévention du stress sur les lieux de travail sont confiées à un groupe de travail.

CHAPITRE V. — *Validité*

Art. 19. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 avril 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

HOOFDSTUK III. — *Permanente vorming*

Art. 13. De permanente vorming wordt georganiseerd met het doel de werkgelegenheid van de werklieden binnen de onderneming zo maximaal mogelijk te garanderen en hun kansen op de arbeidsmarkt te verbeteren.

Hierbij zullen de objectieven, zoals gesteld in het op 8 december 1998 ondertekend interprofessioneel akkoord, als leidraad dienen.

Art. 14. De in het Paritair Comité voor de steenbakkerij vertegenwoordigde organisaties erkennen dat omwille van het specifieke karakter van de industriële activiteiten, de problematiek van de vorming op een adequate wijze dient te worden uitgewerkt.

Gezien de toenemende graad van specialisatie bij het bedienen, onderhouden en herstellen van de productiemachines en installaties (ovens en droogkamers) is het aangewezen dat de opleiding en permanente vorming in hoofdzaak ter plaatse, in de bedrijven plaatsvindt.

Vooraf de fase waarin nieuwe machines en installaties worden geplaatst en op punt gesteld is hierin belangrijk.

Gezien de wenselijkheid van een hoge graad van polyvalentie en inzetbaarheid van de werklieden is het aangewezen de bediening, het onderhoud en het herstellen van deze machines en installaties aan zoveel mogelijk werklieden aan te leren.

Art. 15. Een paritair samengestelde werkgroep zal zich tijdens de duurtijd van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst met de vormingsproblematiek bezighouden.

In eerste instantie zal een evaluatie gemaakt worden van de vormingsinspanningen die er reeds plaatsvinden. Er zal vervolgens worden nagegaan op welke wijze de permanente vorming op de meest adequate wijze kan worden georganiseerd.

Hierbij wordt gestreefd naar een zo ruim mogelijke betrokkenheid van alle werklieden. Niet alleen de werklieden wiens functie rechtstreeks verband houdt met productie, onderhoud en herstelling maar ook de werklieden betrokken bij de ontginning, vervoer en voorbereiding van de grondstoffen, het intern en extern transport en andere algemene of specifieke taken.

Art. 16. In tweede instantie zal de werkgroep suggesties formuleren omtrent de verbetering van de organisatie, de evaluatie en de opvolging van de vorming in de bedrijven en de sector in het algemeen.

HOOFDSTUK IV. — *Kwaliteit van de arbeidsomstandigheden*

Art. 17. Aangezien in de sector van de steenbakkerijen sectorale aangelegenheden die verband houden met preventie, bescherming, veiligheid en gezondheid in gewestelijke comités die paritair zijn samengesteld en tweemaal per jaar samenkomen onder voorzitterschap van de mijningenieur-directeur van het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid van het Ministerie van Economische Zaken worden behandeld zal voor de aanpak van de problemen van veiligheid en gezondheid eigen aan de sector worden gewerkt via de bestaande gewestelijke comités VGV.

Art. 18. Het uitwerken en regelen van een beleid ter voorkoming van stress op het werk wordt toevertrouwd aan een werkgroep.

HOOFDSTUK V. — *Geldigheid*

Art. 19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2001.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 april 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 1107

[C — 2001/12286]

2 AVRIL 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 septembre 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, relative à l'octroi, d'une manière collective, de deux jours de vacances complémentaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 23 septembre 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, relative à l'octroi, d'une manière collective, de deux jours de vacances complémentaires.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—
Annexe

**Commission paritaire de l'industrie textile
de l'arrondissement administratif de Verviers**

Convention collective de travail du 23 septembre 1999

Octroi, d'une manière collective,
de deux jours de vacances complémentaires

(Convention enregistrée le 28 janvier 2000
sous le numéro 53755/CO/123)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises textiles qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Art. 2. Par référence aux dispositions de la convention collective de travail du 22 mars 1990, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en matière de jours de vacances supplémentaires, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 13 juillet 1990, deux jours de vacances complémentaires sont obligatoirement octroyés au personnel, d'une manière collective, le jeudi 28 décembre 2000 et le vendredi 29 décembre 2000.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 avril 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

N. 2001 — 1107

[C — 2001/12286]

2 APRIL 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, betreffende de collectieve toekenning van twee aanvullende vakantiedagen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, betreffende de collectieve toekenning van twee aanvullende vakantiedagen.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—
Bijlage

**Paritair Comité voor de textielnijverheid
uit het administratief arrondissement Verviers**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 september 1999

Collectieve toekenning
van twee aanvullende vakantiedagen

(Overeenkomst geregistreerd op 28 januari 2000
onder het nummer 53755/CO/123)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de textielondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Art. 2. Met verwijzing naar de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1990, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, inzake bijkomende vakantiedagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 juli 1990, worden verplicht twee aanvullende vakantiedagen collectief toegekend aan het personeel, op donderdag 28 december 2000 en op vrijdag 29 december 2000.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2000 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 april 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 2001 — 1108

[C — 2001/12233]

3 AVRIL 2001. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 10 septembre 1999, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, relative aux règles d'arrondi en BEF des salaires barémiques pendant les années 1999 à 2001 et leur conversion en EUR (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 10 septembre 1999, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, relative aux règles d'arrondi en BEF des salaires barémiques pendant les années 1999 à 2001 et leur conversion en EUR.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

—————
Annexe

**Commission paritaire de l'industrie textile
de l'arrondissement administratif de Verviers**

Convention collective de travail du 10 septembre 1999

Règles d'arrondi en BEF des salaires barémiques pendant les années 1999 à 2001 et leur conversion en EUR (Convention enregistrée le 27 janvier 2000 sous le numéro 53715/CO/123)

I. Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises textiles qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et à tous les ouvriers et toutes les ouvrières qu'elles occupent.

N. 2001 — 1108

[C — 2001/12233]

3 APRIL 2001. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, betreffende de afrondingsregels in BEF van de baremalonen tijdens de jaren 1999 tot 2001 en hun omzetting in EUR (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, betreffende de afrondingsregels in BEF van de baremalonen tijdens de jaren 1999 tot 2001 en hun omzetting in EUR.

Art. 2. Onze Minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

—————
Bijlage

**Paritair Comité voor de textielnijverheid
voor het administratief arrondissement Verviers**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 1999

Afrondingsregels in BEF van de baremalonen tijdens de jaren 1999 tot 2001 en hun omzetting in EUR (Overeenkomst geregistreerd op 27 januari 2000 onder het nummer 53715/CO/123)

I. Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textielondernemingen die behoren tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de textielnijverheid van het administratief arrondissement Verviers en op alle werklieden en werksters die zij tewerkstellen.

II. Règles d'arrondi en BEF

Art. 2. A partir du 1^{er} octobre 1999 et jusqu'au 31 décembre 2001, en cas d'adaptation des salaires barémiques exprimés en BEF, les règles de base et d'arrondis suivantes sont d'application :

a) Base de calcul en BEF.

Les montants comportant 3 décimales sont utilisés comme base de calcul, avant d'effectuer les adaptations rendues nécessaires par la convention collective de travail ou par l'indexation. A cet effet, les montants exprimés avec 3 décimales sont conservés et sauvegardés. Les augmentations sont appliquées sur ces montants, qui sont ensuite arrondis comme défini au littéra *b)* ci-dessous.

b) Arrondi en BEF.

Le résultat obtenu doit être arrondi à la 2^e décimale selon la méthode suivante :

— seules les 3 premières décimales devront être prises en considération, sans aucun arrondi;

— seuls les chiffres 0 et 5 pourront être utilisés en tant que 2^e décimale;

— si la 2^e et la 3^e décimales se situent dans la tranche xxx,00 à xxx,x24, la 2^e décimale sera arrondie à xxx,x0;

— si la 2^e et la 3^e décimales se situent dans la tranche xxx,x25 à xxx,x74, la 2^e décimale sera arrondie à xxx,x5;

— si la 2^e et la 3^e décimales se situent dans la tranche xxx,x75 à xxx,x99, la 2^e décimale sera arrondie à xxx,x0, tandis que la 1^{re} décimale sera portée au dixième supérieur.

III. Conversion et arrondi en EUR

Art. 3. A partir du 1^{er} octobre 1999 et jusqu'au 31 décembre 2001, les salaires barémiques en BEF seront convertis et arrondis en EUR à titre indicatif et feront l'objet d'une publication simultanée. Ces opérations respecteront les règles européennes et belges en vigueur, plus précisément :

— le Règlement (CE) n° 1103/97 du 17 juin 1997 (article 5);

— la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 octobre 1998 (articles 4 à 6);

— la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro (article 3);

— l'arrêté royal du 27 novembre 1998 en exécution de l'article 3, alinéa 2 de la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro (articles 1^{er} et 2).

Art. 4. La conversion en EUR des montants exprimés en BEF s'obtient en divisant ces montants par le taux de conversion, soit 40.3399.

Les montants obtenus en EUR sont arrondis à la 4^e décimale la plus proche, selon les règles en vigueur.

IV. Dispositions finales

Art. 5. Les salaires barémiques en BEF et en EUR, établis sur la base des principes et règles de calcul définis ci-dessus sont applicables à partir du 1^{er} octobre 1999 et liés à la tranche d'index 102,825-104,880.

Art. 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} octobre 1999 et s'applique pendant les années 1999, 2000 et 2001. Les parties signataires peuvent à tout moment évaluer la portée de cette convention collective de travail, notamment en vue de résoudre d'éventuelles difficultés d'application.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 3 avril 2001.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

II. Afrondingsregels in BEF

Art. 2. Vanaf 1 oktober 1999 en tot 31 december 2001 zijn, in geval van aanpassing van de baremalonen uitgedrukt in BEF, de volgende basis- en afrondingsregels van toepassing :

a) Berekeningsbasis in BEF.

De bedragen die 3 decimalen omvatten worden als berekeningsbasis gebruikt, alvorens de aanpassingen uit te voeren die noodzakelijk geworden zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst of door de indexering. Hiertoe worden de bedragen die uitgedrukt zijn met 3 decimalen behouden en gewaarborgd. De verhogingen worden op deze bedragen toegepast, die vervolgens worden afgerond zoals bepaald in punt *b)* hieronder.

b) Afronding in BEF.

Het verkregen resultaat moet worden afgerond tot op de 2^e decimaal volgens de volgende methode :

— enkel de eerste 3 decimalen moeten in aanmerking worden genomen, zonder enige afronding ;

— enkel de cijfers 0 en 5 kunnen worden gebruikt als 2de decimaal ;

— als de 2de en de 3de decimalen zich bevinden in de schijf xxx,00 tot xxx,x24, wordt de 2de decimaal afgerond tot xxx,x0 ;

— als de 2de en de 3de decimalen zich bevinden in de schijf xxx,x25 tot xxx,x74, wordt de 2de decimaal afgerond tot xxx,x5 ;

— als de 2de en 3de decimalen zich bevinden in de schijf xxx,x75 tot xxx,x99, wordt de 2de decimaal afgerond tot xxx,x0, terwijl de 1ste decimaal op het hogere tiende zal worden gebracht.

III. Omzetting en afronding in EUR

Art. 3. Vanaf 1 oktober 1999 en tot 31 december 2001 worden de baremalonen in BEF ter informatie omgezet en afgerond in EUR en worden deze gelijktijdig gepubliceerd. Bij deze verrichtingen worden de Europese en Belgische regels die van kracht zijn nageleefd, meer bepaald :

— (EG) Verordening nr 1103/97 van 17 juni 1997 (artikel 5);

— collectieve arbeidsovereenkomst nr 69 van 17 juli 1998, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 oktober 1998 (artikelen 4 tot 6) ;

— de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro (artikel 3) ;

— het koninklijk besluit van 27 november 1998 ter uitvoering van artikel 3, 2^{de} lid van de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro (artikelen 1 en 2).

Art. 4. De omzetting in EUR van de bedragen uitgedrukt in BEF wordt verkregen door deze bedragen te delen door het omzettingstal, namelijk 40.3399.

De verkregen bedragen in EUR worden afgerond tot op de dichtst zijzinde 4de decimaal, volgens de regels die van kracht zijn.

IV. Slotbepalingen

Art. 5. De baremalonen in BEF en in EUR, opgesteld op basis van de hierboven bepaalde principes en berekeningsregels zijn toepasbaar vanaf 1 oktober 1999 en gekoppeld aan de indexschijf 102,825-104,880.

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 1999 en is van toepassing tijdens de jaren 1999, 2000 en 2001. De ondertekenende partijen kunnen te allen tijde de draagwijdte van deze collectieve arbeidsovereenkomst evalueren, met name om eventuele moeilijkheden inzake de toepassing ervan op te lossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 april 2001.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1109

[C — 2001/35406]

**9 MAART 2001. — Besluit van de Vlaamse regering
tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 8 juni 1999
houdende de procedureregels inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 23 februari 1994 inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden, gewijzigd bij de decreten van 20 december 1996 en 16 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 8 juni 1999 houdende de procedureregels inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, gegeven op 24 oktober 2000;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van Kind en Gezin, gegeven op 25 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 januari 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is het specifieke toezicht op de besteding van de investeringssubsidies die volgens de VIPA-procedure door de instellingen Kind en Gezin en het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap worden toegekend, toe te vertrouwen aan de begrotingsorganen die tevens aangesteld zijn om het algemene toezicht op deze instellingen uit te oefenen;

Overwegende dat de creatie van de juridische onderbouw om dit specifieke toezicht uit te oefenen in het kader van behoorlijk bestuur geen verder uitstel duldt;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 19 van het besluit van de Vlaamse regering van 8 juni 1999 houdende de procedureregels inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden wordt § 4 vervangen door wat volgt :

« § 4. In elk geval roepen het Fonds of de instellingen maandelijks een coördinatiecommissie samen. Deze coördinatiecommissie is samengesteld uit de vertegenwoordigers van het Fonds of van de instellingen en van de administraties aan wie het advies, bedoeld in § 2, is aangevraagd. De Inspectie van Financiën wordt op elke vergadering van het Fonds uitgenodigd. In het bijzonder adviseert de Inspectie van Financiën over de coherentie van de subsidiebeloften binnen de meerjarenbegroting per sector van de Vlaamse Gemeenschap. De bij de instellingen aangestelde gemachtigde van financiën wordt op elke coördinatiecommissie van de hem of haar betreffende instelling uitgenodigd om toezicht uit te oefenen op de tekenning van de investeringssubsidies. De adviezen die zijn uitgebracht volgens de bepalingen van § 2 en § 3, worden telkens op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de coördinatiecommissie geplaatst. Deze commissie heeft tot taak in gezamenlijk overleg een ontwerp van beslissing op te maken en aan de overheid voor te leggen. Bij gebrek aan een eensgezind standpunt wordt een advies opgesteld, met vermelding van de verschillende standpunten. »

Art. 2. De Vlaamse minister, bevoegd voor de investeringen voor verzorgingsinstellingen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 maart 2001.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. M. VOGELS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 1109

[C — 2001/35406]

**9 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juin 1999
établissant les règles de procédure relatives à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 23 février 1994 relatif à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables, modifié par les décrets des 20 décembre 1996 et 16 mars 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juin 1999 établissant les règles de procédure relatives à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables;

Vu l'avis du conseil d'administration du « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap » (Fonds flamand pour l'Intégration sociale des Personnes handicapées), rendu le 24 octobre 2000;

Vu l'avis du conseil d'administration de « Kind en Gezin » (Enfance et Famille), rendu le 25 octobre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 22 janvier 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'urgence de confier le contrôle spécifique de l'utilisation des subventions d'investissement, accordées par les organismes « Kind en Gezin » et « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap » selon la procédure du « VIPA » (Fonds flamand de l'Infrastructure affectée aux Matières personnalisables), aux organismes budgétaires qui sont également désignés pour exercer la surveillance générale sur ces organismes;

Considérant que la création d'un support juridique en vue d'exercer ce contrôle spécifique dans le cadre d'une bonne administration, ne peut plus être reportée;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juin 1999 établissant les règles de procédure relatives à l'infrastructure affectée aux matières personnalisables, le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Fonds ou les organismes convoquent en tout cas chaque mois une commission de coordination. Celle-ci est composée de représentants du Fonds ou des organismes et des administrations auxquelles l'avis visé au § 2 est demandé. L'Inspection des Finances est invitée à chaque réunion et elle rend en particulier des avis sur la cohérence des promesses de subvention dans le cadre du budget pluriannuel par secteur de la Communauté flamande. Le délégué des finances désigné auprès des organismes est invité à chaque commission de coordination de l'organisme se rapportant à lui ou à elle pour contrôler l'octroi des subventions d'investissement. Les avis émis suivant les dispositions des §§ 2 et 3 sont mis chaque fois à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission de coordination. Cette commission a pour mission d'élaborer de commun accord un projet de décision et de le soumettre à l'autorité. A défaut d'un point de vue uniforme, un avis est rendu indiquant les différents positions. »

Art. 2. Le Ministre flamand qui a les investissements en faveur des établissements de soins dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mars 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAEL

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme M. VOGELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1110

[C — 2001/27227]

27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998, modifié par le décret du 18 mai 2000 et le décret du 14 décembre 2000, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur, le 30 décembre 2000, du décret du 14 décembre 2000 modifiant le Code wallon du Logement, les organismes de crédit non visés à l'article 216, 2^o, *b*, du Code des impôts sur les revenus peuvent faire bénéficier leurs emprunteurs de l'intervention régionale visée à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 précité dans les circonstances et conditions arrêtées par le Gouvernement;

Considérant dès lors qu'il est urgent que le Gouvernement détermine ces circonstances et conditions, afin que les dispositions décrétales nouvelles entrent réellement en vigueur;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement est remplacé par le texte suivant :

« Art. 6. Les prêts visés à l'article 2 doivent être consentis :

a) par une société de crédit social ou un organisme visé à l'article 216, 2^o, *b*, du Code des impôts sur les revenus;

b) en cas de prêt réalisé dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement, par une entreprise hypothécaire visée par la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. »

Art. 2. L'article 7, 6^o, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« 6^o prélever une contribution de solidarité de 0,20 % sur le montant prêté, hors prime d'assurance-décès, et la verser dans les vingt jours qui suivent le trimestre de passation de l'acte de prêt sur le fonds de solidarité visé à l'article 11. Cette contribution n'est pas prélevée pour les prêts réalisés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 30 décembre 2000.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1110

[C — 2001/27227]

27. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 18. Mai 2000 und durch das Dekret vom 14. Dezember 2000 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 23;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen, insbesondere des Artikels 10;

Aufgrund des am 8. März 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Kreditinstitute, die in Artikel 216, 2°, *b* des Einkommensteuergesetzbuches nicht erwähnt sind, seit dem Inkrafttreten am 30. Dezember 2000 des Dekrets vom 14. Dezember 2000 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches unter den von der Regierung festgesetzten Bedingungen und Umständen ihren Darlehensnehmern den Anspruch auf die in Artikel 6 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 vorgesehene regionale Beteiligung geben können;

In der Erwägung, dass es daher dringend ist, dass die Regierung diese Umstände und Bedingungen bestimmt, damit die neuen Dekretbestimmungen wirklich in Kraft treten;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 6 - Die in Artikel 2 erwähnten Darlehen müssen von den folgenden Einrichtungen bewilligt werden:

a) von einer Sozialkreditgesellschaft oder einer in Artikel 216, 2°, *b* des Einkommensteuergesetzbuches erwähnten Einrichtung;

b) von einem in dem Gesetz vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit erwähnten Hypothekenunternehmen, im Falle eines Darlehens im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen.»

Art. 2 - Artikel 7, 6° desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«6° einen Solidaritätsbeitrag in Höhe von 0,20 % von dem Darlehensbetrag, Ablebensversicherungsprämie nicht inbegriffen, erheben und diesen Beitrag innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Quartal des Abschlusses des Darlehensvertrags auf den in Artikel 11 erwähnten Solidaritätsfonds einzahlen. Für Darlehen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2000 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region zugunsten der jungen Leute, die ein Hypothekendarlehen zum Ersterwerb von Wohneigentum aufnehmen, getätigt werden, wird dieser Beitrag nicht erhoben.»

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 30. Dezember 2000 wirksam.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 1110

[C — 2001/27227]

27 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode ingesteld bij decreet van 29 oktober 1998, gewijzigd bij decreet van 18 mei 2000 et bij decreet van 14 december 2000, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 en het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypotheecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de kredietinstellingen die niet bedoeld zijn in artikel 216, 2°, *b*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen sinds de inwerkingtreding op 30 december 2000 van het decreet van 14 december 2000 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode leners in aanmerking kunnen laten komen voor de tegemoetkoming van het Gewest bedoeld in artikel 6 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 onder de omstandigheden en voorwaarden waartoe de Regering besloten heeft;

Overwegende dat de Regering bijgevolg dringend die omstandigheden en voorwaarden moet vastleggen zodat de nieuwe decreetsbepalingen werkelijk in werking kunnen treden;

Op de voordracht van de minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 6. De leningen bedoeld in artikel 2 moeten toegekend worden :

a) door een sociale kredietvereniging of een lichaam bedoeld in artikel 216, 2°, *b*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

b) door een hypotheekkantoor bedoeld in de wet van 4 augustus 1992 betreffende het hypothecair krediet indien de lening wordt toegekend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypotheecaire lening aangaan om eigenaar te worden van een eerste woning. »

Art. 2. Artikel 7, 6°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 6° een solidariteitsbijdrage van 0,20 % te heffen op het geleende bedrag, en op het solidariteitsfonds bedoeld in artikel 11 te storten binnen de twintig dagen die volgen op het kwartaal waarin de leningsakte verleden werd. Die bijdrage wordt niet geheven op leningen die verwezenlijkt worden in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verleent aan jongeren die een hypotheecaire lening aangaan om eigenaar van een eerste woning te worden. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 30 december 2000.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09356]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 2 avril 2001, M. Bouilliez, L., stagiaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance de Charleroi, est nommé substitut du procureur du Roi près ce tribunal.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09356]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 2 april 2001 is de heer Bouilliez, L., gerechtelijk stagiair bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[2001/16130]

Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
Modifications aux statuts

Par arrêté royal du 20 mars 2001 les modifications aux statuts décidées le 20 février 2001 par l'assemblée générale extraordinaire de l'A.S.B.L. « La Caisse nationale d'Assurances sociales des Indépendants de la Construction, du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Professions libérales » sont approuvées.

A partir du 1^{er} avril 2001, la dénomination de la caisse est : « Groupe S - Caisse d'Assurances sociales pour Indépendants », a.s.b.l. (anciennement les Assurances sociales confédérées).

Le siège social de l'association est transféré rue des Ursulines 2A, à 1000 Bruxelles.

[C - 2001/16109]

Ordres nationaux. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 3 juin 2000, il s'impose de lire en page 19197 que « M. BOUCKAERT, Francis », au lieu de « M. BOUCKAERT, François », est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold par arrêté royal du 10 avril 2000, avec effet au 15 novembre 1999.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[2001/16130]

Sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen
Statutenwijzigingen

Bij koninklijk besluit van 20 maart 2001 zijn de wijzigingen aan de statuten waartoe op 20 februari 2001 werd beslist door de buitengewone algemene vergadering van de v.z.w. « Nationale Sociale Verzekeringskas voor de Zelfstandigen uit het Bouwbedrijf, de Handel, de Nijverheid, het Ambachtswezen en de Vrije Beroepen », goedgekeurd.

Vanaf 1 april 2001 is de benaming van het fonds : « Groep S - Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen », v.z.w. (vroeger de Sociale Verzekeringbond).

De maatschappelijke zetel van de vereniging wordt overgebracht naar Ursulinenstraat 2A, te 1000 Brussel.

[C - 2001/16109]

Nationale Orden. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 2000 dient gelezen te worden op bladzijde 19197 dat « de heer BOUCKAERT, Francis » in plaats van « de heer BOUCKAERT, François » bij koninklijk besluit van 10 april 2000 benoemd wordt tot ridder in de Leopoldsoorde, retro 15 november 1999.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[2001/02019]

1^{er} MARS 2001. — Arrêté ministériel fixant la composition
de la Commission interparastatale des stages

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'article 34 de l'arrêté royal du 13 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public,

Arrête :

Article 1^{er}. la Commission interparastatale des stages est composée comme suit :

- l'administrateur délégué de SELOR;
- l'administrateur délégué adjoint de l'autre rôle linguistique;
- le Directeur général de la Formation;
- le Directeur de la Formation qui a le stagiaire sous sa surveillance;
- les Fonctionnaires dirigeants :

A. Devolder, Y.-M. Etienne, C. Decoster, F. Delvaux comme membres effectifs et G. Vernailen et C. Langendries comme membres suppléants.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[2001/02019]

1 MAART 2001. — Ministerieel besluit tot vaststelling
van de Interparastatale Stagecommissie

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op artikel 34 van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijks personeel en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut,

Besluit :

Artikel 1. de Interparastatale Stagecommissie is samengesteld als volgt :

- de afgevaardigd bestuurder van SELOR;
- de Adjunct afgevaardigd bestuurder van SELOR van de andere taalrol;
- de Directeur-generaal van de Opleiding;
- de Opleidingsdirecteur onder wiens toezicht de stagiair staat;
- de leidende Ambtenaren :

A. Devolder, Y.-M. Etienne, C. Decoster, F. Delvaux als effectieve leden en G. Vernailen en C. Langendries als plaatsvervangers.

— Les membres désignés par les organisations syndicales représentatives :

— P.P. Hermoye, G. Rammeloo comme membres effectifs et B. Bricout, W. Nijs comme membres suppléants pour le S.L.F.P.,

— D. Doom, P. Heidreder comme membres effectifs et M.-C. Stacino, D. Dereppe comme membres suppléants pour la C.C.S.P.,

— P. De Mont, J.-M. Hardy comme membres effectifs et L. Avonds, L. Masure comme membres suppléants pour la C.G.S.P.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2001.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2001.

L. VAN DEN BOSSCHE

— Leden, aangewezen door de representatieve vakorganisaties :

— P.P. Hermoye, G. Rammeloo als effectieve leden en B. Bricout, W. Nijs als plaatsvervangers voor het V.S.O.A.

— D. Doom, P. Heidreder als effectieve leden en M.-C. Stacino, D. Dereppe als plaatsvervangers voor de C.C.O.D.;

— P. De Mont; J.-M. Hardy als effectieve leden en L. Avonds, L. Masure als plaatsvervangers voor het A.C.O.D.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2001.

Brussel, 1 maart 2001.

L. VAN DEN BOSSCHE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Onderwijs

[C – 2001/35435]

Arrest van de Raad van State

Bij arrest nr. 92.229 van 16 januari 2001 van de Raad van State wordt het besluit van de Vlaamse regering van 4 juli 1990 tot bepaling van het minimumbedrag, de wijze van innen en de eventuele gehele of gedeeltelijke vrijstelling van het inschrijvingsgeld opgelegd aan de studenten van het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs vernietigd.

Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw

[C – 2001/35441]

Personeel. — Benoemingen in vast dienstverband

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 4 april 2001 wordt de heer Tom Rieder met ingang van 1 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratieve Bovenbouw, afdeling Algemene Administratieve Diensten.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 4 april 2001 wordt Mevr. Karine Evenepoel met ingang van 1 december 2000 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratieve Bovenbouw, afdeling Algemene Administratieve Diensten.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 25 januari 2001 wordt de heer Hans Kerrinckx met ingang van 15 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratie Economie, afdeling Economisch Ondersteuningsbeleid.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 19 maart 2001 wordt de heer Vincent Vanderper met ingang van 16 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratie Economie, afdeling Economisch Ondersteuningsbeleid.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 19 maart 2001 wordt de heer Bart Palmaers met ingang van 1 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratie Binnenlandse Aangelegenheden, afdeling Gemeenten, O.C.M.W.'s en Provincies.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 19 maart 2001 wordt de heer Jeroen Dejonckheere met ingang van 1 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratie Binnenlandse Aangelegenheden, Directoraat-generaal.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement EWBL van 19 maart 2001 wordt de heer Geert Van der Elst met ingang van 1 januari 2001 in vast dienstverband benoemd in de graad van adjunct van de directeur bij het departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Aangelegenheden en Landbouw van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, administratie Economie, afdeling Inspectie Economie.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C – 2001/35414]

Ruimtelijke ordening. — Plan van aanleg

ASSENEDE. — Bij besluit van 3 april 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media :

- is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan nr. 2 bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan met afzonderlijk gebundelde stedenbouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan met afzonderlijk gebundelde onteigeningstabel, tot wijziging van het bij koninklijke besluiten van 22 april 1954 en 8 februari 1967 goedgekeurd en gewijzigd BPA « Markt » genaamd van de gemeente Assenede, met uitsluiting van het met blauw omrande deel van het bestemmingsplan en van de stedenbouwkundige voorschriften;
- is verklaard dat het algemeen nut de onteigening vordert van de onroerende goederen, aangegeven op het onteigeningsplan;
- is aan de gemeente Assenede en aan het Vlaams Gewest machtiging tot onteigenen verleend.

LEUVEN. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan, bestaande uit stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij ministerieel besluit van 30 september 1997 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg, « Station » genaamd, van de stad Leuven.

LEUVEN. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Stationsoverkapping » genaamd van de stad Leuven, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan en een bundel met de stedenbouwkundige voorschriften

SINT-MARTENS-LATEM. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is besloten dat het ministerieel besluit van 20 augustus 1996, houdende beslissing tot het wijzigen van een verkaveling en het opmaken van het bijzonder plan van aanleg « Molenkouter » genaamd, van de gemeente Sint-Martens-Latem, wordt ingetrokken.

WIELSBEKE. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg nr. 3A « Oud Centrum » genaamd, van de gemeente Wielsbeke, tot gedeeltelijke wijziging van het gelijknamige bij koninklijk besluit van 31 januari 1952 goedgekeurde en bij ministerieel besluit van 22 juni 1994 gewijzigde gelijknamige bijzonder plan van aanleg nr. 3, bestaande uit een plan van de bestaande toestand en uit een bestemmingsplan met afzonderlijk gebundelde stedenbouwkundige voorschriften.

ZULTE. — Bij besluit van 22 maart 2001 van de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media is goedgekeurd het bijgaand bijzonder plan van aanleg « Sectoraal BPA Zonevremde bedrijven » genaamd, van de gemeente Zulte, bestaande uit 1 overzichtsplan, 1 plan bestaande toestand, 1 bestemmingsplan met bijbehorende gebundelde stedenbouwkundige voorschriften, met uitsluiting van de met blauwe rand omzoomde delen van de stedenbouwkundige voorschriften.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2001/21232]

Extrait de l'arrêt n° 17/2001 du 14 février 2001

Numéros du rôle : 1878 et 1927

En cause : les questions préjudicielles relatives à l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, posées par le Tribunal du travail de Bruxelles et par le Tribunal du travail de Huy.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse et E. De Groot, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des questions préjudicielles

a. Par jugement du 20 janvier 2000 en cause de S. Milosiu contre le centre public d'aide sociale d'Anderlecht, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 1^{er} février 2000, le Tribunal du travail de Bruxelles a posé les questions préjudicielles suivantes :

« L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par les lois des 30 décembre 1992 et 15 juillet 1996, et par l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage le 22 avril 1998, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution belge, lus conjointement avec les articles 23 et 191 de cette Constitution, 3, 6 et 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, et 1, 6, 16 et 23 de la Convention de New York du 28 septembre 1953 [lire : 1954], relative au statut des apatrides, en ce que cet article 57, § 2, instaure une différence de traitement, quant au droit à l'aide sociale, entre, d'une part, les Belges et les étrangers qui séjournent légalement dans le Royaume, ou qui ont formé devant le Conseil d'Etat un recours en annulation ou en suspension de l'ordre de quitter le territoire, qui leur a été notifié, et, d'autre part, les étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire devenu définitif soit par absence de recours soit par épuisement des recours ouverts contre cet ordre, et qui ont formé devant les tribunaux de l'Ordre judiciaire belge une action en reconnaissance de leur apatridie, action n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision coulée en force de chose jugée ?

La réponse à cette question est-elle différente lorsque ces étrangers se sont, dans leur demande de reconnaissance comme réfugiés, prévalus d'une certaine nationalité et font valoir ensuite, pour la reconnaissance comme apatrides, [...] qu'ils avaient auparavant ou qu'ils auraient ensuite, par une déclaration personnelle ou par une déclaration faite en leur nom par leurs représentants légaux, en réalité renoncé à cette nationalité ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1878 du rôle de la Cour.

b. Par jugement du 15 mars 2000 en cause de N. Brajevic et R. Halilovic contre le centre public d'aide sociale de Huy, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 29 mars 2000, le Tribunal du travail de Huy a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, tel que modifié par l'article 65 de la loi du 15 juillet 1996, viole-t-il les principes d'égalité et de non-discrimination contenus aux articles 10 et 11 de la Constitution, lus conjointement avec les articles 23 et 191 de la Constitution, l'article 11.1 du Pacte international de New York du 19 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et l'article 13 de la Convention de Rome du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en ce que l'article 57, § 2, instaure une différence de traitement au niveau du droit à l'aide sociale à l'égard, d'une part, des Belges et des étrangers qui séjournent légalement dans le Royaume et, d'autre part, des étrangers qui ont demandé à être reconnus comme réfugiés, dont la demande a été rejetée et qui ont reçu un ordre de quitter le territoire, tant que n'ont pas été tranchés les recours qu'ils ont introduits devant le Conseil d'Etat contre la décision qu'a prise le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, en application de l'article 63/3 de la loi, ou contre la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés, et des étrangers ne pouvant se prévaloir d'aucun document les autorisant à séjourner en Belgique ou séjournant illégalement en Belgique, aussi longtemps que n'a pas été tranchée leur demande d'être autorisés à séjourner en Belgique, introduite en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1927 du rôle de la Cour.

(...)

IV. En droit

(...)

Quant à la recevabilité des questions préjudicielles

Dans l'affaire n° 1927

B.1.1. Il ressort d'une copie de l'arrêt du 14 juillet 2000 de la Cour du travail de Liège, adressée à la Cour par la partie défenderesse devant le juge *a quo* et envoyée par la Cour du travail, que le recours contre le jugement *a quo* a été déclaré recevable et fondé et qu'il a été fait droit à la demande originaire sans que la question préjudicielle posée par le Tribunal du travail de Huy ait été reprise.

La question est actuellement sans objet.

Dans l'affaire n° 1878

B.1.2. Le Conseil des ministres estime que les questions ne sont pas recevables, en ce que les motifs du jugement refusant l'aide sociale sollicitée sans attendre la réponse aux questions qu'il adresse à la Cour seraient contradictoires, voire erronés ou illégaux, en ce que le Tribunal, en faisant référence à d'autres litiges dans lesquels un problème analogue serait soulevé, entendrait donner une portée générale à sa décision et à l'arrêt de la Cour répondant aux questions qu'il lui adresse et en ce que lesdites questions seraient sans objet, la Cour s'étant déjà prononcée, dans ses arrêts n^{os} 43/98, 108/98 et 80/99, sur la portée de l'ordre « exécutoire » de quitter le territoire, visé par la disposition en cause.

B.1.3. Les parties devant la Cour ne sont pas autorisées à mettre en cause l'application que les juridictions font de l'article 26, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 et il n'appartient pas à la Cour de censurer les motifs des décisions rendues par les juridictions qui s'adressent à elle. La circonstance qu'il puisse être fait état, dans d'autres affaires que celles à l'occasion de laquelle la Cour est saisie, de l'arrêt qu'elle rendrait - et dont l'effet est défini par l'article 28 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 - ne permet pas de considérer que la question serait irrecevable. Celle-ci contient par ailleurs les éléments nécessaires pour permettre à la Cour de statuer, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'inviter le Tribunal à préciser les motifs qui fondent sa décision.

B.1.4. La circonstance que la Cour se serait antérieurement prononcée sur un point de droit ne permettrait pas de considérer qu'une question préjudicielle portant sur ce point serait dépourvue d'objet ou serait irrecevable. Au demeurant, le juge *a quo* invite la Cour, en l'espèce, à examiner des situations qui ne sont pas en tout point semblables à celles qui ont fait l'objet des arrêts cités.

B.1.5. Les exceptions d'irrecevabilité soulevées par le Conseil des ministres à propos des questions préjudicielles posées dans l'affaire n° 1878 sont rejetées.

Quant au fond

B.2.1. L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (ci-après : loi organique des C.P.A.S.), remplacé par l'article 65 de la loi du 15 juillet 1996 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale », dispose :

« § 2. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'aide sociale se limite à l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder un mois.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention. »

B.2.2. Par l'arrêt n° 43/98 du 22 avril 1998, la Cour a jugé que le nouvel article 57, § 2, troisième et quatrième alinéas, de la loi organique des centres publics d'aide sociale violait les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il s'appliquait à l'étranger qui a demandé à être reconnu comme réfugié, dont la demande a été rejetée et qui a reçu un ordre de quitter le territoire, tant que n'ont pas été tranchés les recours qu'il a introduits devant le Conseil d'Etat contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise en application de l'article 63/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980 ou contre la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés.

L'annulation, prononcée par cet arrêt, porte donc uniquement sur les alinéas 3 et 4 de l'article 57, § 2, de la loi organique des C.P.A.S. en tant qu'ils ont trait aux étrangers ayant demandé à être reconnus comme réfugiés.

La Cour a ajouté, en son arrêt n° 80/99 du 30 juin 1999, que la mesure prévue par l'article 57, § 2, violait également les articles 10 et 11 de la Constitution si elle s'appliquait à des personnes qui, pour des raisons médicales, se trouvent dans l'impossibilité absolue de donner suite à l'ordre de quitter le territoire.

B.2.3. Les questions préjudicielles portent sur la compatibilité de l'article 57, § 2, de la loi organique des C.P.A.S. avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec d'autres dispositions constitutionnelles ou conventionnelles. Elles invitent la Cour à établir une comparaison, pour ce qui est du droit à l'aide sociale, entre les Belges et les étrangers qui séjournent légalement dans le Royaume ou « ont formé devant le Conseil d'Etat un recours en annulation ou en suspension de l'ordre de quitter le territoire qui leur a été notifié », d'une part, et les étrangers qui ont reçu un ordre devenu définitif de quitter le territoire (les recours n'ayant pas été exercés ou étant épuisés) et qui ont formé une action en reconnaissance d'apatridie (sur laquelle une décision coulée en force de chose jugée n'a pas encore été rendue), d'autre part : le droit à l'aide sociale défini par la disposition en cause serait, pendant la durée de l'instance, garanti aux premiers et non aux seconds.

B.2.4. Il appert de la motivation du jugement par lequel la Cour est interrogée qu'en se référant aux « étrangers [...] qui ont formé devant le Conseil d'Etat un recours en annulation ou en suspension de l'ordre de quitter le territoire qui leur a été notifié », le Tribunal vise les étrangers qui ont demandé à être reconnus comme réfugiés, dont la demande a été rejetée et qui ont reçu un ordre de quitter le territoire, mais qui ont introduit devant le Conseil d'Etat un recours, sur lequel il n'a pas encore été statué, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise en application de l'article 63/3 de la loi ou contre la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés.

B.2.5. Il ressort du même jugement que cette catégorie de personnes doit être comparée aux étrangers qui ont demandé à être reconnus comme réfugiés, dont la demande a été rejetée, qui ont épuisé ou n'ont pas utilisé les recours qui leur sont offerts et qui demandent ensuite à bénéficier du statut d'apatride.

B.3. L'article 57, § 2, en cause a été conçu avec l'intention de prendre en compte les particularités de la procédure applicable aux demandes d'asile :

« 2°) Vu la particularité de la procédure d'asile, il est spécifié dans un deuxième alinéa qu'un demandeur d'asile dont la demande est rejetée et auquel un ordre de quitter le territoire exécutoire est notifié, séjourne illégalement dans le pays; en d'autres termes, que l'aide sociale est alors limitée pour lui, conformément au principe général contenu dans le premier alinéa, à l'aide médicale urgente. Cette disposition, qui ne fait, en fait, que spécifier le principe général mentionné dans l'alinéa premier à l'égard des demandeurs d'asile, suit le point de vue des services compétents du Ministère de l'Intérieur au sujet de la notion de ' séjour illégal '. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 364/1, p. 59)

B.4. La catégorie d'étrangers décrite en B.2.4 présente une différence essentielle par rapport à celle qui est décrite en B.2.5. Les premiers ont intenté un recours afin de faire reconnaître qu'ils sont persécutés dans leur pays d'origine tandis qu'à l'égard des seconds, il a été constaté par des décisions devenues définitives que ce danger n'existait pas.

B.5.1. Lorsqu'un Etat qui entend limiter l'immigration constate que les moyens qu'il emploie à cet effet ne sont pas efficaces, il n'est pas déraisonnable qu'il ne se reconnaisse pas les mêmes devoirs face aux besoins de ceux, d'une part, qui séjournent légalement sur son territoire (ses nationaux et certaines catégories d'étrangers), et des étrangers, d'autre part, qui s'y trouvent encore après avoir reçu l'ordre de quitter le territoire.

B.5.2. Compte tenu de l'ampleur du risque d'utilisation des procédures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées, les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les dispositions constitutionnelles et conventionnelles visées par les questions, n'exigent pas que le bénéficiaire de l'aide sociale qui est reconnu, afin de faire

face à leurs besoins, aux candidats réfugiés qui, après avoir reçu l'ordre de quitter le territoire, introduisent un recours devant le Conseil d'Etat (contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise en application de l'article 63/3 de la loi ou celle de la Commission permanente de recours des réfugiés), le soit aussi aux personnes qui ont reçu un ordre de quitter le territoire devenu définitif soit par absence de recours soit par épuisement des recours ouverts contre cet ordre, et qui ont formé devant les tribunaux de l'ordre judiciaire belge une action en reconnaissance de leur apatridie, action n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision coulée en force de chose jugée.

B.5.3. La circonstance, mentionnée dans la seconde question du Tribunal du travail de Bruxelles, que l'intéressée se serait, lors d'une procédure préalable visant à obtenir le statut de réfugié, prévalué d'une nationalité et ferait ensuite valoir qu'elle a renoncé à cette nationalité est sans incidence sur la solution du problème.

B.6. Les questions appellent une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

- L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par les lois des 30 décembre 1992 et 15 juillet 1996, et par l'effet de l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage le 22 avril 1998, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus conjointement avec les articles 23 et 191 de la Constitution, 3, 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, et 1^{er}, 6, 16 et 23 de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, en ce que cet article 57, § 2, limite à l'aide médicale urgente l'aide qui peut être accordée aux étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire devenu définitif soit par absence de recours soit par épuisement des recours ouverts contre cet ordre, et qui ont formé devant les tribunaux de l'ordre judiciaire belge une action en reconnaissance de leur apatridie, action n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée.

- La question préjudicielle posée dans l'affaire n° 1927 est sans objet.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 février 2001.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[C – 2001/21232]

Uittreksel uit arrest nr. 17/2001 van 14 februari 2001

Rolnummers 1878 en 1927

In zake : de prejudiciële vragen over artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gesteld door de Arbeidsrechtbank te Brussel en de Arbeidsrechtbank te Hoei.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse en E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vragen*

a. Bij vonnis van 20 januari 2000 in zake S. Milosiu tegen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Anderlecht, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 1 februari 2000, heeft de Arbeidsrechtbank te Brussel de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« Schendt artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1992 en 15 juli 1996, en bij het arrest uitgesproken door het Arbitragehof op 22 april 1998, de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 23 en 191 van die Grondwet, 3, 6 en 13 van het Europees Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en 1, 6, 16 en 23 van het Verdrag van New York van 28 september 1953 [lees : 1954] betreffende de status van staatlozen, doordat dit artikel 57, § 2, een verschil in behandeling instelt, wat het recht op maatschappelijke dienstverlening betreft, tussen, enerzijds, de Belgen en de vreemdelingen die wettig in het Rijk verblijven of die voor de Raad van State een beroep hebben ingesteld tot vernietiging of tot schorsing van het bevel om het grondgebied te verlaten, dat hun werd betekend en, anderzijds, de vreemdelingen die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen dat definitief is geworden, ofwel omdat geen beroep werd ingesteld, ofwel omdat de rechtsmiddelen tegen dat bevel zijn uitgeput, en die voor de rechtbanken van de Belgische rechterlijke orde een vordering hebben ingesteld tot erkenning als staatloze, vordering die nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane beslissing ?

Is het antwoord op deze vraag verschillend wanneer die vreemdelingen, in hun aanvraag om als vluchteling erkend te worden, zich op een bepaalde nationaliteit hebben beroepen en vervolgens, met het oog op hun erkenning als staatloze, doen gelden dat zij voorheen of eventueel achteraf, middels een persoonlijke verklaring of middels een verklaring die uit hun naam werd afgelegd door hun wettelijke vertegenwoordigers, in werkelijkheid aan die nationaliteit hebben verzaakt ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1878 van de rol van het Hof.

b. Bij vonnis van 15 maart 2000 in zake N. Brajevic en R. Halilovic tegen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Hoei, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 29 maart 2000, heeft de Arbeidsrechtbank te Hoei de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd bij artikel 65 van de wet van 15 juli 1996, de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 23 en 191 van de Grondwet, artikel 11.1 van het Internationaal Verdrag van New York van 19 december 1966 inzake economische, sociale en culturele rechten en artikel 13 van het Verdrag van Rome van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, doordat artikel 57, § 2, een verschil in behandeling instelt wat het recht op maatschappelijke dienstverlening betreft ten aanzien van, enerzijds, de Belgen en de vreemdelingen die legaal in het Rijk verblijven en, anderzijds, de vreemdelingen die gevraagd hebben om als vluchteling erkend te worden, wier aanvraag is verworpen en die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen, zolang de beroepen die zij voor de Raad van State hebben ingesteld tegen de beslissing genomen door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, met toepassing van artikel 63/3 van de wet, of tegen de beslissing van de Vaste

Beroepscommissie voor vluchtelingen niet zijn beslecht, en de vreemdelingen die geen document kunnen overleggen dat hen machtigt om in België te verblijven of die illegaal in België verblijven, zolang hun aanvraag om ertoe gemachtigd te worden in België te verblijven, ingediend met toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, niet is beslecht ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1927 van de rol van het Hof.

(...)

IV. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de prejudiciële vragen

In de zaak nr. 1927

B.1.1. Uit een door de verwerende partij voor de verwijzende rechter bijgebracht en door het Arbeidshof te Luik toegezonden afschrift van het arrest van het Arbeidshof te Luik van 14 juli 2000 blijkt dat het hoger beroep tegen het verwijzende vonnis ontvankelijk en gegrond werd verklaard en de oorspronkelijke vordering werd ingewilligd zonder dat de door de Arbeidsrechtbank te Hoei gestelde prejudiciële vraag werd overgenomen.

De vraag is thans zonder voorwerp.

In de zaak nr. 1878

B.1.2. De Ministerraad is van mening dat de vragen niet ontvankelijk zijn, doordat de motieven van het vonnis waarin de gevraagde maatschappelijke dienstverlening wordt geweigerd zonder het antwoord af te wachten op de vragen die aan het Hof worden voorgelegd, tegenstrijdig, zelfs verkeerdt of onwettig zouden zijn, doordat de Rechtbank, door te verwijzen naar andere geschillen waarin een analoog probleem zou zijn opgeworpen, een algemene draagwijdte zou willen geven aan haar beslissing en aan het arrest van het Hof waarin het op de gestelde vragen antwoordt en doordat die vragen zonder voorwerp zouden zijn, vermits het Hof zich in zijn arresten nrs. 43/98, 108/98 en 80/99 reeds heeft uitgesproken over de draagwijdte van het « uitvoerbaar » bevel om het grondgebied te verlaten, dat in de in het geding zijnde bepaling wordt bedoeld.

B.1.3. De partijen voor het Hof vermogen niet de toepassing die de rechtscolleges aan artikel 26, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 geven, in het geding te brengen en het staat niet aan het Hof de motieven af te keuren van de beslissingen die zijn genomen door de rechtscolleges die zich tot het Hof richten. De omstandigheid dat, in andere zaken dan die welke aan het Hof zijn voorgelegd, gewag zou worden gemaakt van het arrest dat het Hof zou wijzen - en waarvan het gevolg bepaald is door artikel 28 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 - maakt het niet mogelijk ervan uit te gaan dat de vraag onontvankelijk zou zijn. Zij bevat overigens de noodzakelijke elementen op grond waarvan het Hof uitspraak kan doen, zodat er geen aanleiding is om de Rechtbank te verzoeken de motieven die haar beslissing gronden, te verduidelijken.

B.1.4. De omstandigheid dat het Hof zich vroeger over een rechtsvraag zou hebben uitgesproken, maakt het niet mogelijk ervan uit te gaan dat een prejudiciële vraag over die rechtskwestie zonder voorwerp of onontvankelijk zou zijn. Overigens verzoekt de verwijzende rechter het Hof te dezen situaties te onderzoeken die niet op alle punten soortgelijk zijn aan die welke in de geciteerde arresten aan de orde waren.

B.1.5. De excepties van onontvankelijkheid die door de Ministerraad werden opgeworpen ten aanzien van de prejudiciële vragen die in de zaak nr. 1878 zijn gesteld, worden verworpen.

Ten gronde

B.2.1. Artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (hierna : de O.C.M.W.-wet), vervangen bij artikel 65 van de wet van 15 juli 1996 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn », bepaalt :

« § 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van de termijn van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval een maand overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring. »

B.2.2. Het Hof heeft met zijn arrest nr. 43/98 van 22 april 1998 geoordeeld dat het nieuwe artikel 57, § 2, derde en vierde lid, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schond, in zoverre het van toepassing was op de vreemdeling die gevraagd had om als vluchteling te worden erkend, wiens verzoek was verworpen en die een bevel had gekregen het grondgebied te verlaten, zolang de beroepen die hij voor de Raad van State had ingesteld tegen de beslissing die de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen met toepassing van artikel 63/3 van de voormelde wet van 15 december 1980 had genomen of tegen de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, niet waren beslecht.

De bij dat arrest uitgesproken vernietiging heeft dus enkel betrekking op het derde en het vierde lid van artikel 57, § 2, van de O.C.M.W.-wet, in zoverre zij handelen over vreemdelingen die hebben gevraagd om als vluchteling te worden erkend.

In zijn arrest nr. 80/99 van 30 juni 1999 heeft het Hof daaraan toegevoegd dat, indien de maatregel waarin artikel 57, § 2, voorziet, wordt toegepast op personen die, om medische redenen, in de absolute onmogelijkheid zijn gevolgt te geven aan het bevel België te verlaten, die bepaling eveneens de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt.

B.2.3. De prejudiciële vragen hebben betrekking op de bestaanbaarheid van artikel 57, § 2, van de O.C.M.W.-wet met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met andere grondwetsbepalingen of verdragsbepalingen. Met betrekking tot het recht op maatschappelijke dienstverlening wordt het Hof verzocht een

vergelijking te maken tussen, enerzijds, de Belgen en de vreemdelingen die wettig in het Rijk verblijven of « die voor de Raad van State een beroep hebben ingesteld tot vernietiging of tot schorsing van het bevel om het grondgebied te verlaten, dat hun werd betekend » en, anderzijds, de vreemdelingen die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen dat definitief is geworden (omdat geen beroepen werden ingesteld of de rechtsmiddelen waren uitgeput) en die een vordering tot erkenning als staatloze hebben ingesteld (waarop nog geen beslissing is gewezen die in kracht van gewijsde is gegaan) : het recht op maatschappelijke dienstverlening, dat in de in het geding zijnde bepaling is gedefinieerd, zou tijdens de duur van het rechtsgeding aan de eerstgenoemden maar niet aan de laatstgenoemden worden gewaarborgd.

B.2.4. Uit de motivering van het verwijzingsvonnis blijkt dat de Rechtbank, door te verwijzen naar de « vreemdelingen [...] die voor de Raad van State een beroep hebben ingesteld tot vernietiging of tot schorsing van het bevel om het grondgebied te verlaten, dat hun werd betekend », de vreemdelingen bedoelt die hebben gevraagd als vluchteling te worden erkend, van wie de aanvraag is verworpen en die een bevel hebben gekregen om het grondgebied te verlaten, maar die voor de Raad van State een beroep hebben ingesteld, waarover nog geen uitspraak is gedaan, tegen de beslissing die de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen met toepassing van artikel 63/3 van de wet heeft genomen of tegen de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen.

B.2.5. Uit hetzelfde vonnis vloeit voort dat die categorie van personen moet worden vergeleken met de vreemdelingen die hebben gevraagd als vluchteling te worden erkend, wier aanvraag is verworpen, die de hun geboden beroepsmogelijkheden hebben uitgeput of geen gebruik ervan hebben gemaakt en die vervolgens vragen het statuut van staatloze te kunnen krijgen.

B.3. Het in het geding zijnde artikel 57, § 2, is aldus opgevat met de bedoeling rekening te houden met de bijzonderheden van de procedure die op de asielaanvragen van toepassing is :

« 2°) Gegeven de bijzonderheid van de asielprocedure wordt in een tweede lid verduidelijkt dat een asielzoeker wiens aanvraag afgewezen is en aan wie een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten is betekend, illegaal in het land verblijft; m.a.w. dat alsdan, overeenkomstig het algemeen principe in het eerste lid, de maatschappelijke dienstverlening voor hem beperkt is tot de dringende medische hulpverlening. Deze bepaling, die slechts een specificatie is van het in het eerste lid vermelde algemeen principe t.a.v. asielzoekers, volgt de zienswijze van de bevoegde diensten van het Ministerie van Binnenlandse Zaken inzake het begrip ' illegaal verblijf '. » (*Parl. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 364/1, p. 59)

B.4. De in B.2.4 beschreven categorie van vreemdelingen is wezenlijk verschillend van die welke in B.2.5 is beschreven. De eerstgenoemden hebben een beroep ingesteld om te doen erkennen dat zij in hun land van oorsprong worden vervolgd, terwijl ten aanzien van de tweede categorie is vastgesteld, met beslissingen die definitief zijn geworden, dat dit gevaar niet bestond.

B.5.1. Wanneer een Staat die de immigratie wil beperken, vaststelt dat de middelen die hij daartoe aanwendt niet doeltreffend zijn, is het niet onredelijk dat hij niet dezelfde verplichtingen op zich neemt ten aanzien van de noden van diegenen, enerzijds, die op wettige wijze op zijn grondgebied verblijven (zijn onderdanen en bepaalde categorieën van vreemdelingen), en van de vreemdelingen, anderzijds, die er zich nog bevinden na het bevel het grondgebied te verlaten te hebben ontvangen.

B.5.2. Rekening houdend met de omvang van het risico van aanwending van de procedures voor andere doeleinden dan die waarvoor ze bestemd zijn, eisen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de grondwets- en verdragsbepalingen die in de vragen zijn bedoeld, niet dat de maatschappelijke dienstverlening die aan de kandidaat-vluchtelingen wordt toegekend, teneinde in hun noden te voorzien, die na het bevel om het grondgebied te verlaten een beroep voor de Raad van State instellen (tegen de beslissing die de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen met toepassing van artikel 63/3 van de wet heeft genomen of tegen de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen), ook wordt toegekend aan de personen die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen dat definitief is geworden, ofwel omdat geen beroep werd ingesteld, ofwel omdat de rechtsmiddelen tegen dat bevel zijn uitgeput, en die voor de rechtbanken van de Belgische rechterlijke orde een vordering hebben ingesteld tot erkenning als staatloze, vordering die nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane beslissing.

B.5.3. De omstandigheid, vermeld in de tweede vraag van de Arbeidsrechtbank te Brussel, dat de betrokkene zich bij een voorgaande procedure met het oog op het verkrijgen van het statuut van vluchteling zou hebben beroepen op een nationaliteit en vervolgens zou doen gelden dat zij aan die nationaliteit heeft verzaakt, heeft geen weerslag op de oplossing van het probleem.

B.6. De vragen dienen ontkennend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

- Artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1992 en 15 juli 1996 en door het gevolg van het arrest gewezen door het Arbitragehof op 22 april 1998, schendt niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 23 en 191 van de Grondwet, 3, 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en 1, 6, 16 en 23 van het Verdrag van New York van 28 september 1954 betreffende de status van staatlozen, doordat dit artikel 57, § 2, de hulp die aan vreemdelingen kan worden verleend, tot de dringende medische hulp beperkt, wanneer het vreemdelingen betreft die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen dat definitief is geworden, ofwel omdat geen beroep werd ingesteld, ofwel omdat de rechtsmiddelen tegen dat bevel zijn uitgeput, en die voor de rechtbanken van de Belgische rechterlijke orde een vordering hebben ingesteld tot erkenning als staatloze, vordering die nog niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een in kracht van gewijsde gegane beslissing.

- De prejudiciële vraag gesteld in de zaak nr. 1927 is zonder voorwerp.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 februari 2001.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG
SCHIEDSHOF

[C – 2001/21232]

Auszug aus dem Urteil Nr. 17/2001 vom 14. Februar 2001

Geschäftsverzeichnisnummern 1878 und 1927

In Sachen: Präjudizielle Fragen in bezug auf Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, gestellt vom Arbeitsgericht Brüssel und vom Arbeitsgericht Huy.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern L. François, P. Martens, A. Arts, R. Henneuse und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen

a. In seinem Urteil vom 20. Januar 2000 in Sachen S. Milosiu gegen das Öffentliche Sozialhilfezentrum Anderlecht, dessen Ausfertigung am 1. Februar 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Brüssel folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«Verstößt Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, abgeändert durch die Gesetze vom 30. Dezember 1992 und 15. Juli 1996, sowie durch das am 22. April 1998 vom Schiedshof verkündete Urteil, gegen die Artikel 10 und 11 der belgischen Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 23 und 191 dieser Verfassung, 3, 6 und 13 der Europäischen Konvention vom 4. November 1950 zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und 1, 6, 16 und 23 des New Yorker Übereinkommens vom 28. September 1953 [zu lesen ist: 1954] über die Rechtsstellung der Staatenlosen, indem dieser Artikel 57 § 2 hinsichtlich des Rechts auf Sozialhilfe einen Behandlungsunterschied einführt zwischen einerseits den Belgiern und den Ausländern, die sich legal im Königreich aufhalten oder beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigterklärung oder einen Antrag auf Aussetzung der ihnen zugestellten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, eingereicht haben, und andererseits den Ausländern, denen eine Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, erteilt worden ist, die endgültig geworden ist, entweder weil kein Widerspruch erhoben wurde oder weil die Rechtsmittel gegen diese Anweisung erschöpft sind, und die vor den ordentlichen belgischen Gerichten einen Antrag auf Anerkennung ihrer Staatenlosigkeit gestellt haben, welcher noch nicht Gegenstand einer rechtskräftigen Entscheidung war?»

Ist die Antwort auf diese Frage unterschiedlich, wenn diese Ausländer sich in ihrem Antrag auf Anerkennung als Flüchtling auf eine bestimmte Staatsangehörigkeit berufen haben und anschließend im Hinblick auf ihre Anerkennung als Staatenlose geltend machen, daß sie vorher oder eventuell nachher mittels einer persönlichen Erklärung oder mittels einer Erklärung, die in ihrem Namen durch ihre gesetzlichen Vertreter abgegeben wurde, in Wirklichkeit auf diese Staatsangehörigkeit verzichtet hätten?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1878 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

b. In seinem Urteil vom 15. März 2000 in Sachen N. Brajevic und R. Halilovic gegen das Öffentliche Sozialhilfezentrum Huy, dessen Ausfertigung am 29. März 2000 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Huy folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, abgeändert durch Artikel 65 des Gesetzes vom 15. Juli 1996, gegen die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung im Sinne der Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 23 und 191 der Verfassung, Artikel 11 Absatz 1 des am 19. Dezember 1966 in New York abgeschlossenen Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte sowie Artikel 13 der am 4. November 1950 in Rom abgeschlossenen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, indem Artikel 57 § 2 hinsichtlich des Rechts auf Sozialhilfe einen Behandlungsunterschied einführt zwischen einerseits den Belgiern und den Ausländern, die sich legal im Königreich aufhalten, und andererseits den Ausländern, die einen Antrag auf Anerkennung als Flüchtling eingereicht haben, der aber abgewiesen wurde, und denen eine Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, erteilt worden ist, solange die Klagen, die sie beim Staatsrat gegen die Entscheidung des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose gemäß Artikel 63/3 des Gesetzes oder gegen die Entscheidung des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge erhoben haben, nicht erledigt sind, und den Ausländern, die kein Dokument vorweisen können, das sie zum Aufenthalt in Belgien berechtigt, oder die sich illegal in Belgien aufhalten, solange ihr gemäß Artikel 9 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern eingereichter Antrag auf Erlaubnis zum Aufenthalt in Belgien nicht erledigt ist?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1927 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

(...)

IV. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Hinsicht auf die Zulässigkeit der präjudiziellen Fragen

In der Rechtssache Nr. 1927

B.1.1. Aus einer Abschrift des Urteils des Arbeitsgerichtshofs Lüttich vom 14. Juli 2000, die von der beklagten Partei vor dem Verweisungsrichter vorgelegt und durch den Arbeitsgerichtshof Lüttich zugestellt wurde, geht hervor, daß die Berufung gegen das Verweisungsgericht für zulässig und begründet erklärt wurde und der ursprünglichen Klage stattgegeben wurde, ohne daß die durch das Arbeitsgericht Huy gestellte Frage übernommen wurde.

Die Frage ist zum gegenwärtigen Zeitpunkt gegenstandslos.

In der Rechtssache Nr. 1878

B.1.2. Der Ministerrat ist der Auffassung, daß die Fragen nicht zulässig seien, da die Gründe des Urteils, mit dem die beantragte Sozialhilfe verweigert wurde, ohne die Antwort auf die dem Hof vorgelegten Fragen abzuwarten, widersprüchlich, sogar falsch oder ungesetzlich seien, da das Gericht mit dem Hinweis auf andere Streitfälle, in denen ein ähnliches Problem aufgeworfen worden sei, seiner Entscheidung und dem Urteil, in dem der Hof auf die gestellten Fragen antwortete, eine allgemeine Tragweite geben wolle und da diese Fragen gegenstandslos seien, weil der Hof in seinen Urteilen Nrn. 43/98, 108/98 und 80/99 schon über die Tragweite der «vollstreckbaren», in der beanstandeten Bestimmung genannten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, geurteilt habe.

B.1.3. Die Parteien vor dem Hof dürfen die Art und Weise, in der die Rechtsprechungsorgane Artikel 26 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 anwenden, nicht beanstanden, und es ist nicht Sache des Hofes, die Gründe der Entscheidungen zu mißbilligen, die von den Rechtsprechungsorganen, die sich an den Hof richten, getroffen wurden. Der Umstand, daß in anderen Rechtssachen als den dem Hof vorgelegten Rechtssachen das Urteil erwähnt werden könnte, das der Hof erlassen würde - und dessen Wirkung durch Artikel 28 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 festgelegt ist -, läßt es nicht zu, von der Unzulässigkeit der Frage auszugehen. Die Frage enthält übrigens die notwendigen Elemente, aufgrund deren der Hof befinden kann, so daß es keine Veranlassung gibt, das Gericht aufzufordern, die seiner Entscheidung zugrunde liegenden Gründe zu präzisieren.

B.1.4. Der Umstand, daß der Hof früher über eine Rechtsfrage geurteilt hat, ermöglicht es nicht, von der Annahme auszugehen, eine präjudizielle Frage über diese Rechtsfrage sei gegenstandslos oder unzulässig. Übrigens bittet der Verweisungsrichter den Hof, im vorliegenden Fall Situationen zu untersuchen, die nicht in allen Punkten mit denen übereinstimmen, die Gegenstand der zitierten Urteile waren.

B.1.5. Die Einreden der Unzulässigkeit, die durch den Ministerrat hinsichtlich der in der Rechtssache Nr. 1878 gestellten präjudiziellen Fragen erhoben wurden, werden zurückgewiesen.

Zur Hauptsache

B.2.1. Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren (im folgenden ÖSHZ-Gesetz), ersetzt durch Artikel 65 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 «zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren», bestimmt:

«§ 2. In Abweichung von den anderen Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes beschränkt sich die Aufgabe des öffentlichen Sozialhilfezentrums gegenüber einem Ausländer, der sich illegal im Königreich aufhält, auf die Gewährung dringender medizinischer Hilfe.

Der König kann bestimmen, was unter dringender medizinischer Hilfe zu verstehen ist.

Ein Ausländer, der sich als Flüchtling gemeldet und die Anerkennung als solcher beantragt hat, hält sich illegal im Königreich auf, wenn der Asylantrag abgelehnt und dem betreffenden Ausländer eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert worden ist.

Sozialhilfe zugunsten eines Ausländers, der zum Zeitpunkt, wo ihm eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert wird, tatsächlich Empfänger ist, wird mit Ausnahme der dringenden medizinischen Hilfe am Tag eingestellt, an dem der Ausländer das Staatsgebiet effektiv verläßt, und spätestens am Tag, an dem die Frist der Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, abläuft.

Von den Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes wird während der Frist abgewichen, die unbedingt notwendig ist, damit der Ausländer das Staatsgebiet verlassen kann, sofern er eine Erklärung zur Bestätigung seiner ausdrücklichen Absicht, das Staatsgebiet möglichst schnell zu verlassen, unterschrieben hat; diese Frist darf auf keinen Fall einen Monat überschreiten.

Obenerwähnte Absichtserklärung kann nur einmal unterschrieben werden. Das Zentrum setzt unverzüglich den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einreise ins Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gehören, und die betreffende Gemeinde von der Unterzeichnung der Absichtserklärung in Kenntnis.»

B.2.2. Der Hof hat mit seinem Urteil Nr. 43/98 vom 22. April 1998 geurteilt, daß der neue Artikel 57 § 2 Absätze 3 und 4 des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstieß, insoweit er auf den Ausländer anwendbar war, der einen Antrag auf Anerkennung als Flüchtling eingereicht hatte, dessen Antrag abgelehnt worden war und der eine Anweisung erhalten hatte, das Staatsgebiet zu verlassen, solange über die Klagen, die er beim Staatsrat gegen die Entscheidung, die der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose in Anwendung von Artikel 63/3 des obengenannten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 getroffen hatte, oder gegen die Entscheidung des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge eingereicht hatte, nicht entschieden worden war.

Die Nichtigerklärung, auf die in diesem Urteil erkannt wurde, bezieht sich also nur auf den dritten und vierten Absatz von Artikel 57 § 2 des ÖSHZ-Gesetzes, insofern es darin um Ausländer geht, die ihre Anerkennung als Flüchtling beantragt haben.

In seinem Urteil Nr. 80/99 vom 30. Juni 1999 hat der Hof dem hinzugefügt, daß, falls die in Artikel 57 § 2 vorgesehene Maßnahme auf Personen angewandt wird, denen es aus Gesundheitsgründen absolut unmöglich ist, der Anweisung, Belgien zu verlassen, Folge zu leisten, diese Bestimmung ebenfalls gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt.

B.2.3. Die präjudiziellen Fragen beziehen sich auf die Vereinbarkeit von Artikel 57 § 2 des ÖSHZ-Gesetzes mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit anderen Verfassungs- oder Vertragsbestimmungen. Bezüglich des Rechts auf Sozialhilfe wird der Hof gebeten, einen Vergleich vorzunehmen zwischen einerseits den Belgiern und den Ausländern, die sich legal im Königreich aufhalten oder «die beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigerklärung oder einen Antrag auf Aussetzung der ihnen zugestellten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, eingereicht haben», und andererseits den Ausländern, denen eine Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, erteilt worden ist, die endgültig geworden ist (weil kein Widerspruch erhoben wurde oder weil die Rechtsmittel ausgeschöpft wurden) und die einen Antrag auf Anerkennung ihrer Staatenlosigkeit gestellt haben (worauf noch keine rechtskräftige Entscheidung ergangen ist); das in der beanstandeten Bestimmung definierte Recht auf Sozialhilfe werde während der Verfahrensdauer den Erstgenannten, nicht aber den Letztgenannten gewährleistet.

B.2.4. Aus der Begründung zum Verweisungsurteil geht hervor, daß das Gericht, mit dem Hinweis auf die «Ausländer, [...] die beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigerklärung oder einen Antrag auf Aussetzung der ihnen zugestellten Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, eingereicht haben», die Ausländer meint, die ihre Anerkennung als Flüchtling beantragt haben, deren Antrag abgelehnt wurde und die eine Anweisung erhalten haben, das Staatsgebiet zu verlassen, die aber gegen die Entscheidung, die der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose in Anwendung von Artikel 63/3 des Gesetzes getroffen hat, oder gegen die Entscheidung des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge beim Staatsrat eine - bislang noch nicht entschiedene - Klage eingereicht haben.

B.2.5. Aus demselben Urteil geht hervor, daß diese Personenkategorie mit den Ausländern verglichen werden muß, die ihre Anerkennung als Flüchtling beantragt haben, deren Antrag abgelehnt wurde, die die ihnen gebotenen Rechtsmittel ausgeschöpft haben oder von ihnen keinen Gebrauch gemacht haben und die dann ihre Anerkennung als Staatenlose beantragen.

B.3. Der beanstandete Artikel 57 § 2 wurde dahingehend konzipiert, den Besonderheiten des auf die Asylanträge anwendbaren Verfahrens Rechnung zu tragen:

«2) In Anbetracht der Besonderheit des Asylverfahrens wird in einem zweiten Absatz präzisiert, daß ein Asylbewerber, dessen Antrag abgelehnt wurde und dem eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, zugestellt wurde, sich illegal im Land aufhält; mit anderen Worten, daß dann gemäß dem allgemeinen Prinzip im ersten Absatz die Sozialhilfe für ihn auf dringende medizinische Hilfe beschränkt ist. Diese Bestimmung, die nur eine Spezifizierung des im ersten Absatz angegebenen allgemeinen Prinzips hinsichtlich der Asylbewerber ist, folgt dem Standpunkt der zuständigen Dienststellen des Innenministeriums, was den Begriff 'illegaler Aufenthalt' angeht.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 364/1, S. 59)

B.4. Die in B.2.4 beschriebene Ausländerkategorie unterscheidet sich wesentlich von der in B.2.5 beschriebenen Kategorie. Erstgenannte haben einen Antrag eingereicht, um als in ihrem Herkunftsland Verfolgte anerkannt zu werden, während hinsichtlich der zweiten Kategorie mit endgültig gewordenen Entscheidungen festgestellt worden ist, daß diese Gefahr nicht bestand.

B.5.1. Wenn ein Staat, der die Immigration einschränken will, feststellt, daß die von ihm zu diesem Zweck angewandten Mittel nicht effizient sind, dann ist es nicht unvernünftig, daß er sich hinsichtlich der Nöte jener, die sich legal auf seinem Staatsgebiet aufhalten (seine Staatsangehörigen und bestimmte Kategorien von Ausländern) in anderer Weise verpflichtet fühlt als hinsichtlich der Nöte der Ausländer, die sich noch auf seinem Staatsgebiet befinden, nachdem sie die Anweisung zum Verlassen des Staatsgebiets erhalten haben.

B.5.2. Unter Berücksichtigung des Umfangs des Risikos der Anwendung des Verfahrens zu anderen Zwecken als den dafür vorgesehenen erfordern die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den in den Fragen genannten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, nicht, daß die Sozialhilfe, die zur Behebung ihrer Nöte den Asylbewerbern bewilligt wird, die nach der Anweisung zum Verlassen des Staatsgebiets (gegen die Entscheidung, die der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose in Anwendung von Artikel 63/3 des Gesetzes gefällt hat oder gegen die Entscheidung des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge) eine Klage beim Staatsrat einreichen, auch den Personen bewilligt wird, die eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebiets erhalten haben, die endgültig geworden ist, sei es weil kein Rechtsmittel eingelegt wurde, sei es weil die Rechtsmittel gegen diese Anweisung ausgeschöpft sind, und die vor den ordentlichen belgischen Gerichten einen Antrag auf Anerkennung ihrer Staatenlosigkeit gestellt haben, welcher noch nicht Gegenstand einer rechtskräftigen Entscheidung war.

B.5.3. Der in der zweiten Frage des Arbeitsgerichts Brüssel angeführte Umstand, daß die Betroffene sich in einem vorhergehenden Verfahren mit Blick auf den Erhalt des Flüchtlingsstatuts auf eine Nationalität berufen habe und später dann geltend mache, daß sie auf die Nationalität verzichtet habe, hat keinen Einfluß auf die Lösung des Problems.

B.6. Die Fragen müssen verneinend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

- Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, abgeändert durch die Gesetze vom 30. Dezember 1992 und 15. Juli 1996 sowie als Folge des am 22. April 1998 vom Schiedshof erlassenen Urteils, verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 23 und 191 der Verfassung, 3, 6, und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und 1, 6, 16 und 23 des New Yorker Übereinkommens vom 28. September 1954 über die Rechtsstellung der Staatenlosen, indem dieser Artikel 57 § 2 die Hilfe, die den Ausländern zuteil werden kann, auf die dringende medizinische Hilfe beschränkt, wenn es sich um Ausländer handelt, die eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebiets erhalten haben, die endgültig geworden ist, entweder weil kein Rechtsmittel eingelegt wurde oder weil die Rechtsmittel gegen diese Anweisung ausgeschöpft sind, und die vor den ordentlichen belgischen Gerichten einen Antrag auf Anerkennung ihrer Staatenlosigkeit gestellt haben, welcher noch nicht Gegenstand einer rechtskräftigen Entscheidung war.

- Die in der Rechtssache Nr. 1927 gestellte präjudizielle Frage ist gegenstandslos.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Februar 2001.

Der Kanzler,

(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

(gez.) M. Melchior.

COMMISSION BANCAIRE ET FINANCIERE

[C - 2001/03183]

20 FEVRIER 2001. — Arrêté de la Commission bancaire et financière relatif à la liste des entreprises d'investissement qui relèvent du droit d'Etats non membres de la Communauté européenne qui ont notifié leur intention de fournir des services d'investissement en Belgique sous le régime de la libre prestation de services

Conformément à l'article 111 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et aux articles 4 et 34 de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, la Commission bancaire et financière établit annuellement la liste des entreprises d'investissement qui relèvent du droit d'Etats non membres de la Communauté européenne qui ont notifié leur intention de fournir des services d'investissement en Belgique sous le régime de la libre prestation de services.

COMMISSIE VOOR HET BANK- EN FINANCIWEZEN

[C - 2001/03183]

20 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen met betrekking tot de lijst van de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap die het voornemen hebben meegedeeld om in België beleggingsdiensten in vrij verkeer te verrichten

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen maakt met toepassing van artikel 111 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs en artikelen 4 en 34 van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, jaarlijks de lijst op van de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap die het voornemen hebben meegedeeld om in België beleggingsdiensten in vrij verkeer te verrichten.

La liste des entreprises étrangères qui ont adressé à la Commission bancaire et financière une notification portant sur un ou plusieurs services visés à l'article 46 de la loi du 6 avril 1995, s'établit au 31 décembre 2000 comme suit :

De lijst van de buitenlandse beleggingsondernemingen die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een kennisgeving hebben gedaan voor één of meer diensten als bedoeld in artikel 46 van de wet van 6 april 1995, wordt op 31 december 2000 als volgt vastgelegd :

Nom de l'entreprise Naam van de onderneming	Pays d'origine Land van herkomst	Date notification Datum notificatie	Services de base notifiés Genotificeerde basisdiensten (*)					
			1.a	1.b	1.c	2	3	4
Lehman Brothers Canada Inc	Canada	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Scotia Capital Inc.	Canada	26.04.96	1.a	1.b	1.c	2		4
Invesco Asia Ltd.	Hong Kong	13.05.96					3	
Lehman Brothers Commercial Corporation Asia	Hong Kong	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Morgan Stanley Dean Witter Asia Ltd	Hong Kong	01.05.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Morgan Stanley Dean Witter Futures Ltd	Hong Kong	01.05.96	1.a	1.b	1.c		3	4
Morgan Stanley Dean Witter Hong Kong Securities Ltd.	Hong Kong	01.05.96	1.a	1.b	1.c		3	4
Gmul Sahar Securities Brokerage Services Ltd.	Israël	11.09.00	1.a	1.b	1.c	2		4
Bank of America, N.A.	U.S.A.	12.03.97	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Bear Stearns Securities Corp.	U.S.A.	16.07.96	1.a	1.b	1.c			
BNY ESI & Co.	U.S.A.	18.11.99		1.b		2		
B-Trade Services LLC	U.S.A.	18.11.99		1.b		2		
First Liberty Investment Group	U.S.A.	13.01.99	1.a	1.b				4
Fiserv Correspondent Services	U.S.A.	27.01.99	1.a	1.b				
Fuji Capital Markets Corporation	U.S.A.	17.06.97				2		
General Re Financial Products Corporation	U.S.A.	05.12.96				2		
Goldman Sachs Capital Markets, L.P.	U.S.A.	29.04.96	1.a	1.b	1.c	2		
Goldman Sachs Mitsui Marine Derivatives Products L.P.	U.S.A.	29.04.96	1.a	1.b	1.c	2		
Goldman, Sachs & C°	U.S.A.	29.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
J. Aron & Company	U.S.A.	30.04.96				2		
Jennison Associates Capital Corp.	U.S.A.	29.04.96					3	
JP Morgan Investment Management Inc.	U.S.A.	22.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Lehman Brothers Commercial Corporation	U.S.A.	30.04.96				2		
Lehman Brothers Financial Products	U.S.A.	30.04.96				2		
Lehman Brothers Inc.	U.S.A.	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Lehman Brothers Special Financing Inc	U.S.A.	30.04.96				2		
Lehman Commercial Paper Inc.	U.S.A.	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Merill Lynch Pierce Fenner & Smith Inc.	U.S.A.	02.08.00	1.a	1.b	1.c			
Metzler-Payden, LLC	U.S.A.	26.04.00					3	
Morgan Stanley & C° Inc.	U.S.A.	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
NDB Capital Markets, LP	U.S.A.	22.09.00	1.a	1.b	1.c			
Needham & Company, Inc.	U.S.A.	26.01.00	1.a	1.b		2		4
Raymond James & Associates Inc	U.S.A.	13.05.96		1.b		2		
Residential Funding Securities Corporation	U.S.A.	26.11.96	1.a	1.b	1.c	2		4
Salomon Brothers Holding Company Inc	U.S.A.	29.04.97				2		
Salomon Smith Barney Inc.	U.S.A.	29.04.96	1.a	1.b	1.c	2		
Salomon Forex Inc	U.S.A.	29.04.97				2		
Salomon Swapco Inc	U.S.A.	29.04.97				2		
Sanford C. Bernstein & C°, Inc	U.S.A.	30.04.96	1.a	1.b	1.c	2	3	4
Standish International Management Company L.P.	U.S.A.	10.07.97	1.a	1.b			3	
Standish, Ayer & Wood, Inc.	U.S.A.	10.07.97	1.a	1.b			3	
William R. Hough & C°	U.S.A.	23.03.99	1.a	1.b	1.c			4
Gottex Brokers S.A.	Suisse/Zwitserland	31.07.96			1.c			
Capital International S.A.	Suisse/Zwitserland	21.08.96					3	
Cedef Capital Services S.A.	Suisse/Zwitserland	30.07.96	1.a		1.c			
Inpagest A.G.	Suisse/Zwitserland	11.09.00					3	

Nom de l'entreprise Naam van de onderneming	Pays d'origine Land van herkomst	Date notification Datum notificatie	Services de base notifiés Genotificeerde basisdiensten (*)				
			1.a	1.b	2	3	
Intermoney Financial Products S.A.	Suisse/Zwitserland	06.08.96			2		
Lehman Brothers Finance S.A.	Suisse/Zwitserland	26.11.97			2		
Morgan Stanley AG	Suisse/Zwitserland	05.02.96				3	
EBS Service Company Ltd	Suisse/Zwitserland	14.10.98	1.a				
Timber Hill Europe AG	Suisse/Zwitserland	19.07.99		1.b	2		

Bruxelles, le 20 février 2001.

F. T'Kint,
président f.f.

(*) Services d'investissement

1.a. la réception et la transmission, pour le compte d'investisseurs, d'ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers;

1.b. l'exécution de ces ordres pour le compte de tiers;

1.c. la mise en rapport de deux ou plusieurs investisseurs permettant ainsi la réalisation, entre ces investisseurs, d'une opération portant sur un instrument financier;

2. la négociation pour compte propre de tout instrument financier;

3. la gestion, sur une base discrétionnaire et individualisée, de portefeuilles d'investissement dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs lorsque ces portefeuilles comportent un ou plusieurs instruments financiers;

4. la prise ferme en ce qui concerne les émissions de tout ou partie des instruments financiers et/ou le placement de ces émissions.

Brussel, 20 februari 2001.

F. T'Kint,
wnd. Voorzitter.

(*) Beleggingsdiensten

1.a. het ontvangen en doorgeven, voor rekening van beleggers, van orders met betrekking tot één of meer financiële instrumenten;

1.b. het uitvoeren van de hiervoor bedoelde orders voor rekening van derden;

1.c. het met elkaar in contact brengen van twee of meer beleggers waardoor tussen deze beleggers een transactie in een financieel instrument tot stand kan komen;

2. het handelen voor eigen rekening in eender welk financieel instrument;

3. het per cliënt op discretionaire basis beheren van beleggingsportefeuilles op grond van een door de beleggers gegeven opdracht, voor zover die portefeuilles één of meer financiële instrumenten omvatten;

4. de overname van uitgiften van alle of bepaalde financiële instrumenten en/of het plaatsen van die uitgiften

MINISTERE DES FINANCES

[2001/03210]

Administration des contributions directes

I. Avis aux employeurs et autres débiteurs de revenus soumis au précompte professionnel

II. Avis aux débiteurs

de certaines rentes viagères ou temporaires. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 116, du 21 avril 2001, p. 13108, il faut lire le texte suivant après le premier alinéa :

« L'attention est attirée sur le fait que la date ultime pour la remise des fiches individuelles n° 281 et des relevés récapitulatifs n° 325 correspondants fixée initialement au 27 avril 2001 est reportée au 23 mai 2001.

Le délai précité ne vaut toutefois pas pour les employeurs qui participent au système BELCOTAX.

Le présent avis tient lieu de réponse aux demandes de prorogation du délai de remise des documents précités, introduites auprès de l'administration.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.) »

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2001/03210]

Administratie der directe belastingen

I. Bericht aan de werkgevers en aan de andere schuldenaars van aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen inkomsten

II. Bericht aan de schuldenaars

van sommige lijfrenten of tijdelijke renten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 116, van 21 april 2001, blz. 13108, moet achter de eerste alinea volgende tekst gelezen worden :

« De aandacht wordt erop gevestigd dat de uiterste datum voor indiening van de individuele fiches nr. 281 en de ermede overeenstemmende samenvattende opgaven nr. 325 oorspronkelijk vastgesteld op 27 april 2001, wordt verdaagd tot 23 mei 2001.

Voormeld uitsstel geldt evenwel niet voor de werkgevers die tot het BELCOTAX-systeem zijn toegetreden.

Dit bericht geldt als antwoord op de bij de administratie ingediende aanvragen tot verlenging van de termijn van indiening van de voornoemde drukwerken.

(De pers wordt verzocht om dit bericht over te nemen.) »

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12371]

Juridictions du travail. — Place vacante d'employé (homme ou femme) au greffe de la cour du travail de Gand

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'adresser leur demande à Mme la Ministre de l'Emploi, Administration des relations individuelles du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la publication du présent avis.

Conditions :

1° être âgé(e) de dix-huit ans accomplis;

2° avoir réussi un examen organisé par le Roi, devant un jury institué par le Ministre de la Justice. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés de l'examen.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12371]

Arbeidsgerechten. — Vacante betrekking van beambte (man of vrouw) bij de griffie van het arbeidshof te Gent

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag te richten tot Mevr. de Minister van Werkgelegenheid, Administratie van de individuele arbeidsbetrekkingen, Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, binnen dertig dagen na de bekendmaking van dit bericht.

Voorwaarden :

1° volle achttien jaar oud zijn;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de Minister van Justitie. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het vergelijkend examen vrijgesteld.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C - 2001/19324]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Mardi 24 avril 2001

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

1. Question de Mme Muriel Gerkens au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur "la manière dont le rapport "AMPERE" a utilisé les travaux du professeur Dessus sur le retraitement des déchets nucléaires".

2. Question de Mme Frieda Brepoels au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur "la nomination d'un gestionnaire de réseau pour le réseau à haute tension".

3. Question de Mme Simonne Creyf au Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur "les tarifs belges d'électricité".

4. Projet de loi portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Muriel Gerkens.)

Amendements de M. Poncelet et du gouvernement.

5. Proposition de loi (M. Pierre Lano) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

6. Questions jointes :

— Question de M. Karel Van Hoorebeke au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "le fonctionnement du Conseil de la concurrence".

— Question de Mme Simonne Creyf au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "l'immobilisation récente du Conseil de la concurrence".

7. Question de Mme Els Van Weert au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "les dysfonctionnements au sein des Musées royaux d'Art et d'Histoire".

8. Questions jointes :

— Question de Mme Frieda Brepoels au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la mutation de Mme Spehl-Robeyns aux Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles".

— Question de Mme Simonne Creyf au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "la mission spéciale confiée à Mme M.-M. Spehl-Robeyns, ancienne directrice générale du Palais des Beaux Arts".

9. Question de Mme Frieda Brepoels au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "l'évaluation des recommandations en matière d'auto-régulation en ce qui concerne la période d'interdiction précédant les fêtes enfantines".

10. Question de Mme Frieda Brepoels au premier Ministre, sur "le règlement du dossier A400M".

(La réponse sera donnée par le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes.)

11. Interpellation n° 762 de Mme Frieda Brepoels au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques et au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, chargé de la Politique des grandes villes, sur "l'organisation de l'inspection linguistique dans l'enseignement".

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 2001/19324]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

1. Vraag van Mevr. Muriel Gerkens tot de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over "de manier waarop het AMPERE-verslag de werkzaamheden van prof. Dessus over de opwerking van nucleaire afval heeft gebruikt".

2. Vraag van Mevr. Frieda Brepoels tot de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over "de benoeming van een netbeheerder van het hoogspanningsnet".

3. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over "de Belgische elektriciteits-tarieven".

4. Wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Muriel Gerkens.)

Amendementen van de heer Poncelet en van de regering.

5. Wetsvoorstel (de heer Pierre Lano) tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

6. Samengevoegde vragen :

— Vraag van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de werking van de Raad voor de Mededinging".

— Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de recente verlamming van de Raad voor de Mededinging".

7. Vraag van Mevr. Els Van Weert tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de wantoestanden bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis".

8. Samengevoegde vragen :

— Vraag van Mevr. Frieda Brepoels tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de overplaatsing van Mevr. Spehl-Robeyns naar de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden".

— Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de speciale opdracht van Mevr. M.-M. Spehl-Robeyns, gewezen directeur-generaal van het Paleis voor Schone Kunsten".

9. Vraag van Mevr. Frieda Brepoels tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de evaluatie van de aanbevelingen tot autoregulering rond de sperperiode voor kinderfeesten".

10. Vraag van Mevr. Frieda Brepoels tot de Eerste Minister, over "de afwikkeling van het A400M-dossier".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid.)

11. Interpellatie nr. 762 van Mevr. Frieda Brepoels tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties en tot de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, belast met het Grootstedenbeleid, over "de organisatie van de taalinspectie in het onderwijs".

12. Projet de loi relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Magda De Meyer.)

Amendements de Mme Brepoels, du gouvernement, de M. Van Overtveldt et de M. Lano.

13. Projet de loi instaurant une cotisation unique à charge du secteur pétrolier.

Mardi 24 avril 2001

Commission des Finances et du Budget

1. Question de M. Ludo Van Campenhout au Ministre des Finances, sur "la T.V.A. et les droits d'enregistrement applicables aux travaux de rénovation dans les grandes villes".

2. Question de Mme Zoé Genot au Ministre des Finances, sur "l'utilisation des cartes de fidélité et la vie privée".

3. Question de M. Jacques Chabot au Ministre des Finances, sur "le recours en justice contre une imposition".

4. Question de Mme Fientje Moerman au Ministre des Finances, sur "l'exonération de l'impôt des sociétés pour des sociétés établies en Tunisie".

5. Question de M. Dirk Pieters au Ministre des Finances, sur "la présidence belge de l'Eurogroupe".

6. Question de M. Dirk Pieters au Ministre des Finances, sur "les bureaux de conservation des hypothèques flamands à Bruxelles".

7. Projet de loi visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'État et les modalités des donations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession - Transmis par le Sénat.

(Vote sur l'ensemble - Rgt, art. 18.4 a) bis.)

(Rapporteur : M. Jacques Chabot)

Amendements du gouvernement.

8. Discussion du plan d'action du commissaire du gouvernement chargé de la simplification des procédures fiscales et de la lutte contre la grande fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances.

Mardi 24 avril 2001

Commission de la Justice

1. Question de M. Olivier Chastel au Ministre de l'Intérieur, sur "l'application de la loi du 1^{er} mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge et ses circulaires d'application des 25 avril et 20 juillet 2000".

2. Question de Mme Zoé Genot au Ministre de la Justice, sur "les cartes de fidélité et la vie privée".

3. Question de M. Jo Vandeurzen au Ministre de la Justice, sur "la présentation du Conseil supérieur de la Justice".

4. Question de M. Peter Vanvelthoven au Ministre de la Justice, sur "le dossier 'INFOCAHB'".

5. Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux cantons judiciaires - Amendé par le Sénat.

(Clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Geert Bourgeois.)

Amendements de MM. Laeremans et Bourgeois.

6. Proposition de loi (MM. Daniel Bacquelaire, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen et Mme Martine Dardenne) modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Karine Lalieux.)

Amendements de MM. Bacquelaire et consorts, Laeremans, Schoofs et du gouvernement.

7. Projet de loi relatif au droit de réponse et au droit d'informations.

(Motion concernant un conflit d'intérêts.) (Avis - Rgt, art. 58 et 61.1.)

— Composition d'une délégation.

8. Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois et Karel Van Hoorebeke) modifiant le Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne la révision de la condamnation en matière criminelle et le Code judiciaire, en ce qui concerne la requête civile.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Anne Barzin.)

Amendements de MM. Bourgeois et Van Hoorebeke.

12. Wetsontwerp betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Magda De Meyer.)

Amendementen van Mevr. Brepoels, van de regering, van de heer Van Overtveldt en van de heer Lano.

13. Wetsontwerp tot invoering van een eenmalige bijdrage ten laste van de petroleumsector.

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Financiën en de Begroting

1. Vraag van de heer Ludo Van Campenhout tot de Minister van Financiën, over "de BTW en de registratierechten op renovatie in de grote steden".

2. Vraag van Mevr. Zoé Genot tot de Minister van Financiën, over "de getrouwheidskaarten en de privacy".

3. Vraag van de heer Jacques Chabot tot de Minister van Financiën, over "de rechtsvordering tegen een aanslag".

4. Vraag van Mevr. Fientje Moerman tot de Minister van Financiën, over "de vrijstelling van vennootschapsbelasting voor vennootschappen gevestigd in Tunesië".

5. Vraag van de heer Dirk Pieters tot de Minister van Financiën, over "het Belgisch voorzitterschap van de Eurogroep".

6. Vraag van de heer Dirk Pieters tot de Minister van Financiën, over "de Vlaamse hypotheekkantoren in Brussel".

7. Wetsontwerp tot wijziging van de gevolgen voor de inkomstenbelastingen van schenkingen aan de Staat en tot wijziging van de regeling voor de afgifte van kunstwerken ter betaling van successierechten - Overgezonden door de Senaat.

(Stemming over het geheel - Rgt, art. 18.4 a) bis.)

(Rapporteur : de heer Jacques Chabot.)

Amendementen van de regering.

8. Bespreking van het actieplan van de regeringscommissaris, belast met de vereenvoudiging van de fiscale procedures en de strijd tegen de grote fiscale fraude, toegevoegd aan de Minister van Financiën.

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Justitie

1. Vraag van de heer Olivier Chastel tot de Minister van Justitie, over "de toepassing van de wet van 1 maart 2000 tot wijziging van de bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit en haar toepassings-circulaires van 25 april en 20 juli 2000".

2. Vraag van Mevr. Zoé Genot tot de Minister van Justitie, over "de getrouwheidskaarten en de privacy".

3. Vraag van de heer Jo Vandeurzen tot de Minister van Justitie, over "de voordrachten door de Hoge Raad voor de Justitie".

4. Vraag van de heer Peter Vanvelthoven tot de Minister van Justitie, over "het dossier 'INFOCAHB'".

5. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de gerechtelijke kantons - Geamendeerd door de Senaat.

(Voortzetting en stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Geert Bourgeois.)

Amendementen van de heren Laeremans en Bourgeois.

6. Wetsvoorstel (de heren Daniel Bacquelaire, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen en Mevr. Martine Dardenne) tot wijziging van het Strafwetboek en tot invoering van de dienstverlening en de opleiding als gevangenisvervangende straffen.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Karine Lalieux.)

Amendementen van de heer Bacquelaire c.s. en van de heren Laeremans en Schoofs en van de regering.

7. Wetsontwerp betreffende het recht van antwoord en het recht van informatie.

(Motie betreffende een belangenconflict.) (Advies - Rgt, art. 58 en 61.1.)

— Samenstelling van een delegatie.

8. Wetsvoorstel (de heer Geert Bourgeois) tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, wat de herziening van de veroordeling in strafzaken betreft, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de herroeping van het gewijsde betreft.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Anne Barzin.)

Amendementen van de heren Bourgeois en Van Hoorebeke.

9. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E.

10. Projet de loi relatif aux témoins anonymes.

11. Projet de loi portant modification de l'article 12bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

12. Projet de loi insérant un article 10, 6° au Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

13. Exposé du Ministre de la Justice sur le document de travail pour la présidence belge de l'Union européenne.

14. Reprise de l'ordre du jour du matin.

Mardi 24 avril 2001

Commission de la Santé publique,
de l'Environnement et du Renouveau de la Société

1. Ordre des travaux.

2. Question de Mme Annemie Van de Casteele à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le rapport annuel de la Commission de planification de l'offre médicale".

3. Questions jointes :

— Question de Mme Greta D'Hondt à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la substitution illicite de médicaments génériques".

— Question de Mme Annemie Van de Casteele à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la maîtrise de l'offre de médicaments génériques et la prescription éventuelle sur base de la dénomination de la substance active".

4. Question de M. Yves Leterme à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le rejet d'hydrocarbures à la côte".

5. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Maggie De Block.)

6. Proposition de résolution (Mme Yolande Avontroodt et consorts) demandant la création d'un groupe de travail chargé d'établir des directives garantissant un traitement médical adéquat.

Mardi 24 avril 2001

Commission des Naturalisations

1. Examen des "Critères généraux pour l'appréciation des demandes de naturalisation".

2. Examen de la proposition de "Règlement d'ordre intérieur de la Commission des Naturalisations".

Mardi 24 avril 2001

Commission des Relations extérieures

1. Proposition de résolution (MM. Danny Pieters, Daniel Bacquelaine, Hugo Coveliers, Claude Eerdeken, Fred Erdman, Jacques Lefevre, Yves Leterme et Jef Tavernier) concernant la destruction d'œuvres d'art en Afghanistan.

(Votes.)

(Rapporteur : M. Ferdy Willems.)

Amendements de MM. Van den Eynde et Annemans.

2. Troisième Conférence des Nations Unies relative aux pays les moins développés (Bruxelles, 14-20 mai 2001.)

Echange de vues avec :

— le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement;

— M. Jean Nicolas Marchal, "deputy executive secretary" de la Conférence.

9. Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen A, B, C en E.

10. Wetsontwerp betreffende de anonieme getuigen.

11. Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 12bis van de wet van 17 april 1878 houdende de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering.

12. Wetsontwerp tot invoeging van een artikel 10, 6° in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering.

13. Toelichting van de Minister van Justitie bij het werkdocument voor het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie.

14. Voortzetting van de agenda van de ochtendvergadering.

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Volksgezondheid,
het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

1. Regeling der werkzaamheden.

2. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "het jaarrapport van de Planningscommissie Artsen".

3. Samengevoegde vragen :

— Vraag van Mevr. Greta D'Hondt tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "het onwettig substitueren van generische geneesmiddelen".

— Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de beheersbaarheid van het aanbod aan generische geneesmiddelen en het eventuele voorschrijven op stofnaam".

4. Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "het aanspoelen van olie voor de kust".

5. Wetsvoorstel (Mevr. Annemie Van de Casteele) tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Maggie De Block.)

6. Voorstel van resolutie (Mevr. Yolande Avontroodt c.s.) houdende een vraag tot het oprichten van een werkgroep belast met het opstellen van richtlijnen voor een goede medische behandeling.

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Naturalisaties

1. Onderzoek van de "Algemene criteria voor de beoordeling van de naturalisatieaanvragen".

2. Onderzoek van het voorstel van "Huishoudelijk reglement van de Commissie voor de Naturalisaties".

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

1. Voorstel van resolutie (de heren Danny Pieters, Daniel Bacquelaine, Hugo Coveliers, Claude Eerdeken, Fred Erdman, Jacques Lefevre, Yves Leterme en Jef Tavernier) betreffende de vernietiging van kunstwerken in Afghanistan.

(Stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Ferdy Willems.)

Amendementen van de heren Van den Eynde en Annemans.

2. Derde Conferentie van de Verenigde Naties inzake de minst ontwikkelde landen (Brussel, 14-20 mei 2001.)

Gedachtewisseling met :

— de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking;

— de heer Jean-Nicolas Marchal, "deputy executive secretary" van de Conferentie.

3. Proposition de résolution (Mmes Leen Laenens et Claudine Drion) concernant le fonctionnement des nouvelles structures de la coopération internationale.

Amendements de Mmes Laenens et Drion et de MM. Harmegnies, Van der Maelen, Moriau et Bacquelaine.

Mercredi 25 avril 2001

(Réunion commune avec la Commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat)

Echange de vues avec la Secrétaire d'Etat adjointe au Ministre des Affaires étrangères sur la Conférence ministérielle sur l'OMC (Qatar, 9-13 novembre 2001.)

Mardi 24 avril 2001

Commission de la Comptabilité

1. Propositions budgétaires des Commissions de nomination pour le Notariat pour l'année budgétaire 2001. (Exécution des amendements adoptés n^{os} 22 et 23 de M. Lano au budget général des dépenses.)

(Vote.)

(Rapporteuse : Mme Zoé Genot.)

2. Projet de statut du personnel administratif des Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements.

3. Ajustement du budget du Conseil supérieur de la Justice de l'année budgétaire 2000.

Mercredi 25 avril 2001

Comité d'avis chargé de Questions européennes

Echange de vues avec les membres de la Grande Commission du Parlement de Finlande sur les priorités de la future présidence belge.

Mercredi 25 avril 2001

Sous-commission Cour des Comptes

Examen du 157^e Cahier de la Cour des comptes.

Régie des transports maritimes (RMT) - Dissolution.

— Réalisation des mesures d'accompagnement en matière de personnel (pp. 286 à 296).

(Rapporteur : M. Eric van Weddingen.)

Mercredi 25 avril 2001

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

1. Interpellations jointes :

— Interpellation n^o 745 de M. Pieter De Crem au Premier Ministre, sur "la création de circonscriptions provinciales pour l'élection de la Chambre des représentants".

— Interpellation n^o 749 de M. Bart Laeremans au Premier Ministre, sur "le projet de créer des circonscriptions électorales provinciales".

2. Projet de loi modifiant la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police et la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

(Renvoyé en commission : séance plénière du 19 avril 2001.)

Avis du Conseil d'Etat.

Amendement du gouvernement.

3. Proposition de loi (M. Jo Vandeurzen et Mmes Trees Pieters et Greta D'Hondt) modifiant la nouvelle loi communale en ce qui concerne la mise à disposition de personnel.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Daniël Vanpoucke.)

Amendements de MM. Bonte et Vandeurzen.

4. Proposition de loi (MM. Ferdy Willems et Danny Pieters) créant la province d'Eupen-Saint-Vith et une circonscription électorale de langue allemande pour les élections de la Chambre des représentants et du Sénat.

5. Proposition de résolution (MM. Koen Bultinck, Bert Schoofs et Jaak Van den Broeck) concernant la Communauté germanophone.

6. Proposition de loi (M. Stef Goris) instituant un service volontaire militaire ou non militaire.

7. Question de M. Vincent Decroly au Ministre de l'Intérieur, sur "la rumeur selon laquelle certaines expulsions se pratiqueraient désormais à bord d'avions cargos".

3. Voorstel van resolutie (Mevr. Leen Laenens en Mevr. Claudine Drion) betreffende de werking van de nieuwe structuren van de internationale samenwerking.

Amendementen van Mevr. Laenens en Mevr. Drion en de heren Harmegnies, Van der Maelen, Moriau en Bacquelaine.

Woensdag 25 april 2001

(Gemeenschappelijke vergadering met de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en Landsverdediging van de Senaat)

Gedachtewisseling met de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken over de WTO-Ministerconferentie (Katar, 9-13 november 2001.)

Dinsdag 24 april 2001

Commissie voor de Comptabiliteit

1. Begrotingsvoorstellen van de Benoemingscommissies voor het Notariaat voor het begrotingsjaar 2001. (Uitvoering van de aangenomen amendementen nrs. 22 en 23 van de heer Lano bij de algemene uitgavenbegroting.)

(Stemming.)

(Rapporteur : Mevr. Zoé Genot.)

2. Ontwerp-statuuut van het administratief personeel van de Vaste Comités van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten.

3. Aanpassing van de begroting van de Hoge Raad voor de Justitie van het begrotingsjaar 2000.

Woensdag 25 april 2001

Adviescomité voor Europese Aangelegenheden

Gedachtewisseling met de leden van de Grote Commissie van het Finse Parlement over de prioriteiten van het toekomstige Belgische voorzitterschap.

Woensdag 25 april 2001

Subcommissie Rekenhof

Onderzoek van het 157^e Boek van het Rekenhof.

Regie voor Maritiem Transport (RMT) - Ontbinding.

— Realisatie van de begeleidende maatregelen inzake personeel (blz. 287-297).

(Rapporteur : de heer Eric van Weddingen.)

Woensdag 25 april 2001

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

1. Samengevoegde interpellaties :

— Interpellatie nr. 745 van de heer Pieter De Crem tot de Eerste Minister, over "de invoering van provinciale kiesomschrijvingen voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers".

— Interpellatie nr. 749 van de heer Bart Laeremans tot de Eerste Minister, over "de plannen tot invoering van provinciale kiesomschrijvingen".

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuuut van de personeelsleden van de politiediensten.

(Teruggezonden door de plenaire vergadering van 19 april 2001.)

Advies van de Raad van State.

Amendement van de regering.

3. Wetsvoorstel (de heer Jo Vandeurzen, Mevr. Trees Pieters en Mevr. Greta D'Hondt) tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, wat de terbeschikkingstelling van het personeel betreft.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Daniël Vanpoucke.)

Amendementen van de heren Bonte en Vandeurzen.

4. Wetsvoorstel (de heren Ferdy Willems en Danny Pieters) tot oprichting van de provincie Eupen-Sankt Vith en een Duitstalige kieskring voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

5. Voorstel van resolutie (de heren Koen Bultinck, Bert Schoofs, Jaak Van den Broeck) betreffende de Duitse Gemeenschap.

6. Wetsvoorstel (de heer Stef Goris) tot instelling van een militaire of niet-militaire vrijwilligersdienst.

7. Vraag van de heer Vincent Decroly tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het gerucht dat sommige uitwijzingen voortaan per vrachtvliegtuig zouden gebeuren".

8. Interpellation n° 764 de M. Pieter De Crem au Ministre de l'Intérieur, sur "les déclarations du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides à propos de la politique d'asile".

9. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le régime dont les membres du corps de police unifié font l'objet en matière de soins médicaux".

(La réponse sera donnée par le Ministre de l'Intérieur.)

10. Question de Mme Annemie Van de Casteele au Ministre de l'Intérieur, sur "l'assurance maladie pour les membres du personnel de la police unique".

11. Question de M. Daniël Vanpoucke au Ministre de l'Intérieur, sur "la formation de la police".

12. Question de M. Jan Peeters au Ministre de l'Intérieur, sur "la réforme des polices et la situation des comptables dans les zones de police".

13. Question de M. Jan Peeters au Ministre de l'Intérieur, sur "le transfert aux zones de police de bâtiments de la gendarmerie loués par la Régie des bâtiments".

Mercredi 25 avril 2001

(Réunion commune avec les membres
de la Commission des Affaires sociales du Sénat.)

Commission des Affaires sociales

1. Echange de vues avec la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi concernant le projet de rapport belge 2001 relatif à la mise en œuvre des lignes directrices du Conseil de l'Union européenne en matière d'emploi (art. 128 du Traité C.E.)

2. Projet de loi assurant la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel 2001-2002 en matière de vacances annuelles - A déposer par le gouvernement.

3. Proposition de loi (M. Jean-Paul Moerman et consorts) modifiant les lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948, en vue d'instituer une présomption d'exposition au risque de maladies pour le personnel des forces armées belges ayant participé à des missions à l'étranger.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Zoé Genot.)

Amendements de MM. Moerman et Vanhoutte.

4. Question de Mme Greta D'Hondt au Ministre des Affaires sociales et des Pensions et à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la valeur économique des traitements médicaux".

(La réponse sera donnée par le Ministre des Affaires sociales et des Pensions.)

5. Questions jointes :

— Question de Mme Greta D'Hondt au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la facture maximum en matière de soins de santé".

— Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la facture hospitalière maximum pour les médicaments de la catégorie B".

6. Question de M. Jef Valkeniers à M. Frank Vandenbroucke au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les interventions éventuelles des mutualités pour consolider le déficit de l'INAMI".

7. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le budget prévu pour les soins palliatifs".

8. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le manque de lits dans les maisons de réhabilitation et de repos".

9. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'organisation d'une table ronde consacrée à la politique sociale".

10. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les mesures qui s'imposent en vue d'un meilleur équilibre en matière de consommation de soins de santé entre la Wallonie, la Flandre et Bruxelles".

11. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "le financement du statut social des médecins conventionnés".

12. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les différents sites des hôpitaux fusionnés".

13. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les honoraires des médecins coordinateurs des MRS".

14. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les risques inhérents aux substituts génériques".

8. Interpellatie nr. 764 van de heer Pieter De Crem tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de verklaringen van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen inzake het asielbeleid".

9. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale zaken en Pensioenen, over "de medische behandeling van het eengemaakte politiekorps".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken.)

10. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de ziekteverzekering voor de personeelsleden van de eengemaakte politie".

11. Vraag van de heer Daniël Vanpoucke tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de politieopleidingen".

12. Vraag van de heer Jan Peeters tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de situatie van de rekenplichtigen in de politiezones bij de politiehervorming".

13. Vraag van de heer Jan Peeters tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de overdracht van door de Regie der Gebouwen ingehuurde rijkswachgebouwen aan de politiezones".

Woensdag 25 april 2001

(Gemeenschappelijke vergadering
met de Commissie voor de Sociale Aangelegenheden van de Senaat)

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Gedachtewisseling met de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid over het Belgisch ontwerp-verslag 2001 m.b.t. de uitwerking van de richtsnoeren van de Raad van de Europese Unie inzake Werkgelegenheid (art. 128 van het E.G.-Verdrag.) (De leden van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden worden eveneens uitgenodigd.)

2. Wetsontwerp tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 inzake jaarlijkse vakanties - In te dienen door de regering.

3. Wetsvoorstel (de heer Jean-Paul Moerman c.s.) tot wijziging van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, met het oog op de instelling van een vermoeden van blootstelling aan een ziekterisico voor het personeel van de Belgische strijdkrachten dat aan opdrachten in het buitenland heeft deelgenomen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Zoé Genot.)

Amendementen van de heren Moerman en Vanhoutte.

4. Vraag van Mevr. Greta D'Hondt tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de economische waarde van medische behandelingen".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen.)

5. Samengevoegde vragen :

— Vraag van Mevr. Greta D'Hondt tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de maximale factuur voor gezondheidszorgen".

— Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de maximale ziekenhuisfacturen voor geneesmiddelen van categorie B".

6. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de eventuele bijdrage van de ziekenfondsen aan de tekorten van het RIZIV".

7. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "het voorziene budget voor palliatieve zorgen".

8. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "het tekort aan revalidatie- en rusthuisbedden".

9. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de geplande rondetafelconferentie over het sociaal beleid".

10. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de maatregelen die zich opdringen om te komen tot een meer gelijkmatig gebruik van de gezondheidszorg in Wallonië, Vlaanderen en Brussel".

11. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de financiering van het sociaal statuut van geconventioneerde artsen".

12. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "verschillende vestigingsplaatsen in gefusioneerde ziekenhuizen".

13. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de honorering van de coördinerende RVT-arts".

14. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de gevaren van generische substituten".

15. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'enregistrement et le remboursement de nouveaux médicaments".

16. Questions jointes :

— Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'accord nécessaire entre les médecins et les pharmaciens lors de la sélection de médicaments génériques".

— Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'augmentation du nombre de heurts entre médecins et pharmaciens".

17. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la prescription éventuelle de médicaments sur la base des substances actives".

18. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les garanties en matière de bio-équivalence des médicaments génériques".

19. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "les éventuels remboursements en cas de dépassement du budget destiné aux médicaments".

20. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'organisation de la collecte des données médicales".

21. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "l'intention de réaliser 1,050 milliard de francs d'économies sur les honoraires des médecins".

22. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la nécessité d'une coopération européenne dans le domaine de la politique des médicaments".

23. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la nomenclature des oncologues".

24. Question de M. Jef Valkeniers au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sur "la nécessité de prévoir des subsides à la recherche sur les médicaments destinés au traitement des maladies rares".

Mercredi 25 avril 2001

Commission de Révision de la Constitution
et de la Réforme des Institutions

Projet de loi spéciale portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions.

(Continuation.)

(Rapporteurs : MM. Jef Tavernier et Jean-Pol Poncelet.)

Mercredi 25 avril 2001

Commission de l'Infrastructure, des Communications
et des Entreprises publiques

Débat sur l'avenir de la SNCB.

Interpellations et question jointes :

— Interpellation n° 755 de M. Francis Van den Eynde à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'engagement du gouvernement en ce qui concerne la SNCB".

— Question de M. Daan Schalck à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'accord conclu au sein du gouvernement sur l'avenir de la SNCB".

— Interpellation n° 758 de M. Jos Ansoms à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les objectifs en matière de transport de voyageurs et de marchandises et les implications financières de ces objectifs dans l'accord SNCB".

— Interpellation n° 759 de M. Jos Ansoms à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les problèmes croissants que pose la situation financière de la SNCB et leurs conséquences en ce qui concerne la paix sociale au sein du personnel".

— Interpellation n° 760 de M. Jos Ansoms à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les sensibilités communautaires dans le cadre de l'accord SNCB".

— Interpellation n° 763 de Mme Frieda Brepoels à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'accord intervenu au sein du gouvernement en ce qui concerne l'avenir de la SNCB".

Jeudi 26 avril 2001

Commission chargée des Problèmes de Droit commercial
et économique

Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et le Code des sociétés.

Amendements de MM. Vandeurzen, Bourgeois et consorts, Lano et consorts et du gouvernement.

15. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de registratie en terugbetaling van nieuwe geneesmiddelen".

16. Samengevoegde vragen :

— Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de noodzakelijke afspraak geneesheren-apothekers bij de selectie van generische geneesmiddelen".

— Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de toenemende botsingen tussen artsen-apothekers".

17. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "een eventueel voorschrijven van geneesmiddelen op stofnamen".

18. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de waarborgen op bio-equivalentie bij generische geneesmiddelen".

19. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "eventuele terugbetalingen bij een overschrijden van het geneesmiddelenbudget".

20. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de organisatie van de verzameling van medische gegevens".

21. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de voorgenomen 1,050 miljard besparingen op de artsenhonoraria".

22. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de noodzakelijke Europese samenwerking inzake het geneesmiddelenbeleid".

23. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de nomenclatuur van de oncologen".

24. Vraag van de heer Jef Valkeniers tot de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, over "de noodzakelijke financiële subsidie voor het zoeken naar geneesmiddelen voor zeldzame ziekten".

Woensdag 25 april 2001

Commissie voor de Herziening van de Grondwet
en de Hervorming der Instellingen

Ontwerp van bijzondere wet tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : de heren Jef Tavernier en Jean-Pol Poncelet.)

Woensdag 25 april 2001

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer
en de Overheidsbedrijven

Debat over de toekomst van de NMBS.

Samengevoegde interpellaties en vraag :

— Interpellatie nr. 755 van de heer Francis Van den Eynde tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het NMBS-engagement van de regering".

— Vraag van de heer Daan Schalck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het akkoord binnen de regering over de toekomst van de NMBS".

— Interpellatie nr. 758 van de heer Jos Ansoms tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de doelstellingen inzake vervoer van reizigers en goederen, en de financiële implicaties daarvan in het NMBS-akkoord".

— Interpellatie nr. 759 van de heer Jos Ansoms tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de groeiende problemen inzake de financiële situatie van de NMBS en de gevolgen daarvan voor de sociale vrede bij het personeel".

— Interpellatie nr. 760 van de heer Jos Ansoms tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de communautaire gevoeligheden in het NMBS-akkoord".

— Interpellatie nr. 763 van Mevr. Frieda Brepoels tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het akkoord binnen de regering over de toekomst van de NMBS".

Donderdag 26 april 2001

Commissie belast met de problemen inzake Handels-
en Economisch Recht

Wetsontwerp tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord en het Wetboek van vennootschappen.

Amendementen van de heren Vandeurzen, Bourgeois c.s., Lano c.s en van de regering.

Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (M. Jean-Pierre Grafé) modifiant l'article 101, alinéa 2, de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— Proposition de loi (MM. Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke et Alfons Borginon) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

Amendement de M. Bourgeois.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck et Karel Van Hoorebeke) modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

— Proposition de loi (MM. Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke et Stefaan De Clerck) modifiant la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Anne Barzin.)

Vendredi 27 avril 2001

(Réunion commune

avec les commissions analogues du Sénat)

Réunion commune du Comité d'avis chargé de Questions européennes, de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et de la Commission de la Justice

Echange de vues avec M. A. Vitorino, membre de la Commission européenne en charge de la Justice et des Affaires intérieures sur la politique européenne en matière d'asile et d'immigration.

Toegevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heer Jean-Pierre Grafé) tot wijziging van artikel 101, tweede lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Wetsvoorstel (de heren Geert Bourgeois, Karel Van Hoorebeke en Alfons Borginon) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 op het gerechtelijk akkoord.

Amendement van de heer Bourgeois.

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Stefaan De Clerck en Karel Van Hoorebeke) tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

— Wetsvoorstel (de heren Jo Vandeurzen, Karel Van Hoorebeke en Stefaan De Clerck) tot wijziging van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Anne Barzin.)

Vrijdag 27 april 2001

(De leden van de analoge commissies van de Senaat zijn eveneens uitgenodigd)

Gemeenschappelijke vergadering van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden, van de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en van de Commissie voor de Justitie

Gedachtewisseling met de heer A. Vitorino, lid van de Europese Commissie en bevoegd voor de Justitie en Binnenlandse Aangelegenheden, over het Europese asiel- en migratiebeleid.

SENAT DE BELGIQUE

[C - 2001/19318]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 26 avril 2001

A 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.
2. Questions orales.
3. Projet de loi modifiant le titre III de la deuxième partie, livre III, du Code judiciaire en ce qui concerne les structures du barreau.

4. Procédure d'évocation.

Projet de loi modifiant le Code judiciaire, la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante afin de tenir compte des nouvelles structures du barreau.

A partir de 16 h 30 m :

a) Scrutin pour la présentation du deuxième candidat à une place de juge d'expression française à la Cour d'arbitrage;
(A la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents).

b) Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

5. Demandes d'explications :

a) de M. Olivier de Clippele au Premier Ministre, sur "la promotion du commerce extérieur dans les accords du Lambermont";

b) de M. Jacques D'Hooghe au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "la Sabena";

c) de M. Johan Malcorps au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "l'instauration d'une taxe au kilomètre en Belgique";

d) de Mme Clotilde Nyssens au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le numerus clausus des médecins";

e) de M. Vincent Van Quickenborne au Ministre de l'Intérieur, sur "les nominations des bourgmestres";

f) de M. Johan Malcorps au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "la dissémination de poissons transgéniques";

g) de Mme Clotilde Nyssens au Ministre de la Justice, sur "les conséquences néfastes de la consommation de cannabis sur la conduite automobile";

h) de M. Philippe Mahoux au Ministre de la Justice, sur "la situation du palais de justice de Liège";

BELGISCHE SENAAT

[C - 2001/19318]

Plenaire vergaderingen

Dagorde

Donderdag 26 april 2001

Om 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.
2. Mondelinge vragen.
3. Wetsontwerp tot wijziging van titel III van het tweede deel van boek III van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de structuren van de balie.

4. Evocatieprocedure.

Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van natuurlijke personen en van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis ten gevolge van de nieuwe structuren van de balie.

Vanaf 16 u. 30 m. :

a) Geheime stemming over de voordracht van de tweede kandidaat voor een ambt van Franstalig rechter in het Arbitragehof.

(Met een meerderheid van twee derde der stemmen van de aanwezige leden).

b) Naamstemmingen over de afgehandelde agendapunten in hun geheel.

5. Vragen om uitleg :

a) van de heer Olivier de Clippele aan de Eerste Minister, over "de promotie van de buitenlandse handel in de Lambermont-akkoorden";

b) van de heer Jacques D'Hooghe aan de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "Sabena";

c) van de heer Johan Malcorps aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de invoering van een kilometerheffing in België";

d) van Mevr. Clotilde Nyssens aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de numerus fixus voor de artsen";

e) van de heer Vincent Van Quickenborne aan de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de benoemingen van burgemeesters";

f) van de heer Johan Malcorps aan de Minister van Landbouw en Middenstand, over "de verspreiding van transgene vissen";

g) van Mevr. Clotilde Nyssens aan de Minister van Justitie, over "de schadelijke invloed van het cannabisgebruik op het besturen van een auto";

h) van de heer Philippe Mahoux aan de Minister van Justitie, over "de staat van het justitiepaleis te Luik";

i) de M. Jan Steverlynck au Ministre des Finances, sur "la réforme de la Commission bancaire et financière et l'intégration de l'Office de contrôle des assurances";

j) de M. Hugo Vandenberghe au Ministre des Finances, sur "le contrôle fiscal des entreprises";

k) de Mme Magdeleine Willame-Boonen au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique, sur "la Bibliothèque royale de Belgique".

i) van de heer Jan Steverlynck aan de Minister van Financiën over "de hervorming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de integratie van de Controledienst voor de verzekeringen";

j) van de heer Hugo Vandenberghe aan de Minister van Financiën over "de fiscale controle van bedrijven";

k) van Mevr. Magdeleine Willame-Boonen aan de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek, over "de Koninklijke Bibliotheek van België".

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

VLAAMS PARLEMENT

[S – C – 2001/35438]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Woensdag 25 april 2001

Vanaf 10 uur :

Ontwerp van decreet - Beraadslaging.

Ontwerp van decreet houdende wijziging van het decreet van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede bepalingen tot begeleiding van de begroting 1991.

(Gewestaangelegenheid.)

Voorstellen van decreet - Beraadslagingen.

1. Voorstel van decreet van de heren Johan Malcorps, Patrick Lachaert, Bruno Tobback en Jos Bex, houdende wijziging van het decreet van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering, wat de sanering van sites betreft.

(Gewestaangelegenheid.)

2. Voorstel van decreet van Mevr. Ria Van Den Heuvel, Mevr. Patricia Ceysens, de heer Guy Swennen en Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen, houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

3. Voorstel van bijzonder decreet van de heren Dany Vandebossche, Robert Voorhamme, Dirk Holemans, Dirk De Cock Gilbert Van Baelen en Luc Martens, houdende wijziging van het bijzonder decreet van 26 juni 1991 betreffende de universiteit Gent en het universitair centrum Antwerpen.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Voorstellen van resolutie en verzoekschrift - Besprekingen.

1. Voorstel van resolutie van de heer Carl Decaluwe c.s. betreffende de ondersteuning van duurzaam wonen in Vlaanderen.

(Gewestaangelegenheid.)

2. a) Voorstel van resolutie van de heren Gilbert Vanleenhove, André Moreau, Lucien Suykens, Frans Ramon en Dirk De Cock betreffende het nastreven van een algemeen rookverbod in Vlaamse instellingen voor leerplichtonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

b) Verzoekschrift betreffende rookverbod in scholen.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Motie - Bespreking.

Motie van de heren Jan Penris en Filip Dewinter tot uitoefening van het recht van onderzoek naar mogelijke onzorgvuldigheden met betrekking tot de toekenning van een bouwvergunning strekkende tot het bouwen in de haven op de Linkerscheldeoever van een nieuw getijdendok (voorlopig Deurganckdok genaamd) op 24 augustus 1999 aan het Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen door de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, het tot stand komen van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1999 houdende definitieve vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Sint-Niklaas-Lokeren op het gebied van de gemeenten Beveren, Kruibeke en Lokeren, en de toekenning van een nieuwe bouwvergunning op 13 juni 2000.

(Gewestaangelegenheid.)

Verzoekschrift - Verslag.

Verzoekschrift betreffende het toewijzingsbeleid van de huisvestingsmaatschappijen.

(Gewestaangelegenheid.)

Te 14 uur :

Actuele vragen (Regl. art. 82.)

Eventueel voortzetting van de agenda van de morgenvergadering.

Voordracht van kandidaten voor de benoeming door de Koning van één vast en één plaatsvervangend lid van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

(Gewestaangelegenheid.)

Vanaf 16 uur :

Hoofdelijke stemmingen.

1. Over het ontwerp van decreet houdende wijziging van het decreet van 21 december 1990 houdende begrotingstechnische bepalingen alsmede bepalingen tot begeleiding van de begroting 1991.

(Gewestaangelegenheid.)

2. Over het voorstel van decreet van de heren Johan Malcorps, Patrick Lachaert, Bruno Tobback en Jos Bex, houdende wijziging van het decreet van 22 februari 1995 betreffende de bodemsanering, wat de sanering van sites betreft.

(Gewestaangelegenheid.)

3. Over het voorstel van decreet van Mevr. Ria Van Den Heuvel, Mevr. Patricia Ceysens, de heer Guy Swennen en Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen, houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

4. Over het voorstel van bijzonder decreet van de heren Dany Vandenbossche, Robert Voorhamme, Dirk Holemans, Dirk De Cock, Gilbert Van Baelen en Luc Martens, houdende wijziging van het bijzonder decreet van 26 juni 1991 betreffende de universiteit Gent en het universitair centrum Antwerpen.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

5. Over het voorstel van resolutie van de heer Carl Decaluwe c.s. betreffende de ondersteuning van duurzaam wonen in Vlaanderen.

(Gewestaangelegenheid.)

6. Over het voorstel van resolutie van de heren Gilbert Vanleenhove, André Moreau, Lucien Suykens, Frans Ramon en Dirk De Cock betreffende het nastreven van een algemeen rookverbod in Vlaamse instellingen voor leerplichtonderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

7. Over de motie van de heren Jan Penris en Filip Dewinter tot uitoefening van het recht van onderzoek naar mogelijke onzorgvuldigheden met betrekking tot de toekenning van een bouwvergunning strekkende tot het bouwen in de haven op de Linkerscheldeoever van een nieuw getijdendok (voorlopig Deurganckdok genaamd) op 24 augustus 1999 aan het Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen door de Vlaamse minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, het tot stand komen van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1999 houdende definitieve vaststelling van het ontwerpplan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Sint-Niklaas-Lokeren op het gebied van de gemeenten Beveren, Kruibeke en Lokeren, en de toekenning van een nieuwe bouwvergunning op 13 juni 2000.

(Gewestaangelegenheid.)

8. Over de met redenen omklede moties.

— van Mevr. Niki De Gryze en de heren Julien Librecht en Pieter Huybrechts tot besluit van de op 22 maart 2001 door Mevr. Niki De Gryze in commissie gehouden interpellatie tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over doventolken in het onderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

— Van Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen en de heren Dirk De Cock Julien Demeulenaere, Frans Ramon, Gilbert Van Baelen en André Van Nieuwkerke tot besluit van de op 22 maart 2001 door Mevr. Niki De Gryze in commissie gehouden interpellatie tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over doventolken in het onderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

— Van Mevr. Veerle Heeren en de heren Gilbert Vanleenhove en Luc Martens tot besluit van de op 22 maart 2001 door Mevr. Niki De Gryze in commissie gehouden interpellatie tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over doventolken in het onderwijs

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

— Van de heren Dirk Holemans, Jacques Laverge, Robert Voorhamme, Jos Stessen en André-Emiel Bogaert tot besluit van de op 29 maart 2001 door de heer Dirk Holemans in commissie gehouden interpellatie tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over het geringe aantal Vlaamse bedrijven met een internationaal erkend milieuzorgsysteem.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

— Van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen en de heren Sven Gatz en Chokri Mahassine tot besluit van de op 29 maart 2001 door Mevr. Riet Van Cleuvenbergen in commissie gehouden interpellatie tot de heer Johan Sauwens, Vlaams minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, over de tewerkstelling van migranten/allochtonen bij de Vlaamse overheidsdiensten.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

— Van de heer Roland Van Goethem en Mevr. Hilde De Lobel tot besluit van de op 29 maart 2001 door Mevr. Riet Van Cleuvenbergen in commissie gehouden interpellatie tot de heer Johan Sauwens, Vlaams minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Sport, over de tewerkstelling van migranten/allochtonen bij de Vlaamse overheidsdiensten.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

Hoofdelijke stemmingen kunnen ook na 17 uur worden gehouden.



[C – 2001/35459]

Openbare commissievergaderingen

Agenda

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Openbare Werken, Mobiliteit en Energie
(Quinten Metsijszaal, 2^e verdieping)

1. Vraag om uitleg van de heer Jan Loones tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over het beperken van hinder bij de uitvoering van openbare werken.

2. Vraag om uitleg van de heer André Denys tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de oevershade aan de Leie tussen Deinze en Kortrijk.

3. Vraag om uitleg van de heer Chris Vandenbroeke tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de veilige verkeersovergangen met expreswegen als topprioriteit.

4. Gedachtewisseling over een eventuele defederalisering van de verkeersreglementering.

Benoeming van een verslaggever.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Ruimtelijke Ordening

(Pieter Bruegelzaal, 3^e verdieping)

Te 10 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Kris Van Dijck tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de sanering van de gronden van Balmatt.

2. Vraag om uitleg van de heer Erik Matthijs tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de problematiek van de milieuvergunningen van kleine veehouderijen.

3. Voorstel van resolutie van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen, de heren Joachim Coens en Eric Van Rompuy en Mevr. Ingrid van Kessel betreffende de inplanting van GSM-masten.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

4. Voorstel van resolutie van de heer Eric Van Rompuy betreffende het verbod op weekendvluchten boven Brussel.

Voortzetting van de bespreking.

5. Voorstel van resolutie van Mevr. Marleen Van den Eynde betreffende maatregelen ter bevordering van de aanleg van dakvegetatie.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

Te 14 uur :

6. Interpellatie van de heer André Van Nieuwkerke tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, en tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het BPA Finis Terrae en de aankoop van de Zwinbosjes in Knokke.

7. Interpellatie van de heer Kris Van Dijck tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de gebieden voor de vestiging van kerninstallaties in de regio Dessel-Geel-Mol.

8. Interpellatie van de heer Chris Vandenbroeke tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over het Strategisch Plan Ruimtelijke Economie.

9. Vraag om uitleg van de heer André-Emiel Bogaert tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de stand van zaken in verband met de sanering van de zogenaamde « brown fields ».

10. Vraag om uitleg van de heer Ludwig Caluwé tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie en tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de beslissing van de Vlaamse regering om over te gaan tot de ontwikkeling van de Imalso-gronden gelegen tussen het Galgenweel en de Blancefloerlaan.

11. Vraag om uitleg van de heer Jos Stassen tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de vergunning voor de bouw van de ringdijk van het gecontroleerd overstromingsgebied Kruibekke-Bazel-Rupelmonde.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Onderwijs, Vorming en Wetenschapsbeleid

(Hans Memlingzaal, 2^e verdieping)

Te 10 u. 15 m. :

1. Interpellatie van Mevr. Brigitte Grouwels tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de omkaderingsnormen voor het Brussels deeltijds kunstonderwijs.

2. Vraag om uitleg van de heer Mathieu Boutsen tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het inzetten van kinderen in schoolverband om zwerfafval op te ruimen.

3. Vraag om uitleg van de heer Jan Laurys tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de pensioenen van het personeel van de Centra voor Leerlingenbegeleiding.

4. Vraag om uitleg van de heer Chris Vandenbroeke tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de inzetbaarheid van kleuteronderwijzers in het lager onderwijs.

5. Vraag om uitleg van de heer Lucien Suykens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over plaatsgebrek in de opvangcentra van het gemeenschapsonderwijs.

6. Vraag om uitleg van de heer Jos De Meyer tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over steeds meer scholen op de wachtlijst van de Dienst voor Infrastructuurwerken van het Gesubsidieerd Onderwijs (DIGO).

7. Vraag om uitleg van de heer Jos De Meyer tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het uitstel van de bekendmaking van de loonstudie over het onderwijs.

Vraag om uitleg van de heer Chris Vandenbroeke tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de finalisatie en publicatie van het onderzoek naar de verloning in het onderwijs.

8. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Heeren tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de mandaatsvergoedingen in het hoger onderwijs.

9. Vraag om uitleg van Mevr. Hilde Claes tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het HIVA-onderzoek over onderwijs en sociale achterstelling.

10. Vraag om uitleg van de heer Lucien Suykens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de recente uitspraken van de Raad van State betreffende de beslechting van arbeidsconflicten en examenbetwistingen in het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid en Gelijke Kansen

(Antoon Van Dyckzaal, 2^e verdieping)

Te 10 u. 30 m. :

1. Interpellatie van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de toenemende wachtlijsten voor psychiatrische hulp, vooral in de ambulante psychiatrie.

2. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over het Vlaams Intersectoraal Akkoord.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Declercq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de selectie van nieuwe initiatieven in de bijzondere jeugdbijstand.

4. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over het statuut van onthaalgezinnen.

Te 11 u. 45 m. :

5. Verzoekschrift van de heer Jan Boeykens betreffende de werking van de Vlaamse Ombudsdienst.

Hoorzitting met de verzoeker.

Te 14 uur :

6. Voorstel van decreet van Mevr. Patricia Ceysens c.s. houdende invoering van een decretaal subrogatierecht voor het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap.

Hoorzitting.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Economie, Landbouw, Werkgelegenheid en Toerisme

(Jeroen Boschzaal, 2^e verdieping)

Te 14 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Sven Gatz tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme, over de gelijkshakeling van het arbeiders- en bediendenstatuut.

2. Vraag om uitleg van de heer Walter Vandenbossche tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme, over het aanbieden van taal- en opleidingscursussen aan Brusselse werkzoekenden.

3. Vraag om uitleg van de heer Jacques Laverge tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme, over het rapport van de OESO over België.

4. Vraag om uitleg van de heer Eloi Glorieux tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme, over het tewerkstellingspotentieel van een duurzaam energiebeleid.

5. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Declercq tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme over « burn-out » bij jonge werknemers.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden, Huisvesting en Stedelijk Beleid

(Peter Paul Rubenszaal, 2^e verdieping)

Te 14 u. 30 m. :

Ontwerp van decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking.

Voorstel van decreet van de heren Dirk Holemans en Jos Geysels houdende de intercommunales.

Voorstel van decreet van de heer Etienne Van Vaerenbergh houdende wijziging van artikel 13 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Voorstel van decreet van de heer Etienne Van Vaerenbergh houdende wijziging van artikel 24 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales.

Voortzetting en afronding van de artikelsgewijze bespreking.

Donderdag 26 april 2001

Commissie voor Buitenlandse en Europese Aangelegenheden

(Quinten Metsijszaal, 2^e verdieping)

Te 15 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Luk Van Nieuwenhuysen tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de uitsluiting van Karinthië bij initiatieven met de Europese constitutionele regio's.

2. Vraag om uitleg van de heer Erik Matthijs tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over « phasing out »-steun aan het Meetjesland.

3. Vraag om uitleg van de heer Karim Van Overmeire tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de reactie op de rondzendbrief aan de ambassades over het gebruik van het Nederlands.

Avis divers**Verschillende berichten****Annonces – Aankondigingen****SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN**

Ets Riboux, société anonyme,
rue de Pontauray 8, 5640 Mettet

R.C. Namur 38539 – T.V.A. 408.188.569

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (10160)

Ets Henri Nootens, société anonyme,
avenue Georges Rodenbach 75, 1030 Bruxelles (Schaerbeek)

R.C. Bruxelles 304927 – T.V.A. 401.991.754

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra le 2 mai 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (10161)

Avonside, société anonyme,
Vivier Hanquet 10, 1390 Grez-Doiceau

R.C. Nivelles 54996

L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social, le 2 mai 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

Rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs. Réélections statutaires.

Dépôt des titres : cinq jours francs ouvrables au siège social. (10162)

« Houdimm », société anonyme,
chaussée P. Houtart 160, 7110 Houdeng-Goegnies

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Mons, n° 279

L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social, le 3 mai 2001, à 17 heures.

Ordre du jour :

Rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs. Nomination définitive d'un administrateur. (10163)

« Etablissements Biebuyck », société anonyme,
chaussée Paul Houtart 160, 7110 Houdeng-Goegnies

R.C. Mons 10918

L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social le 3 mai 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

Rapports de gestion et de contrôle. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Nomination définitive d'un administrateur. Réélection du commissaire. (10164)

« Prémaman », société anonyme,
rue Richard Vandeveld 40, 1030 Bruxelles (Schaerbeek)

R.C. Bruxelles 246278 – T.V.A. 403.185.448

Suite à la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 2 avril 2001, ayant été reportée à la date du 3 mai 2001, à 11 h 30 m, MM. les actionnaires sont priés de s'y rendre en vue de statuer définitivement sur l'ordre du jour suivant et qui se tiendra à Bruxelles, chaussée de Haecht 1475.

Ordre du jour :

1. Rachat d'actions propres.

Ratification de la décision du conseil d'administration du 2 septembre 2001, d'acheter 300 actions de la société au prix unitaire de EUR 1 666,66 et décision d'offrir aux actionnaires la faculté de céder leurs actions à la société, aux mêmes conditions dans un délai à fixer par les mandataires ci-après désignés.

2. Annulation d'actions propres détenues par la société, réduction du capital social et des réserves disponibles.

Annulation de toutes les actions propres détenues par la société aux termes de la procédure proposée au point 1 de l'ordre du jour et réduction du capital social et de la réserve disponible, respectivement à concurrence de EUR 495,79 par action annulée et de EUR 1 170,87 par action annulée.

3. Adoption de l'euro et augmentation de capital.

Adoption de l'euro comme monnaie d'expression du capital social et augmentation du capital social à concurrence du montant nécessaire pour le porter à EUR 1 500 000, par incorporation de la somme nécessaire prélevée sur les réserves disponibles, cette augmentation de capital étant réalisée sans création de titres nouveaux.

4. Capital autorisé.

Rapport du conseil d'administration établi conformément à l'article 604, alinéa 3 du Code des sociétés.

Autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital à concurrence d'un montant identique au capital social tel que modifié suite aux décisions proposées ci-avant, pour une durée de cinq ans, à compter de la publication de la décision aux annexes au *Moniteur belge*, suivant les modalités définies à l'article 7 des statuts.

5. Modification de la date de l'assemblée ordinaire.

Modification de la date de tenue de l'assemblée annuelle pour fixer celle-ci au dernier mardi du mois de juin à 10 heures et pour la première fois en 2001.

6. Modification des statuts.

Adoption d'un nouveau texte statutaire adapté aux décisions qui précèdent, à l'adresse actuelle du siège social et aux dispositions légales actuelles.

7. Nomination d'un administrateur.

8. Pouvoirs.

Attribution de pouvoirs en vue de l'exécution des décisions prises.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 27 des statuts.

Les documents imposés par la loi sont à la disposition des actionnaires au siège social. (10165)

Le conseil d'administration.

**Ets Simon, société anonyme,
quai des Ardennes 77, 4020 Liège**

R.C. Liège 134796 – T.V.A. 420.052.362

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 2 mai 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rémunération du président du conseil d'administration pour 2001. 6. Divers. (10166)

**Lincoln, société anonyme,
rue de Lincoln 64, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 448020 — NN 423.773.796

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 3 mai 2001, à 20 heures.

Ordre du jour : 1. Ratification de la tenue tardive de l'assemblée générale. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations. (10167)

**Eficom, société anonyme,
rue Ahérée 1, 5651 Tarcienne**

R.C. Dinant 32520 – T.V.A. 426.326.381

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire de la société le jeudi 3 mai 2001, à 14 heures, en l'étude du notaire Herman, Pol, boulevard Tirou 139, 6000 Charleroi.

Ordre du jour :

A) Autorisation pour le conseil d'administration d'augmenter en une fois le capital social de BEF 1 372 094 à prélever sur les réserves.

B) Modification du capital en euro, soit EUR 65 000.

C) Coordination des statuts.

Pour le cas d'assemblée non en nombre, une deuxième assemblée est fixée même lieu, au jeudi 7 juin 2001, à 14 heures.

Pour assister aux assemblées, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions statutaires en vigueur. (10168) Le conseil d'administration.

**Immobilière Michaux, société anonyme,
rue de la Blanchisserie 14, 5170 Lesve**

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 3 mai 2001, au siège social, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer à l'article 35 des statuts. (10169)

**Ets Milo Benelux, société anonyme,
rue de l'Avenir 41, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 360664 – T.V.A. 407.324.378

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. (10170)

**Résidence Saint-Jean, société anonyme,
rue du Noir Chien 7, 5640 Mettet**

R.C. Namur 69184

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 3 mai 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (10171)

**« Mecanoutil », Ateliers de Constructions mécaniques et Outillage,
société anonyme,
rue Arthur Trigaux 8, 7170 Fayt-lez-Manage**

Assemblée générale ordinaire du 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : rapports (article 60 et 77 L.C.S.C.). Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. Affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Nominations. Divers. Se conformer aux statuts. (10172)

**Locasix, société anonyme,
rue de Tournai 192, 7973 Stambruges (Grandglise)**

R.C. Tournai 67226 – T.V.A. 433.702.440

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le jeudi 3 mai 2001, à 11 heures, au siège de la société. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs. Conversion du capital en euro. Divers. Se conformer aux prescriptions des statuts sociaux. (10173)

**Immobilière carolorégienne, société anonyme,
rue Sabatier 3/1, 6001 Marcinelles**

R.C. Charleroi 346

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 3 mai 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (10174)

**Immo R.B.R., société anonyme,
Monaville 543/B, 6688 Longchamps-lez-Bastogne**

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 20 heures, au siège social.

Ordre du jour :

Rapport des administrateurs. Approbation des bilan et compte de résultats de 2000. Décharge aux administrateurs. Divers.

Dépôt des titres, se conformer à l'article 20 des statuts. (10175)

**E.B.I. European Buildings Investment, société anonyme,
avenue des Alouettes 27, 1780 Wemmel**

R.C. Bruxelles 374877

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 3 mai 2001, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (10176)

**Cookayak, société anonyme,
avenue de la Géronstère 86, 4900 Spa**

R.C. Verviers 60478 – T.V.A. 437.665.681

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 3 mai 2001, à 19 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations administrateurs. Dépôt des titres au siège de la société cinq jours francs avant la réunion. (10177)

**Elestyp, Reliure industrielle, société anonyme,
rue Dony 11-23, 4000 Liège**

R.C. Liège 22652 – T.V.A. 402.410.537

Assemblée générale le jeudi 3 mai 2001, à 16 h 30 m, au siège de l'entreprise.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Lecture et approbation du bilan, des comptes annuels et du compte de résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Affectation du résultat. (10178)

**Carrières Saint-Louis de Landelies, société anonyme,
boulevard de l'Impératrice 13, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 402753 – T.V.A. 400.463.015

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le 3 mai 2001, à 11 heures, chemin du Halage 333, à Landelies. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont invités à se conformer aux dispositions de l'article 26 des statuts. (10179)

**Calcaires de la Sambre, société anonyme,
à 6111 Landelies**

R.C. Charleroi 23818

Assemblée générale ordinaire, le 3 mai 2001, à 10 heures, au siège social, chemin du Halage 333. — Ordre du jour : rapport des administrateurs. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. Capital arrondi à 62 000 euro. Affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Nomination administrateurs. Divers. Dépôt des titres à la Société Générale de Banque à Bruxelles et agences. (10180)

**Biermand-Mercier et fils, société anonyme,
rue Maurice Canon 13, 7190 Ecaussinnes**

R.C. Mons 141313

Assemblée générale ordinaire le 3 mai 2001, à 14 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 31 décembre 2000. Affectation résultats. Décharge aux administrateurs. Divers. (10181)

**Belgium Recycling Company, naamloze vennootschap,
Middenweg 15, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 61462 – BTW 423.281.571

Jaarvergadering op 3 mei 2001, om 10 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (10182)

**Haro, naamloze vennootschap,
Stoktsebaan 3, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 85431

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kapitaalsomvorming in euro. 6. Varia. (10183)

**Hasos, naamloze vennootschap,
Stoktsebaan 3, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 82279

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kapitaalsomvorming in euro. 6. Varia. (10184)

**Judotex, naamloze vennootschap,
Sint-Sauveurstraat 14, te 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 18403 – BTW 411.961.968

Jaarvergadering op 3 mei 2001, te 11 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Aanwending resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 6. Omzetting kapitaal in euro. 7. Aanpassing statuten. 8. Varia. (10185)

**L'Oree, burgerlijke vennootschap onder vorm
van een naamloze vennootschap
Prosperdreef 10, 3054 Vaalbeek**

H.R. Leuven 723 – BTW 448.152.371

De jaarvergadering zal gehouden worden op 3 mei 2001, om 18 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Lezing jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten. 4. Ontlasting aan bestuurders van hun beheer. 5. Varia. (10186)

**Reedex Belgium, naamloze vennootschap,
Nachtgaallaan 48, 1731 Zellik**

H.R. Brussel 433343 – BTW 421.485.982

Vermits op de buitengewone vergadering van donderdag 12 april 2001, het vereiste quorum niet werd bereikt, worden de aandeelhouders verzocht de tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Frans Van Achter, te 1500 Halle, Brusselsesteenweg 73, op woensdag 2 mei 2001, om 15 uur, met volgende agendapunten.

1. Omzetting en afronding van het in Belgische Frank uitgedrukte kapitaal van de vennootschap in euro, tegen een omrekeningskoers waarbij één euro (1 EUR) gelijk is aan veertig frank drieduizend driehonderd negenennegentig tienduizendsten (BEF 40,3399), zodat het kapitaal van de vennootschap na deze omzetting en afronding bedraagt: dertigduizend negenhonderd zesentachtig euro negenenzestig eurocent (30 986,69 EUR).

2. Verhoging van het kapitaal ten belope van éénendertigduizend dertien euro éénendertig eurocent (31 013,31 EUR), teneinde het te brengen op tweënzestigduizend euro (62 000 EUR), door inbreng in speciën, door de creatie van tweehonderd vijftig (250) nieuwe aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, van dezelfde aard en genietend van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen. Op deze aandelen worden a pari ingeschreven voor honderd vierentwintig euro vijf eurocent (124,05 EUR) per aandeel, en volledig volgestort bij de inschrijving. Deze aandelen zullen deelnemen in de resultaten van de vennootschap vanaf hun creatie.

3. Vaststelling van de inschrijvingstermijn voor de uitoefening van het voorkeurrecht.

4. Indien niet op alle aandelen werd ingeschreven ingevolge de uitoefening van het voorkeurrecht, wordt de beslissing genomen dat op de nietingeschreven aandelen de aandeelhouders pro rata met hun participatie in het kapitaal op deze aandelen kunnen inschrijven.

5. Wijziging van artikel vijf van de statuten om dit artikel in overeenstemming te brengen met het nieuwe bedrag van het kapitaal en de historiek van de kapitaalvorming.

6. Machten toegekend aan twee bestuurders om op authentieke wijze vaststelling te doen van de inschrijving en de kapitaalverhoging, van de statutenwijziging die hieruit voortvloeit en de uitvoering van de beslissingen met betrekking tot het voorgaande.

7. Onslagen bestuurders.

8. Benoemingen bestuurders en verlengen bestuursmandaten.

9. Aanpassen van de statuten aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen.

10. Coördinatie van de statuten.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 24 van de statuten en hun aandelen vijf volle dagen vóór datum van de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel neer te leggen. (10187)

**Living, naamloze vennootschap,
Stoksebaan 3, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 88389 – BTW 467.262.262

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 20 u. 30 m.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Kapitaalsomvorming in euro. 6. Varia. (10188)

**Société immobilière de Woluwe, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 511, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 586079 – BTW 449.309.641

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (10189)

**Vandebroek Interieur, naamloze vennootschap,
Hellebeemden 7, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 48758 – BTW 415.665.685

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 13 u. 30 m. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (10190)

**Champion Chemicals, naamloze vennootschap,
Georges Gilliotstraat 52, 2620 Hemiksem**

H.R. Antwerpen 201194 – BTW 415.115.260

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 mei 2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoeming bedrijfsrevisor. 6. Varia. (10191)

**A.R.T., naamloze vennootschap,
Jan Baptiste Meunierstraat 44, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 522212 – BTW 434.206.444

Een tweede gewone en buitengewone algemene vergadering (volgend de vergadering d.d. 4 mei 2000, art. 558) zal gehouden worden op het kantoor van notaris James Dupont, te 1040 Brussel, Industriestraat 24, op 3 mei 2001, om 11 u. 30.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen 1999 en 2000.
3. Ontlasting aan de bestuurders - Ontslag en benoeming van bestuurder.
4. Wijziging van de sociale zetel van huidig adres naar : 1050 Elsene, Georges Brugmannplein 7.
5. Verhoging van het kapitaal ten belope van één miljoen tweehonderdvijftigduizend (BEF 1 250 000) om het te brengen van één miljoen tweehonderdvijftigduizend (BEF 1 250 000) op twee miljoen vijfhonderdduizend (BEF 2 500 000), door inbreng in geld.
6. Intekening op de aandelen of verzaking, geheel of gedeeltelijk, door elk van de aandeelhouders aan zijn voorkeurrecht, en volstorting van de nieuwe aandelen.
7. Vaststelling van de effectieve verwezenlijking van de kapitaalverhoging.
8. Wijziging van de statuten.
9. Bevoegdheden te verlenen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de genomen beslissingen - Mandaat handelsregister. (10192)

**Tegels Van Nunen, naamloze vennootschap,
Floris van Primslei 22, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 280616 – BTW 442.434.618

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 4 mei 2001, te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (10193)

**Afrifina, naamloze vennootschap,
Koningsbaan, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 53132
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden op woensdag 2 mei 2001, om 15 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Ontslag van de heren Hendrik Van Roey en Hubert Van Overloop, bestuurders. Voorstel tot beslissing : de vergadering beslist tot het ontslaan van deze 2 bestuurders.

Neerlegging van de aandelen uiterlijk drie dagen vóór de vergadering op de zetel van de vennootschap of bij de hierna vermelde instellingen : Fortis Bank N.V., KBC N.V. en Artesia Bank, N.V. (10194)

**Artilat, naamloze vennootschap,
Koningsbaan, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 51994 – BTW 404.291.743
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden op woensdag 2 mei 2001, om 15 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Ontslag van de heren Hendrik Van Roey en Hubert Van Overloop, bestuurders.

In uitvoering van artikel 26 van de statuten kunnen de aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen hun aandelen neerleggen uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering op de zetel van de vennootschap. (10195)

**Custom Silicon Configuration Services,
« CS2 », naamloze vennootschap,
Hermestraat 2a, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 622455 – BTW 462.797.985
—

Uitnodiging tot deelname aan de algemene jaarvergadering.

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot deelname aan de algemene vergadering die zal plaatsvinden op donderdag 3 mei 2001, om 10 uur op volgende locatie : 't Hof Van Welde, Mechelsesteenweg 534, 1930 Nossegem, tel. 02-759 30 05.

De dagorde is :

1. Verslag van de raad van bestuur voor het boekjaar 2000.
2. Verslag van de commissaris-revisor voor het boekjaar 2000.
3. Jaarrekeningen afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de jaarrekening, inclusief de voorgestelde resultaatverwerking.

4. Geconsolideerde jaarrekeningen, afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de geconsolideerde jaarrekeningen.

5. Kwijting aan de bestuurders.

Voorstel tot besluit : verlenging van kwijting aan de bestuurders.

6. Kwijting aan de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : verlenging van kwijting aan de commissaris-revisor voor de vervulling van zijn mandaat gedurende het jaar 2000.

7. Benoeming van bestuurders.

Voorstel tot besluit : benoeming van de heer Leo Billion, voor een periode, tot de jaarvergadering te houden in 2003.

8. Benoeming van de commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : benoeming van Arthur Andersen, Bedrijfs-revisoren, vertegenwoordigd door de heer Gino Desmet.

9. Renumeratie van de commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : BEF 3 250 000 per jaar.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 22 van de statuten. De neerlegging van de aandelen moet geschieden, hetzij op de maatschappelijke zetel, hetzij bij de KBC, en dit uiterlijk op vrijdag 27 april 2001.

(10196)

De raad van bestuur.

**Custom Silicon Configuration Services,
« CS2 », société anonyme,
Hermestraat 2a, 1930 Zaventem**

R.C. Bruxelles 622455 – T.V.A. 462.797.985
—

Invitation à l'assemblée générale annuelle

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 3 mai 2001, à 10 heures, à l'adresse suivante : 't Hof Van Welde, Mechelsesteenweg 534, 1930 Nossegem, tél. 02-759 30 05

L'ordre du jour est le suivant :

1. Rapport du conseil d'administration pour l'exercice 2000.
2. Rapport du commissaire-réviseur pour l'exercice 2000.
3. Comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000.

Proposition de décision : approbation des comptes annuels ainsi que l'affectation du résultat proposée.

4. Comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2000.

Proposition de décision : approbation des comptes consolidés.

5. Décharge aux administrateurs.

Proposition de décision : donner décharge aux administrateurs.

6. Décharge au commissaire-réviseur.

Proposition de décision : donner décharge au commissaire-réviseur pour l'accomplissement de son mandat durant l'année 2000.

7. Nomination d'administrateurs.

Proposition de décision : nomination de M. Leo Billion, pour une période allant jusqu'à l'assemblée à tenir en 2003.

8. Nomination du commissaire-réviseur.

Proposition de décision : nomination de M. Arthur Anderson, réviseur d'entreprises, représenté par M. Gino Desmet.

9. Rémunération du commissaire-réviseur.

Proposition de décision : BEF 3 240 000 par an.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 22 des statuts. Le dépôt des titres doit se faire soit au siège social, soit à la KBC, au plus tard le vendredi 27 avril 2001.

(10196)

Le conseil d'administration.

**Construction Management Consulting,
in het kort : « C.M.C. », naamloze vennootschap,
Paaistraat 43, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 57344 – BTW 424.518.916
—

Buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders op het kantoor van notaris Daniel Van Bockrijck te Lint, Van Putlei 103, op 2 mei 2001, te 10 uur.

Agenda :

I. Voorafgaande verslagen a) Verslag opgesteld door de heer Dirk Blanckaert, bedrijfsrevisor, overeenkomstig artikel 602, wb. venn., door de raad van bestuur aangesteld. b) Verslag opgesteld door de raad van bestuur overeenkomstig artikel 602 wb. venn., waarbij niet van de conclusies van het verslag van de bedrijfsrevisor wordt afgeweken.

II. Kapitaalverhoging. a) Uitdrukking van het kapitaal in euro, na voorafgaandelijk voorstel om te stemmen over een kapitaalsverhoging met BEF 1 251 074 om het van BEF 1 250 000 te brengen op BEF 2 501 074, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, door inbreng in natura van de tegoeden in rekening-courant, namelijk BEF 625.537 op naam van voornoemde heer Patrick D'Hulst en BEF 625 537 op naam van voornoemde Mevr. Ann Cafmeyer. b) Verwezenlijking van de inbreng.

III. Wijziging van artikel 5 van de statuten overeenkomstig de genomen besluiten.

Om te mogen deelnemen aan deze vergadering moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (10197)

**Hizopan, naamloze vennootschap,
Schapersstraat 2/4, 9860 Scheldewindeke (Oosterzele)**

H.R. Gent 185012 – BTW 405.420.309

Jaarvergadering op 2 mei 2001, om 15 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Herbenoemingen. 5. Allerlei. Om toegelaten te worden, neerlegging van de titels op de zetel vijf dagen vóór de vergadering. (10198)

**Erculan, naamloze vennootschap,
Raas van Gaverestraat 108, 9000 Gent**

H.R. Gent 165734

De algemene vergadering van 10 april 2001, heeft beslist tot uitkering van een dividend a rato van BEF 75 netto per aandeel, betaalbaar vanaf 26 april 2001, tegen afgifte van coupon nr. 7 bij de K.B.C. Bank te Gent of op de maatschappelijk zetel. (10199)

**Herbert, naamloze vennootschap,
Raas van Gaverestraat 108, 9000 Gent**

H.R. Gent 165735 – BTW 447.733.093

De jaarvergadering van 10 april 2001, heeft de toekenning beslist van een dividend van BEF 940 netto per aandeel, betaalbaar vanaf 26 april 2001, tegen afgifte van coupon nr. 16, bij de K.B.C. Bank te Gent of op de maatschappelijk zetel. (10200)

Roto Frank, société anonyme

R.C. Nivelles 71851 – T.V.A. 405.897.587

L'assemblée générale ordinaire aura lieu le 10 mai 2001, à 10 heures, au siège social, rue du Bosquet 1, zoning industriel, 1400 Nivelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (10201)

**Immo Drogenbos Properties (IDP), société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 242, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 627346 – T.V.A. 464.073.140

L'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (10202)

**W. Bleiberg & Cie Shinju international,
en abrégé : « Shinju International », société anonyme,
à 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 284850 – T.V.A. 412.924.050

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 2001, à 15 heures, au siège social, avenue des Ormeaux 4, 1180 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (10203)

**Gidanor-Products, société anonyme,
rue Ulens 45A, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 460305 – T.V.A. 425.753.091

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le jeudi 10 mai 2001, à 11 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations d'administrateurs. 6. Divers. (10204)

**Delaunoy-Ergo, société anonyme,
rue Outre 38, 7911 Frasnes-lez-Anvaing**

R.C. Tournai 46933 – T.V.A. 407.930.233

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 2001, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (10205)

**Goldeba, société anonyme,
clos de la Ballade 23, 1140 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 431763 – T.V.A. 421.255.855

Assemblée générale ordinaire le jeudi 10 mai 2001, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. 2. Décharge à donner aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. (10206)

**Laboratoire de Contrôle et d'Analyse,
en abrégé : « L.C.A. », société anonyme,
avenue Jean Jaurès 46, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 447589 – T.V.A. 423.642.946

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège de la société, le 10 mai 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat de l'exercice. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions des statuts. (10207)

Brabant Real Estate, en abrégé : « B.R.E. », société anonyme

R.C. Bruxelles 435037 – T.V.A. 421.852.505

L'assemblée générale ordinaire se réunira le jeudi 10 mai 2001, à 10 heures, au siège social, rue Bollinckx 201, 1070 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. (10208)

Ad Hoc Travel, société anonyme

R.C. Bruxelles 536006 – T.V.A. 441.295.461

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire de la société, qui aura lieu le 2 mai 2001, à 18 heures, au siège social, avenue Legrand 73, 1180 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Démission d'administrateurs. 5. Nomination d'administrateurs. 6. Divers. (10209)

**Express Interim, naamloze vennootschap,
Lievevrouwbroersstraat 27, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 509157 – BTW 435.150.611

Algemene vergadering der aandeelhouders op 2 mei 2001, om 10 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisoren. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (10210)

**Couture Mia Roosens, naamloze vennootschap,
Begonialaan 7, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 208013 – BTW 416.858.191

Algemene vergadering op 10 mei 2001, om 15 uur, op de sociale zetel. Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 2. Jaarverslagen. 3. Decharge aan de raad van bestuur. 4. Herkiezing raad van bestuur. 5. Allerlei. (10211)

**Dem's La Petite Fabrique, naamloze vennootschap,
Basiliekstraat 42, 1500 Halle**

H.R. Brussel 16119 – BTW 400.895.258

Gewone algemene vergadering op donderdag 10 mei 2001, te 14 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening en resultatenrekening per 31 december 2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Quitus te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Diversen. (10212)

**Bingo Trans, naamloze vennootschap,
Kempensrestraat 44, 2860 Sint-Katelijne-Waver**

H.R. Mechelen 82726 – BTW 462.105.921

Algemene vergadering op 10 mei 2001, om 10 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten per 31 december 2000, na verwerking van de resultaten. 3. Ontlasting van hun mandaat aan de bestuurders. 4. Diversen. (10213)

**N.V. Waarbeek, naamloze vennootschap,
Waarbeek 28, 1730 Asse**

H.R. Brussel 571562 – BTW 450.367.535

De jaarvergadering gaat door op 10 mei 2001, om 15 uur, op de zetel. Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening 31 december 2000. 2. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Ontlasting van bestuurders. 5. Diversen. (10214)

**Alta, société anonyme,
rue de Bosnie 101, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 662515 – T.V.A. 445.705.397

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 30 mai 2001, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (10215)

**Vermic, naamloze vennootschap,
Postel 17, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 30050 – BTW 404.213.846

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap Vermic worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 2 mei 2001, om 14 uur.

Agenda :

1. Voorlegging door de raad van bestuur van het bijzonder verslag van eventuele tegenstrijdigheid van belangen tussen de vennootschap en de bestuurders.

2. Lezing van het jaarverslag.

3. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten op 31 december 2000.

4. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.

5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal naar euro.

6. Verhoging van het kapitaal met 31 013 euro en 31 cent.

7. Aanpassing van de statuten aan de tekst van het Wetboek van Vennootschappen.

8. Ontslag en benoeming van bestuurders.

9. Kwijting aan de bestuurders.

10. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten om deel te nemen aan de algemene vergadering. (10216)

**Financiële en Bouwmaatschappij
van Solbosch (Ficonsol), naamloze vennootschap,
Ezemaalstraat 2, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 64350 – BTW 403.354.209

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, op 14 mei 2001, op het kantoor van notaris Springer te 3300 Tienen, Grote Markt 17, om 14 uur, met volgende agenda :

1. Kapitaalsverhoging door incorporatie van reserves, a rato van duizend vierenzeventig frank.

2. Omvorming van het kapitaal in euro.

3. Wijziging van artikel 5 van de statuten om het in overeenstemming te brengen met de vorige beslissingen.

4. Verplaatsing van de zetel naar 1367 Huppaye, rue de la Spinette 1.

5. Goedkeuring van de nieuwe tekst der statuten, opgesteld in het Frans en aangepast aan het Wetboek van Vennootschappen.

6. Verlenging mandaten van de bestuurders.

7. Machtiging tot de uitvoering van de beslissingen die zullen genomen worden. (10217)

**Loro, naamloze vennootschap,
Bouchoutlaan 28, 1780 Wemmel**

H.R. Brussel 431129 – BTW 421.277.136

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijhouden die zal gehouden worden op dinsdag 1 mei 2001, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Omvorming maatschappelijk kapitaal in euro.
6. Varia.

De aandeelhouders dienen zich schikken naar de statuten. (10218)

**Redbus Group, société anonyme,
avenue de Floride 47, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 626892

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le lundi 14 mai 2001, à dix heures, au siège social de la société.

Agenda :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2000.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions des statuts et de déposer leurs titres au porteur ou leurs certificats nominatifs au moins trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée au siège social de la société. (10219)

**Immo Broos, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 30, 8370 Blankenberge**

BTW 432.834.388

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 5 mei 2001, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (10220)

**Bierhuis, naamloze vennootschap,
Oostmoer 154, 9950 Waarschot**

H.R. Gent 198520

Algemene vergadering op 4 mei 2001, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. (10221)

**Autocars Sint-Christophe, naamloze vennootschap,
Smallandlaan 27, te Antwerpen (Hoboken)**

H.R. Brussel 448248 – BTW 423.808.935

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen op donderdag 3 mei 2001, om 11 uur, op het kantoor van notaris Frans Mortelmans te Antwerpen, Mechelsesteenweg 111, met volgende agenda :

1. Kapitaalverhoging met een bedrag van één miljoen tweehonderdeenenvijftigduizend en vierenzeventig frank om het kapitaal van de vennootschap te brengen van één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank op twee miljoen vijfhonderdeenéenduizend en vierenzeventig frank door storting in speciën en uitgifte van zevenhonderd vijftig nieuwe aandelen die van dezelfde rechten zullen genieten als de bestaande aandelen vanaf de kapitaalverhoging.

2. Omzetting van het kapitaal in euro.

3. Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en afbetaling van de nieuwe aandelen.

4. Wijziging van de statuten om deze aan te passen aan de genomen besluiten.

5. Machtiging aan de gedelegeerde bestuurder tot de uitvoering van de genomen besluiten.

6. Wijziging van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met het huidige Wetboek van vennootschappen. (10222)

**Autobussen Apers, naamloze vennootschap,
Smallandlaan 27, te Antwerpen (Hoboken)**

H.R. Brussel 358987 – BTW 407.090.786

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen op donderdag 3 mei 2001, om 11 u. 30 m., op het kantoor van notaris Frans Mortelmans te Antwerpen, Mechelsesteenweg 111, met volgende agenda :

1. Kapitaalverhoging met een bedrag van één miljoen tweehonderdeenveertigduizend vierenzeventig frank om het kapitaal van de vennootschap te brengen van één miljoen tweehonderd zestigduizend frank op twee miljoen vijfhonderdeenéenduizend vierenzeventig frank door storting in speciën en uitgifte van driehonderd nieuwe aandelen die van dezelfde rechten zullen genieten als de bestaande aandelen vanaf de kapitaalverhoging.

2. Omzetting van het kapitaal in euro.

3. Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en afbetaling van de nieuwe aandelen.

4. Wijziging van de statuten om deze aan te passen aan de genomen besluiten.

5. Machtiging aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de genomen besluiten.

6. Wijziging van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met het huidige Wetboek van vennootschappen. (10223)

**DEXIA S.A., société anonyme de droit belge,
square de Meeûs 1, 1000 Bruxelles (Belgique)**

R.C. Bruxelles 604748 — T.V.A. 548.548.296

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée annuelle des actionnaires, qui se tiendra le mercredi 9 mai 2001, à 14 h 30 m, à l'auditorium, boulevard du Jardin Botanique 44, à 1000 Bruxelles (Belgique), avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour de l'assemblée annuelle :

A. Communication du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports du collège des commissaires relatifs à l'exercice 2000, ainsi que des comptes annuels consolidés.

B. Résolutions :

1. Proposition d'approbation des comptes annuels de l'exercice 2000 et de l'affectation du résultat, notamment la proposition de distribuer un dividende brut de 4,30 EUR par action.

2. Proposition de donner décharge aux administrateurs.

3. Proposition de donner décharge aux commissaires.

4. Proposition de procéder à la nomination définitive en qualité d'administrateur pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2007 de M. Paolo Bassi qui a été nommé par le conseil d'administration du 30 mai 2000 en remplacement provisoire de M. Luc Onclin, démissionnaire.

5. Proposition de procéder à la nomination définitive en qualité d'administrateur pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2007 de M. Thierry Breton qui a été nommé par le conseil d'administration du 28 novembre 2000, en remplacement provisoire de M. Daniel Bernard, démissionnaire.

6. Proposition de procéder à la nomination définitive en qualité d'administrateur de M. Guy Burton, nommé par le conseil d'administration du 6 février 2001 en remplacement provisoire de M. Roger Winnen, démissionnaire, afin d'achever le mandat de ce dernier, mandat qui prend fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2003.

7. Proposition de procéder à la nomination d'un administrateur en remplacement de M. Michel Pasquet, démissionnaire, pour une durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée annuelle de 2007.

8. Proposition d'approuver, pour autant que de besoin, l'attribution d'un total de 5 488 actions aux employés de Financial Security Assurance, Inc. ("FSA") et de ses filiales directes et indirectes établies aux Etats-Unis, réalisée dans le cadre du plan d'actionnariat salarié 2000 du groupe Dexia pour lequel la période de souscription s'étendait du 16 octobre au 10 novembre 2000, et ce aux fins de l'application du régime fiscal prévu par l'article 423 de l'Internal Revenue Code.

9. Information des actionnaires relative au Protocole conclu entre la société et la Commission Bancaire et Financière et approuvé par le conseil d'administration en date du 13 mars 2001.

Les actionnaires sont également priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le mercredi 9 mai 2001, à l'issue de l'assemblée annuelle, à l'auditorium, boulevard du Jardin Botanique 44, à 1000 Bruxelles (Belgique), avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire :

1. Proposition de modifier le capital autorisé.

1.1. Communication du rapport spécial du conseil d'administration conformément à l'article 604, alinéa 2 du Code des sociétés, relatif au capital autorisé.

1.2. Proposition d'annuler le solde non utilisé du capital autorisé existant à la date de l'assemblée et de créer un nouveau capital autorisé d'un montant de trois milliards neuf cent millions d'euro (EUR 3 900 000 000) pour une période de cinq ans avec effet à dater de la publication à l'annexe au *Moniteur belge* de la décision de l'assemblée générale extraordinaire modifiant les statuts.

1.3. Proposition d'autoriser le conseil d'administration à émettre des obligations convertibles ou remboursables en actions, des warrants ou d'autres instruments financiers donnant à terme droit à des actions, sans que les augmentations de capital qui résulteraient de la conversion ou du remboursement des obligations ou de l'exercice des instruments financiers précités, ne puissent dépasser le solde du capital autorisé, avec possibilité de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires existants, et ce dans le respect des conditions légales.

1.4. Proposition d'autoriser expressément le conseil d'administration conformément aux conditions légales pour une nouvelle période de trois ans, en cas d'offre publique d'acquisition portant sur les titres de la société, d'augmenter le capital moyennant apports en nature ou en numéraire, avec possibilité de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires existants, sans que ces augmentations de capital ne puissent dépasser le solde du capital autorisé.

1.5. Proposition de remplacer dans l'article 6, premier alinéa des statuts, les mots et chiffres "un milliard six cent trois millions", "1 603 000 000" et "vingt-six octobre mil neuf cent nonante-neuf" par respectivement "trois milliards neuf cent millions", "3 900 000 000", et la date de l'assemblée générale extraordinaire qui décidera la création du nouveau capital autorisé.

1.6. Insérer après le premier alinéa des dispositions transitoires un alinéa libellé comme suit :

"L'autorisation relative au capital autorisé accordée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-six octobre mil neuf cent nonante-neuf reste en vigueur jusqu'à la publication à l'annexe au *Moniteur belge* de l'autorisation accordée par l'assemblée générale extraordinaire visée au premier alinéa de l'article 6."

2. Proposition d'autoriser l'acquisition d'actions propres.

Proposition d'autoriser le conseil d'administration, dans le respect des conditions imposées par la loi et ce, pendant une nouvelle période de dix-huit mois, à acquérir en bourse ou de toute autre manière, des actions propres de la société à concurrence du nombre maximum légal pour une contre-valeur minimale par action d'un euro et maximale de cinq pour cent supérieure à la moyenne des dix derniers cours de clôture à la Bourse de Bruxelles et d'autoriser les filiales directes au sens de l'article 627, alinéa 1^{er} du Code des sociétés à acquérir des actions de la société aux mêmes conditions. Ces autorisations entreront en vigueur à la date de l'assemblée générale des actionnaires qui accordera ces pouvoirs. A partir de cette même date, les autorisations temporaires accordées en date du 31 mai 2000 au conseil d'administration et aux filiales directes visées ci-dessus en vue d'acquérir des actions de la société, prendront fin.

3. Proposition d'émettre des droits de souscription et d'augmenter le capital social.

Communication du rapport spécial du conseil d'administration établi conformément aux articles 583, alinéa 1^{er}, 596 et 598 du Code des sociétés relatif à l'émission d'un nombre maximum de 350 000 (ou 3 500 000 sous réserve d'approbation du point suivant à l'ordre du jour) droits de souscription en faveur de certains collaborateurs du Groupe notamment du réseau d'agences de Dexia Banque Belgique, et à la suppression du droit de préférence par l'assemblée générale à l'occasion de cette émission des droits de souscription, et du rapport spécial du collège des commissaires établi conformément aux articles 596 et 598 du Code des sociétés relatif à la suppression du droit de préférence.

Proposition d'émettre, sous la double condition suspensive (a) d'une décision du conseil d'administration de procéder à l'émission effective des droits de souscription, et (b) de l'attribution effective de ceux-ci par le conseil d'administration ou son (ses) mandataire(s), d'un nombre maximum de 350 000 (ou 3 500 000 sous réserve d'approbation du point suivant à l'ordre du jour) droits de souscription, conférant chacun le droit de souscrire à une action de la société. Cette émission est faite notamment en faveur des collaborateurs du réseau d'agences de Dexia Banque Belgique S.A., et des membres du personnel de certaines filiales et sous-filiales internationales de Dexia S.A. Les droits de souscription sont soit exerçables immédiatement, soit exerçables à une ou plusieurs dates précises, déterminées par le conseil d'administration ou son (ses) mandataire(s), pour un prix d'exercice qui, par droit de souscription, sera égal à la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Bruxelles pendant les trente jours précédant le jour du début de leur émission effective.

Proposition d'augmenter le capital sous la condition suspensive de l'émission effective des droits de souscription et de leur exercice, d'un montant égal au produit du nombre d'actions émises suite à l'exercice des droits de souscription par le pair comptable des actions ordinaires existantes de la société au moment de l'augmentation de capital, par l'émission d'un nombre d'actions ordinaires assorties de strips VVPR de la société déterminé comme décrit ci-dessus. Les actions qui seront ainsi créées bénéficieront des mêmes droits que les actions existantes et auront droit au dividende relatif à l'exercice comptable de l'année de leur émission. La différence éventuelle entre la somme du prix d'exercice des droits de souscription et le montant de l'augmentation de capital sera affectée comme prime d'émission à un compte de réserve indisponible "prime d'émission".

4. Proposition de modifier la représentation du capital social et de modifier l'article 4, alinéa 1^{er} des statuts y relatif.

Proposition de modifier la représentation du capital social en échangeant les actions existantes contre de nouvelles actions, dans la proportion de dix nouvelles actions pour chaque action existante.

Modalités :

— division dans la proportion de dix nouvelles actions pour une action existante;

— échange: l'échange des actions commencera à partir du 14 juin 2001 auprès des institutions financières assurant le service financier de l'action, contre la remise du manteau de l'action existante, coupons 7 et suivants attachés;

— cotation : à partir du 18 juin 2001 les nouvelles actions seront cotées aux Bourses de Bruxelles, Paris et Luxembourg. A compter de cette date, l'ancienne action ne sera plus cotée.

Proposition de modifier l'assiette des droits de souscription déjà émis par la société, mais non encore exercés avant la date effective de division de l'action (ci-après les "droits de souscription anciens"), pour prévoir que chaque droit de souscription ancien sera divisé en dix droits de souscription nouveaux, chacun de ces droits de souscription nouveaux donnant le droit de souscrire à une action nouvelle (après division) de la société moyennant un prix d'exercice, par droit de souscription nouveau, égal à 1/10^e du prix d'exercice du droit de souscription ancien. Si le prix de souscription obtenu à l'issue de la division par 10 comporte plus de deux décimales, ce prix est arrondi au cent inférieur ou supérieur le plus proche et, si cette division donne un résultat qui se situe exactement au milieu, le prix est arrondi au cent supérieur.

Proposition de remplacer la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 4 des statuts par la phrase suivante :

"Il est représenté par neuf cent septante-cinq millions quatre cent nonante-sept mille trois cent cinquante actions (975 497 350) sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un neuf cent septante-cinq millions quatre cent nonante-sept mille trois cent cinquantième du capital social (1/975 497 350^e)."

5. Proposition de modifier l'article 5, 2^o et 3^o des statuts relatif aux déclarations.

Proposition de remplacer dans l'article 5, 2^o le mot "quarante-cinq" par le mot "vingt" et d'insérer à l'article 5, 3^o après les mots "soumise aux dispositions" les mots "du Code des sociétés".

6. Proposition de modifier l'article 6 des statuts relatif au capital autorisé.

Proposition de remplacer dans le dernier alinéa les mots "article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par les mots "article 612 du Code des sociétés".

7. Proposition de modifier l'article 7 des statuts relatif à l'acquisition et l'aliénation d'actions propres.

Proposition de remplacer dans le dernier alinéa les mots "article 52, quinquièmes, § 1, alinéa 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par les mots "article 627, premier alinéa, du Code des sociétés".

8. Proposition de modifier l'article 11 des statuts relatif aux réunions du conseil d'administration.

Proposition d'ajouter, après le dernier alinéa, un nouvel alinéa, libellé comme suit :

"Le conseil d'administration peut inviter de manière ponctuelle ou générale des observateurs à participer à ses réunions. Ces observateurs n'ont pas de voix délibérative et sont tenus aux mêmes obligations, notamment de confidentialité, que les administrateurs".

9. Proposition de modifier l'article 12 des statuts relatif au comité exécutif.

Proposition de remplacer dans le premier alinéa le mot "six" par le mot "huit".

10. Proposition de modifier l'article 13 des statuts relatif à la représentation de la société.

Proposition de supprimer au premier et au deuxième alinéa les mots "dans les limites de la gestion journalière".

11. Proposition de modifier l'article 14 des statuts relatif au contrôle.

Proposition de remplacer le mot "commissaires-réviseurs" par le mot "commissaire(s)".

12. Proposition de modifier l'article 16 des statuts relatif aux formalités d'admission.

Proposition de remplacer le quatrième alinéa par le texte suivant :

"Les titulaires de certificats représentatifs se rapportant à des actions de la société émis avec la collaboration de la société, ainsi que les porteurs d'obligations et les titulaires des droits de souscription peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative seulement. Ils peuvent également prendre connaissance des pièces énumérées à l'article 553 du Code des sociétés. La copie des documents qui doivent être communiqués aux actionnaires en vertu de la loi est transmise sans délai aux titulaires de certificats émis avec la collaboration de la société, aux porteurs d'obligations et aux titulaires des droits de souscription, lorsqu'ils ont, au plus tard sept jours avant l'assemblée générale, rempli les formalités pour être admis à cette assemblée générale. Les personnes ayant rempli ces formalités après ce délai reçoivent une copie de ces documents à l'assemblée générale. Tout titulaire de

certificat émis avec la collaboration de la société, porteur d'obligation et titulaire des droits de souscription a le droit d'obtenir gratuitement, moyennant production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, une copie de ces documents.

Afin de pouvoir assister à l'assemblée générale, les titulaires de certificats émis avec la collaboration de la société, les porteurs d'obligations et les titulaires des droits de souscription doivent se conformer aux dispositions du premier et deuxième alinéa du présent article."

13. Proposition de modifier l'article 19 des statuts relatif à la répartition du bénéfice.

Proposition de remplacer dans le dernier alinéa les mots "les lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par les mots "le Code des sociétés".

14. Proposition de modifier le premier alinéa de la disposition transitoire.

Proposition de remplacer dans la disposition transitoire les mots "article 41, § 1 bis, alinéa 4, ainsi que, le cas échéant, des articles 52 octies/1, alinéa 3 et 52 octies/7 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par les mots "article 468, alinéa 3, ainsi que, le cas échéant, des articles 469, alinéa 3 et 475 du Code des sociétés".

15. Proposition d'attribuer des pouvoirs au conseil d'administration.

Proposition de conférer à des administrateurs agissant deux à deux, ou à l'administrateur délégué agissant seul, avec pouvoir de substitution, tous pouvoirs pour l'exécution des résolutions à prendre sur les points qui précèdent et notamment procéder à l'exécution de la décision relative à la division de l'action et à toutes adaptations ou ajustements des modalités de l'émission des droits de souscription (sans pouvoir toutefois modifier les caractéristiques économiques essentielles de l'émission telle que décrite dans le rapport du conseil, ni en particulier modifier le mode de détermination du prix de souscription), faire constater authentiquement l'exercice des droits de souscription et la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des actions qui en découlent, la modification des statuts suite au nouveau montant du capital et le nouveau nombre d'actions, l'affectation de la prime d'émission au compte indisponible, et coordonner les statuts.

Pour être admis ou se faire représenter aux deux assemblées, les propriétaires d'actions nominatives doivent :

— en Belgique et au grand-duché de Luxembourg : renvoyer les formulaires de participation/procuration à Dexia Banque Belgique, boulevard Pachéco 44 (DL 2/1), 1000 Bruxelles (Belgique);

— en France : renvoyer les formulaires de participation/procuration à Euro Emetteurs Finance, 48 boulevard des Batignolles - 75850 Paris Cedex 17 (France).

Pour être pris en compte, ces documents devront impérativement être reçus par Dexia le 4 mai 2001 au plus tard à 16 heures, à l'une des deux adresses mentionnées ci-dessus.

Pour être admis ou se faire représenter aux deux assemblées, les propriétaires d'actions au porteur doivent :

— en Belgique : déposer leurs actions auprès d'une agence de Dexia Banque Belgique ou de la Banque Bruxelles Lambert, le 4 mai 2001, à 16 heures au plus tard;

— au Grand-Duché de Luxembourg : déposer leurs actions auprès d'une agence de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, le 4 mai 2001, à 16 heures au plus tard;

— en France : transmettre directement les formulaires de participation/procuration, dûment complétés et signés, en indiquant le nombre de titres, à l'intermédiaire financier qui conserve leurs titres en lui demandant d'établir un certificat d'immobilisation des actions et d'adresser l'ensemble à Euro Emetteurs Finance, 48 boulevard des Batignolles - 75850 Paris Cedex 17 (France). Pour être pris en compte ces documents devront impérativement être reçus par Euro Emetteurs Finance le 4 mai 2001 au plus tard, à 16 heures, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un mandataire, en déposant, pour le 4 mai 2001, avant 16 heures au plus tard, au siège de la société une procuration pour chacune des deux assemblées. Des formulaires de procuration sont disponibles au siège social de la société.

Les détenteurs de droits de souscription peuvent également assister aux assemblées, avec voix consultative seulement. Ils sont invités à faire part de leur intention d'assister aux assemblées par simple lettre à adresser à Dexia Banque Belgique, boulevard Pachéco 44 (DL 2/1), 1000 Bruxelles (Belgique). Ils seront également admis aux assemblées sur présentation d'un extrait de compte ou d'un certificat de dépôt prouvant la détention de warrants émis par la société.

Vous pouvez obtenir le dossier complet de convocation, y compris les formulaires de participation/procuration, le rapport du conseil d'administration établi conformément à l'article 604, alinéa 2 du Code des sociétés relatif au capital autorisé, ainsi que le rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires relatifs à l'émission des droits de souscription avec suppression du droit de souscription préférentielle, établis conformément aux articles 583, alinéa 1^{er}, 596 et 598 dudit Code, au siège social de la société ou sur simple appel à l'un des numéros suivants :

— pour la Belgique (numéro vert) : 0800/32 100 (tous les jours ouvrables de 10 à 16 heures, à partir du 18 avril 2001 jusqu'au 9 mai 2001);

— pour la France (numéro vert) : 0 800 35 50 00;

— pour le Grand-Duché de Luxembourg : (352) 45 90 27 27 (tous les jours ouvrables de 8 à 12 heures et de 14 à 17 heures).

A votre demande explicite, le rapport annuel et les rapports du collège des commissaires, les comptes consolidés et les comptes annuels comprenant la proposition de l'affectation du résultat, vous seront également adressés.

Le cas échéant, vous-même ou votre mandataire pouvez vous présenter le jour des assemblées, à partir de 14 heures, muni de la carte d'identité et de la carte d'admission, afin de signer la liste des présences de l'assemblée annuelle et la liste des présences de l'assemblée générale extraordinaire.

(10224)

Le conseil d'administration.

**DEXIA N.V., naamloze vennootschap naar Belgisch recht,
de Meeûssquare 1, 1000 Brussel (België)**

H.R Brussel 604748 — BTW 458.548.296

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering der aandeelhouders bij te wonen die zal plaatsvinden op woensdag 9 mei 2001, om 14 u. 30 m., in het auditorium, Kruidtuinlaan 44, te 1000 Brussel (België), met volgende agenda :

Agenda van de jaarvergadering :

A. Mededeling van het beheersverslag van de raad van bestuur en de verslagen van het college van commissarissen met betrekking tot het boekjaar 2000, evenals de geconsolideerde jaarrekening.

B. Resoluties :

1. Voorstel tot goedkeuring van de jaarrekening van het boekjaar 2000 en van de voorgestelde bestemming van het resultaat, waaronder het voorstel tot uitkering van een brutodividend van EUR 4,30 per aandeel.

2. Voorstel tot kwijting aan de bestuurders.

3. Voorstel tot kwijting aan de commissarissen.

4. Voorstel tot definitieve benoeming tot bestuurder, voor een termijn van zes jaar die eindigt na afloop van de jaarvergadering van 2007, van de heer Paolo Bassi die door de raad van bestuur van 30 mei 2000 werd benoemd ter voorlopige vervanging van de heer Luc Onclin, ontslagnemend.

5. Voorstel tot definitieve benoeming tot bestuurder, voor een termijn van zes jaar die eindigt na afloop van de jaarvergadering van 2007, van de heer Thierry Breton die door de raad van bestuur van 28 november 2000 werd benoemd ter voorlopige vervanging van de heer Daniel Bernard, ontslagnemend.

6. Voorstel tot definitieve benoeming tot bestuurder van de heer Guy Burton, die door de raad van bestuur van 6 februari 2001 werd benoemd ter voorlopige vervanging van de heer Roger Winnen, ontslagnemend, ten einde het mandaat van deze laatste te voltooien, mandaat dat een einde neemt na afloop van de jaarvergadering van 2003.

7. Voorstel tot benoeming van een bestuurder voor een termijn van zes jaar die eindigt na afloop van de jaarvergadering van 2007, ter vervanging van de heer Michel Pasquet, ontslagnemend.

8. Voorstel tot goedkeuring, voor zover als nodig en met het oog op de toepassing van het fiscaal regime voorzien in artikel 423 van de Internal Revenue Code, van de toekenning van een totaal van 5 488 aandelen aan de bedienden van Financial Security Assurance, Inc.

(“FSA”) en haar rechtstreekse en onrechtstreekse dochtervennootschappen die in de Verenigde Staten zijn gevestigd. Deze aandelen werden toegekend in het kader van het aandeelhoudersplan 2000 voor het personeel en de medewerkers van de groep Dexia. De inschrijvingsperiode liep van 16 oktober tot 10 november 2000.

9. Mededeling aan de aandeelhouders van het Protocol tussen de vennootschap en de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en goedgekeurd door de raad van bestuur van 13 maart 2001.

De aandeelhouders worden eveneens verzocht de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders bij te wonen die zal plaatsvinden op woensdag 9 mei 2001 na afloop van de jaarvergadering, in het auditorium, Kruidtuinlaan 44, te 1000 Brussel (België), met volgende agenda :

Agenda van de buitengewone algemene vergadering :

1. Voorstel tot wijziging van het toegestane kapitaal.

1.1. Mededeling van het bijzonder verslag van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 604, lid 2 van het Wetboek van Vennootschappen, met betrekking tot het toegestane kapitaal.

1.2. Voorstel om het niet gebruikte saldo van het toegestane kapitaal dat bestaat op datum van de vergadering, te annuleren, en een nieuw toegestane kapitaal van een bedrag van drie miljard negenhonderd miljoen euro (3 900 000 000 EUR) te creëren voor een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van de publicatie in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van de beslissing van de buitengewone algemene vergadering tot wijziging van de statuten.

1.3. Voorstel om de raad van bestuur te machtigen om in aandelen converteerbare of terugbetaalbare obligaties, warrants of andere financiële instrumenten die op termijn recht geven op aandelen uit te geven, zonder dat de kapitaalverhogingen die zouden voortvloeien uit de conversie of de terugbetaling van de obligaties of de uitoefening van voornoemde financiële instrumenten, het bedrag van het nog resterende toegestane kapitaal mogen overschrijden, met mogelijkheid om het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders te beperken of op te heffen, mits naleving van de wettelijke voorwaarden.

1.4. Voorstel om de raad van bestuur uitdrukkelijk te machtigen voor een nieuwe periode van drie jaar om, in geval van een openbaar overnamebod op de effecten van de vennootschap, het kapitaal, overeenkomstig de wettelijke voorwaarden, te verhogen door inbrengen in natura of in geld met mogelijkheid om het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders te beperken of op te heffen, zonder dat deze kapitaalverbogingen het bedrag van het nog resterende toegestane kapitaal mogen overschrijden.

1.5. Voorstel om in artikel 6, eerste lid van de statuten de woorden en cijfers “een miljard zeshonderd en drie miljoen”, “1 603 000 000” en “zesentwintig oktober negentienhonderd negenennegentig” te vervangen door respectievelijk “drie miljard negenhonderd miljoen”, “3 900 000 000” en de datum van de buitengewone algemene vergadering die zal beslissen over het invoeren van het nieuwe toegestane kapitaal.

1.6. Voorstel om na het eerste lid van de overgangsbepalingen een lid in te lassen dat luidt als volgt :

“De machtiging met betrekking tot het toegestane kapitaal verleend door de buitengewone algemene vergadering van zesentwintig oktober negentienhonderd negenennegentig blijft van kracht tot aan de publicatie in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van de machtiging die verleend is door de buitengewone algemene vergadering bedoeld in het eerste lid van artikel 6.”

2. Voorstel tot machtiging om eigen aandelen te verkrijgen.

Voorstel om de raad van bestuur te machtigen om, met inachtneming van de door de wet bepaalde voorwaarden en dit gedurende een nieuwe periode van achttien maanden, op de beurs of op enige andere wijze eigen aandelen van de vennootschap te verwerven ten belope van het wettelijk maximumaantal voor een minimumwaarde per aandeel van één euro en een maximumwaarde die vijf procent hoger ligt dan het gemiddelde van de tien laatste slotkoersen van de Beurs van Brussel, en voorstel om de rechtstreekse dochtervennootschappen in de zin van artikel 627, lid 1 van het Wetboek van Vennootschappen te machtigen aandelen van de vennootschap te verwerven tegen dezelfde voorwaarden. Deze machtigingen worden van kracht op de datum van

de algemene vergadering der aandeelhouders die ze verleent. Op dezelfde datum nemen de tijdelijke machtigingen die op 31 mei 2000 aan de raad van bestuur en aan de hierboven bedoelde rechtstreekse dochterondernemingen werden verleend om aandelen van de vennootschap te verkrijgen, een einde.

3. Voorstel tot uitgifte van warrants en tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal.

Mededeling van het bijzonder verslag van de raad van bestuur opgemaakt overeenkomstig de artikelen 583, lid 1, 596 en 598 van het Wetboek van vennootschappen, betreffende de uitgifte van maximum 350 000 warrants (of 3 500 000 warrants onder voorbehoud van de goedkeuring van het volgend punt van de agenda) ten gunste van de medewerkers van de Groep, onder meer de medewerkers van het agentennet van Dexia Bank België en betreffende de opheffing van het voorkeurrecht door de algemene vergadering naar aanleiding van de uitgifte van deze warrants, en van het bijzonder verslag van het college van commissarissen, opgemaakt overeenkomstig de artikelen 596 en 598 van het Wetboek van vennootschappen, betreffende de opheffing van het voorkeurrecht.

Voorstel tot uitgifte, onder de dubbele opschortende voorwaarde van (a) een beslissing van de raad van bestuur om over te gaan tot de effectieve uitgifte van de warrants en (b) de effectieve toekenning van deze warrants door de raad van bestuur of zijn mandataris(sen), van een maximumaantal van 350 000 warrants (of 3 500 000 warrants onder voorbehoud van de goedkeuring van het volgend punt van de agenda), die elk het recht geven om in te tekenen op één aandeel van de vennootschap. Deze uitgifte gebeurt ten behoeve van onder meer de medewerkers van het agentennet van Dexia Bank België N.V. en van de personeelsleden van bepaalde internationale dochter- en kleindochtervennootschappen van Dexia N.V. De warrants zijn ofwel onmiddellijk uitoefenbaar, ofwel op één of meerdere bepaalde tijdstippen die door de raad van bestuur of zijn mandataris(sen) worden vastgelegd, voor een uitoefenprijs die per warrant gelijk is aan het gemiddelde van de slotkoersen van het aandeel op de Beurs van Brussel gedurende de dertig dagen die voorafgaan aan het begin van de effectieve uitgifte.

Voorstel tot verhoging van het kapitaal, onder de opschortende voorwaarde van de effectieve uitgifte van de warrants en van de uitoefening ervan, met een bedrag gelijk aan het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal aandelen die uitgegeven worden ingevolge de uitoefening van de warrants met de fractiewaarde van de gewone aandelen van de vennootschap op het ogenblik van de kapitaalverhoging, door uitgifte van gewone aandelen met VVPR-strips van de vennootschap, waarvan het aantal bepaald wordt zoals hierboven beschreven. De aldus gecreëerde aandelen genieten dezelfde rechten als de bestaande aandelen en zullen dividendgerechtigd zijn over het volledige boekjaar waarin ze worden uitgegeven. Het eventuele verschil tussen de som van de uitoefenprijs van de warrants en het bedrag van de kapitaalverhoging zal als uitgiftepremie worden geboekt op een onbeschikbare reserverekening "Uitgiftepremie".

4. Voorstel om de vertegenwoordiging van het maatschappelijk kapitaal te wijzigen en om artikel 4, lid 1 van de statuten dienovereenkomstig aan te passen.

Voorstel om de vertegenwoordiging van het maatschappelijk kapitaal te wijzigen door omruiling van de bestaande aandelen tegen nieuwe aandelen in een verhouding van 10 nieuwe aandelen voor elk bestaand aandeel.

Modaliteiten :

— deling in de verhouding van 10 nieuwe aandelen voor elk bestaand aandeel;

— omruiling : de omruiling van de aandelen zal gebeuren vanaf 14 juni 2001 bij de financiële instellingen die de financiële dienst van het aandeel verzekeren, tegen afgifte van de mantel van het bestaande aandeel, coupon 7 en volgende aangehecht;

— beursnotering : vanaf 18 juni 2001 zullen de nieuwe aandelen genoteerd worden op de beurzen van Brussel, Parijs en Luxemburg. Vanaf die datum zal het oude aandeel niet langer beursgenoteerd zijn.

Voorstel om de grondslag te wijzigen van de warrants die door de vennootschap zijn uitgegeven, maar die nog niet zijn uitgeoefend op de datum van de definitieve splitsing van het aandeel (hierna genoemd "de oude warrants"), om te voorzien dat elke oude warrant gesplitst zal worden in 10 nieuwe warrants, die elk het recht geven om in te tekenen op een nieuw aandeel (na splitsing) van de vennootschap tegen een uitoefenprijs die, per nieuwe warrant, gelijk is aan 1/10de van de

uitoefenprijs van de oude warrant. Indien de uitoefenprijs ten gevolge van de deling door 10 meer dan twee decimalen bevat, zal de uitoefenprijs afgerond worden naar boven indien het derde cijfer na de komma 5 of meer bedraagt en naar beneden indien dit cijfer lager dan 5 is.

Voorstel om de tweede zin van het eerste lid van artikel 4 van de statuten te vervangen door volgende zin :

"Het is vertegenwoordigd door negenhonderd vijfenzeventig miljoen vierhonderd zevenennegentigduizend driehonderd vijftig (975 497 350) aandelen zonder vermelding van nominale waarde, die elk één/negenhonderd vijfenzeventig miljoen vierhonderd zevenennegentigduizend driehonderd vijftigste (1/975 497 350ste) van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen."

5. Voorstel tot wijziging van artikel 5, 2° en 3° van de statuten met betrekking tot de kennisgevingen.

Voorstel om in artikel 5, 2° het woord "vijfenveertig" te vervangen door het woord "twintig" en om in artikel 5, 3° na de woorden "onderworpen aan de bepalingen" de woorden "van het Wetboek van vennootschappen" in te lassen.

6. Voorstel tot wijziging van artikel 6 van de statuten met betrekking tot het toegestane kapitaal.

Voorstel om in het laatste lid de woorden "artikel 72 der gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" te vervangen door de woorden "artikel 612 van het Wetboek van vennootschappen".

7. Voorstel tot wijziging van artikel 7 van de statuten met betrekking tot de verkrijging en de vervreemding van eigen aandelen.

Voorstel om in het laatste lid de woorden "artikel 52, quinquies, § 1, tweede lid der gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" te vervangen door de woorden "artikel 627, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen".

8. Voorstel tot wijziging van artikel 11 van de statuten met betrekking tot de vergaderingen van de raad van bestuur.

Voorstel om na het laatste lid een nieuw lid in te voeren dat luidt als volgt :

"De raad van bestuur kan in het algemeen of in precieze gevallen waarnemers uitnodigen om deel te nemen aan zijn vergaderingen. Deze waarnemers hebben geen stemrecht en zijn tot dezelfde verplichtingen gehouden als de bestuurders, onder meer inzake de geheimhoudingsplicht".

9. Voorstel tot wijziging van artikel 12 van de statuten met betrekking tot het uitvoerend comité.

Voorstel om in het eerste lid het woord "zes" te vervangen door "acht".

10. Voorstel tot wijziging van artikel 13 van de statuten met betrekking tot de vertegenwoordiging van de vennootschap.

Voorstel om in het eerste en tweede lid de woorden "binnen de grenzen van het dagelijks bestuur" te schrappen.

11. Voorstel tot wijziging van artikel 14 van de statuten met betrekking tot de controle.

Voorstel om het woord "commissarissen-revisoren" te vervangen door het woord "commissaris(sen)".

12. Voorstel tot wijziging van artikel 16 van de statuten met betrekking tot de toelatingsformaliteiten.

Voorstel om het vierde lid te vervangen door de volgende tekst :

"De houders van representatieve certificaten die betrekking hebben op aandelen van de vennootschap die werden uitgegeven met medewerking van de vennootschap, evenals de obligatiehouders en de warantheouders kunnen de algemene vergaderingen bijwonen, doch enkel met raadgevende stem. Zij hebben ook het recht kennis te nemen van de stukken die opgesomd zijn in artikel 553 van het Wetboek van vennootschappen. Een afschrift van de stukken die krachtens de wet aan de aandeelhouders moeten worden medegedeeld, wordt onverwijld toegezonden aan de houders van certificaten uitgegeven met medewerking van de vennootschap, aan de obligatiehouders en de warantheouders die, uiterlijk zeven dagen voor de algemene vergadering, de voorwaarden om tot deze algemene vergadering te worden toegelaten, hebben vervuld. De personen die deze formaliteiten na dit tijdstip hebben vervuld, krijgen een afschrift van deze stukken op de

algemene vergadering. Iedere houder van certificaten uitgegeven met medewerking van de vennootschap, iedere obligatiehouder en warranhouder heeft het recht om, tegen overlegging van zijn effect, vijftien dagen vóór de vergadering kosteloos een afschrift van deze stukken te bekomen.

Om de algemene vergadering te kunnen bijwonen, moeten de houders van certificaten uitgegeven met medewerking van de vennootschap, de obligatiehouders en de warranhouders zich schikken naar de bepalingen van het eerste en het tweede lid van dit artikel die van overeenkomstige toepassing zijn.”

13. Voorstel tot wijziging van artikel 19 van de statuten met betrekking tot de winstverdeling.

Voorstel om in het laatste lid de woorden “de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” te vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen”.

14. Voorstel tot wijziging van het eerste lid van de overgangsbepaling.

Voorstel om de woorden “41, § 1 bis, vierde lid, alsook, in voorkomend geval, van artikel 52 octies/1, derde lid en 52 octies/7 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” te vervangen door de woorden “artikel 468, derde lid, alsook, in voorkomend geval, van artikel 469, derde lid en 475 van het Wetboek van vennootschappen”.

15. Voorstel tot toekenning van machten aan de raad van bestuur.

Voorstel om aan twee bestuurders die gezamenlijk moeten optreden, of aan de gedelegeerd bestuurder die alleen optreedt, met recht van indeplaatsstelling, alle machten toe te kennen voor de uitvoering van de resoluties die over de voorgaande punten moeten worden genomen en onder meer over te gaan tot uitvoering van de beslissing tot splitsing van het aandeel, tot om het even welke aanpassing of bijwerking van de uitgiftevoorwaarden van de warrants (zonder echter de essentiële economische kenmerken van de uitgifte zoals beschreven in het verslag van de raad te mogen wijzigen, noch meer in het bijzonder de manier tot bepaling van de inschrijvingsprijs), om authentiek de uitoefening van de warrants te laten vaststellen, alsook de verwezenlijking van de kapitaalverhoging en de uitgifte van de aandelen die daaruit voortvloeien, de wijziging van de statuten ingevolge het nieuwe bedrag van het kapitaal en het nieuw aantal aandelen, de toewijzing van de uitgiftepremie aan de onbeschikbare rekening, en de statuten te coördineren.

Om tot de twee vergaderingen te worden toegelaten of er zich te laten vertegenwoordigen, moeten de eigenaars van aandelen op naam :

— in België en in het Groothertogdom Luxemburg : de deelnemings-/volmachtformulieren terugsturen naar Dexia Bank België, Pachecolaan 44 (DL 2/1), 1000 Brussel (België);

— in Frankrijk : de deelnemings-/volmachtformulieren terugsturen naar Euro Emetteurs Finance, 48 boulevard des Batignolles, 75850 Paris Cedex 17 (Frankrijk).

Deze documenten worden enkel in aanmerking genomen indien Dexia ze ten laatste op 4 mei 2001, om 16 uur, op één van beide bovenvermelde adressen heeft ontvangen.

Om aan beide vergaderingen te mogen deelnemen of er zich te laten vertegenwoordigen, moeten de eigenaars van aandelen aan toonder :

— in België : hun aandelen deponeren in een agentschap van Dexia Bank België of de Bank Brussel Lambert, ten laatste op 4 mei 2001, voor 16 uur;

— in het Groothertogdom Luxemburg : hun aandelen deponeren bij een agentschap van Dexia Banque Internationale à Luxembourg, ten laatste op 4 mei 2001, voor 16 uur;

— in Frankrijk : de behoorlijk ingevulde en ondertekende deelnemings-/volmachtformulieren met vermelding van het aantal aandelen rechtstreeks overmaken aan de financiële tussenpersoon die hun aandelen bewaart en deze verzoeken om voor de aandelen een blokkeringsattest op te maken en het geheel op te sturen naar Euro Emetteurs Finance, 48 boulevard des Batignolles, 75850 Paris Cedex 17 (Frankrijk). Deze documenten werden enkel in aanmerking genomen indien Euro Emetteurs Finance ze ten laatste op 4 mei 2001, voor 16 uur op voormeld adres heeft ontvangen.

Elke aandeelhouder kan zich door een gevolmachtigde laten vertegenwoordigen indien hij ten laatste op 4 mei 2001, om 16 uur, op de zetel van de vennootschap een volmacht deponereert voor elk van beide vergaderingen. Op de maatschappelijke zetel van de vennootschap zijn volmachtformulieren beschikbaar.

De warranhouders kunnen eveneens aan de vergaderingen deelnemen, doch enkel met raadgevende stem. Zij worden verzocht hun voornemen om aan de vergaderingen deel te nemen schriftelijk mede te delen aan Dexia Bank België, Pachecolaan 44 (DL 2/1), 1000 Brussel (België). Op vertoon van een rekeningafschrift of een deponeringsattest waaruit hun hoedanigheid van warranhouder blijkt, zullen zij tevens tot de vergaderingen toegelaten worden.

Het volledig oproepingsdossier, met inbegrip van de deelnemings-/volmachtformulieren en het verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 604, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen betreffende het toegestane kapitaal, alsook de verslagen van de raad van bestuur en van het college van commissarissen in verband met de uitgifte van de warrants met opheffing van het voorkeurrecht, opgemaakt overeenkomstig de artikelen 583, lid 1, 596 en 598 van voornoemd Wetboek, kan worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of telefonisch op een van de volgende nummers :

voor België (groen nummer) : 0800/32 100 (alle werkdagen van 10 tot 16 uur vanaf 18 april 2001 tot 9 mei 2001);

voor Frankrijk (groen nummer) : 0800 35 50 00;

voor het Groothertogdom Luxemburg : (352) 45 90 27 27 (alle werkdagen van 8 tot 12 uur en van 14 tot 17 uur).

Het jaarverslag en de verslagen van het college van commissarissen, de geconsolideerde jaarrekening en de jaarrekening met het voorstel van bestemming van het resultaat, worden u op uw uitdrukkelijk verzoek eveneens toegestuurd.

U of uw gevolmachtigde kan zich op de dag van de vergaderingen vanaf 14 uur met de identiteitskaart en de toegangskarten aanbieden om de aanwezigheidslijst van de jaarvergadering en die van de buitengewone algemene vergadering te ondertekenen.
(10224) De raad van bestuur.

Interprofessionele Kas voor Gezinsvergoedingen, v.z.w. Arenberg 24, 2000 Antwerpen-1

De leden worden uitgenodigd tot de statutaire jaarlijkse algemene vergadering welke zal gehouden worden op dinsdag 8 mei 2001, te 15 u. 30 m., in de vergaderzaal te 2000 Antwerpen-1, Arenbergstraat 4 (3^e verdieping).

Agenda :

1. Goedkeuring van de notulen van de jaarlijkse algemene vergadering van 10 mei 2000.
2. Activiteitsverslag over het dienstjaar 2000.
3. Onderzoek van de financiële toestand en verslag van de commissarissen.
4. Goedkeuring van de balans en de bijhorende rekeningen over het dienstjaar 2000.
5. Decharge te geven aan bestuurders en commissarissen.
6. Onderzoek en goedkeuring van het ontwerp van administratieve begroting voor het dienstjaar 2001.
7. Statutaire benoemingen.
8. Gebeurlijke mededelingen. Allerlei. (10228)

**Shipping & Signalling Services, naamloze vennootschap,
Bredastraat 136-138, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 122519

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene statutaire vergadering die zal gehouden worden op 25 april 2001, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000.
4. Goedkeuring van het voorstel tot winstverdeling.
5. Ontlasting over het boekjaar 2000 aan de bestuurders.
6. Ontlasting over het boekjaar 2000 aan de commissaris-revisor.
7. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (10229)

**Gevaert Immobiliën, naamloze vennootschap,
Industrielaan 18-22, 9800 Deinze**

Uitnodiging tot de gewone algemene vergadering van 8 mei 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Ontlasting aan bestuurders en commissaris. 4. Allerlei. (10230)

**Belgian Motor Company, naamloze vennootschap,
Defacqzstraat 131, 1060 Brussel**

H.R. Brussel 492449 – BTW 431.201.820

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene en een buitengewone algemene vergadering, welke gehouden zal worden op het kantoor van notaris Yves Tytgat te Gent, Zonnestraat 6, op 10 mei 2001, om 16 uur met volgende agenda :

A. Algemene vergadering :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag/Varia.

B. Buitengewone algemene vergadering :

1. Kapitaalverhoging met BEF 1 573 793 om het te brengen van BEF 1 250 000 op BEF 2 823 793 door incorporatie in het kapitaal van overgedragen resultaat. 2. Vaststelling dat de kapitaalverhoging verwezenlijk is. 3. Omzetting van het kapitaal in euro. 4. Machten aan de raad van bestuur in het kader van het toegestaan kapitaal. 5. Mogelijkheid voor de vennootschap om bij dreigend ernstig nadeel in bepaalde gevallen aandeel in te kopen. 6. Nieuw Wetboek Vennootschapsrecht. 7. Aanpassing der statuten. 8. Machten aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de te nemen besluiten.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(10231)

De raad van bestuur.

**Gevaert Bandweverij, naamloze vennootschap,
Industrielaan 18-22, 9800 Deinze**

Uitnodiging tot de gewone algemene vergadering van 8 mei 2001, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Ontlasting van bestuurders en commissaris. 4. Allerlei. (10232)

**Marisan, naamloze vennootschap,
Oude Gaversesteenweg 26, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 161965 – BTW 444.445.387

De effectenhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering en de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 9 mei 2001, om 16 uur, op het kantoor van notaris Christophe Blindeman, Land van Waaslaan 82 te 9040 Gent, met volgende agenda :

- I. Algemene vergadering : 1. Goedkeuring van de jaarrekening. 2. Bestemming van de bestuurders. 3. Kwijting van de bestuurders.

II. Buitengewone algemene vergadering : 1. Uitdrukking van het kapitaal in euro. 2. Afronding naar 62 000 euro door incorporatie van reserves. 3. Wijziging van de statuten als volgt : in het algemeen om alle artikelen aan te passen, zowel terminologisch als inhoudelijk, aan het Wetboek van vennootschappen; de artikelen 5 en 5bis om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe toestand van het kapitaal; artikel 6 om de verstreken statutaire machtiging voor toegestane kapitaal te schrappen. 4. Coördinatie van de statuten. 5. Benoeming van bestuurders. 6. Bijzondere volmacht voor het vervullen van de formaliteiten bij het handelsregister en de BTW-administratie.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar artikel 26 van de statuten. De stukken liggen ter beschikking overeenkomstig de artikelen 535 en 553 W. Venn.

(10233)

De raad van bestuur.

**Vibo, naamloze vennootschap,
Quinten Matsijslei 36, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 220878 – BTW 420.217.262

Jaarvergadering op 2 mei 2001, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Diversen.

Zich richten naar de statuten.

(10235)

**Cleeren-Desmet, naamloze vennootschap,
Molenhoek 4, 9185 Wachtebeke**

BTW 421.166.872

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op zaterdag 12 mei 2001, om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (10236)

**Vanhyste Invest,
vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen,
Waverssesteenweg 261, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 640657 — NN 466.262.271

Algemene vergadering op 4 mei 2001, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (10239)

Sofina, société anonyme

Siège social : rue de Naples 38, à Ixelles (Bruxelles)

R.C. Bruxelles 270194

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 3 mai 2001, à 15 heures, au siège social, rue de Naples 38, à 1050 Bruxelles, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire sur les opérations de la société pendant l'exercice 2000.

2. Propositions de résolutions :

Approbation du bilan, compte de résultats et annexe de l'exercice 2000.

Approbation de l'affectation du bénéfice.

Décharge à MM. les administrateurs.

Décharge à M. le commissaire.

MM. les actionnaires seront invités à se prononcer sur chacune des résolutions par un vote indiquant leur décision, soit pour, soit contre, soit en manifestant leur abstention.

Pour assister à cette assemblée, ou s'y faire représenter, MM. les actionnaires sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts sociaux.

Les actions au porteur pourront être déposées jusqu'au 27 avril 2001 inclus, aux heures d'ouverture des guichets désignés, au siège social et dans les établissements ci-après :

en Belgique : à la Fortis Banque, à ses sièges et agences; à la KBC, à ses sièges et agences; à la Banque Degroof à Bruxelles;

à Luxembourg : à la Banque de Luxembourg, Grand'Rue 103;

à Paris : chez MM. Lazard Frères & Cie, boulevard Haussmann 121;

à Zurich : au Crédit Suisse, 8 Paradeplatz, et sur les autres places suisses, aux succursales du Crédit Suisse.

(10225)

Le conseil d'administration.

Sofina, société anonyme

Siège social : rue de Naples 38, à Ixelles (Bruxelles)

R.C. Bruxelles 270194

Le nombre d'actions déposées à l'assemblée générale extraordinaire du 6 avril 2001, à 11 heures, n'ayant pas réuni le quorum requis par la loi pour délibérer valablement, MM. les actionnaires sont priés d'assister à une nouvelle assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le jeudi 3 mai 2001, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, au siège social, rue de Naples 38, à 1050 Bruxelles, pour délibérer sur le même ordre du jour que l'assemblée ci-dessus visée.

Conformément à la loi et aux statuts, cette assemblée pourra délibérer valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Ordre du jour :

Proposition d'annulation d'actions propres détenues par la société à la date de l'assemblée générale extraordinaire habilitée à délibérer et réduction à due concurrence de la réserve indisponible constituée conformément à l'article 623 du Code des sociétés.

Proposition, en conséquence, de modifier l'article 5 des statuts.

Proposition de renouveler l'autorisation donnée au conseil d'administration de la Sofina et des filiales sur lesquelles la société exerce son contrôle, d'acquérir en bourse, conformément au Code des sociétés et au moyen de sommes susceptibles d'être distribuées selon l'article 617 du Code des sociétés, pour une période de dix-huit mois à dater du 3 mai 2001, un maximum de dix pour cent (10 %) au total du nombre d'actions émises par la société, pour une contre-valeur minimale de dix (10) euro et maximale de dix pour cent (10 %) supérieure à la moyenne des dix (10) cours de bourse de clôture précédant le jour de l'opération.

Rapport spécial du conseil d'administration en exécution de l'article 604, alinéa 2, du Code des sociétés relatif à la proposition de renouvellement du capital autorisé pour un montant de 4 000 000 euro au profit exclusif des membres de la direction et du personnel de la société et de ses filiales et, en conséquence, remplacer à l'alinéa 5 de l'article 6 des statuts, les mots « 10 juin 1999 » par « 3 mai 2001 ».

Proposition d'autoriser le conseil d'administration à utiliser le capital autorisé dans les conditions visées à l'article 607, 2^e alinéa et 609, § 1^{er}, du Code des sociétés et, en conséquence, remplacer à l'alinéa 7 de l'article 6 des statuts, les mots « 10 juin 1999 » par « 3 mai 2001 ».

Proposition de modifier les statuts comme suit pour les mettre en concordance avec le nouveau Code des sociétés :

les références aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales figurant au 6^e alinéa de l'article 6, au 3^e alinéa de l'article 13, au 2^e alinéa de l'article 19, au 3^e alinéa de l'article 31 et au dernier alinéa de l'article 35 sont remplacées par des références respectivement aux articles 605 et 607, 622, paragraphe 2, alinéa 2, 1^o, 523, 555, 95 et 143 du Code des sociétés;

au dernier alinéa de l'article 27, les mots « huit jours » sont remplacés par « quinze jours »;

au dernier alinéa de l'article 29, les mots « les articles 70bis, 103, alinéa 3, et 168 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « la loi »;

au 3^e alinéa de l'article 31, le mot « spéciale », précédé d'une « virgule » est inséré après « toute assemblée ordinaire ».

au dernier alinéa de l'article 38, les mots « les lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « la loi ».

Proposition de conférer des pouvoirs au conseil d'administration pour exécuter les résolutions prises.

MM. les actionnaires seront invités à se prononcer sur chacune des résolutions par un vote indiquant leur décision, soit pour, soit contre, soit en manifestant leur abstention.

Pour assister à cette assemblée, ou s'y faire représenter, MM. les actionnaires sont tenus de se conformer à l'article 28 des statuts sociaux.

Les actions au porteur pourront être déposées jusqu'au 27 avril 2001 inclus, aux heures d'ouverture des guichets désignés, au siège social et dans les établissements ci-après :

en Belgique : à la Fortis Banque, à ses sièges et agences; à la KBC, à ses sièges et agences; à la Banque Degroof à Bruxelles;

à Luxembourg : à la Banque de Luxembourg, Grand'Rue 103;

à Paris : chez MM. Lazard Frères & Cie, boulevard Haussmann 121;

à Zurich : au Crédit Suisse, 8 Paradeplatz, et sur les autres places suisses, aux succursales du Crédit Suisse.

(10226)

Le conseil d'administration.

Gestion immobilière Goosse Huppe et fils, société anonyme, rue de Hotton 31, 6987 Rendeux

R.C. Marche-en-Famenne 14600

L'assemblée générale ordinaire se réunira le mardi 8 mai 2001, à 18 heures, au siège social, rue de Hotton 31, à 6987 Rendeux.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion. 2. Discussion et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Divers.

Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (10227)

Quick Restaurants, en abrégé : "QUICK", société anonyme, rue du Damier 26, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 370279 — T.V.A. 412.121.524

Assemblée générale ordinaire

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à l'Auditorium de la Banque Bruxelles Lambert, avenue Marnix 24 (entrée rue du Trône 1), à 1000 Bruxelles (parking "Deux Portes", Porte de Namur), le 9 mai 2001, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion et rapport du commissaire-réviseur sur l'exercice 2000.

2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000, et affectation du résultat.

Proposition de décision : approbation des comptes annuels, en ce compris l'affectation du résultat disponible de 573 671 954 BEF à la rémunération du capital (220 850 440 BEF) et à la réserve légale (18 255 000 BEF), le solde (334 566 514 BEF) étant reporté.

3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

Proposition de décision : le conseil propose d'accorder, par vote séparé, la décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

4. Renouvellement des mandats d'administrateur.

Proposition de décision : le conseil propose d'accorder, par vote séparé, le renouvellement des mandats de MM. Diego du Monceau, Louis Frère, Roland Vaxelaire, Christian Varin et Maurice de Kervennoaël en tant qu'administrateurs pour un mandat d'une nouvelle durée de trois ans, venant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004.

5. Conversion du capital social en euro — modification des statuts.

Proposition de décision : le conseil propose de convertir le capital de 3 856 854 000 BEF en 95 608 913,26 euro. Le capital reste représenté par 5 521 261 actions avec droit de vote, sans mention de valeur nominale. Le Conseil propose de modifier les statuts en remplaçant l'article 5 par le texte suivant : "Le capital est fixé à nonante-cinq millions six cent huit mille neuf cent treize euro vingt-six cents (95 608 913,26 EUR). Il est représenté par cinq millions cinq cent vingt et un mille deux cent soixante et une (5 521 261) actions avec droit de vote, sans mention de valeur nominale."

6. Conversion du capital autorisé en euro — modification des statuts.

Proposition de décision : le conseil propose de convertir le capital autorisé de 3 600 000 000 BEF en 89 241 668,92 euro. Le conseil propose dès lors de modifier les statuts en remplaçant dans l'article 6 les mots "trois milliards six cent millions de francs (3 600 000 000)" par les mots "quatre-vingt-neuf millions deux cent quarante et un mille six cent soixante-huit euro nonante-deux cents (89 241 668,92 EUR)".

7. Divers.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires sont priés, conformément à l'article 16 des statuts, de déposer leurs titres au porteur, leur récépissé de dépôt d'actions, le certificat émis par l'organisme de compensation de valeurs mobilières ou l'attestation de leurs actions dématérialisées, trois jours au moins avant l'assemblée générale, c'est-à-dire au plus tard vendredi, le 4 mai 2001, dans les bureaux de Quick Restaurants S.A., Grotesteenweg 224, 2600 Berchem,

ou dans l'un des établissements bancaires repris ci-après :

- Banque Bruxelles Lambert, à Bruxelles;
- Banque Dexia S.A., à Bruxelles;
- Banque CBC, à Bruxelles;
- Banque Fortis, à Bruxelles,

ainsi que dans leurs sièges et agences en Belgique.

Les procurations, dont la formule peut être demandée aux endroits cités ci-dessus, devront avoir été déposées aux mêmes endroits, dans les mêmes délais. Les propriétaires d'actions nominatives doivent faire connaître à la société, pour le 4 mai 2001 au plus tard, le nombre d'actions avec lequel ils prendront part à la réunion.

(10241)

Le conseil d'Administration.

**Quick Restaurants, verkort : "QUICK", naamloze vennootschap,
Dambordstraat 26, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 370279 — BTW 412.121.524

Gewone algemene vergadering

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, die zal gehouden worden op woensdag 9 mei 2001 te 14 u. 30 m., in het Auditorium van de Bank Brussel Lambert, Marnixlaan 24 (ingang Troonstraat 1), te 1000 Brussel (parking "Deux Portes", Naamsepoort).

Dagorde :

1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor met betrekking tot het boekjaar 2000.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000, en winstbestemming.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de jaarrekening, erin begrepen de voorgestelde bestemming van het beschikbare resultaat van 573 671 954 BEF als volgt : vergoeding van het kapitaal ten bedrage van 220 850 440 BEF; toevoeging aan de wettelijke reserve ten bedrage van 18 255 000 BEF; overdracht van het saldo ten bedrage van 334 566 514 BEF.

3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : verlening, bij afzonderlijke stemming, van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

4. Hernieuwing bestuurdersmandaten.

Voorstel van besluit : de raad stelt vóór, bij afzonderlijke stemming, de bestuurdersmandaten van de heren Diego du Monceau, Louis Frère, Roland Vaxelaire, Christian Varin et Maurice de Kervennoaël te hernieuwen voor een periode van drie jaar, eindigend op de gewone algemene vergadering van aandeelhouders van het jaar 2004.

5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro — wijziging van de statuten.

Voorstel van besluit : de raad stelt voor om het kapitaal van 3 856 854 000 BEF om te zetten in 95 608 913,26 euro. Het kapitaal blijft vertegenwoordigd door 5 521 261 aandelen met stemrecht, zonder vermelding van de nominale waarde. De raad stelt voor om de statuten te wijzigen door artikel 5 te vervangen door de volgende tekst : "Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op vijftien miljoen zeshonderd en acht duizend negenhonderd dertien euro zesentwintig centiem (95 608 913,26 EUR) vertegenwoordigd door vijf miljoen vijfhonderdeenentwintigduizend tweehonderd éénenzestig (5 521 261,-) aandelen met stemrecht, zonder vermelding van nominale waarde".

6. Omzetting van toegestaan kapitaal in euro — wijziging van de statuten.

Voorstel van besluit : de raad stelt voor om het toegestaan kapitaal van 3 600 000 000 BEF om te zetten in 89 241 668,92 euro. De raad stelt daarom voor om de statuten te wijzigen door in artikel 6 de woorden "drie miljard zeshonderd miljoen frank (3 600 000 000,-)", te vervangen door de woorden "negeentachtig miljoen tweehonderd éénenveertig duizend zeshonderd achtenzestig euro en tweeënneentwintig centimes (89 241 668,92 EUR)".

7. Diversen.

Om aan de vergadering te mogen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht overeenkomstig artikel 16 van de statuten, hun aandelen aan toonder, het ontvangstbewijs van deponering van hun aandelen, hun certificaat verstrekt door het compensatie-organisme voor roerende waarden of het geldig getuigenschrift van hun gedematerialiseerde aandelen, neer te leggen ten minste 3 dagen vóór de jaarvergadering, hetzij ten laatste op vrijdag, 4 mei 2001, in de kantoren van Quick Restaurants N.V., Grotesteenweg 224, 2600 Berchem of in één van de hierna volgende bankinstellingen :

- Bank Brussel Lambert, te Brussel;
- Dexia Bank N.V., te Brussel;
- KBC bank, te Brussel;
- Fortis Bank, te Brussel;

alsmede bij hun zetels en agentschappen in België.

De volmachten, waarvan het formulier kan aangevraagd worden op de hierboven vermelde plaatsen, zullen op dezelfde plaatsen en binnen dezelfde tijdsperiode moeten neergelegd worden. De eigenaars van aandelen op naam moeten kennis geven aan de vennootschap ten laatste op 4 mei 2001 van het aantal aandelen met dewelke zij zullen deelnemen aan de vergadering.

(10241)

De raad van bestuur.

**Isogetra, société anonyme,
Parc industriel de la Vallée du Hain 8a, 1440 Wauthier-Braine**

R.C. Nivelles 93076 – T.V.A. 402.082.519

Assemblée générale ordinaire le 10 mai 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Mandat au réviseur d'entreprise. 6. Démission, nomination. 7. Conversion du capital social en euro. 8. Divers. Se conformer aux statuts. (10328)

Gottesman & Heiber, société anonyme, 1040 Bruxelles

R.C. Bruxelles 301883 – T.V.A. 403.361.929

L'assemblée générale se réunira le 10 mai 2001, à 10 heures, rue des Goujons 152, à 1070 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Répartition du résultat. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (10329)

't Patsken Sint-Hubert, naamloze vennootschap,**Lange Violettestraat 4, 9000 Gent**

BTW 430.052.666

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Daling nettoactief. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44167)

**A. Wegge & C°, naamloze vennootschap,
Sint-Lucaslaan 16, 2180 Ekeren (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 161187

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 21/05/2001 te 15 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (44168)

Financiële en industriële vennootschap voor het voortbrengen van zuiver koolzuur en andere voedingsproducten, l'Acide carbonique pur, afgekort : « A.C.P. », naamloze vennootschap, Heyvaertstraat 47, Sint-Jans-Molenbeek

H.R. Brussel 6411 — BTW 402.117.062

De algemene vergadering zal worden gehouden op 09/05/2001 om 11 uur op de exploitatiezetel, Dellestraat 55, 3550 Heusden-Zolder. — Agenda : 1. Verslag over de verrichtingen van het boekjaar 2000. 2. Verslag van de commissaris. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000 en aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris. 5. Statutaire benoemingen. Neerlegging van de effecten bij de Generale Bank, Warandeborg 3, 1000 Brussel van 9 uur tot 17 uur ten laatste 5 dagen voor de vergadering.

Société financière et industrielle pour la fabrication de l'acide carbonique pur et autres produits alimentaires, l'Acide Carbonique pur, par abréviation : "A.C.P.", société anonyme, rue Heyvaert 47, à Molenbeek-Saint-Jean (1080 Bruxelles)

R.C. Bruxelles 6411 — T.V.A. 402.117.062

L'assemblée générale se tiendra le mercredi 09/05/2001 à 11 heures au siège d'exploitation, Dellestraat 55, 3550 Heusden-Zolder. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 2000. 2. Rapport du Commissaire. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000 et affectation des résultats. 4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire. 5. Elections statutaires. Dépôt des titres auprès de la Société Générale de Banque, Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles de 09.00 h à 17.00 h, au plus tard 5 jours avant l'Assemblée Générale. (44169)

Aluminiumconstructies Vandepoel Yvan, naamloze vennootschap,**Runkstersteenweg 341, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 65721 — BTW 428.636.268

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op vrijdag 04/05/2001 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders - Herbenoeming bestuurders- Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44170)

Althaea, naamloze vennootschap,**De Robianostraat 90, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 269704 — BTW 432.206.165

Jaarvergadering op 04/05/2001 te 14u ten zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Herbenoeming bestuurders; 6. Kapitaalverhoging (incorp. res.) + omvorming in euro; 7. Verlenging en wijziging boekjaar; 8. Aanpassing statuten nieuw wetboek venn.; 9. Verplaatsing zetel. 10. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (44171)

Ankrimo, naamloze vennootschap,**Knaagreepstraat 8A, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 31836 — BTW 435.318.083

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 11/05/2001 om 20 uur. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening 31/12/2000. 3. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (44172)

Antwerp Diamond Polishing Factory,**"Adipofa", naamloze vennootschap,****Hoveniersstraat 16-20, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 158737

Jaarvergadering op 08/05/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44173)

B & A Systems, naamloze vennootschap,**Gabrielle Petitstraat 4-6, 1080 Brussel-8**

H.R. Brussel 469824 — BTW 427.148.804

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44174)

Baetens, naamloze vennootschap,**Meersstraat 56, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 607 — BTW 405.706.161

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Allerlei. (44175)

Barthels en Horrix, naamloze vennootschap,
Jos Smeetslaan 74, 3630 Maasmechelen
 H.R. Tongeren 47350 — BTW 416.478.804

Jaarvergadering op 16/05/2001 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44176)

Béguelin Import C°, société anonyme,
chaussée de Louvain 550, 1030 Bruxelles
 R.C. Bruxelles 184611 — T.V.A. 401.825.171

L'assemblée générale ordinaire sera tenue le 02/05/2001 à 15.00 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration (y compris l'application de l'article 95 du Code des Sociétés.; 2. Rapport spécial du conseil d'administration conformément à l'article 633 du Code des sociétés. 3. Rapport du commissaire-reviseur. 4. Approbation de la rémunération d'administrateurs. 5. Approbation du bilan et du compte de résultats relatifs aux comptes clôturés au 31/12/2000. 6. Affectation du résultat. 7. Dissolution éventuelle de la société. 8. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat relatif à l'exercice clôturé au 31/12/2000. 9. Décharge au commissaire-réviseur. 10. Nomination du commissaire-réviseur; 11. Divers. Pour être admis à l'assemblée générale, les actionnaires seront tenus de se conformer aux statuts. (44177)

Beheer, naamloze vennootschap,
steenweg op Baarle-Hertog 24, 2300 Turnhout
 H.R. Turnhout 71758 — BTW 450.155.620

Jaarvergadering op 04/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44178)

Immobilière Belair, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
De Smet De Naeyerlaan 108, 8370 Blankenberge

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Brugge, nr. 3
 NN 405.162.763

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering bij te wonen die zal doorgaan op de zetel van de vennootschap op 07/05/2001 om 15 uur met de volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. bezoldigingen 4. benoemingen. (44179) De raad van bestuur.

Belex Air Freight, en abrégé : "B.A.F.", société anonyme,
chaussée de Haecht 1313, à 1130 Bruxelles
 R.C. Bruxelles 296252 — T.V.A. 401.846.254

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire », le jeudi 03/05/2001, à 11 heures, au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Exposé de l'administrateur délégué et commentaires. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Augmentation du capital de 212.438 BEF par incorporation de réserves disponibles et conversion du capital en euros au 01/01/2002. 6. Nominations statutaires des administrateurs. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée : se conformer à l'article 31 et suivants des statuts. Le dépôt des titres peut se faire au siège social de la société. (si) le Président du C.A. Raymond Kegeleirs Jr. (44180)

Belgo-Suisse-Immo, société anonyme,
rue de Bomerée 65, 6534 Gozée
 R.C. Charleroi 137801

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 03/05/2001 à 14.00 h. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs pour leur gestion. 5. Divers. L'Administrateur délégué, Michiels Georgette. (44181)

Bels Immo Zepperen, naamloze vennootschap,
Heiseltstraat 4, 3890 Gingelom
 H.R. Hasselt 85249 — NN 450.860.453

Jaarvergadering op zaterdag 05/05/2001 om 10 uur op de zetel. — Agenda : Beraadslaging i.v.m. art. 523 W. Venn. Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Kwijting bestuurders. Benoemingen/herbenoemingen bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (44182)

Benas, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 129, 3020 Winksele
 H.R. Leuven 82.188 - 447.376.371

Algemene vergadering van 08/05/2001 om 20 uur in de zetel. — Dagorde : 1. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar. 3. Bestemming van het resultaat. (44183)

Biermans-Mercier et fils, société anonyme,
rue Maurice Canon 13, 7190 Ecaussinnes
 R.C. Mons 141313

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 14.30 h, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (44184)

Biverma, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Ieperstraat 188, 8980 Zonnebeke

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Ieper, nr. 77
 NN 427.643.504

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 05/05/2001 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Kwijting bestuurders. 3. Bezoldigingen. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44185)

C.N.A. Containers, naamloze vennootschap,
Tragel 9-10-11, 9300 Aalst
 H.R. Aalst 59604 — BTW 443.748.670

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44186)

**Cambrimmo, naamloze vennootschap,
Terkamerenlaan 22, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 634162 — BTW 465.393.726

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 02/05/2001 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44187)

**Campitello Sportswear, naamloze vennootschap,
Dr. Arthur Verdurmenstraat 21, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 4732 — BTW 405.075.661

De algemene vergadering zal gehouden worden op 03/05/2001 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Varia. (44188)

**Erco Carrosserie, naamloze vennootschap,
Bredabaan 1165-1171, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 252577 — BTW 429.056.635

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 03/05/2001 te 18.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag bestuurders. 5. Benoeming en herbenoeming bestuurders. 6. Bijzonder verslag i.v.m art. 633 en 634 van het wetboek van vennootschappen. 7. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44189)

**Carrosserie Libert, naamloze vennootschap,
Kerkelei 36, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 298935 — BTW 450.662.889

Een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders zal gehouden worden op donderdag 03/05/2001 om 10u00 op het kantoor van notaris J. Van Bael, Mechelsesteenweg 65, 2018 Antwerpen. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor over de hierna gemelde niet geldelijke inbreng. Kapitaalverhoging met 1.001.074 frank om het te brengen van 1.500.000 frank op 2.501.074 frank, door het bijmaken van 1.000 aandelen, van hetzelfde type als de thans bestaande, die gelijke rechten genieten als de thans bestaande, die deelnemen in de winst vanaf de datum van de realisering van de kapitaalverhoging, waarop a pari zal worden ingetekend en die zullen worden afbetaald door inbreng in natura bij wijze van inbreng van schuldvorderingen. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten en aan de inwerkingtreding van het Wetboek van vennootschappen. 4. Coördinatie van de statuten - volmacht handelsregister en BTW. (44190)

**Central Parking, naamloze vennootschap,
Dr. Arthur Verdurmenstraat 21, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 31358 — BTW 406.791.373

De algemene vergadering zal gehouden worden op 03/05/2001 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Varia. (44191)

**Cinévision, société anonyme,
avenue du Général de Gaulle 36, bte 1, 1050 Bruxelles**

Assemblée générale statutaire du 03/05/2001, à 10 heures, dans les locaux de la société. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Divers. (44192)

**CODAHP, naamloze vennootschap,
Waterstraat 78, 3740 Munsterbilzen**

H.R. Tongeren 74974

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op zaterdag 05/05/2001 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 Kwijting te verlenen aan de bestuurders. Rondvraag. Ontslag en benoeming bestuurders. Omvorming kapitaal in euro. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44193)

**"Cronos", naamloze vennootschap,
Veldkant 35D, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 282965 — BTW 443.807.959

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 07/05/2001 om 14.30 uur in het kantoor van notaris Johan Kiebooms te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3, met de volgende agenda : — Agenda : 1. Zetelverplaatsing - statutenwijziging. Om overeenkomstig de beslissing tot zetelverplaatsing van de raad van bestuur van één oktober negentienhonderd achtennegentig, bij uittreksel verschenen in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van drieëntwintig december negentienhonderd achtennegentig, onder nummer 981223-229, Artikel 3. van de statuten te wijzigen en te herformuleren, als volgt : "De zetel van de vennootschap is gevestigd te 2550 Kontich, Veldkant 35 D. De raad van bestuur kan zonder statutenwijziging de zetel van de vennootschap verplaatsen in België, voor zover deze zetelverplaatsing geen wijziging veroorzaakt inzake het op de vennootschap toepasselijke taalregime. De zetelverplaatsing wordt openbaar gemaakt door neerlegging in het vennootschapsdossier van een door het bevoegde orgaan van vertegenwoordiging ondertekende verklaring, samen met een afschrift ter bekendmaking in de bijlage van het *Belgisch Staatsblad*. De vennootschap kan, bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur, in België of in het buitenland bijkomende administratieve zetels en bedrijfszetels vestigen, alsmede kantore en bijkantoren oprichten." 2. Kapitaalverhoging. Om het kapitaal te verhogen met een bedrag van één miljoen tweehonderd éénveertig duizend vierenzeventig frank (F. 1.241.074) om het van één miljoen tweehonderd zestig duizend frank (F. 1.260.000) te brengen op twee miljoen vijf honderd en één duizend vierenzeventig frank (F. 2.501.074) door omzetting in kapitaal van gezegd bedrag, afgenomen van de rekening "beschikbare reserves", dit zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 3. Uitdrukking van het kapitaal in euro. Om het kapitaal uit te drukken in euro, dit aan de geldende conversievoet van veertig komma drieduizend driehonderd negen negentig frank (F. 40,3399) voor één euro (Eur.1), zodat het voortaan tweeënzestig duizend euro (Eur. 62.000) bedraagt. 4. Statutenwijziging. Om de eerste zin van 1. Geplaatst kapitaal van Artikel 5. aan te passen aan de nieuwe toestand van het kapitaal, als volgt : "Het geplaatste maatschappelijk kapitaal bedraagt tweeënzestig duizend euro (Eur. 62.000)." 5. Herformulering van de statuten. Om de tekst van de statuten volledig om te werken, te herformuleren en te hernummeren, bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen door te voeren zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen en een volledig nieuwe tekst van de statuten aan te nemen. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste 5 volle dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap, dit overeenkomstig artikel 23 van de statuten. (44194)

De raad van bestuur.

De Bruyckere, naamloze vennootschap,**Stationsstraat 16, 9990 Maldegem**

H.R. Gent 107998 — BTW 407.705.648

Jaarvergadering op 07/05/2001 om 9.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Omvorming kapitaal in euro. Herbenoeming bestuur. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44195)

De Fruithal, naamloze vennootschap,**Nijverheidslaan 41, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 57602 — BTW 426.019.743

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 03/05/2001 om 17.00 uur op het kantoor van notaris Filip JUNIUS te Hasselt, Berkenlaan 1, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. Aansluitend op de algemene vergadering zal een buitengewone algemene vergadering gehouden worden, met als agenda : 1. Wijziging van de naam in "AMATIS". 2. a) Voorstel om het doel uit te breiden door aan artikel 3 van de statuten volgende tekst toe te voegen : - Groothandel en kleinhandel in parfumerieën, cosmetica en toiletartikelen. - Het verlenen van schoonheidsverzorgingen, gezichtsverzorgingen, het aanbrengen van make-up, enz. - Het verstrekken van diensten van huidverzorging en epilieren. - Het verlenen van diensten van manicure en pedicure. - De diensten in verband met het lichamelijk welzijn, zoals verleend in inrichtingen voor sauna's, stoombaden, solariums, massagesalons, enz. - In- en uitvoer, groot- en kleinhandel in sauna's, stoombaden, solariums, whirlpools, spas, massagesalon, enz. - In- en uitvoer, klein- en groothandel in toestellen en producten voor waterbehandeling in de breedste zin van het woord. b) Lezing en onderzoek van het verslag van de raad van bestuur waarbij een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging van het maatschappelijk doel wordt gegeven; bij dit verslag wordt een staat gevoegd van activa en passiva van de vennootschap, afgesloten op 20 februari 2001. c) Besluit over de voorgestelde doelwijziging. 3. a) Kapitaalverhoging ten belope van 1.908 BEF, om het kapitaal te brengen van 2.503.200 BEF op 2.505.108 BEF, door incorporatie in het kapitaal van een bedrag van 1.908 BEF, af te nemen van de beschikbare reserves van de vennootschap, en zonder uitgifte van aandelen. b) Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt. 4. Conversie van het kapitaal in euro. 5. Wijziging van de statuten. - Artikel 1, 2, 3 en 5 : om ze aan te passen aan de besluiten over respectievelijk de naamwijziging, een vroegere zetelverplaatsing, de doeluitbreiding, kapitaalverhoging en conversie in euro. - Artikel 9 : om het aan te passen aan de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen inzake de modaliteiten van het voorkeurrecht en de opheffing ervan. - Artikel 11 : - in het eerste lid de woorden "uit ten minste drie leden, door de algemene vergadering benoemd" vervangen door "het aantal leden bepaald door de algemene vergadering met als minimum het aantal leden voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen", - het tweede lid schrappen, en in het derde lid de woorden "en commissarissen" schrappen. - Artikel 16 : de tekst van dit artikel wordt vervangen door de volgende tekst : "Voor zover de wet het vereist en binnen de grenzen die zij voorziet, wordt de controle van de vennootschap uitgevoerd door één of meer commissarissen, benoemd door de algemene vergadering voor één hernieuwbare termijn van 3 jaar". - Artikel 19 : in het eerste lid van punt c wordt na het woord "lasthebben" volgende tekst toegevoegd : "aandeelhouders of niet, houder van een schriftelijke volmacht" en het tweede lid van punt c wordt geschrapt. - Artikel 22 : om het aan te passen aan de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen inzake de verdaging van de algemene vergaderingen. 6. Coördinatie van de statuten. (44196)

De Waterhoek, naamloze vennootschap,**Orsmaalstraat 30, 3450 Geetbets**

H.R. Leuven 71326 — BTW 432.682.851

De algemene vergadering vindt plaats op 07/05/2001 om 18 uur ten maatschappelijke zetel, met als agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Varia. (44197) De raad van bestuur.

Debco, naamloze vennootschap,**Stationsstraat 42, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 41856 — BTW 432.535.143

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/11/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44198)

Decon, naamloze vennootschap,**Vrijthof 7, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 61598 — BTW 430.414.536

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 03/05/2001 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44199)

Delta Associates, naamloze vennootschap,**Jozef De Bomstraat 63, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 274659 — BTW 439.085.049

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 14/05/2001 te 9 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Hernieuwing mandaat bestuurder + bezoldigingen. 6. Varia. (44200)

Dredging, Enviromental & Marine Engineering,**naamloze vennootschap, "D.E.M.E.",****Scheldedijk 30, 2070 Zwijndrecht**

H.R. Antwerpen 199781

De aandeelhouders worden uitgenodigd de gewone algemene Aandeelhoudersvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op vrijdag 4 mei 2001 om 11.00 uur, ten maatschappelijke zetel

Agenda

1. Verslag van de raad van bestuur over het boekjaar 2000;
2. Verslag van de commissaris over het boekjaar 2000;
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000;
4. Goedkeuring van de geconsolideerde jaarrekening per 31/12/2000;
5. Aanwending van het resultaat;
6. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris;
7. Statutaire benoemingen;
8. Benoeming van een commissaris;
9. Rondvraag.

Om te mogen deelnemen aan de vergadering, dienen de aandeelhouders de bepalingen van artikel 27 van de statuten na te leven.

Het deponeren van de effecten of inschrijvingsattesten, dient te geschieden uiterlijk op vrijdag, 27 april 2001 op de maatschappelijke zetel of bij Fortis Bank, zetel Antwerpen of Brussel. (44201)

**Depauw, société anonyme,
chaussée de Stockel 243-245, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 301357 — T.V.A. 402.607.903

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 20.00 h, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration et commissaire réviseur. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs et commissaire réviseur. Divers. (44202)

**Discomtex, naamloze vennootschap,
Bontestierstraat 97, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 101359 — BTW 422.806.964

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/05/2001 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000, inclusief de toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders; 3. Varia.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (44203) De raad van bestuur.

**Domyvan, naamloze vennootschap,
Jacob Van Maerlantstraat 12, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 104322 — NN 425.728.347

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 08/05/2001 om 10.30 uur, ter zetel van de vennootschap, met volgende agenda : 1. Lezing van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 5. Statutaire benoemingen. (44204) De raad van bestuur.

**Drukkerij Vandepaer, naamloze vennootschap,
Mosstraat 38, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 66025 — BTW 429.118.496

De jaarvergadering zal gehouden worden op 07/05/2001 om 17.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring per 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslag en benoemingen. 4. Bezoldigingen. Zich schikken volgens de statuten. (44205) De raad van bestuur.

**Ducimmo, naamloze vennootschap,
Lindestraat 27, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 88873 — B.T.W. 414.262.353

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de uitgestelde jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 03/05/2001 om 15.00 uur. — Agenda : - Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. - Kwijting aan de bestuurders. - Bezoldigingen. - Ontslag en benoemingen. - Kennisname van het verslag opgemaakt door de raad van bestuur in toepassing van artikel 633 van het Wetboek van vennootschappen en beraadslaging en besluitvorming over de in het verslag voorgestelde maatregelen, dan wel over de al dan niet voortzetting van de vennootschap. (44206) De raad van bestuur.

**Eddie Stobart Belgium, naamloze vennootschap,
Kapelanielaan 8, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 60820 — BTW 468.765.069

Jaarvergadering op vrijdag, 04/05/2001 ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Titels neerleggen ten maatschappelijke zetel vijf dagen voor de vergadering. (44207)

**Elektro Van De Maele, naamloze vennootschap,
Oostrozebekestraat 224, 8760 Meulebeke**

H.R. Kortrijk 131963 — BTW 452.174.408

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/11/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44208)

**Entreprises Bajart, société anonyme,
Zoning industrieel, 5150 Florefe**

R.C. Namur 5688 — T.V.A. 415.486.929

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 05/05/2001 à 10.30 H., au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démission/Nomination. 6. Attribution capital - pension. 7. Conversion du capital en euros. 8. Divers. (44209)

**Eralim, naamloze vennootschap,
Onze-Lieve-Vrouwstraat 96, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 76466

Jaarvergadering op 07/05/2001 om 19.30 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Neerlegging der titels, vijf dagen voor de jaarvergadering. (44210)

**Erco, naamloze vennootschap,
Bredabaan 1165-1171, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 187620 — BTW 408.334.465

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 03/05/2001 te 20.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag + verslag commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Ontslag bestuurders. 5. Benoeming en herbenoeming bestuurders. 6. Bijzonder verslag i.v.m artikel 633 en 634 van het wetboek van vennootschappen. 7. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44211)

**Etablissements G.D.A., société anonyme,
rue de la Paix 3, 4671 Barchon**

R.C. Liège 149496 — T.V.A. 426.427.737

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 11.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (44212)

Euro-Protec, société anonyme,
rue de Basècles 56-58, 7971 Wadelincourt
R.C. Tournai 66082 — T.V.A. 428.147.112

La société anonyme Euro-Protec, dont le siège social est situé à la rue de Basècles 56-58, 7971 Wadelincourt, informe ses actionnaires que, conformément aux statuts, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra au siège social 56-58 rue de Basècles 7971 Wadelincourt, le 03/05/2001 à 14 heures. Conformément à l'article 18 des statuts, les titres devront être déposés au siège de la société, au plus tard le mardi 27 avril 2001. — Ordre du jour : 1. Examen des comptes annuels au 31/12/2000 en vue de leur approbation éventuelle. 2. Examen du rapport du commissaire-réviseur. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge au conseil d'administration et au commissaire-réviseur. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. L'administrateur délégué, F. Vansteelandt. (44213)

F.D. Advice, naamloze vennootschap,
rue Bruyère Seutine 10, 7912 Frasnes-lez-Anvaing

R.C. Tournai 404

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 08/05/2001 à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (44214)

Faidherbe, naamloze vennootschap,
Paul Gilsonlaan 480, 1620 Drogenbos

H.R. Brussel 401943 — BTW 416.626.282

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op 02/05/2001 om 15.30u, ten maatschappelijke zetel van, société anonyme, OUTILAC te Jemeppe-sur-Meuse. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur - verslagen art. 103 en 77.4 van GWHV. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Besluit over het vervolg van de activiteiten. 6. Allerlei. Overeenkomstig de statuten, de aandeelhouders worden verzocht hun aandelen neer te leggen op de GENERALE BANK (agentschap Jemeppe), vijf dagen voor de algemene vergadering. (44215)

Fimmo-Centra,
Zeelaan 190, 8670 Koksijde

H.R. Veurne 27055 — BTW 421.225.171

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 03/05/2001 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (44216)

Freval, naamloze vennootschap,
Lostraat 39, 2220 Heist-op-den-Berg

H.R. Mechelen 69802 — BTW 442.870.920

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 04/05/2001 te 16 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor. 2. Goedkeuring van de balans en resultatenrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor. 5. Allerlei. 6. Omvorming kapitaal in euro. 7. Herbenoeming bestuurders. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44217)

Fulax, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Affligem 28, 9255 Buggenhout

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Mechelen, nr. 325
NN 435.705.687

Jaarvergadering op 08/05/2001 om 15 u op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. (44218)

Garage Anthonis, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Antwerpsesteenweg 477, 2500 Lier

H.R. Mechelen 57893 — BTW 425.049.743

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen der gewone jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel Antwerpsesteenweg 477, te Lier, op 18/05/2001 te 17 uur. — Agenda : 1. Lezing der verslagen van bestuurders en commissaris; 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. Kwijting te geven aan de bestuurders en commissaris. 4. Benoemingen bestuurders. Om deze vergadering te mogen bijwonen zullen de aandeelhouders, minstens drie dagen vóór deze vergadering, hun aandelen aan toonder moeten neerleggen, op de maatschappelijke zetel. (44219)

De raad van bestuur.

Garage Johan, naamloze vennootschap,
Damstraat 21B, 9800 Deinze

H.R. Gent 160618 — 442.920.509

De jaarvergadering heeft plaats op 04/05/2001 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel, Damstraat 21/B, 9800 Deinze. — Agenda : 1. Mededelingen conform art.60 vennootschapswet. 2. Jaarverslag van de bestuurders. 3. Vergoeding van de bestuurders. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat. 6. Kwijting van de raad van bestuur. 7. Rondvraag-Varia. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (44220)

Garage Snoeck-Bruyneel, naamloze vennootschap,
Posterijstraat 36, 8793 Sint-Eloois-Vijve

H.R. Kortrijk 72714 — BTW 405.442.974

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 08/05/2001 om 18 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. 6. Omvorming van het maatschappelijk kapitaal in euro. 7. Herbenoeming bestuurders. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44221)

Garage Van Brempt, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 503/1, 2500 Lier

H.R. Mechelen 54593 — BTW 404.979.750

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 08/05/2001 te 11.30 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor. 2. Goedkeuring van de balans en resultatenrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de

bestuurders en aan de accountant-revisor. 5. Allerlei. 6. Herbenoeming bestuurders. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44222)

**Garpet, naamloze vennootschap,
Bouwvelven 16, 2280 Grobbendonk**

H.R. Tunrhout 68901 — BTW 446.706.279

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 21/05/2001 om 16 uur. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (44223)

**General Business Invest, société anonyme,
rue Royale 35, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 629215 — T.V.A. 443.580.010

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Conversion du capital en euros. Décharge aux administrateurs. Divers. (44224)

**General Tools Company, naamloze vennootschap,
P. Gilsonslaan 480, te 1620 Drogenbos**

H.R. Brussel 364913

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 02/05/2001 te 15 u., bij Société anonyme Outilac, rue J. Wettinck 31, 4101 Jemeppe-sur-Meuse. — Dagorde : 1. Verslag van de Raad van Beheer. Verslag art. 77.4 GWHV. 2. Verslag commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekeningen per 31/12/2000. 4. Aanwending resultaat. 5. Ontlasting te geven aan de raad van beheer en aan de commissaris-revisor. 6. Diversen. Volgens dienen de aandeelhouders hun titels vijf dagen voor de vergadering neer te leggen op de Generale Bank (agentschap Jemeppe). (44225)

**Gerwin Burg., naamloze vennootschap,
Edgard Tinelplaats 6, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 108

De algemene vergadering heeft plaats op vrijdag 04/05/2001 om 14.00 u. te 2050 Antwerpen, Thonetlaan 110. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. 4. Diversen. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (44226)

**Glittek, naamloze vennootschap,
Ninoofsesteenweg 867, 1703 Schepdaal**

H.R. Brussel 600715 - NN 457.214.052

De aandeelhouders en bestuurders worden uitgenodigd tot de Jaarvergadering en de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ten kantore van notaris Dusselier te Meulebeke, Barnumstraat 20 op 04/05/2001 om 14.00 u. — Agenda : 1. Lezing van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van voornoemd stuk. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Omzetting van het kapitaal in euro. 5. Kapitaalverhoging ten bedrage van 423,60 euro door incorporatie van reserves zonder creatie van nieuwe aandelen. 6. Aanpassingen aan de nieuwe Vennootschappenwet. 7. Verslag van de raad van bestuur houdend een omstandige verantwoording van nagemelde voorgestelde wijziging van het doel der vennootschap; aan welk verslag een samenvattende staat gevoegd is over de actieve en passieve toestand der

vennootschap afgesloten per 31 maart 2001. 8. Uitbreiding maatschappelijk Doel. 9. Kwijting aan de bestuurders. 10. Ontslagen en Benoemingen. 11. Bezoldigingen. 12. Machten. 13. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (44227) De raad van bestuur.

**Gutmann Plastics Benelux, naamloze vennootschap,
Brugstraat 37, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 74955 — BTW 439.274.495

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de Jaarvergadering die doorgaat op 04/05/2001 om 10 uur in de zetel van de vennootschap met volgende agenda : 1. Jaarverslag 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 3. Resultaataanwending 4. Kwijting aan de bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding 5. Ontslag en benoemingen 6. Rondvraag (44228)

**Het Leuvens Woonbureau, naamloze vennootschap,
Diestsesteenweg 94, 3010 Leuven (Kessel-Lo)**

H.R. Leuven 59225 — BTW 422.121.036

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 03/05/2001 om 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Rondvraag. Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (44229)

**Heybo Transport, naamloze vennootschap,
Werfstraat 6, 2431 Veerle (Laakdal)**

H.R. Turnhout 53670 — BTW 426.908.381

Jaarvergadering op 07/05/2001 ten kantore van notaris Jean Roggen, Laar 1D, 3980 Tessenderlo, om 17.00 uur. — Agenda : Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet - Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 - Bestemming van het resultaat - Kwijting bestuurders - Kapitaalverhoging met 2.783.990 bef., door inlijving van beschikbare reserves, en omzetting van het kapitaal in euro om het te brengen op 100.000 euro zonder creatie van nieuwe aandelen - Diversen. Zich richten naar de statuten. (44230)

**Houthandel L. Wuyts en zoon, naamloze vennootschap,
Engelsplein 12-13-14, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 17413 — BTW 403.599.578

Gewone algemene vergadering, ten maatschappelijke zetel op 10/05/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Desgevallend benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44231)

**I.P.M., naamloze vennootschap,
Achilles Musschestraat 45, 9000 Gent**

H.R. Gent 173157

Jaarvergadering op 08/05/2001 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44232)

**Imbel Agro, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 31, 9960 Assenede**

H.R. Gent 198190

—
Jaarvergadering op 07/05/2001 om 17 u. — Agenda : 1. Onderzoek en goedkeuring jaarrekening. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (44233)

**Imbel Industries, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 31, 9960 Assenede**

H.R. Gent 198254

—
Jaarvergadering op 07/05/2001 om 17.00 uur. — Agenda : 1. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (44234)

**Immo E.M.Y., naamloze vennootschap,
Daalstraat 119, 3690 Zutendaal**

H.R. Tongeren 71439

—
Jaarvergadering op 08/05/2001 om 19.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44235)

**Immo Heist, naamloze vennootschap,
L. Carrestraat 14, 2220 Hallaar**

H.R. Mechelen 60922

—
Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 2001 om 20 uur. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Rondvraag (44236)

**Immo LBM, naamloze vennootschap,
Onderwijslaan 78, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 67014 — BTW 438.826.713

—
De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap, op vrijdag 04/05/2001 te 19 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Omzetting kapitaal in euro. 7. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (44237)

**Immo Structuur, naamloze vennootschap,
Jonker Van der Nootstraat 9, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 290790 — BTW 447.768.628

—
De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Jonker Van der Nootstraat 9, 2050 Antwerpen op donderdag 10/05/2001 om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Omvorming van het kapitaal in euro. Statuten wijziging volgens de nieuwe wettelijke bepalingen. Verhoging kapitaal tot het wettelijke minimum of hoger. 7. Rondvraag. (44238)

**Immobilière du Bois Salmin, société anonyme,
rue de Spy 44, 5190 Spy (Jemeppe-sur-Sambre)**

R.C. Namur 53627

—
Assemblée générale le 08/05/2001 à 11 h au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du C. Administration. 2. Lecture du rapport du commissaire. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge de leur mandat aux administrateurs et commissaire. 6. Renouvellement du mandat du commissaire-réviseur. 7. Conversion du capital en euros. 8. Divers. (44239)

**Immobilière Themis, société anonyme,
boulevard de Fontaine 17, 6000 Charleroi**

R.C. Charleroi T1 — T.V.A. 406.774.745

—
L'assemblée Générale ordinaire se tiendra le 03/05/2001 à 15 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Examen et approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (44240)

**Immoca, naamloze vennootschap,
Brugse Vaart 8, 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 23789

—
Jaarvergadering ten zetel op 08/05/2001 om 10 uur. — Agenda : 1. Melding van art. 523 van de vennootschappenwet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening 2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Rondvraag. (44241)

**Immoclever, naamloze vennootschap,
Louis Bertrandlaan 71, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 519928 — NN 437.622.923

—
Jaarvergadering op 08/05/2001 om 11 u., op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. (44242)

**Immop, naamloze vennootschap,
Molenstraat 177, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 121394 — BTW 440.875.094

—
Jaarvergadering ten zetel op 11/05/2001 om 18 u. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Verhoging maatschappelijk kapitaal. 6. Rondvraag. (44243)

**Immotori, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 303, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 519373

—
Jaarvergadering op 08/05/2001 om 16 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44244)

**Infra, naamloze vennootschap,
Zandlaan 41, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 64926 — BTW 434.400.642

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaats hebben ten maatschappelijke zetel op 03/05/2001, om 20 uur. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. — Dagorde : Verslagen van Bestuurders; Goedkeuring balans en verlies- en winstrekening; Bestemming van het resultaat; Ontlasting van bestuurders; Ontslag/benoeming bestuurders. Diversen. (44245)

**Jamblin frères, société anonyme,
rue D.J. Antoine 91-93, 4040 Herstal**

R.C. Liège 60181 — T.V.A. 403.895.231

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 02/05/2001 à 15.30 H., au siège social de la SA Outilac à Jemeppe sur Meuse. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Rapport du Commissaire-Réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Renouvellement du mandat du commissaire-réviseur. 7. Divers. Conformément aux statuts, les actionnaires doivent déposer leurs titres à la GENERALE DE BANQUE (Agence de Jemeppe), 5 jours avant l'assemblée. (44246)

**Jami, naamloze vennootschap,
Heidestraat 43A, 3945 Ham (Kwaadmechelen)**

H.R. Hasselt 56285 — BTW 421.175.285

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 28/05/2001 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 der Sw.H.V. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31/12/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders. 6. Aanpassing kapitaal-euro. 7. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44247)

**Jeandon, naamloze vennootschap,
Kleine Tapuitstraat 18, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 100490

Jaarvergadering op 05/05/2001 te 14 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31/12/2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (44248)

**K.D.M.W., naamloze vennootschap,
Polderstraat 51, 2260 Westerlo**

H.R. Turnhout 68131 — BTW 445.590.482

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering, die zal plaatshebben ten administratieve zetel, Grote Markt 45, te 2260 Westerlo, op dinsdag 08/05/2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldigingen bestuurders. 6. Omzetting van het kapitaal in euro. 7. Kapitaalverhoging met 729,09 euro om het te brengen op 1.687.000 euro, door incorporatie van een gedeelte van de inbrengreserve, zonder uitgifte van aandelen. 8. Aanpassing van de statuten. 9. Volmacht handelsregister, registratie, coördinatie van de statuten en aanpassing handelsregister. 10. Diversen. Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de aandeelhouders hun aandelen neer te leggen op de bank Degroof,

Nijverheidsstraat 44, te 1040 Brussel of op de administratieve zetel, Grote Markt 45 te 2260 Westerlo, ten minste vijf volle dagen vóór de Vergadering. (44249)

**Kapelhof, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 42, 2380 Ravels**

H.R. Turnhout 57372 — BTW 430.512.922

Vermits de buitengewone algemene vergadering van 10 april 2001 niet geldig heeft kunnen beraadslagen en beslissen wordt een nieuwe oproeping gedaan tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens te Vosselaar, Cingel 12 op 03/05/2001 om 09.30 uur, met als agenda : 1. Met het oog op de conversie ervan in euro, verhoging van het maatschappelijk kapitaal tot 372.000 euro door opname van beschikbare reserves in het kapitaal en zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Volledige herwerking van de statuten om ze aan te passen aan voormeld agendapunt, aan de bepalingen van de wetten van 18 juli 1991 en 13 april 1995, houdende wijzigingen van de Vennootschappenwet en aan de wet van 7 mei 1999, gewijzigd door de wet van 23 januari 2001, houdende het Wetboek van vennootschappen. (44250)

**Kontibouw Belgium, naamloze vennootschap,
Brakelsesteenweg 461, 9400 Appelterre (Ninove)**

Jaarvergadering op 04/05/2001 om 20.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44251)

**Krifimmo, naamloze vennootschap,
Kardinaal Sterckxstraat 40, 2530 Boechout**

H.R. Antwerpen 289464

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 7 mei 2001 te 11.00 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur. 5. Varia. (44252)

**L'Immobilière de la Colline à Transinne, société anonyme,
sous forme commerciale d'une société anonyme,
Brun Culot 14, 7911 Frasnes-lez-Anvaing**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Tournai, n° 61
NN 431.700.181

Assemblée Générale du 02/05/2001 à 15 heures, tenue au siège social de la société. — Ordre du jour : 1. Discussion des comptes annuels, arrêtés au 31/12/2000. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations. 5. Rémunérations. 6. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (44253)

**L'Union immobilière, société anonyme,
avenue Louise 380, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 112913

Assemblée générale ordinaire le 02/05/2001 à 14.30 h, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Conversion du capital en euros. Divers. (44254)

**L. Bonhomme et fils, société anonyme,
Au Long Pré 74, 4053 Embourg
R.C. Liège 105162**

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 03/05/2001 à 20.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (44255)

**La Petite Marmite, société anonyme,
chaussée de Dinant 683, 5100 Wépion (Namur)
R.C. Namur 52.790 — T.V.A. 427.195.225**

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire qui sera tenue au siège social le 04/05/2001 à 17 heures et qui délibéra sur l'ordre du jour suivant : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Comptes annuels au 31/12/2000 - Destination du résultat. 3. Décharge, démission et nominations des administrateurs. 4. Conversion du capital en euros. 5. Augmentation du capital pour arrondir le capital au nombre millinaire plus haut. 6. Divers. Les actionnaires sont priés de respecter les prescriptions. (44256)

**Lemmens, naamloze vennootschap,
Molenweg 89, 3530 Houthalen-Helchteren
H.R. Hasselt 77466 — BTW 441.821.934**

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op 03/05/2001 om 9u30 in het kantoor van notaris Bart Drieskens te Houthalen, Ringlaan 22. — Agenda : 1. Verhoging maatschappelijk kapitaal ten belope van 1.251.074 BEF door incorporatie van reserves. 2. Verwezenlijking inbreng. 3. Vaststelling verwezenlijking kapitaalverhoging. 4. Omzetting geplaatst maatschappelijk kapitaal van 2.501.074 BEF in euro en dienovereenkomstige wijziging statuten. 5. Aanpassing statuten aan nieuwe wetboek van vennootschappen. 6. Machtiging en coördinatie statuten. Zich richten naar statuten. (44257)

Namens raad van bestuur.

**Loofin, naamloze vennootschap,
Conservatoriumplein 14, 8500 Kortrijk
H.R. Kortrijk 116282 — NN 434.878.714**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 08/05/2001 om 18.00 u., op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda : 1. Lezing van de jaarrekening per 30/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 5. Statutaire benoemingen. De raad van bestuur. (44258)

**Lutex, naamloze vennootschap,
Demerstraat 7, bus 1, 3500 Hasselt
H.R. Hasselt 59544 — BTW 423.398.070**

Aangezien op de buitengewone algemene vergadering van 2 april 2001 niet vereiste aanwezigheidsquorum niet werd gehaald, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen op donderdag 03/05/2001, om 10.30 uur, ten kantore van notaris Marc Van der Linden, Leopoldplein 17 te 3500 Hasselt, met als dagorde : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal door incorporatie van de reserves. 2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro. 3. Wijziging van artikel 11 van de statuten betreffende het bestuur en het toezicht. 4. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 5. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. 6. Ontslag en benoeming van de bestuurders. (44259)

**M.R.CO, naamloze vennootschap,
Bibliotheekstraat 4, 9000 Gent
H.R. Gent 160808**

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 16.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44260)

**Mado, naamloze vennootschap,
Volksverheffingstraat 1A/1B, 9300 Aalst
H.R. Aalst 65430 — BTW 450.376.740**

Jaarvergadering op 05/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44261)

**Maurice Rogge, naamloze vennootschap,
Bibliotheekstraat 4, 9000 Gent
H.R. Gent 157585 — BTW 440.147.990**

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44262)

**Mereg, naamloze vennootschap,
Lange dijkstraat 13, 3690 Zutendaal
H.R. Hasselt 43255 — BTW 412.878.421**

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 27/04/2001 om 9.00 u. ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Rondvraag. (44263)

**Michel, naamloze vennootschap,
Bessemhoeftweg 4, 3150 Haacht
H.R. Leuven 81011 — BTW 446.031.437**

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 19.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44264)

**Molderez Interim, naamloze vennootschap,
Rooseveltplaats 1A, 2000 Antwerpen
H.R. Antwerpen 181145 — BTW 406.800.281**

Vermits op de algemene vergadering gehouden op 29 maart 2001 het wettelijk quorum niet werd bereikt, worden bij deze de aandeelhouders verzocht deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 03/05/2001 om 17.30 uur, op het kantoor van notaris Johan Van Oektel te 2930 Brasschaat, Bredabaan 252.

Deze algemene vergadering zal beraadslagen en besluiten op geldige wijze ongeacht het vertegenwoordigde deel van het kapitaal.

Agenda 1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de voorgelegde jaarrekening per 30/09/2000; 3. Goedkeuring van het voorstel het resultaat over te dragen naar het volgend boekjaar; 4. Verslag van de raad van bestuur in het kader van artikel 633 van het Wetboek van vennootschappen; 5. Beslissing in het kader van artikel 633 van het Wetboek van vennootschappen; 6. Vergoeding en kwijting van de bestuurders en gedelegeerd bestuurder; 7. Wijziging

van de naam in "Molderez"; 8. Verslag van de raad van bestuur betreffende de doelwijziging; 9. Wijziging maatschappelijk doel; 10. Verhoging van het geplaatst maatschappelijk kapitaal zonder creatie van nieuwe aandelen, door storting van een bedrag van 2.685.-BEF, over te boeken op de post 'geplaatst kapitaal' louter ter afronding van het kapitaal met het oog op de omzetting in euro; 11. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen; 12. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro; 13. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen; 14. Varia. Teneinde te kunnen deelnemen aan de vergadering worden de aandeelhouders verzocht overeenkomstig artikel 13 van de statuten hun aandelen aan toonder neer te leggen minstens vijf dagen voor de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (44265)

De raad van bestuur.

**Molimo, naamloze vennootschap,
Hertstraat 97, 9473 Denderleeuw**

H.R. Aalst 53670 — BTW 426.908.381

Jaarvergadering op 03/05/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van balans en jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming van het resultaat. Décharge te verlenen aan bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44266)

**Muziekhandel Jacky Claes en zonen, naamloze vennootschap,
Demerstraat 50, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 40613 — BTW 406.164.338

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap, op donderdag 03/05/2001 om 17.00 uur. — Dagorde : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Omzetting kapitaal in euro. 7. Rondvraag. Voor deelname aan de vergadering dient men zich te schikken naar de statuten. (44267)

**Muziekinstrumenten Goossens, naamloze vennootschap,
Statielei 47, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 207711 — BTW 416.686.759

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden voor het ambt van notaris Marcel Wellens, te Mortsel, op 03/05/2001 om 10.00 uur. Deze vergadering heeft volgende agenda : 1) Wijziging maatschappelijke benaming in "Piano's Goossens". 2) Kapitaalverhoging met één miljoen vijfhonderd drieënzeventig duizend zevenhonderd drieënnegentig Belgische frank (1.573.793,- BEF), om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank (1.250.000,- BEF), naar twee miljoen achthonderd drieëntwintig duizend zevenhonderd drieënnegentig Belgische frank (2.823.793,- BEF), door inlijving van het dienovereenkomstig bedrag uit de beschikbare reserves, zonder creatie van nieuwe aandelen. 3) Omzetting van het kapitaal in euro. 4) Volledige herwerking en herstructurering van de statuten om deze in overeenstemming te brengen met het nieuwe Wetboek van vennootschappen. 5) Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44268)

**Nebria, naamloze vennootschap,
Pottenbrug 3, bus 193, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 343119

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 03/05/2001 te 14 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (44269)

**North Sea General Stores, naamloze vennootschap,
Werfkaai 14, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 64286 — BTW 430.125.516

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering van aandeelhouders die doorgaat op 05/05/2001 om 17.30 uur in de maatschappelijke zetel van de vennootschap, om te beraadslagen over volgende dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Toewijzing van het resultaat. 3. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 4. Kapitaalverhoging door incorporatie van een bedrag van 25.492,50 BEF op te nemen uit de beschikbare reserve om het kapitaal te brengen van 3.000.000 BEF op 3.025.492,50 BEF. 5. Omzetting van het kapitaal in euro. 6. Aanpassing van artikel 5 van de statuten. 7. Coördinatie van de statuten. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44270)

De raad van bestuur.

**Outilac, société anonyme,
rue Joseph Wettinok 31, 4101 Seraing (Jemeppe)**

R.C. Liège 64492 — T.V.A. 403.971.643

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 02/05/2001 à 14 h. au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration et rapport spécial Art. 77.4 LCSC. 2. Rapport du Commissaire-Réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Divers. Conformément à l'ar. 27 des statuts, les actionnaires doivent déposer leurs titres à la GENERALE DE BANQUE (Agence de Jemeppe), 5 jours avant l'assemblée. (44271)

**Panda, naamloze vennootschap,
Kouterbaan 14, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 166596 — BTW 448.124.360

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 03/05/2001 te 16u30, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Artikels 103 & 104 Venn. Wet - verderzetting vennootschap. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44272)

**"Patrigol" naamloze vennootschap,
Bissegemsestraat 86, 8501 Bissegem**

H.R. Kortrijk 125333 — BTW 445.711.733

Bijeenroeping

Aangezien een eerste vergadering die bijeengeroepen werd op 5 april 2001 niet geldig kon beraadslagen en besluiten bij gebrek aan het wettelijk quorum worden de aandeelhouders verzocht om de tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 03/05/2001 om 10 uur ten kantore van notaris Christophe WERBROUCK, te 7711 Dottignies, rue de France 62, met volgende agenda : 1. Na kennisname en goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur cfr. art. 560 van het Wb. Venn., afschaffing van de twee bestaande categorieën van aandelen. 2. Kapitaalverhoging met 312.167 fr., om het te brengen van 13.000.000 fr. op 13.312.167 fr., door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag, zonder creatie van nieuwe aandelen. 3. Vaststelling van de

realisatie van de kapitaalverhoging. 4. Omzetting van de uitdrukking-munt van het kapitaal in euro. 5. Na kennisname van het vereiste verslag, opnieuw toekennen aan de raad van bestuur van het toegestaan kapitaal ten bedrage van 125.000 euro. 6. Herformuleren van de modaliteiten van uitoefening van het voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in speciën; bijeenkomsten, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur : modaliteiten van benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen; bijeenkomsten en werking van de algemene vergadering; toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering en winstdeling. 7. Aanneming van volledig nieuwe statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering. 8. Opdracht tot coördinatie van de statuten - volmachten. Zich gedragen naar de statuten.
(44273) De raad van bestuur.

**P.B. Finance, société anonyme, en liquidation,
place des Maronniers 2, 4000 Liège**
R.C. Liège 99103

Assemblée Générale ordinaire le 03/05/2001 à 15 H au siège social. Proposition : Approbation du rapport Ordre du jour : 1. Rapport du collège de liquidateurs. Proposition de décision : approbation du rapport. 2. Approbation des Comptes annuels au 31/12/2000. Proposition de décision : approbation des comptes. 3. Affectation du résultat. Proposition de décision : report à nouveau. 4. Décharge aux liquidateurs. Proposition de décision : décharge aux liquidateurs pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31/12/2000. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. Pour être admis ou se faire représenter à l'assemblée, tout actionnaire doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur, soit au siège social soit aux guichets de la BBL pour le vendredi 28 avril à 16 H au plus tard.
(44274)

**"Performance & Profit Improvement",
afgekort : "PPI", naamloze vennootschap,
Veldkant 35D, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 317375 — BTW 458.085.765

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal doorgaan op 07/05/2001 om 14 uur in het kantoor van notaris Johan Kiebooms te 2000 Antwerpen, Willem Tellstraat 3, met de volgende agenda : — Agenda : 1. Zetelverplaatsing - statutenwijziging. Om, overeenkomstig de beslissing tot zetelverplaatsing van de raad van bestuur van zeven juni negentienhonderd negenennegentig, bij uittreksel verschenen in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van twintig juli negentienhonderd negenennegentig, onder nummer 990720-41, Artikel 3. van de statuten te wijzigen en te herformuleren, als volgt : "De zetel van de vennootschap is gevestigd te 2550 Kontich, Veldkant 35 D. De raad van bestuur kan zonder statutenwijziging de zetel van de vennootschap verplaatsen in België, voor zover deze zetelverplaatsing geen wijziging veroorzaakt inzake het op de vennootschap toepasselijke taalregime. De zetelverplaatsing wordt openbaar gemaakt door neerlegging in het vennootschapsdossier van een door het bevoegde orgaan van vertegenwoordiging ondertekende verklaring, samen met een afschrift ter bekendmaking in de bijlage van het *Belgisch Staatsblad*. De vennootschap kan, bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur, in België of in het buitenland bijkomende administratieve zetels en bedrijfszetels vestigen, alsmede kantoren en bijkantoren oprichten." 2. Kapitaalverhoging. Om het kapitaal te verhogen met een bedrag van één miljoen tweehonderd en één duizend en vierenzeventig frank (F. 1.201.074) om het van één miljoen driehonderd duizend frank (F. 1.300.000) te brengen op twee miljoen vijfhonderd en één duizend vierenzeventig frank (F. 2.501.074) door omzetting in kapitaal van gezegd bedrag, afgenomen van de rekening "beschikbare reserves", dit zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 3. Uitdrukking van het kapitaal in euro. Om het kapitaal uit te drukken in euro, dit aan de geldende conversievoet van veertig komma drieduizend driehonderd negenennegentig frank (F. 40,3399) voor één euro (Eur.1), zodat het voortaan tweënzestig duizend euro (Eur. 62.000) bedraagt. 4. Statutenwijziging. Om de eerste zin van 1. Geplaatst kapitaal van Artikel 5. aan te passen aan de nieuwe toestand van het kapitaal, als volgt : "Het geplaatst maatschappelijk kapitaal bedraagt tweënzestig duizend euro (Eur. 62.000)." 5. Herformulering van de statuten. Om de tekst van de statuten volledig om te werken, te herformuleren en te hernummeren,

bepaalde aanvullingen en/of vereenvoudigingen door te voeren zonder evenwel te raken aan de essentiële bepalingen en een volledig nieuwe tekst van de statuten aan te nemen. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen ten minste 5 dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap, dit overeenkomstig artikel 23 van de statuten.
(44275) De raad van bestuur.

**Pharma - Tact, naamloze vennootschap,
Muizenberg 1, 3770 Kanne (Riemst)**

H.R. 69138 BTW 442584274

De jaarvergadering zal gehouden worden op 03/05/2001 om 11.00 uur. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslag en benoeming. 4. Bezoldigingen.
(44276)

**Procity-Invest, naamloze vennootschap,
Dendermondsesteenweg 306, 9070 Destelbergen**

H.R. Gent 172782 — BTW 449.561.742

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering welke doorgaat ter maatschappelijke zetel op 03/05/2001 om 16.30 uur. Om tot de vergadering te worden toegelaten wordt men verzocht zich te willen schikken naar de statutaire bepalingen. De agenda omvat volgende punten : 1. Bespreking art. 60 Ven. W. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring balans per 31/12/2000. 4. Aanwending resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Allerlei.
(44277)

**Quadrofolium, naamloze vennootschap,
Duindoornstraat 2, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 48379 — BTW 437.284.611

Jaarvergadering op 02/05/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Voorstel kapitaalverhoging. Allerlei. Zich richten naar de statuten.
(44278)

**Renaerts E. Alken, naamloze vennootschap,
O.L.-Vrouwstraat 96, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 64114 — BTW 434.542.974

Jaarvergadering op 07/05/2001 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Neerlegging der titels, vijf dagen voor de jaarvergadering.
(44279)

**Rimasonka, naamloze vennootschap,
Kattestraat 2, 3400 Landen**

H.R. Leuven 104323

De aandeelhouders worden op de maatschappelijke zetel uitgenodigd tot de jaarvergadering op 05/05/2001 om 11 uur, met volgende agenda : 1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen-ontslagen. 7. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(44280)

**Roga, naamloze vennootschap,
Blokhuisstraat 24, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 71948

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die gehouden zal worden op dinsdag 08/05/2001 om 16 uur, ten zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. (44281)

**Roobimmo, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 109, 8780 Oostrozebeke**

H.R. Kortrijk 128978 — BTW 449.450.983

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering van 05/05/2001 ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (44282)

**Savannah, naamloze vennootschap,
Bessenveldstraat 25, 1831 Diegem**

H.R. Brussel 641622 — BTW 471.650.325

Jaarvergadering op 04/05/2001 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (44283)

**Servais, naamloze vennootschap,
Servaislaan 15, 1500 Halle**

H.R. Brussel 570984 — NN 450.082.770

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 04/05/2001, te 11 uur 30, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatverwerking per 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslag en benoeming bestuurders. 4. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44284)

**Siracam, naamloze vennootschap,
Leeuweriklaan 10, 9070 Destelbergen**

H.R. Gent 129822

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op vrijdag 04/05/2001 te 11 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (44285)

**Sogespar, société anonyme,
avenue de Foestraets 9, bte 6, 1180 Bruxelles**

T.V.A. 437.427.834

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 15.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement mandats 3 Administrateurs. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (44286)

**Solis, naamloze vennootschap,
Kachtemsestraat 133, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 138782 — BTW 438.760.494

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 08/05/2001 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (44287)

**SOVAC, société anonyme,
avenue G. Benoit 21, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 443761 — T.V.A. 422.509.531

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui sera tenue le jeudi 03/05/2001 à 11h en l'étude du notaire Luc TALLOEN à 3000 Leuven, Brusselsestraat 190, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. a) Augmentation du capital à concurrence 1.251.074FB, pour le porter de 1.250.000FB à 2.501.074FB, par incorporation au capital d'une somme de 1.251.074FB à prélever sur les réserves disponibles, et sans création d'actions nouvelles. b) Conversion du capital en 62.000 euro. 2. Adoption d'un nouveau texte des statuts, adapté au Code des sociétés.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts quant aux conditions d'admission à l'assemblée. (44288)

**Stichting Veranneman, naamloze vennootschap,
Vandevoordeweg 2, 9770 Kruishoutem**

H.R. Oostende 34044

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 05/05/2001 om 14.00 u. op de zetel van de vennootschap met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur. 5. Herbenoemingen. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (44289)

De raad van bestuur.

**Sunshine Invest Company, naamloze vennootschap,
Sint-Michielsstraat 5, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 127870

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 08/05/2001 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen voor de algemene vergadering. (44290)

De raad van bestuur.

**Ten Hove Mulier, naamloze vennootschap,
Schapenstraat 101, 3000 Leuven**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op het kantoor van notaris Romain Coppin te Antwerpen, Mechelsesteenweg 207, op donderdag 03/05/2001 om 14 uur 15. — Agenda : 1. Verslag van de gedelegeerd bestuurder over de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Aanwending van het resultaat. 5. Kapitaalverhoging door incorporatie van beschikbare reserves ten belope van 84.975,- en dit zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 6. Omzetting van het kapitaal in euro. 7. Verslag van de gedelegeerde bestuurder betreffende de redenen die ertoe leiden de

Naamloze Vennootschap om te zetten in een Commanditaire Vennootschap op aandelen. Lezing van het verslag van bedrijfsrevisor Jan Pieter Huygens te Mechelen met in bijlage de staat waarop het aktief en het passief van de vennootschap samengevat zijn per 31/03/2001 en goedkeuring van de besluiten van dit verslag. Omzetting van de vennootschap in een Commanditaire Vennootschap op aandelen, waarvan de benaming, de duur, de zetel en het doel dezelfde zullen zijn als die van de huidige vennootschap en waarvan de activa- en passiva bestanddelen, met inbegrip van het kapitaal en de reserves overanderd zullen behouden worden, zonder dat de raming van deze bestanddelen enige wijziging ondergaat. Het geplaatst kapitaal van 250.000 euro vertegenwoordigd door 10.000 aandelen zonder aanduiding van nominale waarde. De ruiling zal geschieden in volgende verhouding : Een aandeel van de bestaande, naamloze vennootschap, zal ingeruild worden tegen een aandeel van de Commanditaire Vennootschap op aandelen. 8. Bepaling van de statuten ter aanpassing aan de nieuwe rechtsvorm van Commanditaire Vennootschap op aandelen. 9. Schatting en tenlastelegging van de kosten, uitgaven, lonen en lasten van de omvorming. 10. Benoeming zaakvoerders. (44291)

**Interparts, naamloze vennootschap,
Industriepark 2, 9052 Zwijnaarde**
H.R. Gent 102903 — BTW 406.211.254

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 11/05/2001 om 9 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Benoemingen - Ontslagen. 6. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (44292)

**Ti-Jo, naamloze vennootschap,
Hanswijkstraat 25/201, 2800 Mechelen**
H.R. Mechelen 72851

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 04/05/2001 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (44293)

**Tica Crayer 2000,
société commerciale sous forme de société anonyme,
avenue de la Garde Impériale 18, 1420 Braine-l'Alleud**
Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 497

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 08/05/2001 à 10.00 heures à 1180 Bruxelles, avenue Winston Churchill, 149, avec l'ordre du jour suivant : approbation comptes annuels au 31/12/2000 et affectation du résultat, décharge aux administrateurs, divers. Pour le conseil d'administration, le Marquis Leopoldo di MOTTOLA BALESTRA, administrateur-délégué. (44294)

**Tica Uccle 2000,
société commerciale sous forme de société anonyme,
avenue de la Garde Impériale 18, 1420 Braine-l'Alleud**
Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 198

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 08/05/2001 à 12.00 heures à 1180 Bruxelles, avenue Winston Churchill, 149, avec l'ordre du jour suivant : approbation comptes annuels au 31/12/2000 et affectation du résultat, décharge aux administrateurs, divers. Pour le conseil d'administration, le Marquis Leopoldo di MOTTOLA BALESTRA, administrateur-délégué. (44295)

**Trapmann Dubbele Bedieningen, naamloze vennootschap,
Merksemsteenweg 183, 2100 Antwerpen (Deurne)**

H.R. Antwerpen 320987 — BTW 459.760.006

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jan Michoel te Hoogstraten, Burg. J. Van Aperenstraat 8, op 04/05/2001 om 10.00 uur.

Dagorde :

1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap met éénveertig duizend vierhonderd veertien (41.414,-) frank om het te brengen van twee miljoen vijfhonderd duizend (2.500.000,-) frank op twee miljoen vijfhonderd éénveertig duizend vierhonderd veertien (2.541.414,-) frank door incorporatie van de beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, door verhoging van de fractiewaarde van de aandelen.

2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal van twee miljoen vijfhonderd éénveertig duizend vierhonderd veertien (2.541.414,-) frank in drieënzestig duizend euro (63.000,- EUR).

3. Aanpassing en coördinatie van de statuten overeenkomstig de genomen beslissingen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten en de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. (44296)

**Trullemans, naamloze vennootschap,
Lenniksebaan 369, 1070 Anderlecht**

H.R. Brussel 566795 — BTW 446.902.160

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 07/05/2001. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Bekräftiging van de benoeming van de bestuurders; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (44297)

**V & V Textiles, naamloze vennootschap,
Beverenstraat 18, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 110825 — BTW 429.324.176

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op zaterdag 05/05/2001 om 10.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening per 31/12/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diversen. Zich houden naar de statutaire verplichtingen. (44298)

**Valaine, société anonyme,
Sous-le-Bois 2, 6997 Erezée**

R.C. Marche-en-Famenne 14952 — T.V.A. 432.866.458

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 02/05/2001 à 15 H., au siège social de la SA OUTILAC à Jemeppe/Seraing. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats des administrateurs. 6. Divers. Dépôt des titres requis pour participer à l'A.G., à l'agence de la GENERALE DE BANQUE (Agence de Jemeppe) cinq jours avant l'A.G. (44299)

**Van de Velde Immo, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 511, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 270433 — BTW 435.488.349

De aandeelhouders van de vennootschap worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op 03/05/2001 om 11 uur ter zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31/12/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Omvorming maatschappelijk kapitaal in euro. 7. Varia. (44300)

**Van Den Bergh & Co, naamloze vennootschap,
Drukkerijstraat 13, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 31964 — BTW 416.825.529

De algemene vergadering zal gehouden worden op 02/05/2001 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel, te 9240 Zele, Drukkerijstraat 13. — Agenda : 1. Verslag bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming der resultaten. 4. Kwijting bestuurders en commissaris. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Neerlegging der aandelen volgens artikel 16 der statuten. (44301)

**Van Dijck, naamloze vennootschap,
Dorpstraat 4, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 260341 — BTW 432.655.335

Jaarvergadering op 11/05/2001 om 16 uur ten zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (44302)

**Vandevelde, naamloze vennootschap,
Statiestraat 18, 8760 Meulebeke**

H.R. Kortrijk 120224

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 03/05/2001 om 16.00 uur op de zetel van de vennootschap met als agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Kwijting bestuurders. Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (44303)

**"Villa Arte", naamloze vennootschap,
Gilles de Pélichylei 107, 2970 Schilde ('s-Gravenwezel)**

H.R. Antwerpen 301041 — BTW 451.486.203

Daar op de buitengewone algemene vergadering van 04/04/2001 het vereiste quorum niet werd bereikt, wordt voor de tweede maal een buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen die wordt gehouden op het kantoor van notaris Jan Michoel te Hoogstraten, Burg. J. Van Apenstraat 8, op 03/05/2001 om 9 uur, met volgende agendag :

1) Verhoging van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap met twee miljoen zeventienhonderd drieëntachtig duizend negenhonderd negentig frank (2.783.990,-) om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank (1.250.000,-) frank naar vier miljoen drieëndertig duizend negenhonderd negentig (4.033.990,-) frank door incorporatie van de beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen, door verhoging van de fractiewaarde van de aandelen.

2) Omzetting van het maatschappelijk kapitaal van vier miljoen drieëndertig duizend negenhonderd negentig (4.033.990,-) frank in honderd duizend euro (100.000 EUR).

3) Aanpassing en coördinatie van de statuten overeenkomstig de genomen beslissingen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten en de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. (44304)

**Wasserij Sint-Pieter Hebo, naamloze vennootschap,
Blankenbergsesteenweg 91B, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 60501 — BTW 426.674.789

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op donderdag 03/05/2001, om 10 uur ten maatschappelijke zetel. Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Instemming met de omvorming van het kapitaal in euro. 6. Allerlei. (44305)

**Wavrienne de Gestion immobilière,
en abrégé : "Wagimo", société anonyme,
avenue du Centre Sportif 45, bte 16, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 70120

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 08/05/2001 à 20.00 H., au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (44306)

**Wera & Cie, société anonyme,
Chemin Long 237A, 1310 La Hulpe**

R.C. Nivelles 87101 — T.V.A. 412.885.250

Assemblée générale ordinaire le 02/05/2001 à 16.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats des administrateurs. 6. Conversion du capital en euros. 7. Divers. (44307)

**Wera Couture, société anonyme,
rue de l'Enseignement 48, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 578839 — T.V.A. 452.290.709

Assemblée générale ordinaire le 02/05/2001 à 14.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. (44308)

**Werimmo, société anonyme,
rue Joseph Romainville 10, 4520 Bas-Oha**

R.C. Bruxelles 2674

Assemblée générale ordinaire le 02/05/2001 à 17.00 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport conseil d'administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euros. 6. Divers. (44309)

**Wood Forest Machinery Construction &
Engineering - W.F.M.C.E., société anonyme,
rue Saint-Isidore, Z.I. Marloie, 6900 Marche-en-Famenne**

R.C. Bruxelles 541841 — T.V.A. 442.588.630

Assemblée générale ordinaire le 03/05/2001 à 18.00 h, au siège social. — Ordre du jour : Rapport conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (44310)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Nationaal Orkest van België

Het Nationaal Orkest van België zal binnenkort vergelijkende examens inrichten met het oog op de werving en/of de samenstelling van een wervingsreserve van :

Contrabassist-instrumentist (m/v) op 2 juli 2001 (uiterste inschrijvingsdatum 25 juni 2001);

Violist-solist (m/v) op 5 juli 2001 (uiterste inschrijvingsdatum 25 juni 2001).

Eén plaats is onmiddellijk vrij bij de 2^e violen.

De candidaturen dienen per aangetekende brief ingediend te worden bij het Nationaal Orkest van België, Galerij Ravenstein 3, bus 10, te 1000 Brussel, tel. 02-552 04 60, fax 02-552 04 68, e-mail : v.devocht@nob-onb.be. (10234)

Orchestre national de Belgique

L'Orchestre national de Belgique organisera prochainement des concours de recrutement et/ou de réserve de recrutement pour :

Contrebassiste-instrumentiste (h/f) le 2 juillet 2001 (date limite d'inscription 25 juin 2001);

Violoniste-soliste (h/f) le 5 juillet 2001 (date limite d'inscription le 25 juin 2001).

Une place est immédiatement vacante aux 2^{es} violons.

Les candidatures devront parvenir par lettre recommandée à la poste à l'Orchestre national de Belgique, Galerie Ravenstein 3, bte 10, 1000 Bruxelles, tél. 02-552 04 60, fax 02-552 04 68, e-mail : v.devocht@nob-onb.be. (10234)

Gemeente Mol

Het gemeentebestuur van Mol werft aan :

3 voltijdse administratief medewerkers (m/v) in de specialiteit middenstand, senioren en sport.

Houder zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Slagen voor een aanwervingsexamen.

Een wervingsreserve voor de duur van één jaar wordt aangelegd.

Kandidaturen met uitgebreid *curriculum vitae* kunnen aangetekend verstuurd worden tot en met 15 mei 2001 aan het college van burgemeester en schepenen, personeelsdienst, administratief centrum 't Getouw, Molenhoekstraat 2, 2400 Mol, met volgende bewijsstukken :

voor eensluidend verklaarde kopie van diploma;

bewijs van goed gedrag en zeden.

Inlichtingen te verkrijgen bij de personeelsdienst, 't Getouw, 2^e verdieping, tel. 014-33 09 47. (10242)

Politiezone Begijnendijk - Rotselaar - Tremelo « BRT »

Oproep tot de kandidaten voor de betrekking van korpschef van de lokale politie.

Kandidaten dienen te voldoen aan de voorwaarden zoals gesteld in het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 waarin de voorwaarden en de modaliteiten voor de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie worden vastgesteld, en de omzendbrief ZPZ 11, met als bijlage het functieprofiel waaraan de kandidaten dienen te voldoen.

De candidaturen dienen vergezeld te zijn van de volgende documenten :

een uittreksel uit de geboorteakte;

een officieel document waaruit blijkt dat hij de vereiste graad heeft;

een voor eensluidend verklaard afschrift van de laatste evaluatie opgemaakt door de functionele overste van de kandidaat of bij gebrek aan evaluatie, een attest dat dit bevestigt;

een attest van zijn/haar functionele overste dat bevestigt dat geen zware tuchtstraffen opgelegd zijn;

een *curriculum vitae*;

een uiteenzetting over de kwaliteiten en de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de door hem beoogde functie, gelet op het functieprofiel.

De candidaturen dienen conform artikel 4 van bovenvernoemd koninklijk besluit, binnen de termijn van zestien dagen, die aanvangt op de dag van de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*, aangetekend gericht te worden aan de heer Louis Haegemans, burgemeester-voorzitter van het politiecollege Begijnendijk, Rotselaar, Tremelo, Veldonkstraat 1, 3120 Tremelo. (10243)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de Campusbibliotheekdienst Geesteswetenschappen, dienst Acquisitie, zoeken wij een medewerker acquisitie (m/v), graad 4, VB/C/2001/14/W.

Doel van de functie :

Zorgen voor een zo efficiënt mogelijke verwerving en verwerking van nieuwe publicaties voor de bibliotheken van de Faculteit Letteren en het Hoger Instituut voor Wijsbegeerte.

Opdrachten :

Het plaatsen van de boekbestellingen (inclusief bibliografische verificatie) voor de bibliotheken van Letteren en het Hoger Instituut voor Wijsbegeerte.

Het verzorgen van de correspondentie rond de bestellingen en van contacten met de leveranciers.

Het bijhouden van de berichtgeving over de bestellingen.

Het betalen van facturen via SAP.

Deelname aan de activiteiten van werkgroepen in verband met acquisitie in ruime zin.

Sporadisch hulp verlenen bij andere taken van de Campusbibliotheekdienst.

Profiel :

Kandidaten bezitten minimum een diploma hoger onderwijs van het korte type.

Kennis van het bibliotheekwezen, in het bijzonder van bibliografische referentiewerken en databanken, is belangrijk.

Kandidaten kunnen nauwkeurig en efficiënt werken.

Kandidaten bezitten uitstekende communicatieve vaardigheden en kunnen zich zowel mondeling als schriftelijk, vlot uitdrukken in het Nederlands, Frans en Engels. Kennis van Latijn is gewenst.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 11, fax 016-32 29 98, e-mail: Ann.Schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 15 mei 2001. (10244)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zelzate

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Zelzate gaat over tot de aanwerving van een :

maatschappelijk assistent(e) voor de dienst gezinszorg (statutaire benoeming).

Aanwervingsvoorwaarden :

HOKT-diploma maatschappelijk assistent(e);

beschikken over een rijbewijs B of het behalen binnen een periode van twee jaar na de indienstreding (de proeftijd wordt dan twee jaar); slagen voor een niet-vergelijkend examen.

Functieomschrijving :

De maatschappelijk assistent(e) staat aan het hoofd van de dienst gezinszorg (o.m. gezins- en bejaardenhulp en poetsdienst) en werkt onder rechtstreeks gezag van de secretaris.

Functieclassificatie :

B1-B3.

Wervingsreserve :

Er zal een wervingsreserve worden aangelegd voor de duur van de proefperiode (eventueel de verlengde proefperiode) plus één maand.

Bijkomende inlichtingen, de volledige toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en de volledige functieomschrijving zijn te verkrijgen bij de secretaris van het O.C.M.W. van Zelzate (tel. 09-342 29 20).

Kandidaturen (met een kopie van het diploma) dienen schriftelijk te worden gericht aan de voorzitter van het O.C.M.W. van Zelzate, de heer Freddy De Vilder, Burg. Jos. Chalmetlaan 82, te 9060 Zelzate, en moeten uiterlijk op vrijdag 18 mei 2001 in het bezit zijn van het O.C.M.W. van Zelzate. (10245)

Commune de Wanze

L'administration communale de Wanze procède à un appel public en vue de la constitution d'une réserve de recrutement d'auxiliaires professionnel(le)s pour les bâtiments communaux et de préposé(e)s aux garderies, temporaire, à temps partiel. Emplois accessibles aux deux sexes.

Les conditions d'admission sont établies comme suit :

1. Etre Belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne.
2. Etre de conduite irréprochable et jouir de ses droits civils et politiques.
3. Pour les candidats masculins, être en règle à l'égard des lois sur la milice.
4. Etre âgé de 18 ans au moins.

La durée de validité de la réserve de recrutement est de deux ans.

Les candidat(e)s doivent introduire leur demande, accompagnée des pièces nommées ci-dessous :

un extrait d'acte de naissance;

un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs et de nationalité;

un certificat de milice,

à M. le bourgmestre de 4520 Wanze, par pli recommandée à la poste, y déposé le 15 mai 2001 au plus tard.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès du service du personnel de l'administration communale au 085-24 01 16. (10246)

Actes judiciaires et extraits de jugements Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Aubel

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Aubel en date du 11 avril 2001, la nommée :

Timmermann, veuve Van der Voort, Carolus, Rosalie, né à Aubel le 7 octobre 1909, domicilié et résidant à la maison de repos « La Kan », à 4880 Aubel, rue de la Kan 79, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant : Gerardy, Lucie, avocate à 4880 Aubel, rue de la Station 47.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (62881)

Justice de paix du canton de Boussu

Par ordonnance de M. le juge de paix Marc Bouillon, du canton de Boussu, en date du 5 avril 2001, le nommé Bavier, Josse François, né à Quaregnon le 18 septembre 1932, domicilié à 7330 Saint-Ghislain, rue de Boussu 95, mais se trouvant actuellement à 7300 Boussu, CHR Hôpital de Warquignies, rue des Chauffours 27, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant : Me Hélène Pepin, avocat dont le cabinet est sis à 7330 Saint-Ghislain, rue du Port 42.

Boussu, le 13 avril 2001.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Nathalie Dufrasne. (62882)

Justice de paix du canton de Châtelet

Par ordonnance de Mme le juge de paix du canton de Châtelet, en date du 4 avril 2001, la nommée Laermans, Jeanne, née à Philippeville le 22 décembre 1924, domiciliée à 6200 Châtelet, home « Le Doux Repos », rue de la Station 221, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant : M. Adam, Guy, domicilié à 6200 Châtelet, rue des Français 104.

Requête déposée et visée au greffe le 27 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Jean-Marie De Trai. (62883)

Justice de paix du premier canton de Namur

Par ordonnance du 3 avril 2001, de M. le juge de paix du premier canton de Namur, le nommé Callens, Edouard, né à Gelbressée le 24 mars 1925, résidant actuellement à Bouge, rue Saint-Luc 8, clinique Saint-Luc, domicilié à Gelbressée, rue de la Bourgogne 43, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire étant : Me Lebecque, Alain, avocat à 5020 Malonne, avenue de la Vecquée 538.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Michel Hernalsteen. (62884)

Justice de paix du premier canton de Mons

Suite à la requête déposée le 15 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, rendue le 9 avril 2001, Mme Windal, Chantal, née à Jeumont (France) le 18 mars 1957, domiciliée rue Devreux 6, à 7033 Cuesmes, résidant hôpital « Le Chêne aux Haies », chemin du Chêne aux Haies 24, à 7000 Mons, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Maindix, Xavier, avocat, domicilié rue des Marcottes 30, 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (62885)

Justice de paix du premier canton de Tournai

Suite à la requête déposée le 23 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tournai, rendue le 10 avril 2001, M. Bausier, Pierre, né à Elisabethville le 20 décembre 1952, domicilié clos des Chaumières 18, à 7540 Kain, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Marghem, Marie-Christine, avocate dont le cabinet est sis rue de l'Athénée 12, à 7500 Tournai.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Dehaen, Christophe. (62886)

Justice de paix du premier canton de Tubize

Suite à la requête déposée le 16 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Tubize en date du 3 avril 2001, la nommée Potvin, Anna, née à Quenast le 14 avril 1916, domiciliée à 1430 Quenast, rue du Croly 39, résidant à l'établissement Clinique du Parc, avenue de Scandiano 8, à 1480 Tubize, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant : Delvoye, André, avocat, dont les bureaux sont sis à 1420 Braine-l'Alleud, place Riva Bella 12/35.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (62887)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton en date du 6 avril 2001, la nommée Mauchien, Aline, pensionnée, veuve Fifi, née le 6 septembre 1906 à Tintigny, domiciliée à Tintigny 47, rue de France, résidant à Virton, Home l'Amitié 40, rue des Minières, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de sa fille Fifi, Lucette, épouse Fineuse, domiciliée à Neufchâteau 15, place de la Foire.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (62888)

Vredegerecht van het eerste kanton Aalst

Verklaart De Vlieger, Georgette, geboren te Gent op 6 maart 1927, wonende te 9340 Lede, Reymeersstraat 13A, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : D'Haese, Inge, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Asserendries 32.

Aalst, 13 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Bernagie, Rosa. (62889)

Vredegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, verleend op vier april tweeduizend en één, werd Mevr. Lemmens, Angelica, geboren te Deurne op 21 november 1913, verblijvende en gedomicilieerd te 3582 Beringen, RVT Sint-Anna, Havenlaan 7, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, de heer Crombez, Frank, advocaat te 8600 Diksmuide, Grauwe Broedersstraat 23.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Goris, M. (62890)

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, verleend op dertig maart tweeduizend en één, werd Mevr. Maes, Maria, geboren te Olmen op 4 november 1925, verblijvende en gedomicilieerd te 3582 Beringen, RVT Sint-Anna, Havenlaan 7, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, de heer Schildermans, Jan, wonende te 3941 Hechtel-Eksel, Ruitersbaan 18.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Goris, M. (62891)

Vredegerecht van het kanton Bree

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Bree, gewezen op 12 april 2001, inzake R.V. nr. 01B007, werd :

Odekerken, Jan Frans Willem, gepensioneerde, geboren te Roermond (Nederland) op 9 september 1917, verblijvende te 3960 Bree, Senioren-residentie Boneput, Boneputstraat 5, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder :

Westhof, Jos Valentinus, bediende, geboren te Bree op 11 januari 1963, wonende te 3680 Maaseik, Neeroeterenstraat 45A.

Bree, 17 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. Thys. (62892)

Vredegerecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton, verleend op 10 april 2001 werd :

Van Damme, Pascal, geboren te Zele op 29 juli 1975, wonende te 9000 Gent, Pannestraat 78, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en toegevoegd als voorlopig bewindvoerder :

Soetaert, Bie, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 119.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 26 maart 2001.

Gent, 17 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verspeet, Magda. (62893)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton, verleend op 10 april 2001 werd :

De Witte, Samuel, geboren te Kyeong-Buk/Zuid-Korea op 3 juni 1975, wonende te 9600 Ronse, J.B. Dekeyserstraat 15, verblijvende in het P.C. Sleidinge, Weststraat 135, te 9940 Sleidinge, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder :

Soetaert, Bie, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 119.

Gent, 17 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verspeet, Magda. (62894)

Vrederechter van het vierde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent van 9 april 2001, werd Ingels, Joannes Robert, geboren te Gent op 3 juni 1933, ongehuwd, wonend en verblijvend in het R.V.T. Heiveld te 9040 Gent (Sint-Amandsberg), Antwerpsesteenweg 776, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, Mr. Dirk Neels, advocaat te 9000 Gent, Brabantdam 175.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 19 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan De Pessemier. (62895)

Vrederechter van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent verleend op twaalf april tweeduizend en één werd De Schoemaker, Livinus, geboren te Oostakker op 1 juli 1932, verblijvende Psychiatrisch Centrum Caritas te 9090 Melle, Caritasstraat 76 en gedomicilieerd te 9000 Gent, Doornsteeg 16, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Becker, Ann, advocaat, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 219.

Gent, 17 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson (62896)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent verleend op twaalf april tweeduizend en één werd Van Boven, Olga, geboren te Wichelen op 15 januari 1939, verblijvende en gedomicilieerd Psychiatrisch Centrum Caritas te 9090 Melle, Caritasstraat 76, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Becker, Ann, advocaat, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 219.

Gent, 17 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson (62897)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent verleend op twaalf april tweeduizend en één werd Daemers, Christine, geboren te Gent op 3 januari 1954, verblijvende Psychiatrisch Centrum Caritas te 9090 Melle, Caritasstraat 76 en gedomicilieerd te 9000 Gent, Leiekaai 45, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Becker, Ann, advocaat, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 219.

Gent, 17 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson (62898)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent verleend op twaalf april tweeduizend en één werd Poorters, Emma, geboren te Bergen op Zoom, op 9 april 1915, verblijvende en gedomicilieerd te 9820 Oosterzele, R.V.T. De Zilverlinde, Dreef 2, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Bastiaenssens, Adriana, 9860 Oosterzele, Van Thorenburghlaan 7.

Gent, 17 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson (62899)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent verleend op twaalf april tweeduizend en één werd Van Trappen, Denyse, geboren te Oosterzele op 16 februari 1942, verblijvende Psychiatrisch Centrum Caritas te 9090 Melle, Caritasstraat 76 en gedomicilieerd te 9000 Gent, Biervlietstraat 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Becker, Ann, advocaat, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 219.

Gent, 17 april 2001.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson (62900)

Vrederechter van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 11 april 2001, rep. 1212/2001 werd, Lippens, Pierre, geboren te Waregem op 27 april 1945, verblijvende A.Z. Sint-Elisabethziekenhuis, Nederrij 133, gedomicilieerd te 2200 Herentals, Goudbloemstraat 28, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Pelt, Maria, fabrieksarbeidster, 2460 Lichtaart, De Bergen 31.

Herentals, 17 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jan Smet. (62901)

Vrederechter van het kanton Maaseik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maaseik, gewezen op 11 april 2001, inzake R.V. nr. 01B07, werd, Maes, Petronella Maria Gertrudis, geboren te Stramproy (Nederland) op 21 maart 1915, wonende en verblijvende te 3640 Kinrooi, rusthuis Zorgvlied, Zandbosstraat 4, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Agten, Guido Gerard Agnes Hendrik, advocaat, geboren te Neerpelt op 9 mei 1951, wonende te 3960 Bree, Witte Torenwal 9.

Maaseik, 11 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. Thys. (62902)

Vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 12 april 2001, werd De Cock, Marc Albert Irène Joseph, geboren te Sint-Niklaas op 10 april 1948, zonder beroep, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Prins Boudewijnlaan 5, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Cock, Josephus Eduardus Adolphus Celina, geboren te Sint-Niklaas op 8 mei 1941, bestuurder der vennootschappen, wonende te 9140 Temse, Brandstraat 23.

Sint-Niklaas, 17 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (62903)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 12 april 2001, werd Van Poucke, Ludovicus, geboren op 23 november 1917, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Plezantstraat 166, verblijvende AZ Waasland, stadskliniek, Lod. De Meesterstraat 5, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Amelinckx, Daniël, advocaat, met kantoor te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 17 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Moonen, Fanny. (62904)

—————
Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind
 —

Justice de paix du second canton de Huy
 —

Par ordonnance rendue le 17 avril 2001, M. le juge de paix du second canton de Huy constate que son ordonnance du 28 février 2001, désignant Me Mary Lacroix, avocat à 4500 Ben-Ahin, place Bolland 5, en qualité d'administrateur provisoire à : Massart, Gilberte Sidonie Edite Ghislaine, Belge, née à Couthuin le 11 juin 1931, agricultrice, veuve, domiciliée à 4520 Moha, rue de l'Eglise 224, cesse de produire ses effets, cette personne étant décédée à Huy le 10 avril 2001.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Ducaine, Marie-Christine. (62905)

—————
 Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst
 —

Verklaart Vermassen, Victor, geboren te Aaigem op 16 april 1924, wonende te 9320 Nieuwerkerken (Aalst), Bergstraat 32, opnieuw in staat zelf zijn goederen te beheren vanaf heden, zodat de beschikking verleend door de vrederechter eerste kanton Aalst op 15 december 1994 (rolnummer 3314/94, Rep. R.3103/94, ophoudt uitwerking te hebben en er met ingang van 4 april 2001 een einde komt aan de opdracht als voorlopig bewindvoerder van Vermassen, Victor, geboren te Aaigem op 16 april 1924, wonende te 9320 Nieuwerkerken (Aalst), Bergstraat 32.

Aalst, 13 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Bernagie, Rosa. (62906)

—————
 Vrederegerecht van het kanton Vilvoorde
 —

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde van 12 april 2001 werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van Mevr. Goossens, Marilyn, bediende, wonende te 1980 Epepegem, Stijn Streuvelsstraat 79, over de goederen van Mevr. Michiels, Maria, geboren te Zele op 28 april 1912, weduwe van wijlen de heer Vital Goossens, in leven wonende te 1800 Vilvoorde, Hendrik I-lei 51, doch verblijvende in de Sint-Jozefkliniek, te 1800 Vilvoorde, Gendarmeriestraat 65, ambts-halve een einde gesteld ingevolge het overlijden van Mevr. Michiels, Maria, voornoemd op 30 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrikx. (62907)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder
 —

Justice de paix du de Marche-en-Famenne
 —

Suite à la requête déposée le 21 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Marche-en-Famenne, rendue le 17 avril 2001, il a été mis fin au mandat de Me Luc Boelpaep, avocat à Marche, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Robert Rondeaux, né à Rochefort le 6 décembre 1921, résidant à la Seniorie de Sainte-Ode, pavillon Belgica, Le Celly 5.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée, à savoir: Mme Rondeaux, Madeleine, domiciliée à 5580 Rochefort, rue de la Croix 2.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Goffin, Anne. (62908)

—————
 Justice de paix du premier canton de Mons
 —

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 11 avril 2001, il a été procédé au remplacement de Me Paul Bughin, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, boulevard Sainctelette 46, par Me Olivier Lesuisse, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, Croix-Place 7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Bouca Martins, Manuel Antonio, né à Soignies le 20 janvier 1971, domicilié à 7000 Mons, rue des Arquebusiers 48.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (62909)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 11 avril 2001, il a été procédé au remplacement de Me Paul Bughin, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, boulevard Sainctelette 46, par Me Olivier Lesuisse, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, Croix-Place 7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Vilain, Claudy, né à Mons le 15 mars 1967, domicilié à 7000 Mons, rue du Hautbois 1, bte 4, et résidant à l'Hôpital Le Chêne aux Haies, chemin du Chêne aux Haies 24, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (62910)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons rendue le 10 avril 2001, il a été procédé au remplacement de Me Sylviane Pichueque, avocat, dont le cabinet est sis à 7033 Cuesmes, rue de la Fraide 9, par Me Olivier Lesuisse, avocat, dont le cabinet est sis à 7000 Mons, Croix-Place 7, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Gailliez, Alina, née le 10 juin 1914, domiciliée à 7012 Jemappes, rue de la Côte d'Ivoire 98c, et résidant Home Pont Canal, quai des Otages 1

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Chatelle, Christian. (62911)

—————
 Justice de paix du canton de Soignies
 —

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, rendue le 12 avril 2001, il a été procédé au remplacement de Me Paul Bughin, avocat, décédé, dont le cabinet était sis à 7000 Mons, boulevard Sainctelette 46, par Mme Degreve, Renée, domiciliée à 7060 Soignies, ruelle de l'Enfer 2, en administrateur provisoire des biens de son époux M. Ferrette, David, né à Soignies le 30 juin 1977, domicilié à 7060 Soignies, ruelle de l'Enfer 2.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (62912)

Erratum

Justice de paix du du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 28 mars 2001, suite à la requête déposée au greffe le 14 mars 2001, la nommée Smekens, Louisa, née à Anderlecht le 24 décembre 1914, veuve de Herrmann, Franz, résidant et domiciliée à 1030 Schaerbeek, avenue Docteur Dejase 43, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Dupuis, Damien, avocat, rue de Wynants 23, à 1000 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (62913)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Suivant acte n° 01-223, dressé au greffe du tribunal de première instance de Mons, le 20 mars 2001 :

Me Derbaix, Charles-Eugène, notaire à Baudour, porteur d'une procuration spéciale à lui donnée à Baudour, le 13 mars 2001, par :

Mme Vanden Bulcke, Christelle, domiciliée à Honnelles (Onnezies), rue des Bruyères 4,

agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur, à savoir :

Payen, Alan Joël Christophe, né à Tournai le 21 juin 1988, domicilié à Honnelles (Onnezies), rue des Bruyères 4;

Mme Payen, Nadia, domiciliée à Quevaucamps, rue du Sarrazin 17, agissant en sa qualité de subrogée tutrice dudit enfant mineur, ci-dessus mieux qualifiés.

A déclaré, pour et au nom de ses mandantes, dûment habilitées par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Dour, en date du 22 février 2001, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de :

M. Payen, Christian, né à Baudour le 11 avril 1962, en son vivant domicilié à Dour (Wihéries), avenue Sartiaux 30, et décédé à Dour le 17 avril 1999.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître par avis recommandé leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Charles-E. Derbaix, notaire suppléant Jean-Claude Glineur, à Saint-Ghislain (Baudour), rue d'Herchies 16.

Baudour, le 17 avril 2001.

(Signé) Ch.-E. Derbaix, notaire. (10247)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 20 maart 2001, heeft Mevr. Coeman, Christelle Maria Martha, geboren te Kortrijk op 28 januari 1945, wonende te 1982 Zemst (Elewijt), Vinnestraat 31, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes over haar minderjarig kind, Troukens, Evy Katy Simon, geboren te Menen op 8 oktober 1985, en hiertoe gemachtigd door de familieraad gehouden voor de vrederechter van het kanton Vilvoorde, op 1 februari 2001,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van de heer Troukens, Marc Johan Hubert, geboren te Vilvoorde op 10 februari 1953, in leven laatst wonende te Zemst (Elewijt), Vinnestraat 31, en overleden te Zemst op 16 december 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Chris Van Edom, te 3191 Boortmeerbeek (Hever), Hoogstraat 56.

Opgemaakt op 17 april 2001.

(Get.) Van Edom, Chris, notaris. (10248)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 01-672, passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le 18 avril 2001, M. Van der Taelen, Jacques Albert Maurice G., domicilié à 1020 Bruxelles, avenue Houba de Strooper 139,

agissant en son nom personnel et agissant également en sa qualité de père et tuteur de droit de son enfant mineur : Van der Taelen, Aurélie, née à Bruxelles le 28 novembre 1984,

a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Dekok, Nicole Huguette Paule, née à Etterbeek le 12 septembre 1952, de son vivant domiciliée à Bruxelles, avenue Houba de Strooper 139, et décédée le 21 décembre 2000 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Struyf, Erik, notaire à 1020 Bruxelles, avenue Richard Neybergh 41-43.

Bruxelles, le 18 avril 2001.

Le greffier, adjoint délégué, (signé) J. Pletinckx. (10249)

Tribunal de première instance d'Arlon

L'an deux mille un, le treize avril, au greffe du tribunal de première instance d'Arlon et par-devant nous, F. Timmermans, greffier adjoint, a comparu :

Deremince, Eugénie, employée, née à Virton le 16 septembre 1978, domiciliée Grand-Rue 49/1, à 6760 Virton, porteuse de procurations lui délivrées :

le 15 février 2001, par :

Sosson, François Louis Albert, retraité, né à Meix-le-Tige le 16 juillet 1917, domicilié avenue de la Victoire 14, à 6760 Virton, en son nom personnel;

le 16 février 2001, par :

Sosson, Bernard Marie François, médecin, né à Mussy-la-Ville le 22 mars 1927, domicilié rue Octave Foncin 33, à 6760 Virton, en son nom personnel;

Frey, Marie-Antoinette Renée, invalide, née à Meix-le-Tige le 10 octobre 1945, domiciliée rue de la Vallée 41, à 6700 Fouches (Arlon), en son nom personnel;

Sosson, Jeanne Marie Victoria, pensionnée, née à Meix-le-Tige le 11 juin 1911, domiciliée rue de l'Aubée 3, à 6792 Halanzy (Aubange), en son nom personnel;

De Rop, Luc André Albert Marcel, fonctionnaire, né à Anvers le 21 juin 1941, domicilié Begijnenvest 28, à 2000 Anvers, en son nom personnel;

Cauwenbergh, Anna Maria José Jeanne, accoucheuse, née à Anvers le 28 juillet 1943, domiciliée rue P.J. Nauwelaerts 37, à 2600 Berchem (Anvers), en son nom personnel;

Cauwenbergh, Monique Gilberte Etienne, religieuse, née à Anvers le 3 septembre 1941, domiciliée Cordemois 1, à 6830 Bouillon, en son nom personnel;

Sosson, Hélène Emilienne, religieuse, née à Châtillon le 28 septembre 1917, domiciliée rue Croix-le-Maire 21, à 6760 Virton, en son nom personnel;

le 17 février 2001, par :

Iokem, Myriam Ida Justine Ghislaine, employée, née à Arlon le 13 mars 1951, domiciliée rue de la Citadelle 9, à 5000 Namur, en son nom personnel;

le 18 février 2001, par :

Iokem, Thierry Marie Jean Ghislain, enseignant, né à Jumet le 17 janvier 1954, domicilié rue du Charron 8, à 5101 Loyers (Namur), en son nom personnel;

De Rop, Guy Marcel Hugo, fonctionnaire, né à Anvers le 27 juillet 1938, domicilié rue Gazet 2, à 2070 Zwijndrecht (Brucht), en son nom personnel;

Sosson, Jean-Jacques Marie Dominique, employé, né à Arlon le 4 août 1955, domicilié rue du Progrès 10, à 6900 Marche-en-Famenne, en son nom personnel;

le 19 février 2001, par :

Frey, Michelle Marie, retraitée, née à Meix-le-Tige le 29 septembre 1936, domiciliée chemin du Paradis 3, à 6747 Saint-Léger, en son nom personnel;

Iokem, Freddy Marie Gabriel Ghislain, enseignant, né à Jumet le 17 janvier 1954, domicilié rue Galopin 60, à 5300 Maizeret (Andenne), en son nom personnel;

Sosson, Maurice Lucien, pensionné, né à Châtillon le 9 mars 1931, domicilié rue du Pachy 19, à 6747 Châtillon (Saint-Léger), en son nom personnel;

Sosson, Thérèse Emilienne, sans profession, née à Châtillon le 13 décembre 1926, domiciliée rue du Pachy 21, à 6747 Châtillon (Saint-Léger), en son nom personnel;

Sosson, Marie-Madeleine Justine Ida, comptable, née à Châtillon le 3 avril 1948, domiciliée chaussée de Rochefort 62, à 6900 Marche-en-Famenne, en son nom personnel;

le 20 février 2001, par :

Sosson, Robert Albert, religieux, né à Châtillon le 25 novembre 1924, domicilié rue Joseph Desmet 62, à 1332 Genval (Rixensart), en son nom personnel;

Iokem, Jacques Marie Ghislain Georges Maurice, employé, né à Auderghem le 18 septembre 1949, domicilié rue des Fonds de Dave 80, à 5100 Dave (Namur), en son nom personnel;

le 21 février 2001, par :

Sosson, Bernadette Marie Simone Renée, sans profession, née à Châtillon le 19 avril 1950, domiciliée rue de la Cinquième Brigade 7, à 6780 Messancy, en son nom personnel;

le 22 février 2001, par :

Cauwenbergh, Jacques Alphonse Clémentine, retraité, né à Anvers le 2 avril 1937, domicilié rue Haute 768, à F-45590 Saint-Cyr en Val (France), en son nom personnel;

le 23 février 2001, par :

Cauwenbergh, Jean Lucien, retraité, né à Anvers le 23 août 1938, domicilié Pater Kenislaan 26, à 2970 Schilde, en son nom personnel;

Iokem, Marc Louis Marie Ghislain, enseignant, né à Bertrix le 20 octobre 1958, domicilié rue de Forêt 96, à 5004 Bouge (Namur), en son nom personnel;

le 26 février 2001, par :

Cauwenbergh, Eliane Michelle Jacques, professeur, née à Wilrijk le 2 janvier 1952, domiciliée Schijnbeemdenlaan 30, à 2110 Wijnegem, en son nom personnel;

le 1^{er} mars 2001, par :

Cauwenbergh, Marc Henri Jean, chauffeur, né à Wilrijk le 21 juillet 1955, domicilié Rooseweg 23, à 2160 Wommelgem, en son nom personnel;

Sosson, Jean Albert, pensionné, né à Châtillon le 25 mai 1921, domicilié Grand-Rue 139, à 6747 Châtillon (Saint-Léger), en son nom personnel;

le 6 mars 2001, par :

Iokem, Anne-Marie Ghislaine, enseignante, née à Libramont le 15 août 1962, domiciliée Es Fays 61, à 5101 Loyers (Namur), en son nom personnel;

le 20 mars 2001, par :

Sosson, Robert Marie Victor Maurice, technicien architecte, né à Arlon le 24 septembre 1952, domicilié à Libreville, BP 13031 (Gabon), en son nom personnel.

Laquelle comparante a, au nom de ses mandants, déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mlle Sosson, Jeanne Valérie, née à Châtillon le 13 janvier 1920, en son vivant domiciliée « Home Saint-Antoine », rue de Mageroux 55, à 6762 Saint-Mard (Virton), y décédée le 10 août 2000.

Dont acte dressé sur réquisition expresse de la comparante qu'après lecture faite, elle a signé avec nous, greffier adjoint.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Cambier, Philippe, notaire, faubourg d'Arival 68, à 6760 Virton.

Arlon, le 13 avril 2001.

Le greffier adjoint, (signé) F. Timmermans. (10250)

L'an deux mille un, le treize avril, au greffe du tribunal de première instance d'Arlon et par-devant nous, F. Timmermans, greffier adjoint, a comparu :

Derevince, Eugénie, employée, née à Virton le 16 septembre 1978, domiciliée Grand-Rue 49/1, à 6760 Virton, porteuse d'une procuration lui délivrée le 29 mars 2001, par :

Feltz, Emilie Hélène Georgette, née à Virton le 18 janvier 1979, domiciliée rue du Haut 184, à 6792 Rachecourt (Aubange), en son nom personnel.

Laquelle comparante a, au nom de sa mandante, déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Feltz, José, né à Mont-Saint-Martin (F) le 14 août 1947, en son vivant domicilié rue de la Cour 33/A, à 6792 Rachecourt (Aubange), décédé à Woluwe-Saint-Lambert le 24 mai 2000.

Dont acte dressé sur réquisition expresse de la comparante qu'après lecture faite, elle a signé avec nous, greffier adjoint.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Cambier, Philippe, notaire, faubourg d'Arival 68, à 6760 Virton.

Arlon, le 13 avril 2001.

Le greffier adjoint, (signé) F. Timmermans. (10251)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 378/2000 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant le 17 avril 2001, l'an deux mille un, le dix-sept avril;

Par-devant Nous, Nicole Puissant, greffier adjoint principal du tribunal de première instance à Dinant, province de Namur :

A comparu au greffe de ce tribunal Mme Thonet, Annabelle, née à Rocourt le 23 juin 1971, domiciliée à Beauraing, rue des Acacias 6, fille du défunt, agissant en son nom personnel comme mandataire en vertu de :

a) un acte reçu le 15 mai 1995 par Me Beguin, notaire à Beauraing, acte par lequel Mme Thonet, Annabelle est désignée comme mandataire général de Mme Thonet, Ariane, née à Namur le 22 février 1963, fille du défunt;

b) une procuration sous seing privé donnée à Nocochea (Argentine) le 2 novembre 2000 et légalisée par le notaire Etienne Beguin de résidence à Beauraing de Mme Hett, Dorothea-Barbara, née à Miltenberg-sur-Main (Allemagne) le 27 novembre 1940, veuve de Thonet, Jean-Pierre, et qui resteront annexés au présent acte;

Nous a déclaré, tant en son nom personnel que pour et au nom de ses mandantes accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur est dévolue par le décès de :

Thonet, Jean-Pierre, né à Beauraing, le 15 novembre 1937, en son vivant industriel, domicilié à Nocochea (Argentine), Calle 67, n° 1450, et décédé à Buenos Aires (Argentine) en date du 11 septembre 2000, le dernier domicile du défunt en Belgique étant rue des Acacias 6, à Beauraing.

La présente déclaration a été actée à la demande expresse de la comparante, nonobstant notre observation quant au domicile du défunt en Argentine.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Etienne Beguin, notaire à 5570 Beauraing, rue de Dinant 30.

Dinant, le 17 avril 2001.

le greffier adjoint principal, (signé) N. Puissant. (10252)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mille un, le treize avril, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Thewis, Roger, né à Awans le 28 février 1931, domicilié à Hermé, rue de Milmort 12, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Heen, Marie, née à Engis le 11 janvier 1915, domiciliée à Liège, rue du Coq 43, désigné à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix suppléant du troisième canton de Liège, en date du 9 novembre 2000, et à ce autorisé par ordonnance du même juge de paix du 30 janvier 2001;

Lequel comparant a déclaré *ès qualités* accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de :

Thewis, Victor, né à Milmort le 1^{er} janvier 1914, de son vivant domicilié à Liège, rue du Coq 43, et décédé le 15 septembre 2001, à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile à Hermée, rue de Milmort 12.

Le testament se trouve au rang des minutes de Me Marc Kaschten, notaire à Liège, rue de Campine 42.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service (signé) J. Diederens. (10253)

L'an deux mille un, le treize avril, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Cramer, Léon, né à Herstal le 6 juillet 1936, domicilié à Liège, rue des Maraîchers 57, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte et au nom de :

Larock, Carine, née à Waremmes le 23 mars 1963, domiciliée à Crisnée, rue Louis Happart 45, agissant en nom personnel et en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs d'âge :

Tromme, Audrey, née le 2 novembre 1988, domiciliée avec sa mère;

Tromme, Quentin, né le 11 décembre 1990, domicilié avec sa mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Waremmes, en date du 11 janvier 2001, délibération qui est produite en photocopie et qui restera annexée au présent acte; lequel comparant a déclaré *ès qualités* accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de :

Tromme, Henri, né à Bouvignies-sur-Meuse le 15 février 1950, de son vivant domicilié à Crisnée, rue Louis Happart 45 et décédé le 16 novembre 2000 à Waremmes.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Alain Deliége, notaire à Chênée, rue Neuve 6.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service (signé) J. Diederens. (10254)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op achttien april tweeduizend en één, hebben Boost, Julie Marie Thierry, geboren te Wilrijk op 9 april 1974, wonende te 2020 Antwerpen, Beukenlaan 2, bus 20, en Boost, Lucie Marie Henriette, geboren te Wilrijk op 9 april 1974, wonende te 2020 Antwerpen, Beukenlaan 2, bus 20, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen, Boost, Robert Georges Jean Paul Marie, geboren te Antwerpen op 25 oktober 1944, in leven laatst wonende te 2018 Antwerpen-1, Lange Lozanastraat 44, en overleden te Antwerpen op 29 december 2000.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Johan Kiebooms, Willem Tellstraat 3, te 2000 Antwerpen.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, achttien april tweeduizend en één.

De griffier, (get.) K. Beyers. (10255)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op dertien april tweeduizend en één, hebben, Moeskops, Joseph Constantinus Louisa, geboren te Schoten op 23 maart 1949, wonende te 2900 Schoten, Arthurdeef 1, handelend in eigen naam, handelend in zijn hoedanigheid van vader, wettige beheerder over de persoon en de goederen van zijn minderjarig kind, Moeskops, Kirby Marcella José, geboren te Schoten op 29 juni 1983, bij de vader wonende. Moeskops, Werner Karel Philomena, geboren te Schoten op 26 maart 1958, wonende te 2900 Schotenn, Liebiglaan 106, Moeskops, Tony Louis Louisa, geboren te Schoten op 28 oktober 1965, wonende te 2900 Schoten, Filip Bourletstraat 21, handelend in eigen naam, handelend in zijn hoedanigheid van vader van zijn minderjarig kind, Moeskops, Shana, geboren te Deurne op 1 mei 1992, wonende te 2900 Schoten, Constant Neutjensstraat 45, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen, Snels, Philomena Maria, geboren te Schoten op 4 februari 1909, in leven laatst wonende te 2900 Schoten, Verbertstraat 25, R.V.T. Verbert-Verreydt, en overleden te Schoten op 14 maart 2001.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Sebrechts, Tony, Churchillaan 122, te 2900 Schoten.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, dertien april tweeduizend en één.

De griffier, (get.) K. Beyers. (10256)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op zeventien april tweeduizend en één, heeft Mevr. Goossens, Maria Alphonsina, wonende te 9240 Zele, Heilig Hartplein 5/B, handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettelijke voogdes over haar in staat van verlengd minderjarig verklaard dochter, bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, d.d. 25 juni 1982, zijnde, Verlaecka, Nicole Maria, geboren te Zele op 17 september 1961, wonende te Zele, Marktplein 5/B, doch verblijvende in de Home Callebaut, te 9300 Aalst, Botermelkstraat 201, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te

aanvaarden van wijlen: Verlaeckt, Rénatus, geboren te Zele op 19 maart 1923, in leven laatst wonende te 9240 Zele, Langestraat 172, en overleden te Zele op 10 november 1984.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. notaris C. Heiremans, ter standpunt 9240 Zele, A. De Beukelaan 34.

Dendermonde, 17 april 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (10257)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de première instance de Namur

Par jugement du 15 mars 2001, rendu contradictoirement par la 13^e chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Namur, la nommée Burnonville, Maryvonne, née à Namur le 14 novembre 1958, domiciliée à 5003 Namur, section de Saint-Marc, rue des Nobles 74, étant gérante de la « S.P.R.L. M. Burnonville », faillie, inscrite au R.C. Namur 67029, et déclarée telle par jugement du tribunal de commerce de Namur, en date du 15 juin 1995, a été condamnée :

- à 8 mois d'emprisonnement, avec un sursis de 3 ans, du chef de :
- faux et usage de faux (3 faits);
- avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir détourné ou dissimulé une partie de l'actif de la S.P.R.L. M. Burnonville (5 faits);
- dans l'intention de retarder la faillite, s'être livré à des emprunts, circulations d'effets et autres moyens ruineux pour se procurer des fonds;
- dans l'intention de retarder la faillite, avoir omis d'en faire l'aveu dans le délai d'un mois prescrit par l'article 9 de la loi sur les faillites;
- avoir tenté avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, de détourner ou dissimuler une partie de l'actif;
- avoir sciemment et avec une intention frauduleuse contrevenu aux dispositions des articles 2, 4, 6, 7 et 8 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

(Faits commis Namur, entre le 5 octobre 1993 et le 7 novembre 1996);

- aux frais liquidés à F 25 331;
- à verser 10 francs majorés de 1 990 décimes, soit 2 000 francs, conformément à l'article 29 de la loi du 1^{er} août 1985 et au paiement d'une indemnité de 1 000 francs.

Le tribunal a en outre ordonné la publication par extrait du jugement, aux frais de la condamnée, au *Moniteur belge*.

Cette décision est actuellement passée en force de chose jugée.

Namur, le 12 avril 2001.

Pour extrait conforme : (signé) Ch. Godfurnon, greffier chef de service. (10258)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Charleroi

Par ordonnance du 17 avril 2001, M. R. Maroquin, juge-commissaire à la faillite de la S.C.R.I.S. T.T.Team Services, rue Bonniers 28, à 6560 Erquelinnes, déclarée le 11 mars 1998, a ordonné la convocation des créanciers inscrits dans la faillite, à l'assemblée qui se tiendra en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, au palais de justice, local 504, au 3^e étage, le 7 juin 2001, à 15 h 30 m, pour entendre le rapport de la curatelle sur l'évolution de la liquidation.

Le greffier en chef, (signé) G. Vander Jeugt. (10285)

Par ordonnance du 17 avril 2001, M. R. Maroquin, juge-commissaire à la faillite de la S.P.R.L. Transbat, rue de Marchienne 76, à 6110 Montigny-le-Tilleul, déclarée le 30 mars 1998, a ordonné la convocation des créanciers inscrits dans la faillite, à l'assemblée qui se tiendra en la salle de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, au palais de justice, local 504, au 3^e étage, le 7 juin 2001, à 15 h 45 m, pour entendre le rapport de la curatelle sur l'évolution de la liquidation.

Le greffier en chef, (signé) G. Vander Jeugt. (10286)

Par jugement rendu par la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 17 avril 2001, a été déclarée sur aveu, la faillite de M. Vandenberghe, Henri, né à Namur le 15 juillet 1957, domicilié à Couillet, route de Châtelet 36/2, R.C. Charleroi 198919.

Par le même jugement, Me Christiane Noël, avocat à Charleroi, rue de Dampremy 67/32, a été désignée en qualité de curateur et M. Maroquin, a été désigné en qualité de juge-commissaire.

Le jugement déclaratif fixe au 12 avril 2001, la date de cessation provisoire des paiements.

Il fixe au 15 mai 2001 la date finale pour déposer les déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel 1, 6000 Charleroi.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce, à 8 h 15 m, le 12 juin 2001, au lieu ordinaire de ses audiences.

Pro deo du 17 avril 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Christiane Noël. (Pro deo) (10287)

Par jugement du 5 février 2001 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, la S.P.R.L. Les Presses du Lion a été déclarée en faillite.

(Signé) Ph. Delvaux, avocat. (10288)

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré en faillite la société en commandité simple Atlantis, dont le siège social est sis rue des Hironnelles 19, à 6534 Gozée, R.C. Charleroi 196393.

La date provisoire de cessation des paiements est fixée au 10 avril 2001.

Les créanciers adresseront la déclaration de leurs créances avant le 15 mai 2001, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, avenue Général Michel, à 6000 Charleroi.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 12 juin 2001, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 30 m.

M. Michel Gaillard a été désigné en qualité de juge-commissaire.

Me Charles Dailly, rue du Parc 27, à 6000 Charleroi, a été désigné en qualité de curateur.

(Signé) Charles Dailly, curateur. (Pro deo) (10289)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur citation, la faillite de M. Patrice Renant, domicilié à 4041 Herstal (Vottem), rue Sous la Ville 27, R.C. Liège 201525, avec date du début des opérations commerciales le 12 août 1998 pour l'exploitation d'une entreprise de pose de chapes, installation de zinguerie et couverture métallique de construction, installation sanitaire et de plomberie, ayant un siège d'exploitation à 4020 Liège, Wandre, rue des Marais 234, T.V.A. 599.714.970.

Juge-commissaire : M. Jean Pierre Paduart.

Date de clôture pour le dépôt des créances : 17 mai 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : 29 mai 2001 (cabinet du greffier en chef).

Curateur : Me Alain Bodeus, avocat, rue Julien d'Andrimont 25, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Alain Bodeus. (10290)

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Neptunia, établie et ayant son siège social à 4040 Herstal, rue de Tige 13, R.C. Liège 204001, T.V.A. 461.998.627, pour un commerce de gros avec importation et exportation, commerce de détail en matériel d'informatique, électronique, électroménager, sanitaire et chauffage.

Date du début de l'activité commerciale : le 28 juin 1999.

Juge-commissaire : M. Alain Lonhienne.

Procès-verbal de vérification des créances : mardi 29 mai 2001, à 9 h 30 m, dans le bureau de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 17 mai 2001, au plus tard.

Les curateurs, (signé) Pierre Cavenaile et Koenraad Tanghe, avocats, rue Julien d'Andrimont 23-25, à 4000 Liège. (10291)

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 17 avril 2001 a été déclarée en faillite la S.P.R.L. Gechele Luigi, ayant son siège social Grand Route 260, à 4400 Flémalle, et son siège administratif rue des Vieilles Fosses 107, à 4400 Flémalle, R.C. Liège 201181, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} juillet 1998, pour l'exploitation d'une entreprise d'installation sanitaire et de plomberie, entreprise de travaux de zinguerie, de couverture de construction, de travaux d'étanchéité et revêtement de construction..., T.V.A. 453.492.625.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : mardi 29 mai 2001, à 9 h 30 m, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, palais de justice, place Saint-Lambert, Liège, 1^{er} étage).

Les déclarations de créance doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce de Liège dans les trente jours à dater du 17 avril 2001.

La date de cessation des paiements a été reportée au 17 octobre 2000.

Juge-commissaire : M. Philippe Tromme.

Les curateurs, (signé) Me Francis Schroeder et Me Roland Props, rue des Augustins 26, à 4000 Liège. (10292)

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Boussole De Herstal, dont le siège social était situé à 4040 Herstal, place Jean Jaurès 37, R.C. Liège 196066, avec début des opérations commerciales le 26 août 1996, pour l'exploitation d'un débit de boissons avec petite restauration sous la dénomination « La Boussole », T.V.A. 459.092.585. Faillite sur citation du parquet du procureur du Roi.

Le jugement ordonne aux créanciers de déclarer leur créance dans les trente jours du jugement déclaratif.

Juge-commissaire : Me J.P. Pruvot.

Procès-verbal de vérification des créances : 29 mai 2001, à 9 h 30 m, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce de Liège.

Le curateur, (signé) Me Joëlle Delhaxhe, avocat, rue de Joie 181, 4000 Liège. (10293)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 15 mars 2001, le tribunal de commerce de Namur : a déclaré close, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. G.P.A. Construct, dont le siège social et le siège d'exploitation étaient sis à Mettet, section de Furnaux, rue de Terwagne 33, exploitant une entreprise de construction, R.C. Namur 70651, T.V.A. 457.029.950, déclarée par jugement du tribunal de commerce de Namur, en date du 25 mai 2000;

a donné décharge à Mes Isabelle Sohet et Françoise Dorange, avocats à Namur, rue Juppin 6, de leur mandat de curatrices de la faillite de la S.P.R.L. G.P.A. Construct;

a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Le curateur, (signé) I. Sohet. (Pro deo) (10294)

Par jugement du 29 mars 2001, le tribunal de commerce de Namur déclare closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite de M. Guy Ledoux, donne décharge aux curateurs de leur mandat et dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité du failli.

Le curateur, (signé) François Davreux. (Pro deo) (10295)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur aveu, la S.P.R.L. La Floridita, dont le siège social est sis à 7070 Le Rœulx, chaussée d'Houdeng 184, R.C. Mons 140841, T.V.A. 466.084.604, exerçant l'activité de restaurant sous l'enseigne « La Petite Ferme ».

Curateur : Me Georges Ponchau, avocat à 7100 La Louvière, rue du Temple 55.

Dépôt des déclarations de créances pour le 17 mai 2001 au plus tard et clôture du procès-verbal de vérification des créances le 7 juin 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) Georges Ponchau. (Pro deo) (10296)

Par jugement du 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de Fecadis S.P.R.L., dont le siège social est sis rue Victor Baudour 57B, 7021 Havré, ayant pour activité de commerce de détail en alimentation générale sous la dénomination « Inter Battard », R.C. Mons 136584, T.V.A. 460.040.811.

Les créanciers sont tenus de produire leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 17 mai 2001.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 7 juin 2001, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps. (Pro deo) (10297)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif de la faillite de la S.P.R.L. General Home Consulting, dont le siège était sis rue des Fontaines 28, à 1300 Wavre.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (10298)

Le 9 avril 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré ouverte, sur citation, la faillite de M. Eugenio Giandon, exerçant le commerce sous la dénomination « Entreprise Bâtiments Bétons Giandon », domicilié à Rebecq, rue du Petit Bruxelles 100/A, R.C. Nivelles 69436, activité principale : entrepreneur de bâtiments, T.V.A. 623.944.976, siège d'exploitation : néant.

Curateur : Me D. Jossart, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : le 9 mai 2001; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 18 juin 2001, à 10 h 30 m, au tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21.

Le curateur : (signé) D. Jossart. (Pro deo) (10299)

Faillite de At Home Trans S.P.R.L., rue du Château d'Eau 114, 1420 Braine-l'Alleud.

Date du jugement déclaratif : 16 mars 1998.

Curateur : Me Jossart, avocat à 1470 Genappe, rue des Marchats 7.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10300)

Faillite de Moulin d'Il Cortile (le) S.P.R.L., chaussée de Bruxelles 11, 1410 Waterloo.

Date du jugement déclaratif : 23 mars 1998.

Curateur : Me Jossart, avocat à 1470 Genappe, rue des Marchats 7.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10301)

Faillite de New Cover Rent S.A., chemin du Halage 13, 1460 Ittre.

Date du jugement déclaratif : 9 mars 1998.

Curateur : Me Janssens, avocat à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10302)

Faillite de T.S.R. Sonori-Light S.A., rue de Bruxelles 75, 1480 Tubize.

Date du jugement déclaratif : 9 mars 1998.

Curateur : Me Janssens, avocat à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10303)

Faillite de Carrosserie Maes S.P.R.L., rue Michel Botte 104, 1421 Ophain-Bois-Seigneur-Isaac.

Date du jugement déclaratif : 9 mars 1998.

Curateur : Me Janssens, avocat à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10304)

Faillite de International Exhibition Services S.P.R.L., en abrégé : « I.E.S. », rue de l'Industrie 7, 1400 Nivelles.

Date du jugement déclaratif : 16 mars 1998.

Curateur : Me Jossart, avocat à 1470 Genappe, rue des Marchats 7.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10305)

Faillite de Espaces Roskam + Partners S.A., rue de Rixensart 18/17, 1332 Genval.

Date du jugement déclaratif : 23 mars 1998.

Curateur : Me Jeegers, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 8.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10306)

Faillite de Van den Bergh Belgium S.A., rue du Commerce 23, 1400 Nivelles.

Date du jugement déclaratif : 23 mars 1998.

Curateur : Me Jeegers, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 8.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10307)

Faillite de M & S Artisans Batiseurs S.P.R.L., cl. val de la Houssière 8, 1450 Chastre-Villeroux (Bruxelles).

Date du jugement déclaratif : 16 mars 1998.

Curateur : Me Jossart, avocat à 1470 Genappe, rue des Marchats 7.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10308)

Faillite de Prothermic S.P.R.L., avenue Vesale 23, 1300 Wavre.

Date du jugement déclaratif : 2 mars 1998.

Curateur : Me Vanham, avocat à 1400 Nivelles, rue de Charleroi 2.

Par ordonnance du 8 mars 2001, M. le juge-commissaire a fixé au 28 mai 2001, à 10 h 30 m, dans les locaux du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, l'assemblée générale des créanciers aux fins d'entendre le rapport du curateur sur l'évolution de la liquidation de cette faillite (article 76, loi sur les faillites).

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (10309)

Le 9 avril 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Le Poulet d'Orbais, dont le siège social est à Perwez, rue des Communes 21, R.C. Nivelles 80997, activité principale : vente de volaille, T.V.A. 457.300.956, siège d'exploitation : même adresse que le siège social.

Curateur : Me D. Jossart, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances : le 9 mai 2001; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 18 juin 2001, à 10 h 30 m, au tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21.

Le curateur : (signé) D. Jossart. (10310)

Par jugement du 31 janvier 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de M. Vito Nigro, domicilié à Waterloo, chaussée de Bruxelles 562, y ayant exercé le commerce sous la dénomination « Au Régal », T.V.A. 611.502.747, faillite déclarée ouverte le 8 mai 1995. Le même jugement déclare le failli excusable.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10311)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.P.R.L. Hydroclean, dont le siège social est à Waterloo, chemin de Noces 92, R.C. Nivelles 87204, T.V.A. 463.267.050, faillite déclarée ouverte le 14 juin 1999. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10312)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.A. G.M.G., dont le siège social est à Rosières, rue Rosier Bois 3, R.C. Nivelles 543558, T.V.A. 443.351.465, faillite déclarée ouverte le 20 mars 2000. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10313)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.P.R.L. Cash Products, dont le siège social est à Braine-l'Alleud, rue des Trois Apôtres 23, R.C. Nivelles 50113, T.V.A. 425.411.514, faillite déclarée ouverte le 4 octobre 1999. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10314)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.P.R.L. Bureau d'Etudes immobilières Parmentier, dont le siège social est à Rebecq, rue du Faubourg 2, R.C. Nivelles 49804, T.V.A. 424.860.989, faillite déclarée ouverte le 8 juillet 1999. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10315)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.C.R.I.S. Valdecor, dont le siège social est à Jauche, Grand Place 14/1, R.C. Nivelles 59979, T.V.A. 434.488.932, faillite déclarée ouverte le 8 juin 1999. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10316)

Par jugement du 19 mars 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de la S.A. Phimar Accessoires, dont le siège social est à Braine-le-Château, Parc Industriel 27, R.C. Nivelles 67434, T.V.A. 442.813.908, faillite déclarée ouverte le 25 mars 1996. Ledit jugement dit n'y avoir lieu à accorder à l'entreprise faillie le bénéfice de l'excusabilité.

Le curateur, (signé) D. Jossart. (10317)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 9 avril 2001, le tribunal de commerce de Tournai a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite de Mme Chantal Seynaeve, exerçant commerce sous la dénomination « Beauté Boutique », rue de Saint-Léger 33, à 7711 Dottignies, et a dit pour droit que la faillie était déclarée excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre-Henri Van Besien. (10318)

Par jugement rendu le 9 avril 2001, le tribunal de commerce de Tournai a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite de la S.A. Tapimo, dont le siège social était sis à Mouscron, rue de la Royenne 78, et a dit pour droit que la faillie était déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Van Daele. (10319)

L'an deux mille un, le lundi neuf avril.

La troisième chambre du tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire de Tournai, province de Hainaut, à laquelle étaient présents et siégeaient MM. : J.-Gh. Moreau, juge faisant fonctions de président, B. Couplet, R. Claeysens, juges consulaires; G. Delhaye, greffier, a prononcé le jugement suivant en audience publique et ordinaire, après délibération :

Vu la requête déposée par Me P.-H. Van Besien, avocat à Mouscron, agissant en qualité de curateur à la faillite Michelle Thulier, déclarée ouverte par jugement de ce tribunal le 20 août 1998;

Attendu que les actifs de la faillite sont insuffisants pour rembourser les créanciers et que toutes les déclarations de créances ont été admises ou biffées;

Attendu que le curateur sollicite dès lors de déclarer closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite et d'être déchargé de ses fonctions;

Attendu que la faillie a été appelée par pli judiciaire devant la troisième chambre de ce tribunal à l'audience du 19 mars 2001, et ce conformément à l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, dont le texte était annexé à la convocation;

Attendu que la faillie comparait;

Attendu que la faillie ne formule pas d'observation concernant les comptes de la faillite;

Attendu que la faillie a été entendue quant à son excusabilité éventuelle;

Attendu que le juge commissaire J. Leclercq, a marqué son accord sur la clôture de la faillite;

Attendu que le procureur du Roi, représenté par le substitut E. Joly, a été entendu en son avis quant aux opérations de clôture et à l'excusabilité;

Attendu qu'il n'existe pas en l'espèce d'éléments permettant au tribunal d'écarter le bénéfice de l'excusabilité revendiquée par la faillie;

Vu les articles 1, 9, 30, 32 à 35, 37, 38 et 41 de la loi du 15 juin 1935, modifiée par celle du 9 août 1963;

Vu la loi du 8 août 1997 sur les faillites;

Le tribunal;

Déclaré close pour insuffisance d'actif la faillite de Michelle Thulier;

Décharge Me P.-H. Van Basien, avocat à Mouscron de ses fonctions de curateur et le juge consulaire J. Leclercq de ses fonctions de juge commissaire;

Taxe les honoraires du curateur à zéro franc et ses déboursés à zéro franc;

Dit que la faillie est déclarée excusable;

Ordonne au curateur de faire publier par extrait le présent jugement au *Moniteur belge* et de déposer au dossier de la faillite la preuve de la publication;

Accorde le pro deo au curateur pour la publication;

Dépens à charge de la masse;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant tous recours et sans caution.

(Signé) P.-H. Van Basien, curateur. (Pro deo) (10320)

Par jugement rendu le 17 avril 2001 par le tribunal de commerce de Tournai, a été ouverte, sur citation, la faillite de Lienard, Regis, né à Lille le 8 septembre 1955, domicilié à 7700 Mouscron, rue Saint-Pierre 30, R.C. Tournai 81859, T.V.A. 793.047.254, et ayant pour activité commerciale le commerce de gros et de détail de fleurs coupées et artificielles, bimbelerie, meubles et articles divers d'ornement sous la dénomination « Julies Fleuriste ».

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (17 mai 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 11 juin 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Mercier, Olivier, rue des Villas 6, 7700 Mouscron.

Tournai, le 17 avril 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Mercier. (Pro deo) (10321)

Par jugement rendu le 17 avril 2001, le tribunal de commerce de Tournai, a prononcé la faillite de la S.P.R.L. Clevergolf, dont le siège social est établi à 7712 Herseaux, rue des Frontaliers 21, R.C. Tournai 79444, et dont l'objet statutaire est la vente au détail de tous produits et l'entreprise de construction.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (17 mai 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixé au 11 juin 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Le curateur, (signé) Alain Schamps, avocat à 7700 Mouscron, Drève Gustave Fache 3. (Pro deo) (10322)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 17 april 2001 is Bouwwerken Pirotte en zoon B.V.B.A., Floraliënlaan 366, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 115548, BTW 404.313.915, onderneming voor het bouwen, herstellen en onderhouden van wegen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vanhecke, Dirk.

Curator : Mr. Daelemans, Rudy, Elisabethlaan 59, 2600 Berchem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 17 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 mei 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 juni 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Daelemans, Rudy. (Pro deo) (10323)

Bij vonnis in datum van 17 april 2001 is Vishandel Bredero B.V.B.A., Brederodestraat 109, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 223607, BTW 421.300.692, kleinhandel in vis, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vanhecke, Dirk.

Curator : Mr. Daelemans, Rudy, Elisabethlaan 59, 2600 Berchem (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 17 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 mei 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 juni 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Daelemans, Rudy. (Pro deo) (10324)

Bij vonnis in datum van 17 april 2001 is J.M.G. Consulting B.V.B.A., Sint-Elisabethstraat 38A, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 329978, BTW 463.714.735, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hens, Luc.

Curator : Mr. De Leur, Karen, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 17 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 mei 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 juni 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Leur, Karen. (Pro deo) (10325)

Bij vonnis in datum van 17 april 2001 is Quandt Management B.V.B.A., Kipdorpevest 48, bus 22, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 333581, BTW 465.515.569, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hens, Luc.

Curator : Mr. De Leur, Karen, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 17 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 mei 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 juni 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Leur, Karen. (Pro deo) (10326)

Bij vonnis in datum van 17 april 2001 is Animo N.V., in vereffening, Kruijckstraat 26, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 279370, BTW 442.011.974, bestaat enkel voor haar vereffening, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hendrickx, Hugo.

Curator : Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 17 april 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 mei 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 18 juni 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Caeneghem, Wim. (Pro deo) (10327)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du dix-sept avril deux mil un, M. De Meulemeester, Jacques, ouvrier d'usine, né à Baudour le vingt mars mil neuf cent cinquante, et son épouse, Mme Fontaine, Astrid Elise, sans profession, née à Lobbes le sept février mil neuf cent soixante-sept, domiciliés ensemble à Mons (Cuesmes), avenue Joseph Wauters 163, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Charles-E. Derbaix, suppléant Jean-Claude Glineur, à Saint-Ghislain (Baudour), le dix-sept avril deux mil un.

Le contrat modificatif comporte adoption du régime de la séparation de biens.

(Signé) Ch.-E. Derbaix, notaire. (10259)

Par requête en date du 10 avril 2001, M. Defraigne, Jacques Paul Nicolas Eugène, ingénieur civil, né à Leuze le cinq mars mil neuf cent trente-neuf, et son épouse, Mme Gomrée, Cécile Jeanne Emile, assistante sociale, née à Marbaix-la-Tour le treize septembre mil neuf cent trente-sept, domiciliés ensemble à Profondeville (5170 Arbre), route du Fond 39, ont introduit devant le tribunal de première instance de Namur une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Gérard Debouche, à Feluy, en date du 10 avril 2001.

Le contrat modificatif comporte abandon du régime de la communauté réduite aux acquêts et adoption du régime de la communauté universelle.

(Signé) Gérard Debouche, notaire à Feluy. (10260)

Volgens vonnis verleend op 20 februari 2001 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Freddy Julien Uyttbroeck, en zijn echtgenote, Mevr. Rita Germaine Karel De Ron, samenwonende te 1850 Grimbergen, Driekastanjelaarsstraat 29, verleden door Me Jean-Luc Peërs, notaris te Vilvoorde, op 30 november 2000, gehomologeerd.

Het wijzigend kontrakt bevat toevoeging van een keuzebeding en inbreng van een eigen onroerend goed in de huwgemeenschap.

Voor gelijkkluidend uittreksel : (get.) Jean-Luc Peërs. (10262)

Volgens vonnis verleend op 20 februari 2001 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Rufinus Aloysius Vanvaerenbergh, en zijn echtgenote, Mevr. Lucienne De Neef, samen wonende te 1790 Affligem, Langhaagstraat 8, verleden door Me Jean-Luc Peërs, notaris te Vilvoorde, op 13 oktober 2000, gehomologeerd.

Het wijzigend kontrakt houdt bevat enkel inbreng in de huwgemeenschap van een eigen goed van Mevr. Lucienne De Neef.

Voor gelijkkluidend uittreksel : (get.) Jean-Luc Peërs. (10263)

Volgens vonnis verleend op 20 februari 2001 door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Guido Karel Slosse, en zijn echtgenote, Mevr. Rosita Augusta Dehaes, samen wonende te 1800 Vilvoorde (Peutie), Vilvoordestraat 23, verleden door Me Jean-Luc Peërs, notaris te Vilvoorde, op 29 augustus 2000, gehomologeerd.

Het wijzigend kontrakt bevat enkel overdracht van een onroerend goed van het gemeenschappelijk vermogen naar het eigen vermogen van Mevr. Rosita Dehaes.

Voor gelijkkluidend uittreksel : (get.) Jean-Luc Peërs. (10264)

Bij verzoekschrift van 9 maart 2001 hebben de heer Filip Roelens en Mevr. Joke Vandesteene, die beiden hun woonplaats hebben te Kortemark, Polletstraat 6, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, om de homologatie verzocht van de akte verleden voor Me Johan De Cuman, notaris met standplaats te Kortemark, op 9 maart 2001, waarbij zij hun huwelijksgoederenstelsel wensen te wijzigen als volgt :

inbreng onroerend goed in de huwgemeenschap door de heer Filip Roelens, voornoemd, zijnde een hofplaats, met woning, stallingen, loods en bijhorende grond, gelegen te Kortemark, Polletstraat 6;

bij de ontbinding van het gemeenschappelijk vermogen van de echtgenoten Filip Roelens-Vandesteene, Joke, beiden voornoemd, door overlijden van één van beide voornoemde echtgenoten, zal dit vermogen geheel aan de langstlevende voornoemde echtgenoot verblijven, ongeacht of er afstammelingen zijn die tot de nalatenschap van de eerststervende komen.

Opgemaakt en namens de verzoekers getekend door voornoemde notaris Johan De Cuman, te Kortemark, op 9 april 2001.

(Get.) Johan De Cuman, notaris. (10265)

Bij verzoekschrift van 9 maart 2001 hebben de heer Ruddy Declercq en Mevr. Esther Vergote, die beiden hun woonplaats hebben te Kortemark, Lichterveldestraat 109, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, om de homologatie verzocht van de akte verleden voor Me Johan De Cuman, notaris met standplaats te Kortemark, op 30 maart 2001, waarbij zij hun huwelijksgoederenstelsel wensen te wijzigen als volgt :

inbreng onroerend goed in de huwgemeenschap door de heer Ruddy Declercq, voornoemd, zijnde een woonhuis met grond en achterliggend perceel weiland, gelegen te Kortemark, Lichterveldestraat 109;

bij de ontbinding van het gemeenschappelijk vermogen van de echtgenoten Ruddy Declercq-Vergote, Esther, beiden voornoemd, door overlijden van één van beide voornoemde echtgenoten, zal dit vermogen geheel aan de langstlevende voornoemde echtgenoot verblijven, ongeacht of er afstammelingen zijn die tot de nalatenschap van de eerststervende komen.

Opgemaakt en namens de verzoekers getekend door voornoemde notaris Johan De Cuman te Kortemark, op 9 april 2001.

(Get.) Johan De Cuman, notaris. (10266)

Bij vonnis van de tweede B kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, d.d. 16 februari 2001, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Alfons De Keersmaecker te Antwerpen, district Hoboken, op 4 september 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogen tussen de heer Walter Rudi Galle, geboren te Antwerpen, de 23 augustus 1956, en zijn echtgenote Mevr. Linda Paula Lorrentop, geboren te Antwerpen, de 5 juli 1959, samen wonend te Antwerpen-Hoboken, Paul Vekemanslaan 80, bus F/6.

Deze wijziging blijft beperkt tot een wijziging van het gemeenschappelijk vermogen, doch voor het overige werd er niet aan het stelsel zelf geraakt.

Voor eensluidend uittreksel : voor de echtgenoten Galle-Lorrentop, (get.) Alfons De Keersmaecker, notaris. (10267)

Blijkens vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op 13 februari 2001, werd de akte verleden door notaris Christian Ryckaert te Torhout op 24 juni 1999, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel bestaande tussen de heer Kris Michel Ghesquière, metsersdiner, geboren te Roeselare op 2 november 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Liesbeth, Maria Viaene, opvoedster, geboren te Roeselare op 20 april 1974, samen wonende te Lichtervelde, Torhoutstraat 10, en in het bijzonder inbreng door de heer Kris Ghesquière van

een hem persoonlijk toebehorend perceel grond gelegen te Lichtervelde, Hazelstraat in de tussen hen bestaande wettelijke gemeenschap en toevoeging van een verblijvingsbeding, gehomologeerd.

Torhout, de 17 april 2001.

Namens de echtgenoten Ghesquière-Viaene.

(Get.) Christian Ryckaert, notaris, te Torhout. (10268)

Bij verzoekschrift van 17 april 2001, hebben de echtgenoten de heer Jozef Jerome Georges Barbe, en zijn echtgenote, Mevr. Suzanne Germaine René Clara Tanger, wonende te 8790 Waregem, Lavendellaan 49, voor de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, met name wijziging van het gemeenschappelijk vermogen door inbreng in de gemeenschap van een onroerend goed en inbreng van een schuld, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Thérèse Dufaux, te Waregem op 17 april 2001.

Voor de echtgenoten : (get.) Thérèse Dufaux, notaris. (10269)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 12 april 2001, hebben de echtgenoten, de heer Vanderschaeve, Koenraad Francesco Gustaaf, ontwerper, geboren te Oudenaarde op 22 december 1964, en zijn echtgenote, Mevr. Vanden Bussche, Els Jacoba Erika, secretaresse, geboren te Brussel op 23 juni 1969, samenwonende te 9700 Oudenaarde, Kerkkouter 38, bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde om homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Lucie Vandermeersch, te Oudenaarde, op datum van 20 maart 2001, inhoudende inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Vanden Bussche, Els van een eigen onroerend goed.

Voor verzoekers : (get.) Lucie Vandermeersch, notaris. (10270)

Bij verzoekschrift van 28 maart 2001, hebben de echtgenoten de heer Soreyn, Regy Arthur Jules, bediende, geboren te Deinze op 18 februari 1953, wonende te 9800 Deinze (Bachte-Maria-Leerne), Amakers 36, en Mevr. Vanwynsberghe, Marie Thérèse Irène Godelieve, huisvrouw, geboren te Zwevegem op 3 oktober 1948, wonende te 9800 Deinze (Bachte-Maria-Leerne), Amakers 36, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Gent een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Patrick Maere te Deinze, op 28 maart 2001.

(Get.) Marc Van Gauwenberghe, notaris. (10271)

Bij beschikking van de eerste kamer van eerste aanleg te Turnhout d.d. 28 februari 2001, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Van Hove, Jan, grondbewerker, geboren te Beerse op 9 december 1969 en zijn echtgenote Mevr. Van Bouwel, Francine Simonne Jozef, verkoopster, geboren te Beerse op 15 januari 1969, samenwonend te 2350 Vosselaar, Duivenstraat 88.

De akte werd verleden voor notaris Geert Nouwkens te Malle (Oostmalle) op 14 november 2000, en bevat de inbreng van een eigen goed door één der verzoekers in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers : (get.) Geert Nouwkens, notaris. (10272)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, rechtsprekende in burgerlijke zaken, d.d. 29 januari 2001, werd gehomologeerd de notariële akte d.d. 19 oktober 2000, verleden voor notaris Dirk Luyten te Mechelen, op verzoek van de heer Eduard Marie Van Wilderode, zaakvoerder, geboren te Sint-Laureins-Berchem op 26 april 1974, en zijn echtgenote Mevr. Anne Josepha Michiels, bediende, geboren te Lier op 19 juni 1963, samenwonende te 2500 Lier, Boekweitlaan 35, gehuwd te Sint-Katelijne-Waver op 29 december 1994, houdende de wijziging van hun huwelijkscontract verleden voor notaris Dirk Luyten te Mechelen d.d. 27 december 1994.

Voor de echtgenoten : (get.) Dirk Luyten, notaris. (10273)

Bij vonnis van 27 februari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jean-Luc Snyers, te Alken, d.d. 31 oktober 2000.

In deze akte hebben de heer Geert Marneffe, fruitteler, Hasselt 21 januari 1970, en zijn echtgenote, Mevr. Veerle Smets, kinesiste, Herkde-Stad op 15 november 1971, beiden wonende te 3500 Hasselt, Vorststraat 41, hun huwelijksvermogensstelsel gewijzigd : behoud wettelijk stelsel met inbreng door de heer Geert Marneffe van een eigendom te Hasselt in de gemeenschap.

Alken, 17 april 2001.

(Get.) Jean-Luc Snyers, notaris. (10274)

Bij vonnis van 13 februari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de akte bekrachtigd, verleden voor notaris Hugo Kuijpers te Leuven-Heverlee op 10 februari 2000, waarbij het huwelijksvermogensstelsel gewijzigd werd tussen de echtgenoten Luc Ghislain Omer Lesire en Anne-Marie Sylvie Celis, samen gehuisvest te Hasselt, Sint-Hubertusplein 4.

(Get.) Hugo Kuijpers, notaris. (10275)

Bij verzoekschrift van 29 maart 2000 hebben de heer Roeland Samson, landbouw-ingenieur en zijn echtgenote Mevr. Ann Van Brempt, landbouw-ingenieur, samenwonende te Gent, Schommelstraat 48, bij de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Gent een verzoek ingediend tot homologatie van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, zonder dat voor het overige het huwelijksvermogensstelsel wordt gewijzigd, verleden voor Mr. Jan Myncke, notaris te Gent, op 29 maart 2001.

(Get.) Jan Myncke, notaris. (10276)

Bij verzoekschrift van 2 maart 2001 hebben de heer Mermans, Geert Jozef Christiane, geboren te Turnhout op 28 januari 1971 en zijn echtgenote Mevr. Helsen, Martiene, geboren te Turnhout op 30 september 1977, samenwonende te Lille, afdeling Gierle, Middelveld 43, gehuwd onder het wettelijk stelsel van het gemeenschappelijk vermogen bij ontstentenis aan huwelijkscontract, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel d.d. 2 maart 2001, waarbij de heer Mermans, Geert, inbreng doet van een onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Michel Nolens, notaris. (10277)

Bij verzoekschrift van 2 maart 2001 hebben de heer Van den Plas, Joeri Celina Henri, geboren te Turnhout op 14 december 1971 en zijn echtgenote, Mevr. Geerts, Marianne, geboren te Herentals op 5 november 1974, wonende te Lille, afdeling Poederlee, Biezenhoek 12, gehuwd onder het stelsel van scheiding van goederen blijkens huwelijkscontract verleden voor notaris Alex van de Hole te Lichtaart op 10 september 1996, homologatie gevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van de akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel d.d. 2 maart 2001, waarbij de heer Van den Plas, Joeri, inbreng doet van een toekomstig onroerend goed.

Voor de verzoekers, (get.) Michel Nolens, notaris. (10278)

Bij verzoekschrift van 6 april 2001 hebben de heer Verreydt, Renaat Dionysius Antonius, gepensioneerd, en Mevr. Van Den Eynde, Anna Maria Francisca, huisvrouw, samenwonende te Herentals-Noorderwijk, Ring 79, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Jan Van Hemeldonck te Olen op 6 april 2001 houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel in een stelsel van wettelijk huwelijksvermogensstelsel met inbreng van onroerende goederen.

De echtgenoten Verreydt, Renaat Dionysius Antonius Van Den Eynde, Anna Maria Francisca, hebben uit hun huwelijk vier kinderen.

(Get.) Verreydt, Renaat; Van Den Eynde, Anna. (10279)

Bij beschikking van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen van 28 maart 2001, werd Mr. Vloeberghs, Patrick, advocaat te 2560 Nijlen, er kantoorhoudende Kesselsesteenweg 66, als beheerder *ad hoc* aangesteld over de nalatenschap van wijlen Peeters, Joseph Cornelis, geboren te Kapellen op 22 december 1891, laatst wonende te Sint-Amands, Lippelodorp 4, overleden te Sint-Amands op 29 november 1983, teneinde in naam van alle afwezige, weerspannige of onbekende erfgenamen en rechthebbenden, handlichting te verlenen en toe te stemmen in de gehele en definitieve doorhaling van de hypothecaire inschrijving gevestigd bij notariële akte d.d. 29 november 1978.

Nijlen, 17 april 2001.

(Get.) Patrick Vloeberghs, notaris. (10280)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance délivrée en chambre du conseil du tribunal de première instance séant à Huy, le 6 avril 2001, le tribunal a ordonné la réouverture des opérations de liquidation de la succession vacante de M. Leclercq, Jean-Marie Léopold Louis, né à Chênée le 29 avril 1933, divorcé de Pehee, Hélène Thérèse, domicilié en dernier lieu à 4170 Comblain-au-Pont, Hameau de Oneux 90, décédé à Comblain-au-Pont le 19 novembre 1994 et a nommé à nouveau Me Géraldine Danloy, avocat à 4500 Huy, rue Godelet 1/11, curateur à la succession vacante.

Les créanciers de la succession sont invités à renvoyer leur déclaration de créance par lettre recommandée adressée au curateur dans les trois mois de la présente insertion.

Huy, le 18 avril 2001.

(Signé) Géraldine Danloy, avocat. (10261)

Par ordonnance du 6 mars 2001, la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a nommé M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, en qualité de curateur à la succession de M. Bonhomme, Charles Bruno François, né à Herstal le 26 octobre 1943, divorcé, domicilié en son vivant à Herstal, rue Zénobe Gramme 204/22, et décédé à Liège le 22 septembre 2000.

Tout personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat. (10282)

Tribunal de première instance Marche-en-Famenne

Par ordonnance du douze avril deux mille un, le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne a désigné Me Anne-Catherine Noirhomme, avocat de résidence à 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, en qualité de curateur à la succession vacante de M. Magnette, Alexis Marcel Gilles, né à Marche-en-Famenne le huit février mille neuf cent vingt-huit, décédé à Marche-en-Famenne le huit février mille neuf cent nonante-neuf, en son vivant domicilié à 6900 Marche-en-Famenne, Paradis des Chevaux 1.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) J.J. Latour. (10283)

Par ordonnance du douze avril deux mille un, le tribunal de première instance de Marche-en-Famenne a désigné Me David Verday, avocat de résidence à 6900 Marche-en-Famenne, Allée du Monument 7, en qualité de curateur à la succession vacante de Limbrée, Jean Joseph Hubert Gilles, né à Hargimont le quinze novembre mille neuf cent trente-quatre, décédé à Yvoir le trente et un mai deux mille, en son vivant domicilié à 6980 La Roche-en-Ardenne, rue Clérue 29.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) J.J. Latour. (10284)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 29 maart 2001, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Marleen Heymans, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Jean Pierre Henri Marie Declercq, geboren te Gent op 27 december 1947, in leven laatst wonende te 9060 Zelzate, Suikerkaai 81, en overleden te Gent op 30 maart 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) J. De Temmerman. (10281)